

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
BASES CONVENTIONNELLES
DES RELATIONS MODERNES
ENTRE
LA CHINE ET LA RUSSIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 26 juin 1918, à 1 heure 1/2

PAR

HOO CHI-TSAI

Lauréat de l'Ecole libre des Sciences politiques

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur
Suffragants { M. LESEUR, professeur
 { M. CORDIER, professeur à l'Ecole des langues
 orientales vivantes.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15. RUE RACINE, VI^e

1918

Diss.
Paris
1918.

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

80185

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
BASES CONVENTIONNELLES
DES RELATIONS MODERNES
ENTRE
LA CHINE ET LA RUSSIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 26 juin 1918, à 1 heure 1/2

PAR

HOO CHI TSAI

Lauréat de l'Ecole libre des Sciences politiques

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur

Suffragants { *M. LESEUR, professeur*
M. CORDIER, professeur à l'Ecole des langues
orientales vivantes.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1918

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

L'histoire des relations entre la Chine et la Russie peut se diviser en deux grandes périodes tant au point de vue des conditions de ces relations qu'à celui de leur résultat. La première commence dès le premier contact entre Chinois et Russes, qui s'était établi vers le milieu du xvii^e siècle et elle se termine vers le milieu du xix^e siècle. La deuxième période s'étend du milieu du xix^e siècle jusqu'à nos jours. L'une pourrait être définie la période ancienne des relations sino-russes, l'autre la période moderne. Elles diffèrent totalement l'une de l'autre.

Une première différence est constituée par les conditions diplomatiques des relations sino-russes. Dans la première période, la Chine et la Russie se trouvaient seules en présence l'une de l'autre. Aucune puissance d'outre-mer ne venait troubler ce tête à tête et les relations sino-russes pouvaient suivre leur libre cours sans tenir compte des Etats étrangers. Ceux-ci n'étant pas présents, ne pouvaient ni influencer ni conditionner les rapports entre la Chine et la Russie.

Il est vrai que l'existence d'un Etat éleuthe (dzoungare) qui absorbait l'attention de la Chine jusqu'au XVIII^e siècle n'avait pas permis aux Empereurs mandchous de suivre à l'égard de la Russie la politique qu'ils auraient voulue ; mais le facteur éleuthe dans les relations sino-russes ne peut être comparé en importance au facteur européen de la deuxième période. Et, d'autre part, si l'Etat éleuthe a influencé la politique extérieure de la Chine, il n'eut par contre aucune action sur la politique extrême-orientale de la Russie. Aussi pouvons-nous définir la première période des relations sino-russes comme une période dans laquelle celles-ci n'ont été directement influencées par aucune puissance étrangère et n'ont elles-mêmes intéressé aucun autre Etat que la Chine et la Russie.

Il n'en est plus de même pour la seconde période. L'établissement de rapports entre la Chine et les grandes puissances maritimes, auquel vint s'ajouter plus tard le développement de la puissance nipponne, eut ses répercussions sur les relations particulières entre les cabinets de Péking et de Saint-Petersbourg. La Chine et la Russie durent en tenir compte dans leurs rapports mutuels et le fait des puissances étrangères exerça sur ceux-ci une influence directe et, le plus souvent, importante.

Au point de vue de l'action étrangère sur les relations sino-russes, la deuxième période peut être

elle-même subdivisée en trois périodes, déterminées par la généralisation graduelle des intérêts qui successivement vinrent entrer en ligne.

Les rapports entre la Chine et la Russie, ne touchant d'abord qu'aux intérêts particuliers des deux Empires, finirent par attirer l'attention des autres puissances, européennes, américaine et même... asiatique. La question des relations sino-russes, devint ainsi d'une question purement sino-russe, une question d'intérêt européen et enfin une question d'intérêt asiatique et mondial. Aussi pouvons-nous distinguer dans les relations modernes entre la Chine et la Russie les trois phases successives suivantes : une première s'étendant du milieu du ^{xix}^e siècle jusqu'à la guerre sino-japonaise ; une deuxième se terminant avec la guerre russo-japonaise et une dernière commençant avec le traité de Portsmouth. Au début de la première phase, les relations sino-russes n'éveillent pas encore l'attention des puissances européennes qui commençaient à entrer en contact avec la Chine. Mais, l'apparition de ces puissances en Chine permet à la Russie d'en tirer parti et d'adopter à l'égard du gouvernement de Péking une politique qui réussit parfaitement. Le facteur européen, ainsi, se fait déjà sentir dans les relations sino-russes. Les puissances européennes ne restent pas longtemps à se désintéresser des rapports sino-russes. En 1881, leur influence se fait déjà sentir indirectement à propos d'un conflit

entre la Chine et la Russie au sujet de Kouldja et, à partir de la guerre sino-japonaise, le moindre mouvement russe est précédé ou suivi d'un mouvement correspondant des autres puissances. Les rapports sino-russes deviennent d'un intérêt européen, voire américain (1). Enfin, depuis l'implantation du Japon sur le continent asiatique, les relations sino-russes sont directement influencées par une grande puissance asiatique. Les rapports sino-russes deviennent d'un intérêt mondial.

Les périodes ancienne et moderne des relations entre la Chine et la Russie diffèrent encore l'une de l'autre à un autre point de vue : celui de leur résultat positif. Jusqu'au milieu du xix^e siècle, le développement des relations sino-russes fut lent, imparfait, pénible. En deux siècles, la Chine et la Russie ne signèrent que trois traités importants. Dans la deuxième période au contraire de nombreux traités viennent consolider et développer les rapports conventionnels de la Chine et de la Russie. Une dizaine de conventions sont signées en moins de cinquante ans. Ce changement est précisément déterminé par l'introduction du facteur européen dans les rapports sino-russes. Les guerres entre la Chine et les autres puissances permettent à la Russie d'arracher à sa voisine des

1. Voyez la circulaire de M. Hay dans Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, t. III, p. 446-448.

concessions que celle-ci n'aurait pas accordées si elle avait été en présence de la Russie seule. D'autre part, les troubles intérieurs d'une monarchie décadente viennent également favoriser les intérêts russes en Chine. Au point de vue des résultats des relations modernes sino-russes, la division proposée plus haut est aussi caractéristique. Dans la première phase, le gouvernement russe, profitant des expéditions franco-anglaises et d'une insurrection en Chine qui absorbent cette puissance, obtient de celle-ci des concessions énormes laissant indifférentes les puissances étrangères. Celles-ci se désintéressent encore des relations sino-russes. Dans la seconde phase, les succès russes en Chine, surveillés jalousement par les autres puissances, sont contrebalancés presque toujours par des succès analogues de celles-ci. Enfin dans la troisième phase, le facteur japonais met un frein aux ambitions russes en Extrême-Orient.

Dans l'étude que nous entreprenons, il ne sera question que de la première phase des relations modernes entre la Chine et la Russie. Au point de vue des relations modernes entre la Chine et la Russie, cette phase est la plus importante. C'est en effet de 1858 à 1881 que sont signés les traités qui servent encore actuellement de bases aux relations sino-russes. La période que nous allons examiner est aussi intéressante en tant qu'époque de transition

entre les relations anciennes et les relations modernes sino-russes. Elle constitue une conclusion, une liquidation de la première période et une introduction, une base à la seconde. Profitant d'abord des guerres entre la Chine d'une part, la France et l'Angleterre de l'autre, ensuite de l'insurrection doungane au Turkestan chinois, la Russie parvient à signer une série de traités. Elle liquide ainsi son passé historique avec la Chine par la révision des principes contenus dans les traités anciens et elle se ménage les bases des relations modernes par l'établissement de principes nouveaux.

Mais, pour comprendre la portée des modifications apportées par ces traités, il est nécessaire de connaître la situation conventionnelle entre la Chine et la Russie à la veille de leur signature. Dans l'étude de toute chose il faut un point de départ et de comparaison; ce sera ici l'exposition de la situation réciproque de la Chine et de la Russie vers le milieu du xix^e siècle. Aussi allons-nous diviser notre étude en trois parties :

I. Situation réciproque de la Chine et de la Russie vers le milieu du xix^e siècle.

II. Avantages obtenus par la Russie à la faveur des hostilités entre la Chine d'une part, la France et l'Angleterre de l'autre.

III. Avantages obtenus par la Russie à la faveur de l'insurrection doungane.

LES
BASES CONVENTIONNELLES
DES RELATIONS MODERNES
ENTRE
LA CHINE ET LA RUSSIE

TRANSCRIPTIONS

La méthode de transcription du chinois que nous employons est celle de M. Vissière, adoptée par le ministère des Affaires étrangères français. Nous avons cependant gardé la transcription courante des noms connus tels que : Péking, Tientsin, Changhai qui devraient rigoureusement être écrits : Pei-king, T'ien-tsin, Chang-hai.

Les noms et les mots russes sont transcrits suivant le système enseigné par M. Boyer à l'Ecole des langues orientales.

Les dates citées dans la présente étude sont celles du calendrier grégorien. Pour celles tirées de sources russes ou d'ouvrages employant le calendrier Julien (Sabir, Bretschneider, etc.) nous donnons la désignation d'après les deux styles.

Nous tenons à remercier MM. Vissière et Boyer d'avoir bien voulu nous communiquer et nous expliquer leurs méthodes de transcription et de nous avoir procuré toutes les facilités pour consulter les bibliothèques placées sous leur direction.

Il nous est particulièrement agréable d'exprimer ici toute notre reconnaissance à M. Cordier qui nous a donné, avec son amabilité habituelle, des indications précieuses pour notre travail.

PREMIÈRE PARTIE

SITUATION RÉCIPROQUE DE LA CHINE ET DE LA RUSSIE VERS LE MILIEU DU XIX^e SIÈCLE

La situation réciproque de la Chine et de la Russie vers le milieu du xix^e siècle trouve ses fondements conventionnels dans les traités : de Nertchinsk du 27 août / 6 septembre 1689, de Kiakhta du 21 octobre / 1^{er} novembre 1727 et de Kouldja du 25 juillet / 6 août 1851 (1).

Nous prendrons d'abord la situation entre les deux Etats et ensuite celle entre les particuliers chinois et russes.

1. Au sujet du traité de Nertchinsk, les dates les plus contradictoires ont été données : il a été signé, d'après Dudgeon, le 8 septembre 1688 ; d'après Pauthier, le 22 août 1688. De même pour le traité de Kiakhta, on trouve des dates différentes. Mais pour ce traité, les erreurs sont plus excusables car il y a trois dates qui peuvent lui être rapportées : le 20/31 août 1727 fut signé sur les bords de la Boura (petit affluent de l'Orkhon, près de la jonction de celle-ci avec la Selenga) un traité préliminaire ; le 14/25 juin 1728 furent échangées à Kiakhta les ratifications du traité définitif, lequel venait d'arriver de Péking et était daté du 21 octobre / 1^{er} novembre 1727. Cahen, *Relations de la Russie avec la Chine*, p. 218, 220 ; N. Bantych-Kamenski, *Recueil des Affaires diplomatiques entre les gouvernements russe et chinois de 1619 à 1792*. Kazan, 1882, p. 154-155.

CHAPITRE PREMIER

LES CONDITIONS DES RELATIONS ENTRE LES GOUVERNEMENTS CHINOIS ET RUSSE

Les relations entre deux gouvernements sont conditionnées en premier lieu par les limites territoriales de leur autorité. Pour deux Etats limitrophes, cette question des frontières est d'une importance capitale. Aussi, allons-nous examiner d'abord la frontière sino-russe au milieu du xix^e siècle.

SECTION PREMIÈRE

LA FRONTIÈRE SINO-RUSSE

La Russie étant la voisine de la Chine sur un espace sans exemple dans le monde entier, la question de la fixation de la frontière a dû se poser tôt ou tard pour ces deux pays. Mais, étant donnée l'ignorance des deux parties au sujet de la position exacte de certaines parties de leurs immenses possessions, cette délimitation, à l'époque où nous nous plaçons, a été nécessairement vague par endroits. Les dispositions qui la concernaient se trouvaient dans l'ar-

tielle 1^{er} du traité de Nertchinsk, dans les articles 3 et 7 du traité de Kiakhta et dans les deux lettres de délimitation du 12/23 octobre et du 27 octobre / 7 novembre 1727 (1).

§ 1. — *Le parcours de la frontière.*

Voici quel était son parcours suivant les dispositions conventionnelles.

Commençant à l'ouest par une borne terminale sur le mont *Chabina-Dabaga* à 125 versts (2), à l'ouest de l'embouchure de la rivière Kemtchik, qui en s'unissant avec la Oulou Kem forme le Enisseï, la frontière s'étendait vers le nord-est, et, suivant la courbe des monts Saïansk, redescendait vers le sud-est jusqu'à Kiakhta et de là jusqu'à la rivière Argoun, au nord de l'embouchure de Khaïlar (3). Puis elle suivait le cours de l'Argoun, remontait la Chilka et ensuite la Gorbitsa jusqu'aux sources de celle-ci. De là elle longeait vers l'est la chaîne des montagnes qui donnent naissance à la Gorbitsa. La ligne de partage des eaux de cette chaîne (Iablonovyï) servait de frontière en ce sens que tous les affluents

1. Plus de détails sur ces lettres de délimitation dans Klaproth, *Au sujet des relations de la Russie avec la Chine* (*Moskovskii Telegramf*, 1826, n° 2).

2. Klaproth, *Mémoires relatifs à l'Asie*, I, p. 26.

3. Plus précisément vis-à-vis de l'embouchure du Gan, affluent de droite de l'Argoun (Klaproth, *ibid.*, p. 22).

de l'Amour qui y prennent naissance appartenaient, avec leurs bassins, à la Chine. Par conséquent, la partie orientale de la chaîne remontant vers le nord et n'alimentant pas d'affluents de l'Amour ne devait plus servir de frontière. A partir de cet endroit jusqu'à la mer il n'y avait plus de ligne de démarcation déterminée. La répartition des territoires et des rivières se déversant dans la mer, situés entre la rivière Oud et ladite chaîne de montagnes n'était pas encore faite.

La délimitation de la fraction de la frontière sino-russe, s'étendant de Chabina-Dabaga jusqu'à l'Argoun, a eu pour point de départ Kiakhta, ville fondée en 1727 à une distance égale entre un poste chinois et un poste russe, le premier situé sur le pic Orogoïtou, le second sur la rivière Kiakhta. Les commissaires chinois et russes étaient partis de Kiakhta, en 1727, vers l'est et vers l'ouest, pour établir les bornes-frontières (87 en tout) (1), jusqu'à l'Argoun d'un côté, et Chabina-Dabaga de l'autre, en suivant le plus possible les limites naturelles formées par les chaînes de montagnes et les cours d'eau.

Quant à la fraction orientale de la frontière sino-russe, celle qui commence à la dernière borne terminale érigée sur l'Argoun et finit à la mer, elle fut établie par le traité de Nertchinsk. N'ayant pas été

1. Enumération de ces bornes-frontières et descriptions de leurs situations géographiques, dans Klaproth, *op. cit.*, p. 14-26.

l'objet d'une délimitation précise faite sur place et d'un commun accord au moyen de l'érection de bornes terminales par des commissaires chinois et russes — comme ce fut le cas pour la frontière occidentale, — elle pouvait donner lieu à des doutes et à des divergences d'interprétation d'autant plus difficiles à concilier que la précision du texte du traité laissait beaucoup à désirer. Il nous sera aisé de nous rendre compte des contestations possibles au sujet de cette frontière en examinant de plus près l'article du traité qui la concerne. Prenons le texte latin qui est celui qui fait foi, car c'est le traité en latin qui fut signé et scellé officiellement (1).

« Rivulus nomine Kerbichi [Gorbitsa], qui rivo Chorna [Tchernia = noire (en russe)] Tartarice Urum dicto proximus adjacet et fluvium Sagalien Ula [Amour] influit, limites inter utrumque Imperium constituet. Item a vertice rupis seu montis lapidei, qui est supra dicti rivuli Kerbichi fontem et originem et per ipsa huius montis cacumina usque ad mare, utriusque Imperii ditionem ita dividet, ut omnes terræ et fluvii sive parvi sive magni qui a meridionali huius montis parte in fluvium Sagalien Ula influunt sint sub Imperii Sinici dominio, omnes terræ vero et omnes rivi qui ex altera montis parte ad Borealem plagam vergunt sub Ruthenici Imperii dominio

1. Cahen, *Histoire des relations de la Russie avec la Chine*, p. 49.

remaneant ita tamen, ut quicumque fluvii in mare influunt et quaecumque terræ sunt intermediæ interfluvium Udi et seriem montium pro limitibus designatam pro interim indeterminatæ relinquuntur. De his autem post uniuscuiusque Imperii legatorum in proprium regnum reditum rite examinatis et clare cognitis vel per legatos vel per litteras postea determinabitur. Item fluvius nomine Ergon [Argoun] qui etiam supra dictum fluvium Sagalien Ula influit, limites ita constituet, ut omnes terræ quæ sunt ex parte meridionali ad Sinicum, quæ vero sunt ex parte boreali, ad Ruthenicum Imperium pertineant : et omnes ædes quæ ex parte dicti fluminis meridionali in faucibus fluvii nomine Meyrelke extractæ sunt ad littus boreale transferentur. »

Etant donnée l'importance de l'article premier du traité de Nertchinsk, nous avons cru devoir reproduire son texte original pour pouvoir l'interpréter rigoureusement. Voici la traduction française qui en a été donnée (1) ; l'orthographe des noms propres y est un peu modifiée.

« La rivière nommée *Kerbetchi*, qui est la plus proche de la rivière *Chorna*, appelée en tartare [ton-

1. *Treaties, conventions, etc., between China and Foreign States I*, Imperial maritime customs, Shanghai, 1908.

Les citations des traités que nous ferons seront prises dans ce recueil, sauf indication contraire. Le traité de Nertchinsk de ce recueil est pris de Du Halde, *Description de la Chine*, La Haye, 1736. L'orthographe est « légèrement modernisée ».

gouse] *Ourouon*, et qui se décharge dans le fleuve *Saghalien ou la*, servira de bornes aux deux Empires, et cette longue chaîne de montagnes, qui est au-dessous [*sic*] de la source de la dite rivière de *Kerbetchi*, et qui s'étend jusqu'à la mer orientale, servira aussi de bornes entre les deux Empires : en sorte que toutes les rivières, ruisseaux grands ou petits qui coulent de la partie méridionale de ces montagnes, et vont se jeter dans le fleuve de *Saghalien ou la*, et toutes les terres et pays qui sont au sud du sommet des dites montagnes appartiendront à l'Empire de la Chine, et que toutes les terres, pays, rivières et ruisseaux qui sont de l'autre côté du sommet des autres montagnes s'étendant vers le nord, demeureront à l'Empire de Moscovie, avec cette clause néanmoins que tout le pays qui est immédiatement entre la dite chaîne de montagnes et la rivière nommée *Oudi*, demeurera indécis, jusqu'à ce que les Ambassadeurs des deux partis étant retournés dans leur pays, ayant pris les informations et les connaissances nécessaires pour traiter de cet Article, après quoi on décidera l'affaire, ou par des Ambassadeurs, ou par lettres. De plus, la rivière nommée *Ergoné*, qui se décharge aussi dans le fleuve *Saghalien ou la*, servira de bornes entre les deux Empires : en sorte que toutes les terres et pays qui sont au sud de la dite rivière d'*Ergoné* appartiendront à l'Empereur de la Chine ; et tout ce qui est au nord demeurera à l'Em-

pire de Moscovie. Toutes les maisons et habitations qui sont présentement au sud de la dite rivière d'*Ergoné* à l'embouchure de la rivière *Meritken*, seront transportées de l'autre côté sur le bord septentrional de l'*Ergoné*. »

§ 2. — *Les Imprécisions de la frontière.*

Il n'y a rien à reprocher à la rédaction même de l'article premier du traité de Nertchinsk. Il ne se contredit pas par lui-même. Seulement, si après l'avoir lu, on regarde la carte, on s'aperçoit bien vite de l'ambiguïté de l'article.

A trois endroits, il ne s'exprime pas assez clairement sur l'emplacement de la frontière qu'il a pour but de fixer. Il soulève ainsi des questions qui auraient facilement pu envenimer les bons rapports de voisinage entre la Chine et la Russie, mais qui heureusement n'eurent pas cette fâcheuse conséquence. Ces questions prises suivant l'ordre dans lequel elles se présentent dans le texte, sont les suivantes :

1° Quelle est la Gorbitsa qui doit constituer la limite des deux Empires ?

C'est qu'il y a deux Gorbitsa, toutes les deux étant des affluents de gauche de l'Amour et provenant de la même chaîne de montagnes. L'une entre dans la Chilka (qui en se réunissant avec l'Argoun forme l'Amour) aux environs du 119° de longitude est de

Greenwich. L'autre Gorbitsa, connue aussi sous le nom d'Amazar, se joint à l'Amour à quelque dix milles anglais (16 kilomètres) en aval du confluent de la Chilka et de l'Argoun (1). Le fait que la Gorbitsa dont il est question dans le traité est située à proximité de la rivière Tchernaiia ne vient pas résoudre la question, car il y a aussi deux rivières du nom de Tchernaiia (2). L'une se déverse dans la Chilka à huit milles anglais (à peu près 13 kilomètres) en amont de la première Gorbitsa; l'autre se déverse dans l'Amour à 15 milles anglais (24 kilomètres) en aval de l'Amazar (3).

Donc, jusqu'ici l'article premier du traité de Nertchinsk ne contient aucune précision suffisante pour identifier la Gorbitsa dont il y est question. Ce n'est que plus loin dans les mots : *et fluvium Sagalien Ula influit* qu'on pourrait, peut-être, trouver des éclaircissements. Nous avons vu, en effet, qu'une Gorbitsa se déverse dans la Chilka, tandis que l'autre, l'Amazar, est un affluent de l'Amour (ou Sagalien Ula qui est le nom mandchou de l'Amour). Il semblerait donc que la Gorbitsa qui nous intéresse est celle qui est située plus à l'Est, puisque c'est d'elle qu'on pourrait dire : *fluvium Sagalien Ula influit*.

1. Ravenstein, *The Russians on The Amur*. London, 1861, p. 66.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Cette opinion est généralement soutenue par les publicistes qui se prononcèrent sur cette question sans cependant en donner les raisons (1). Néanmoins le gouvernement russe ne l'a jamais appuyée bien que ce fût lui qui eût eu le plus d'intérêt à le faire. Et en fait, à l'époque où nous nous plaçons, — c'est-à-dire au milieu du xix^e siècle — la Gorbitsa affluent de la Chilka, constituait, sans nul doute possible, la frontière sino-russe. Cette solution pratique nous paraît tout à fait conforme à la lettre et à l'esprit du traité de Nertchinsk, beaucoup plus que ne l'est l'opinion que nous venons d'examiner.

Voici le raisonnement qui nous mène à considérer la Gorbitsa occidentale comme devant constituer la frontière.

Aussitôt après la signature du traité de Nertchinsk, les plénipotentiaires échangèrent entre eux les exemplaires du traité. Les Chinois remirent un exemplaire en latin et un en mandchou, les Russes remirent un en latin et un autre en russe (2). Or, dans le texte russe, le passage correspondant à celui du texte latin portant *fluvium Sagalien Ula influit*, contient à la place du nom « Sagalien Ula » celui de « Chilka ».

Ainsi, d'après le texte russe ce n'est pas l'Amazar, se déversant dans l'Amour, mais l'autre Gorbitsa,

1. Ravenstein, p. 66; Muller et Pallas, *Conquest of Siberia*, p. 34-35 en note.

2. Cahen, *Relations de la Russie avec la Chine*, p. 48-49.

découlant dans la Chilka qui est désignée comme frontière. Il semble donc, à première vue, que le texte russe du traité contredise le texte latin. S'il en était ainsi, nul doute qu'il faudrait s'en tenir au texte latin qui seul a force obligatoire, puisqu'il fut le seul à être signé et scellé officiellement par les deux parties. Seulement, en réalité, les deux textes ne se contredisent pas, mais se complètent. Le texte russe ne fait qu'éclaircir et expliquer le texte latin, ce à quoi il est d'autant plus autorisé qu'il avait accompagné l'exemplaire latin dans l'échange qui eut lieu entre les plénipotentiaires. Et en confrontant les deux textes, nous trouvons la solution de la question de la Gorbitsa.

La Chilka n'a pas de nom correspondant chinois ou mandchou. Les Chinois et les Mandchous la considérant comme la partie supérieure de l'Amour, l'appellent, en conséquence, du même nom que ce fleuve-ci, à savoir Hei-long-kiang ou Sagalien Oula. Le nom Chilka dans le texte russe ne vient donc que préciser la partie du Sagalien Oula dans laquelle se déverse la Gorbitsa.

En effet, si la Chilka est appelée Sagalien Oula, le contraire n'est pas le cas pour la partie de ce fleuve en aval du confluent de l'Argoun et de la Chilka. L'Amour proprement dit n'est jamais appelé Chilka. Par conséquent, la Gorbitsa qui doit servir de frontière est la Gorbitsa occidentale, parce que c'est elle

qui entre dans la partie supérieure de Sagalien Oula et notamment dans la Chilka. Ainsi le texte russe ne contredit nullement le texte latin, mais vient au contraire établir clairement que la Gorbitsa en question est celle qui se trouve en amont de l'autre.

C'est évidemment la raison pour laquelle, le gouvernement russe, qui ne consultait probablement que l'exemplaire russe du traité, n'avait jamais élevé de prétentions sur le territoire compris entre la Gorbitsa et l'Amazar.

Quant au gouvernement chinois, par suite de son ignorance des lieux, et induit d'autre part en erreur par les termes ambigus du traité en latin, il avait pris d'abord pour frontière la Gorbitsa inférieure, (l'Amazar) (1). Aussi une carte de la Chine publiée par les Pères Jésuites indique-t-elle cette rivière comme formant la frontière (2).

Ce n'est que dans les premières années du XVIII^e siècle que le gouvernement chinois, s'apercevant de son erreur, avança les possessions chinoises jusqu'à la Gorbitsa supérieure. Ce fut un déserteur chinois qui provoqua ce changement de la frontière. Voici le récit de cet incident rapporté par un témoin oculaire (3).

1. Laugel, *les Russes sur le fleuve Amour* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1858).

2. Ravenstein, p. 66-67. Voyez d'Anville. *Nouvel Atlas de la Chine*, La Haye, 1737.

3. A.-M. Baer, cité par Ravenstein, p. 67.

Au temps où Pouchkin était gouverneur de Nertchinsk (1703 à 1709) un déserteur chinois d'origine tOUNGHOUSE, nommé Chélésine, avait fui sur la Gorbitsa supérieure où il vivait sous la protection des Russes. Les Chinois réclamèrent aux Russes son extradition. Cette réclamation fut accordée par le gouverneur de Nertchinsk et Chélésine fut livré aux Chinois. Mais celui-ci allégua de son innocence en niant d'avoir jamais quitté le territoire chinois, et en avançant que la Gorbitsa où il s'était réfugié, devait constituer la limite du territoire chinois. L'année suivante, Chélésine conduisit des fonctionnaires chinois à la Gorbitsa supérieure où un poteau terminal fut érigé.

2° Où finissent les possessions chinoises et russes qui sont séparées par la chaîne Iablonovyï et où commencent les territoires que le traité déclare comme non délimités ?

Les dispositions du traité sont bien vagues là-dessus. Il n'y a pas de ligne de séparation naturelle entre le bassin des affluents de gauche de l'Amour et celui des rivières situées entre l'Oud et les monts Iablonovyï. Et comme on n'avait pas établi de ligne conventionnelle, des contestations pouvaient s'élever très facilement sur cette question. Heureusement la raison de ces imprécisions dans la fixation des frontières comportait en elle-même le remède à la possibilité d'un litige à leur sujet. La Chine et la Russie

ignoraient toutes les deux la situation exacte de leurs possessions extrême orientales (1), et par suite du petit nombre — pour ne pas dire de l'absence totale — de leurs nationaux dans ces régions éloignées, n'y avaient pas d'intérêts importants susceptibles d'y appeler leur attention. Connaissant mal le terrain, elles ne pouvaient le répartir avec netteté; mais aussi n'avaient-elles aucune raison ni occasion de se le disputer. En conséquence resta-t-il indélimité même encore au milieu du xix^e siècle. Cependant en 1721, une lettre de l'empereur de Chine était remise à Izmaïlov, ambassadeur russe, en réponse à la *gramota* du tsar. Cette lettre invitait Izmaïlov à informer le tsar de la nécessité de fixer la frontière (2). En 1727 encore, les Chinois avaient proposé à l'ambassadeur russe qui signa le traité de Kiakhta, de procéder aussi à la délimitation des territoires situés près de l'Oud, et de prévenir ainsi toute possibilité de malentendus entre Russes et Chinois. Mais celui-ci déclina la proposition en répondant qu'il n'avait pas de connaissances exactes de ces lieux ni d'instructions pour en traiter (3).

3^e Quelle est la frontière sino-russe entre l'embouchure de l'Argoun et celle de la Gorbitsa?

1. Middendorf cité par Petermann dans *Die russische chinesische Grenze im Amurlande*. Petermann's Mitth. 1856, p. 476.

2. Cahen, p. 168.

3. Article 7 du traité de Kiakhta. Le contenu de cet article est curieux. Il reproduit la proposition du plénipotentiaire chinois et la réponse de l'ambassadeur russe sous forme de dialogue.

Le traité de Nertchinsk stipule d'abord que la Gorbitsa servira de limite aux deux Empires. Puis, il désigne l'Argoun qui constituera aussi une frontière. Mais le traité omet d'établir la ligne de frontière entre les embouchures de la Gorbitsa et de l'Argoun car elles ne sont pas en face l'une de l'autre. Cette question a peu d'importance, car la distance entre ces deux embouchures n'est pas très grande et le bon sens indique que c'est le fleuve dans lequel se déversent la Gorbitsa et l'Argoun qui est tout naturellement désigné pour joindre les deux bouts de frontière constitués par ces deux rivières. La solution de cette question dépend de celle qu'on donnera à la question des deux Gorbitsa qui se trouvent l'une à l'ouest, l'autre à l'est de l'embouchure de l'Argoun. Suivant qu'on prendra pour frontière la Gorbitsa supérieure ou la Gorbitsa inférieure, la ligne de frontière qui réunira la Gorbitsa et l'Argoun sera respectivement la Chilka ou l'Amour. Nous avons fait plus haut le choix de la Gorbitsa supérieure. Par conséquent, la frontière ira de l'embouchure de l'Argoun vers l'ouest, en remontant la Chilka jusqu'à la Gorbitsa.

Il est regrettable que le traité de Nertchinsk n'ait rien dit sur cette troisième question, sinon nous aurions pu, par un raisonnement inverse de celui que nous venons de faire, trouver facilement laquelle des deux Gorbitsa est désignée au début de l'ar-

ticle 1^{er}. C'est à ce point de vue que cette troisième question présente un certain intérêt.

Nous venons de voir que la frontière orientale entre la Chine et la Russie est loin de présenter la même précision que celle fixée par le traité de Kiakh^{ta}. Le traité de Nertchinsk, tout en déterminant d'une façon générale les frontières naturelles, n'allait pas jusqu'à prescrire une délimitation artificielle faite d'un commun accord. Nous avons vu à combien de controverses cette frontière naturelle pouvait prêter. Ces controverses s'élevaient non seulement à propos de la détermination de la frontière naturelle, comme il a été démontré plus haut, mais aussi à propos des territoires dont la frontière était certaine. Elles se présentaient notamment pour les rivières séparées par les monts Iablonovyï. D'après le traité de Nertchinsk, les rivières qui descendent vers le midi devaient appartenir à la Chine, celles qui vont vers le nord devaient être russes. Mais à leurs sources, ces rivières, provenant des mêmes montagnes, peuvent dépasser le versant où se trouve leur cours principal. A qui appartiendront alors ces fractions des cours d'eau situées sur le versant du pays opposé?

Pour parer à ces multiples questions, le traité de Nertchinsk n'a prescrit aucun bornage à faire par des commissaires des deux parties. Il ne fait que prévoir simplement l'établissement sur les frontières de poteaux sur lesquels il serait gravé en plusieurs

langues (1). Le nombre de ces poteaux et leur emplacement n'étaient pas déterminés. C'était plutôt des monuments pour commémorer et pour publier le traité de Nertchinsk que des bornes terminales tranchant la question de la frontière. D'ailleurs les poteaux mentionnés dans le traité de Nertchinsk ne peuvent lier les deux parties, puisqu'ils peuvent être établis par l'une d'elles sans entente préalable avec l'autre. Aussi, tout au plus, peuvent-ils indiquer la conception qu'a de la frontière la partie qui les a érigés; mais ils ne peuvent servir pour connaître la frontière telle qu'elle doit être suivant une interprétation exacte du traité de Nertchinsk.

Cette observation peut s'appliquer aux bornes-frontières trouvées par l'académicien Middendorf. Celui-ci, après un voyage d'exploration en Sibérie au second quart du xix^e siècle, rapporta qu'il « avait découvert, entre les sources de la rivière Ouda et celles de la rivière Gorbitza (Amazar), des pierres et des inscriptions terminales chinoises, ce qui reportait la limite des possessions russes du faite des monts Yablonnoï, beaucoup plus au sud dans l'intérieur même du bassin de l'Amour. L'académicien en concluait que, si la Russie consentait à les accepter comme régulièrement placées d'après les clauses du

1. *In fine* du traité. Dans le traité en russe, il n'est question que de la faculté pour l'Empereur de Chine, de faire établir ces poteaux. Il n'est rien dit de l'érection de monuments du côté russe.

traité, elle y gagnait de la sorte près de cinquante mille verstes carrées de terrain (1) ».

Les bornes-frontières découvertes par Middendorf ne pouvaient servir à déterminer la frontière puisqu'elles avaient été établies par la Chine seule, sans entente préalable avec la Russie. D'autre part, la Russie ne pouvait « les accepter comme régulièrement placées d'après les clauses du traité » de Nertchinsk, puisque celui-ci ne prévoyait pas l'établissement de poteaux de délimitation sur la frontière.

Un auteur russe (2), se rapportant à la carte de l'Empire chinois publiée par du Halde (3), affirme que les poteaux découverts par Middendorf étaient destinés simplement à séparer la province mandchoue de Hei-long-kiang de celle de Girin.

Ayant terminé avec l'examen de la frontière sino-russe telle qu'elle était au milieu du XIX^e siècle en vertu des traités de Nertchinsk et de Kiakhta, nous pouvons observer qu'une révision de la frontière orientale était grandement désirable. Les incertitudes ne pouvaient durer plus longtemps surtout avec le peuplement de la Sibérie et l'apparition de nombreux Russes à l'est du Baïkal.

Nous venons de voir que déjà des explorateurs

1. Sabir, *le Fleuve Amour*, p. 54-55.

2. Choumakher, *l'Acquisition de l'Amour* (*Rousskii Arkhiv*, 1878, III, p. 267).

3. Du Halde, *Description... de la Chine...* Paris, 1735, 4 vol., t. IV.

russes se demandaient si les confins extrême-orientaux de la Russie n'étaient pas plus avancés qu'on ne les avait crus jusqu'alors. En outre, les empiétements des autorités russes sur les territoires chinois se faisaient de plus en plus fréquents. Il devenait évident qu'une détermination plus précise de la frontière était indispensable.

La Chine et la Russie n'avaient pas seulement à préciser ou à rectifier une ligne de frontière déjà établie. Elles devaient en établir une autre en prolongeant vers l'ouest celle qui les séparait déjà. Cette nécessité ne se présentait pas en 1727, lors de la signature du dernier traité de délimitation. A cette époque, les possessions occidentales de la Chine ne touchaient pas encore à la Russie. Elles étaient séparées par les terres des Mongols Khalkhas et des Eleuthes. En 1755-1756, ceux-ci furent conquis par les Chinois, et dès lors se posait la question de la délimitation des territoires acquis limitrophes de ceux de la Russie. La délimitation n'allait pas de soi-même, car l'Etat éleuthe, qui s'était éteint par suite de l'annexion totale à la Chine, n'avait pas de frontières précises. Aussi, bien qu'il fût tout naturel que les confins septentrionaux de cet Etat annexé devinssent ceux de l'Etat annexant — la Chine — encore fallait-il les préciser. Jusqu'au milieu du xix^e siècle, on ne l'avait pas encore fait. Et grâce à la chute de l'Etat éleuthe, la Russie avait même

quelque peu étendu ses possessions sur le cours supérieur de l'Irtych, aux embouchures de l'Oulba, de la Boukhtarma et de la Naryn, ainsi que sur les sources de la Katoun et de la Biia (1).

Nous pouvons donc conclure pour la situation de la frontière entre la Chine et la Russie au milieu du XIX^e siècle, qu'elle nécessitait une révision. Il est impossible de développer les rapports de bon voisinage sans connaître l'étendue exacte des possessions du voisin. Une entente formelle s'imposait entre la Chine et la Russie aussi bien pour leur frontière orientale qu'au sujet de leurs domaines en Asie Centrale. Cette entente se réalisera dans les années qui font l'objet de la présente étude, et nous l'examinerons de plus près à propos des traités dont nous parlerons.

SECTION II

LES MOYENS DE COMMUNICATION DIPLOMATIQUE ENTRE LA CHINE ET LA RUSSIE —

Après avoir établi la situation géographique entre la Chine et la Russie, prenons maintenant la situation faite aux manifestations diplomatiques entre ces deux puissances. Deux Etats, pour entrer en rapports, doivent manifester leur existence et leur

1. Bantych, *Recueil des affaires diplomatiques entre les gouvernements russe et chinois de 1619 à 1792*, Kazan, 1882, p. 535.

volonté par l'envoi de personnes ou de notes diplomatiques. Pour connaître les moyens pacifiques de contact entre deux puissances, il faut éclaircir trois points qui peuvent paraître évidents de nos jours, mais qui ne l'étaient pas pour deux gouvernements qui commençaient à entrer en relations directes l'un avec l'autre. Ces trois points sont :

1° Autorités nationales compétentes pour entrer en relations avec la puissance opposée.

2° Règles adoptées par les deux puissances pour entrer en relations écrites, au moyen de lettres.

3° Règles adoptées par les deux puissances pour entrer en relations verbales, au moyen d'ambassadeurs.

Dans les relations entre la Chine et la Russie au milieu du xix^e siècle, des dispositions conventionnelles existaient pour le premier et le troisième points. Elles se trouvaient dans le traité de Kiakhta, celui de Nertchinsk les ayant complètement négligées. Quant au deuxième point concernant l'échange de lettres entre la Chine et la Russie, il existait surtout des règles coutumières. Examinons de plus près ces trois points en ce qui concerne la Chine et la Russie.

§ 1. — *Autorités chinoises et russes compétentes pour entrer en relations les unes avec les autres*

C'est l'article 6 du traité de Kiakhta qui tranche

cette question. Il faut distinguer les affaires d'ordre général et les affaires locales.

I. *Affaires d'ordre général.* — En règle générale, dans les relations entre la Chine et la Russie, le gouvernement chinois était représenté par le Li-fan-yuan (1), et le gouvernement russe soit par le Sénat, soit par le gouverneur de Tobolsk qui commandait à toute la Sibérie. Plus tard, son autorité passa au gouverneur-général de la Sibérie Orientale (2).

II. *Affaires d'ordre local.* — Pour les affaires purement locales se produisant sur les frontières, telles que réclamations pour vols ou de transfuges, les relations étaient abandonnées aux autorités locales.

A. *Frontière orientale.* — Du côté chinois ce devaient être les princes des Khalkhas soumis à la Chine, dont les terres étaient limitrophes de la Russie et, plus tard, ce furent les *ambans* d'Ourga (3). Du côté russe c'étaient les chefs des villes russes de frontière, et par la suite, le gouverneur d'Irkoutsk (4).

1. Plus de détails sur le Li-fan-yuan dans Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales* (Paris, 1901-1902, 3 vol.), I, p. 107-108.

2. Vasiliev, *Les traités russo-chinois*, p. 17 (Saint-Pétersbourg, 1862). Le gouvernement général de la Sibérie Orientale fut créé par un oukaz du 26 janvier / 7 février 1822.

3. Vasiliev, *ibid.*, p. 18. Ambans, résidents chinois dans les villes non chinoises mais faisant partie de l'Empire chinois.

4. Vasiliev, *Ibid.*, p. 17.

Ces autorités locales chinoises et russes suffisaient pour toute la frontière au XVIII^e siècle ; mais après la conquête des Eleuthes par K'ien-long, il a fallu pourvoir à la direction des relations sur la nouvelle frontière occidentale.

B. *Frontière occidentale.* — Le premier traité sino-russe qui suivit l'extension de la frontière vers l'occident, celui de 1851 (art. 16), confie la direction des relations de la Chine et de la Russie en Asie Centrale à l'administration supérieure de la Sibérie Occidentale, du côté russe, et à l'administration supérieure de l'Ili, du côté chinois.

§ 2. — *Règles concernant l'envoi des communications écrites*

Sans s'être expressément entendu sur la façon de faire parvenir à destination les lettres officielles, on s'était habitué à procéder de la manière suivante. Les lettres du gouvernement chinois au gouvernement russe étaient remises par des fonctionnaires d'Ourga aux autorités russes d'Irkoutsk, lesquelles les faisaient parvenir au Sénat ; les lettres du gouvernement russe étaient remises par des fonctionnaires russes d'Irkoutsk ou de Kiakhta aux autorités d'Ourga, lesquelles les expédiaient au Li-fan-yuan (1).

1. Vasiliev, *ibid.*, p. 19.

Parfois, la Russie envoyait un courrier directement à Péking. Le traité de Kiakhta les soumet, lorsqu'ils vont à Péking, aux mêmes formalités que les ambassadeurs. Nous les verrons plus loin quand nous parlerons de ceux-ci.

L'article 6 du traité de Kiakhta dit, au sujet des lettres entre les deux Empires, qu'elles doivent être munies du sceau des autorités dont elles émanent. Il y est dit aussi que les courriers portant la correspondance des autorités d'Ourga et des autorités locales russes doivent prendre la route de Kiakhta, sauf en cas d'urgence.

L'article 9 du traité de Kiakhta pose le principe que la correspondance par lettres et courriers ne doit souffrir aucun délai. Pour le sanctionner, l'article 9 *in fine* stipule que « si des lettres expédiées à l'avenir restent sans réponse ou si des messagers se trouvent inutilement arrêtés dans leur voyage... ni ambassadeurs ni marchands ne seront plus reçus jusqu'à ce que les difficultés ne soient aplanies (1) ».

Ces dispositions finales de l'article 9 permirent à la Chine d'arrêter à plusieurs reprises le commerce russe à Kiakhta, lorsqu'elle avait à se plaindre de la Russie (2).

1. *Treaties, conventions, etc., between China and foreign States*, t. I, p. 16. Imperial Maritime customs, Shanghai, 1908.

2. Vasiliev, *ibid.*, p. 18.

§ 3. — *Règles concernant l'envoi
des ambassadeurs*

Elles se trouvent dans l'article 9 du traité de Kiakhtha. Avant d'entrer dans le pays de destination, ils devaient annoncer à la frontière l'objet de leur mission et leur rang. Puis, ils attendaient qu'on vint les recevoir. Tous les frais de voyage, de séjour, d'entretien, étaient à la charge du pays qui accueillait l'envoyé auquel les moyens de communication étaient également fournis gratuitement (1). En cas d'une affaire importante toute diligence nécessaire devait être faite.

Ainsi, était consacré, dans une convention, le droit pour la Chine et la Russie de s'envoyer des ambassadeurs. Il peut sembler que ce droit était naturel, qu'il existait du fait même de la coexistence des puissances sans qu'il ait été nécessaire de l'établir expressément dans un traité. Mais son insertion dans le traité de Kiakhtha a une signification particulière qui peut servir aussi de réfutation à quelques accusations qu'on a portées contre la Chine.

Elle signifie d'abord que l'Empire chinois était entré dès le début du XVIII^e siècle en relations ami-

1. A Péking les Russes étaient toujours logés dans une maison qui leur était spécialement destinée et qui fut nommée en conséquence la « Maison russe ».

cales officielles avec une puissance européenne, relations pacifiques qui depuis n'ont jamais été interrompues, malgré la facilité de malentendus que créait la contiguïté des frontières sur plusieurs milliers de kilomètres. Ce fait ne démontre-t-il pas que les reproches qu'on a faits à la Chine de vouloir s'isoler et d'être hostile aux étrangers ne sont pas toujours fondés? Avec la Russie, la Chine a été en bons rapports depuis longtemps et toujours. Il n'a pas toujours été ainsi dans les rapports de la Chine et des autres puissances avec lesquelles, cependant, le terrain de friction constitué par une longue frontière commune n'existait pas. Ne serait-il pas, par conséquent, plus juste de chercher les causes des sentiments hostiles que ces puissances attribuaient aux Chinois, non pas dans le mauvais vouloir du gouvernement de Péking, mais dans l'attitude de ces puissances elles-mêmes?

L'affirmation, dans le traité de Kïakhta du droit mutuel d'envoyer des ambassades peut servir à réfuter une autre imputation faite à la Chine. On a souvent prétendu que les ambassades étrangères envoyées en Chine étaient traitées comme portant un tribut à l'Empereur de Chine, que celui-ci les considérait comme une expression de subordination de la part de l'Etat qui les envoyait (1). Si ce point

1. Klaproth, *Mémoires relatifs à l'Asie I*. Description de la Russie traduite du chinois, p. 83.

de vue avait jamais existé chez les Chinois, lors des premières ambassades européennes, il était excusable chez un peuple qui n'avait jusqu'alors connu que des Etats qui lui étaient plus ou moins soumis et qui vivaient du reflet de sa civilisation (1). Encore faut-il que ce point de vue ait existé et ce n'est pas prouvé par le raisonnement des auteurs européens qui considèrent comme un acte de vassalité les génuflexions qu'on faisait faire aux ambassadeurs devant l'Empereur de Chine. Sans entrer dans une discussion de cette fameuse question du *K'o-t'eu* sur laquelle on a tant écrit et qui ne rentre pas dans le cadre de notre sujet, je me bornerai à citer un fait qui montre suffisamment que les Chinois n'attribuaient aucun effet dégradant au *K'o-t'eu*. Lors de la première ambassade chinoise chez les Tourgoutes de la Volga en 1714 (2), elle fut reçue en audience à Moscou par l'impératrice de Russie, en janvier 1714. Les ambassadeurs chinois accomplirent, sans y être demandés, toutes les génuflexions qu'il était si difficile d'obtenir des ambassadeurs russes en Chine (3). De même, en mai 1732, d'autres ambassadeurs chinois ayant été reçus à Saint-Pétersbourg par l'impé-

1. Saussure, *la Chine et les puissances occidentales*, p. 64.

2. Cette ambassade est connue sous le nom d'ambassade de T'ou-li-tch'en. T'ou-li-tch'en n'était pas le chef de cette ambassade ; mais il laissa un journal de son voyage qui fut traduit plusieurs fois.

3. Bantych, p. 175-176.

ratrice Anne Ioannovna, s'étaient agenouillés devant elle (1). Il est évident que les ambassadeurs chinois en exécutant le *K'o-t'ou* ne songeaient nullement à reconnaître la suzeraineté de la Russie ni à humilier l'empereur de Chine. Aux yeux des Chinois, cette cérémonie n'était qu'une marque de déférence due à la personne du souverain.

Quoi qu'il en soit du passé, les termes de l'article 9 du traité de Kiakhla écartent pour l'avenir toute possibilité d'imputer à la Chine la prétention de considérer les ambassades comme un hommage d'un pays vassal. Il y est question des envoyés chinois et russes. On ne fait aucune distinction entre ceux de la Chine et ceux de la Russie. Les dispositions s'appliquant aux uns s'appliquent également aux autres. Ainsi, les Chinois étaient loin de penser que l'envoi d'une ambassade était dégradante, puisqu'ils envisageaient l'éventualité d'en envoyer eux-mêmes en Russie.

Le droit d'envoyer des ambassades extraordinaires ou des courriers était donc formellement établi dès 1727. Mais le droit d'une représentation permanente ne l'était pas. Au milieu du xix^e siècle, la Chine et la Russie n'avaient pas encore, l'une chez l'autre, de représentant diplomatique permanent. Pendant plus de cent cinquante ans de relations officielles, les deux

1. Bantych, p. 200-201.

puissances n'en éprouvaient pas le besoin, trouvant parfaitement suffisantes pour leurs rapports intermittents les ambassades extraordinaires envoyées de temps à autre et l'existence à Péking d'une mission ecclésiastique russe dont il sera question plus loin. Cet état de choses ne pourra se prolonger indéfiniment. Les moyens de communication diplomatique du XVIII^e siècle ne pourront suffire lorsque se multiplieront les liens des intérêts communs entre les deux puissances voisines. La Chine et la Russie ne tarderont pas à établir des légations l'une chez l'autre. Cependant, dès 1721-1722 un consul russe avait résidé à Péking; mais cette tentative avorta et ne fut jamais renouvelée. Quelques années plus tard la Russie établit à Péking une institution qui se chargea en fait des intérêts russes en Chine. Elle est connue sous le nom de « mission ecclésiastique russe », mais, malgré cette dénomination, son caractère a été en réalité plus scientifique et politique qu'ecclésiastique. La place importante que cette mission a tenue dans les rapports sino-russes nous autorise à envisager celle-ci de plus près. C'est indispensable pour connaître la situation entre la Chine et la Russie au milieu du XIX^e siècle.

SECTION III

LA MISSION ECCLÉSIASTIQUE A PÉKING

Elle fut établie par l'article 5 du traité de Kiakhta. Pour bien comprendre la raison d'être de cette mission, il faut remonter plus haut, à l'établissement des premiers Russes à Péking.

§ 1. — *Les origines de la mission*

Les rencontres armées entre Russes et Chinois à propos de la forteresse Albazin, dans la seconde moitié du xvii^e siècle, avaient permis à ceux-ci d'emmener à Péking une centaine de prisonniers russes. A ces prisonniers, des déserteurs russes étaient venus se joindre (1). Les Chinois permirent à ces prisonniers d'emporter avec eux les objets servant à la pratique de leur religion. Un prêtre, Maksim Leontiev, devint leur chef religieux. Ils pratiquèrent leur culte dans une chapelle qui fut mise à leur disposition. Cette chapelle ne servit d'abord que d'oratoire, car le prêtre russe n'avait pas l'autorisation d'un évêque pour en faire une église. Cette autorisation fut donnée par le métropolite de Tobolsk dans la dernière décade du xvii^e siècle et, en conséquence, une église

1. Ravenstein, p. 71 ; Vasiliev, *Traité russo-chinois*, p. 20.

fut bâtie (1). Cette église fut nommée d'abord église de Saint-Nicolas et, dans la suite, église de l'Assomption. Elle était située à l'angle nord-est de Péking (2). Elle fut appelée en chinois *Pei-kouan* ou « Hôtel septentrional ».

Quant aux prisonniers russes, ils se trouvaient aussi dans la partie nord-est de la capitale. Ils étaient incorporés dans la garde impériale et étaient chargés de défendre le district de Péking qui leur était assigné et qu'ils habitaient. Ils faisaient ainsi partie des « huit bannières » et, plus spécialement, de la « bannière bordée de jaune ». Ils avaient les mêmes devoirs et jouissaient des mêmes privilèges que tous les autres membres de la garde impériale (3). Ces Albaziens s'en trouvaient si bien, qu'après la conclusion du traité de Nertchinsk, qui termina la lutte pour Albazin, ils refusèrent de rentrer dans leur pays d'origine (4). Ils finirent par s'assimiler complètement aux Chinois. Leurs descendants, qui existent toujours, exercent à peine le culte grec-orthodoxe et ne parlent plus le russe. En 1871 on en comptait 120 (5).

L'origine de la mission ecclésiastique de l'article 5

1. Klaproth dans Timkovski, *Voyage à Peking*, Atlas, p. 23 ; Dudgeon, *Historical sketch of the... relations of Russia with China* (*Chinese Recorder*, t. III, IV, p. 187).

2. Dudgeon, p. 187.

3. Dudgeon, p. 190.

4. Muller et Pallas, *Conquest of Siberia*, p. 44 en note.

5. Dudgeon, *ibid*.

du traité de Kiakhtha se trouve dans l'envoi de prêtres russes à Péking en 1715. Ils devaient subvenir aux besoins religieux des Albaziniens qui venaient de perdre leur prêtre Leontiev. Celui-ci mourut vers 1710-1711 (1). Il ne restait qu'un clerc pour faire le service divin : le vieux Dmitri (2). Les Albaziniens demandèrent alors au gouvernement chinois l'autorisation de faire venir des prêtres. Elle leur fut accordée, et le prince Gagarin, gouverneur de la Sibérie, en fut averti. L'ambassade chinoise de 1714, en revenant de chez les Tourgoutes de la Volga, amena de Tobolsk l'archimandrite Hilarion, l'hiéromoine Laurent, le diacre Filimon et sept hommes d'église (3). Elle arriva à Péking le 20 avril/1^{er} mai 1715 (4).

1. En 1710, Leontiev n'était pas mort, car, daté de cette année, figure un rapport de Leontiev au métropolite de Tobolsk. (Meleti, *la Religion orthodoxe en Chine*, p. 55). Et, en 1711, lorsque les Russes demandèrent au gouvernement chinois la permission de faire venir un autre prêtre parce que l'ancien n'existait plus, (Bantych, p. 81), Leontiev devait être mort. Dudgeon, p. 340, se trompe donc en écrivant que Leontiev est mort en 1698 ou 1700.

2. Bantych, p. 81. Dmitri et Leontiev sont deux personnes différentes. On les a souvent confondues. L'autre nom de Dmitri était Nesterov. Voyez Meleti, *ibid.*, p. 55 et Adoratski dans son ouvrage sur la mission ecclésiastique. Kazan, 1887.

3. Meleti, p. 97.

4. Bantych, p. 80-81. Staunton, dans sa traduction du journal de T'ouli-tch'en, donne la date du 26 juin 1715. L'archimandrite Hilarion mourut en 1718 (Meleti, p. 107). Il fut question d'envoyer à sa place l'hiéromoine Innocent Koulitchitski, mais les Chinois refusèrent de l'admettre avant le règlement d'une affaire de transfuges et l'on en resta là jusqu'au traité de Kiahkta. L'hiéromoine Laurent fut le chef religieux provisoire.

Ces prêtres et l'église russe étaient destinés à servir aux Albaziniens résidant à Péking. Mais, ceux-ci finirent par se chinoiser de sorte à ne plus en avoir besoin. L'église ne servit plus à des fins religieuses. Le prêtre fut transféré (1) au service d'une autre église russe dont la construction fut stipulée dans l'article 5 du traité de Kiakhta, sur la demande de l'ambassadeur russe qui le signa (2). Cette nouvelle église devait être utilisée par les Russes qui étaient de passage à Péking, tels que les ambassadeurs, leurs suites, les marchands venant avec les caravanes. Jusqu'alors, depuis 1670, ces Russes n'avaient à leur disposition qu'un oratoire et ne pouvaient célébrer publiquement le service divin (3). Ils avaient donc, avant 1727, moins de liberté de culte que leurs coréligionnaires les Albaziniens. Comme nous venons de le voir, ce fut le traité de Kiakhta qui la leur accorda. Une église spéciale devait être bâtie pour eux. Comme ces voyageurs

1. Muller et Pallas, *ibid.*; Ravenstein, p. 72.

2. Des demande analogues mais sans succès avaient été faites par les ambassadeurs russes Izbrandt Ides, en 1693, et Izmailov, en 1720. D'après Cahen, Izmailov aurait obtenu la cession d'un terrain pour une future église. Voyez Cahen, dans l'extrait de *la Revue historique*, de 1907, p. 11. Cependant, il ne semble pas que la concession ait été accordée car dans les instructions du 14/25 septembre 1725 à l'ambassadeur Sava Vladislavitch le Collège des Affaires étrangères russe lui recommande d'obtenir à Péking une pareille concession, ce qui fait présumer que cette concession n'existait pas. Bantych, p. 454-455.

3. Klaproth, dans Timkovski, *Voyage à Péking*, Atlas, p. 23.

russe étaient toujours logés dans la « Maison russe » située dans la partie méridionale de Péking, leur église y fut construite. Elle fut commencée en 1728, terminée et consacrée en 1732 (1). On lui donna d'abord le nom de « Couvent de la Chandeleur » et, plus tard, celui de « l'église de la Purification de la Vierge » (2). Cette église, avec « la Maison russe », fut appelée par les Chinois *Nan-kouan* ou « Hôtel méridional » par opposition au *Pei-kouan*, « Hôtel septentrional », dont nous avons parlé plus haut (3). Au prêtre, l'hiéromoine Laurent, qui desservait l'ancienne église et qui fut attaché à la nouvelle, furent ajoutés trois autres ecclésiastiques et six Russes étudiants en chinois (4). L'ensemble de ces personnes constitua la mission ecclésiastique russe.

Après ces quelques explications préliminaires, il sera plus facile de comprendre l'article 5 du traité de Kiakhtha concernant la mission russe à Péking :

1. Ravenstein, p. 72; Cahen, p. 259, 262. Suivant Dudgeon, p. 187, elle fut consacrée en 1734.

2. Dudgeon, p. 187.

3. Quand la Russie aura une mission diplomatique permanente en Chine, elle s'installera au Nan-kouan qui est actuellement l'hôtel de la Légation russe. En même temps, la mission ecclésiastique se transportera du Nan-kouan au Pei-kouan.

4. C'est cette nouvelle église que fréquentèrent les quelques Albaziniens restés fidèles à la religion grecque orthodoxe. En 1824, il y en avait 22 de baptisés, dont trois seulement allaient à l'église. Ravenstein, p. 73.

§ 2. — *L'article 5 du traité de Kiakhta*

« La maison des Oros [Russes] dans la capitale (Pékin) servira désormais à loger les Oros voyageurs. Sur la demande du Comte illyrien Sawa Wladyslavitsch, Ambassadeur de l'Empire des Oros, et sous l'assistance des Grands de l'Empire du Centre chargés de traiter les affaires des Oros, un temple (miao) a été érigé près de cette habitation. Le prêtre (lama) qui se trouve dans la capitale demeurera dans cette habitation avec trois autres prêtres pour son assistance; lorsque ces derniers arriveront, ils seront traités comme leurs prédécesseurs et employés dans le temple sus-mentionné. Il est permis aux Oros d'y remplir les devoirs de leur culte avec toutes ses cérémonies et d'y faire leurs prières. Quatre jeunes Oros connaissant et sachant écrire le latin et le russe et deux Oros plus âgés, que le Comte illyrien Sawa Wladyslavitsch, Ambassadeur de l'Empire des Oros, a laissés dans la capitale pour apprendre le chinois, demeureront aussi dans le même lieu; leur entretien sera payé par le Gouvernement, et lorsqu'ils auront fini leurs études, ils auront la liberté de s'en retourner dès qu'on leur en donnera l'ordre (1). »

1. *Treaties*, p. 13.

§ 3. — *Buts de la mission*

Nous voyons dans ce texte que la mission ecclésiastique russe, dont le nom n'y est pas prononcé, avait deux raisons d'être :

1° *Exercice du culte.* — Grâce aux quatre prêtres, les Russes à Péking pouvaient remplir les devoirs de leur culte avec toutes ses cérémonies. Les libertés de conscience et des cultes étaient donc formellement accordées aux Russes en Chine. Il n'est rien dit du droit de convertir des indigènes à la religion chrétienne. Ce droit n'est ni prohibé, ni accordé. On le passe sous silence. Et, en fait, les prêtres russes éviteront toujours de vilipender la religion locale et de vanter la leur (1). Le droit de propagande religieuse, nous le verrons, ne sera reconnu que plus tard, en 1858.

2° *Formation d'interprètes.* — Avec les six étudiants russes, la Russie pouvait avoir des interprètes des langues chinoise et mandchoue, et, comme ils enseignaient en même temps le russe aux Chinois (2), cela permettait à la Chine d'avoir des traducteurs de russe (3).

1. Aussi, les persécutions qui ont parfois sévi contre les Catholiques ne se sont jamais étendues aux Russes. Parker, *China*. Londres, 1901, p. 288.

2. Ravenstein, p. 72.

3. Une école de langue mongole avait existé déjà à Irkoutsk pendant quelques années. Elle n'eut pas de succès et disparut

C'est principalement en vue d'un résultat pareil que la Chine consentit à admettre la mission russe à Péking. N'ayant pas d'interprètes connaissant à la fois les langues chinoise, mandchoue et russe, la Chine et la Russie avaient été obligées de recourir à l'intermédiaire des jésuites habitant la Chine et qui employaient le latin. Mais, ces intermédiaires n'étaient pas impartiaux et, suivant leur propre intérêt, favorisaient tantôt la Chine (1), tantôt la Russie (2). D'autre part, il répugnait au gouvernement chinois de se servir des jésuites depuis que sous le règne de Yong-tcheng (1723-1735), on avait découvert qu'ils voulaient placer sur le trône chinois un prince converti au Catholicisme (3). La mission ecclésiastique russe devait contribuer à dispenser la Chine et la Russie de l'intermédiaire des jésuites (4).

avec l'organisation de la mission russe à Péking: Cahen, p. 254-255.

1. Comme pendant les négociations de Nertchinsk en 1689.

2. Comme pour Lange en 1721 et pour Sava Vladislavitch en 1727. Voyez pour plus de détails Cahen, *les Relations de la Russie avec la Chine* (Extrait de la *Revue historique* de 1907, p. 16).

3. Dudgeon, p. 37.

4. On avait même songé à employer les élèves russes non seulement pour remplacer les jésuites dans leur rôle d'intermédiaires entre la Chine et la Russie, mais aussi dans leurs fonctions d'astronomes, de géographes, de mathématiciens de l'Empereur de Chine. Des propositions à cet effet avaient été faites par quelques membres du Li-fan-yuan en 1805 (Dudgeon, p. 37). A cette époque, le nombre des jésuites en Chine était très réduit. Depuis 1805, les membres de la mission ecclésiastique avaient été souvent invités au Li-fan-yuan pour traduire des communications envoyées de l'Europe aux missionnaires catholiques (Sibirskiï Věstnik, 1822, partie 19, p. 183).

Par cela même, elle devait faciliter le rapprochement entre les deux gouvernements en leur permettant d'avoir à leur disposition des traducteurs de leur correspondance officielle. Le défaut d'interprètes avait en effet entravé les communications entre la Chine et la Russie. Il était arrivé à plusieurs reprises que des notes du gouvernement chinois restassent sans réponse faute d'un traducteur. Cahen (1) cite un cas dans lequel « une lettre du Li-fan-yuan reçue le 3 mars 1725, avait dû être renvoyée à Selenginsk faute d'interprètes et n'arriva traduite au Collège [des Affaires étrangères russe] qu'un an après ». La lenteur était parfois encore plus grande. Deux lettres de l'Empereur de Chine envoyées en 1619 et 1649 (2) ne furent déchiffrées par les Russes qu'en 1675 !

§ 4. — *Logement et entretien de la mission.*

L'article 5 du traité de Kiakhta contient, en plus de la définition des deux buts de la mission ecclésiastique, d'autres dispositions la concernant :

1° Les membres de la mission ecclésiastique devaient habiter dans la « Maison russe ».

2° Les six élèves russes devaient être entretenus aux frais gouvernementaux. Il fut convenu que ces

1. Extrait de la *Revue historique* de 1907, p. 17.

2. Bantych, p. 6-7.

frais seraient partagés par les deux gouvernements chinois et russe. La Chine contribuait annuellement pour plus de mille roubles et neuf mille livres de riz. Elle payait aussi les dépenses de voyage de la mission de Kiakhta à Péking, aller et retour (1). La Russie apportait 16.250 roubles en argent par an, dont 1.000 roubles étaient destinés à l'entretien et à l'instruction des Albaziniens dont il a été question plus haut (2).

Le gouvernement chinois participait à l'entretien des élèves russes non pas seulement parce que ceux-ci devaient lui être utiles, mais surtout parce qu'il avait jusqu'alors l'habitude de subvenir gracieusement à tous les besoins des Russes venant en Chine. Ils étaient considérés comme des invités. Il en était ainsi des marchands russes venant à Péking jusqu'en 1721 quand il fut convenu avec l'ambassadeur Izmaïlov qu'ils ne seraient plus entretenus par le gouvernement chinois (3). Les prêtres russes envoyés à Péking en 1715 étaient payés par la Chine (4). De même, les ambassadeurs et courriers russes avaient toujours été et devaient encore être (5) nourris, transportés et logés aux frais de la Chine.

1. Dudgeon, p. 96.

2. Timkovski, *Voyage à Péking*, t. I, p. 4 ; Ravenstein, p. 72.

3. Cahen, p. 168.

4. Bantych, p. 453 ; Cahen, p. 257 ; Détails dans Meleti, p. 98-99.

5. Article 9 du traité de Kiakhta.

Bien que la Russie ne l'eût jamais demandé, la Chine supportait ces dépenses volontiers, désireuse de témoigner de l'hospitalité pour les étrangers en général et de marquer son amitié pour sa grande voisine en particulier.

§ 5. — *Renouvellement de la mission.*

Les élèves russes, ayant terminé les études pouvaient rentrer dans leur pays. Cette clause de l'article 5 permettait le renouvellement constant, périodique, de la mission ecclésiastique, car, en même temps que les élèves, les prêtres de la mission arrivaient à Péking et retournaient en Russie.

La nouvelle mission, pour venir à Péking, était conduite par un *pristav*, officier russe. Ce même *pristav* rentrait en Russie avec la mission qui venait d'être relayée. Depuis le traité de Kiakhta jusqu'en 1859, date à laquelle la mission ecclésiastique se fit conduire pour la dernière fois par un *pristav*, treize missions allèrent en Chine : en 1729 (première mission ecclésiastique russe en exécution de l'article 5), 1736, 1745, 1755, 1771, 1781, 1794, 1808, 1820 (1), 1830, 1840, 1850 (2) et en 1859 (3). Ainsi, le renou-

1. Le *pristav* de cette mission, Timkovski, est renommé par la relation qu'il a publiée de son voyage.

2. Le *pristav* Kovalevski fut ensuite le signataire d'un traité avec la Chine à Kouldja, en 1851.

3. Dudgeon, p. 68-98. Bretschneider, *les Notes de voyage de Palladius*, p. 22-29.

vement de la mission ecclésiastique se faisait avec une périodicité moyenne de dix ans.

§ 6. — *Rôle diplomatique de la mission*

Après avoir signalé l'origine et décrit les dispositions conventionnelles en ce qui concerne la mission ecclésiastique russe à Péking, j'examinerai maintenant le rôle politique qu'elle a joué. C'est surtout par ce côté politique qu'elle mérite d'appeler notre attention dans l'étude que nous faisons des relations diplomatiques entre la Chine et la Russie. L'article 5 du traité de Kiakhta ne contient aucune allusion à ce sujet. Cependant, en fait, l'importance politique de la mission ecclésiastique au milieu du xix^e siècle est incontestable, bien que les Russes l'aient presque toujours niée. Ravenstein a pu écrire sans exagérer que la mission ecclésiastique a répondu, à beaucoup d'égards, aux fins d'une ambassade régulière (1).

Il n'est pas surprenant qu'il en ait été ainsi. Les membres de la mission ecclésiastique, nommés et envoyés par le gouvernement du tsar, étaient nécessairement et naturellement les représentants des intérêts russes à une époque où aucun autre de leurs compatriotes, d'un caractère officiel ou permanent

1. Ravenstein. p. 72.

quelconque, n'était à Péking. Connaissant le chinois et le russe, ils étaient tout désignés à servir de traducteurs aux communications échangées entre les gouvernements chinois et russe et à servir ainsi d'intermédiaires entre ces deux gouvernements. Il leur était d'autant plus facile de devenir des intermédiaires habituels et quasi-officiels, qu'ils étaient seuls à pouvoir jouer ce rôle et qu'ils ne trouvaient aucune mauvaise volonté de la part du gouvernement chinois. Bien au contraire, celui-ci, comme nous l'avons déjà vu, acceptait volontiers les services des élèves russes, car il voulait se passer de ceux des jésuites et il n'avait personne autre pour remplacer ceux-ci. Etant appelés à entrer en rapports avec le gouvernement chinois pour lui expliquer le sens des notes russes qu'il recevait, il était aisé pour les membres de la mission ecclésiastique de se faire à l'occasion les interprètes des intérêts russes en Chine. D'interprètes pour la langue russe, ils devinrent tout naturellement les interprètes des intérêts de leur pays.

Je ne saurais mieux illustrer l'activité diplomatique de la mission ecclésiastique qu'en reproduisant quelques passages d'une instruction secrète donnée en 1854 par le gouverneur général de la Sibérie Orientale, Mouraviev, au lieutenant-colonel Zaborinski, désigné pour une mission spéciale à Péking. A cette époque, Mouraviev venait de descendre

l'Amour avec des soldats et des munitions sans le consentement du gouvernement chinois et sans en avoir le droit, car ce fleuve était encore purement chinois. Mouraviev songeait également à faire reconnaître par la Chine la souveraineté de la Russie sur toute la rive gauche de l'Amour. A cet effet, Zaborinski devait être envoyé à Péking pour sonder et, au besoin, préparer le terrain d'une entente. Au dernier moment, sa mission fut remise, car les autorités d'Ourga ne le laissèrent pas passer (1) ; mais cela n'altère pas la valeur des informations que nous trouvons dans son instruction secrète datée du 1/13 mai 1854. Voici les passages qui nous intéressent plus particulièrement :

« L'archimandrite Palladi, chef de notre mission ecclésiastique à Péking, est déjà averti par moi de la marche et de l'état de toute cette affaire (préparation de la première expédition de Mouraviev sur l'Amour) ainsi que de votre mission ; il vous faut, avant tout, à votre arrivée à Péking, vous adresser à lui et, après avoir complété oralement, par tous les détails que vous connaissez, les informations que je lui ai données par écrit, vous guider dans vos actions et vos relations en Chine d'après les conseils de sa longue expérience, de sa bonne foi éprouvée et de son opinion éclairée ; avec son aide aussi il vous sera

1. Barsoukov, *Le comte N. N. Mouraviev-Amouski*. I, p. 358.

possible de réunir, pendant votre bref séjour à Péking, des renseignements positifs sur la stabilité du gouvernement chinois actuel et sur le degré du danger qui menace celui-ci par suite des rébellions depuis plusieurs années dans la partie méridionale de cet Etat... »

« mais si vous remarquez que le gouvernement chinois n'est pas encore préparé à cette concession (de la rive gauche de l'Amour à la Russie), tâchez au contraire d'empêcher qu'on m'envoie cette année des plénipotentiaires chinois (pour régler la délimitation de la frontière), afin que, pendant ce temps, l'archimandrite Palladi puisse les préparer à la nécessité d'une pareille concession... »

«... Je vous prie de dire surtout à l'archimandrite Palladi de s'efforcer de toutes les manières d'écarter à Péking toute tentative des Anglais et des Français à y établir leur influence... pour cela, on peut et on doit inspirer au gouvernement chinois, que l'amitié et l'alliance avec nous seraient plus durables et plus utiles pour eux (les Chinois) qu'avec tout autre Etat, et qu'au contraire l'hostilité avec nous serait tout à fait funeste pour la dynastie mandchoue actuellement régnante en Chine » (1).

On peut dire en somme que l'archimandrite, à

1. Zaborinski, *le Comte N.-N. Mouraviev Amourski (Rousskaïa Starina*, juin 1883, p. 638-639).

côté de sa fonction principale et officielle de chef religieux, avait accessoirement et en fait les attributions d'un véritable agent diplomatique permanent. A une époque où la Chine n'était en rapports réguliers avec aucune autre puissance souveraine que la Russie, un agent pareil n'aurait peut-être pas eu d'autres attributions diplomatiques que celles confiées à l'archimandrite. On a résumé la mission des ministres publics par ces trois termes : observer, négocier, protéger (1). L'archimandrite et, en général, les membres de la mission ecclésiastique accomplissaient cette triple tâche :

1° Ils observaient, puisqu'ils étaient précisément désignés à étudier la Chine. Le résultat de leurs observations était consigné en de nombreux ouvrages dont très peu ont été publiés. Nous venons de voir dans l'instruction secrète que le gouvernement russe tenait compte de ces observations et savait s'y conformer dans ses actions.

2° L'archimandrite était au besoin un négociateur. Nous verrons à propos du traité de 1860 que l'archimandrite Gouri posera au gouvernement chinois les conditions auxquelles la Russie consentirait à offrir ses bons offices aux belligérants, la Chine d'une part, la France et l'Angleterre de l'autre. L'archimandrite

1. Bonfils, *Manuel de Droit international public*. Paris, 1912, n° 682.

négoçiait aussi au sens de « faire valoir habilement les droits de son souverain et les intérêts de son pays, tout en s'efforçant de tout concilier » (1). Il résulte en toute évidence de l'instruction secrète, que l'archimandrite était parfois chargé de faire prévaloir l'influence russe et d'inspirer la politique du gouvernement chinois.

3° Quant à la mission de protéger des nationaux, elle ne pouvait se présenter à une époque où il n'y avait encore presque pas de particuliers russes en Chine. Les différends qui s'élevaient sur la frontière étaient plus facilement réglés entre les autorités locales sino-russes. A Péking, les marchands russes ne venaient qu'avec les caravanes et dans ce cas ils jouissaient déjà de la protection du gouvernement chinois. Celui-ci faisait toujours garder par des soldats la « Maison russe » où s'arrêtaient les caravanes et où logeait la mission ecclésiastique (2). Cette « garde honoraire » constituait, en quelque sorte, la garantie de l'inviolabilité des membres de la mission ecclésiastique lesquels, tout en étant ainsi protégés, jouissaient de la liberté pleine et entière de circuler partout à Péking (3). En l'espace de plus d'un siècle, cette liberté ne fut retirée qu'une seule fois, en 1760,

1. Sens donné par Bonfils au mot « négociier ». Bonfils, *ibid.*

2. Abel, *Arbeiten der Kaiserlich-russischen Gesandtschaft*, Préface. Dudgeon, p. 187.

3. Abel, *Ibid.*

par suite d'une dispute de frontières entre la Chine et la Russie (1).

Ainsi, la mission ecclésiastique n'avait pas l'occasion de protéger ses nationaux. Si elle en avait eu l'occasion, la mission ecclésiastique aurait certainement assumé le rôle de protectrice ou, du moins, de porte-parole des Russes. Elle était d'autant plus apte à jouer ce rôle, qu'elle était l'objet d'une bienveillance toute particulière de la part du gouvernement chinois. Un Russe, probablement membre de la mission ecclésiastique, rendait justice à la protection accordée par le gouvernement chinois : « Aussitôt que la mission russe avait besoin d'exiger pour elle la justice et la protection du gouvernement chinois, celles-ci étaient toujours accordées immédiatement, même avec plus de préférence qu'aux Chinois » (2).

Je crois avoir suffisamment démontré le rôle politique de la mission ecclésiastique. Je ne citerai encore à mon appui qu'un seul fait indiquant que le gouvernement russe avait conscience du rôle diplomatique qu'il faisait jouer à la mission ecclésiastique. Depuis 1860, c'est-à-dire depuis que la Russie a un ministre à Péking, la mission ecclésiastique cessa de relever du Département asiatique du ministère des Affaires étrangères russe pour être rattachée à une

1. *A propos du début... des relations de la Russie avec la Chine*, Sibirskii Vèstnik, 1822, partie 19, p. 184.

2. Sibirskii Vèstnik, *ibid.*

autorité purement religieuse, le Saint-Synode dirigeant. Ce changement de l'autorité dont relève la mission ecclésiastique, coïncidant avec la nomination du premier ministre russe à Péking est très significatif. La subordination de la mission ecclésiastique au ministère des Affaires étrangères jusqu'en 1860 est une indication qu'elle avait une importance politique. Cette indication est confirmée par le fait que le ministère des Affaires étrangères ne juge plus nécessaire d'avoir le contrôle de la mission ecclésiastique, aussitôt qu'un ministre russe est nommé à Péking. C'est que les fonctions diplomatiques confiées à la mission ecclésiastique peuvent, désormais, être exercées par un représentant spécialement désigné à cet effet. La mission ecclésiastique est donc déchargée de son rôle diplomatique, et, n'ayant plus qu'un caractère religieux, peut, sans inconvénients, être soumise à un organe purement religieux.

On peut donc conclure que le gouvernement russe était en quelque sorte représenté régulièrement à Péking dès 1727, grâce à l'existence dans cette capitale d'une mission ecclésiastique. Cette mission était surtout ecclésiastique de nom et de composition. Elle n'a jamais fait de propagande religieuse (1). Elle avait, avant tout, un caractère scientifique et diplomatique. Il convient cependant de remarquer que le caractère diplomatique n'a été acquis par elle

1. Abel, *Ibid.*

qu'en fait. Il ne lui est attribué par aucune disposition conventionnelle. Il est même probable que le gouvernement chinois ne l'a ni prévu, ni voulu, en 1727, lors de la création de la mission.

§ 7. — *Importance de la mission.*

Je me suis arrêté un peu longuement sur la mission ecclésiastique parce qu'elle a joué un rôle capital dans les relations entre la Chine et la Russie. Ayant été un point de contact permanent entre les gouvernements chinois et russe dès le premier quart du XVIII^e siècle et une source d'informations sur la Chine pour la Russie, la mission ecclésiastique a puissamment contribué au rapprochement sino-russe. Elle a permis à la Russie de bien connaître la Chine (1). Les succès russes en Chine, dans la période que nous étudierons, seront dus pour une grande part à une connaissance exacte des conditions réelles de ce pays et, par conséquent, ils seront dus également à la mission ecclésiastique.

J'ai insisté aussi sur la mission ecclésiastique pour être plus complet dans l'exposition des rapports sino-russes au milieu du XIX^e siècle, car, justement à cette époque, elle exerçait de la façon la plus active ses attributions variées.

1. Grâce aux ouvrages des sinologues éminents formés au sein de la mission. Pour plus de détails, voyez Veniukov, *Traité de la Russie avec la Chine*, p. 24.

CHAPITRE II

LES CONDITIONS DES RELATIONS ENTRE LES PARTICULIERS CHINOIS ET RUSSES

Les conditions des relations entre les nationaux et les étrangers sont déterminées par les droits accordés aux uns et aux autres. Les droits des étrangers ne sont pas toujours les mêmes que ceux des nationaux. En général, et surtout à une époque où les étrangers étaient rares, les droits, même privés, dont ils jouissaient, étaient restreints. L'ensemble des droits qui leur étaient accordés, formant leur statut légal dans le pays où ils se trouvaient, était contenu dans les traités entre ce pays et leur pays d'origine. Il était rare que leur statut légal fût établi par la législation intérieure. Le statut légal de l'étranger était, par conséquent, variable suivant la nationalité de celui-ci. Ces observations s'appliquent surtout à la Chine, à l'époque que nous envisageons. Aussi, allons-nous examiner les traités sino-russes, pour connaître les droits des Russes en Chine et ceux des Chinois en Russie.

Une étude approfondie des conditions des relations entre nationaux et étrangers exigerait un exa-

men préalable des droits des nationaux ; mais il nous conduirait à une étude des législations des deux pays qui nous entraînerait trop loin. Cette étude est même superflue quand le nombre des droits accordés aux étrangers est de beaucoup inférieur à ceux des nationaux, ainsi qu'il en était dans les rapports de la Chine et de la Russie au milieu du xix^e siècle. Dans ce cas, il suffit de connaître le statut légal de l'étranger ; les nationaux n'ayant l'occasion d'exercer à l'égard de celui-ci que ceux de leurs droits qui correspondent aux droits de l'étranger.

Au milieu du xix^e siècle, le statut légal des Chinois et des Russes dans le pays voisin respectif était réglé par tous les trois traités qui avaient été jusqu'alors conclus entre la Chine et la Russie : les traités de Nertchinsk, 1689 ; de Kiakhta, 1727 ; de Kouldja, 1851 ; et par deux accords de 1768 et 1792 complétant le traité de Kiakhta.

En général, les termes qui y sont employés sont applicables aussi bien au Chinois en Russie qu'aux Russes en Chine. Seulement, en fait, les dispositions qui y sont prises visent plus particulièrement les Russes en Chine ; étant donné que les Chinois n'allaient que rarement et accidentellement en Russie.

Nous prendrons de ces traités les clauses les plus importantes concernant la situation faite aux particuliers chinois et russes. Cette situation varie suivant

la qualité des étrangers ; aussi pouvons-nous faire la classification suivante :

- 1^o Condition faite aux transfuges ;
- 2^o Condition faite aux autres étrangers et notamment aux commerçants.

SECTION PREMIÈRE

CONDITION FAITE AUX TRANSFUGES

La raison de la classification des étrangers en deux catégories : les transfuges et ceux qui ne le sont pas, résultait de la règle générale établie entre la Chine et la Russie, portant que les Chinois et les Russes ne pouvaient passer la frontière sans une autorisation spéciale de leur gouvernement. D'où deux catégories bien définies d'étrangers : ceux qui étaient venus sans l'autorisation de leur gouvernement et ceux qui avaient cette autorisation.

§ 1. — *Définition des Transfuges*

On appelait transfuges les « gens qui passaient la frontière de l'un ou l'autre empire sans autorisation spéciale. Russes et Chinois les considéraient comme des déserteurs (1) ». Le fait de passer la frontière sans autorisation spéciale étant défendu, une sanction de cette prohibition était établie : les transfuges

1. Cahen, *Extrait de la Revue historique* de 1907, p. 7, en note.

devaient être rendus à leur pays d'origine et parfois punis. La procédure qu'on devait suivre à leur égard et les peines qui leur étaient applicables étaient définies dans les documents suivants : le traité de Nertchinsk ; l'accord supplémentaire du 18/29 octobre 1768, remplaçant l'article 10 de ce traité et l'accord du 8/19 février 1792.

Une règle générale s'applique à tous les transfuges sans distinction. Ils doivent être recherchés et livrés par les autorités locales à celles de frontières du pays dont ils sont les sujets (art. 2, traité de Kiakhta). Ensuite, on fait une distinction entre les transfuges pour déterminer :

A. S'il y a lieu, pour les autorités nationales, de les punir ;

B. Quelle peine leur est applicable, s'ils sont punissables.

Il faut distinguer :

- 1° Les transfuges innocents ;
- 2° Les transfuges ayant une intention coupable ;
- 3° Les transfuges ayant commis un crime ou un délit après avoir passé la frontière et quitté leur pays ;
- 4° Les transfuges ayant commis un crime dans leur pays, avant de passer la frontière.

§ 2. — *Les transfuges innocents*

Ce sont ceux qui auront passé la frontière sans avoir eu l'intention de le faire. On fait parmi eux une distinction :

A. S'ils ne sont pas armés, ils ne subiront aucune pénalité.

B. S'ils sont armés, le cheval, la selle, et tout ce qu'ils détiendront seront donnés en récompense à celui qui les arrêtera.

§ 3. — *Les transfuges ayant une intention coupable*

Ils subiront une peine corporelle en plus de la confiscation de leurs chevaux, selles, et autres effets qu'ils détiendront et qui seront donnés à ceux qui les arrêteront.

Ces transfuges sont :

A. Les gens sans armes, mais suspects et se cachant dans des montagnes et des forêts.

B. Les gens armés, venus pour chasser. Leur peine corporelle est plus forte.

D'après l'accord de 1768, on devait infliger 50 coups aux premiers et 100 coups aux seconds. Depuis 1792, la détermination des peines est réservée aux autorités nationales.

§ 4. — *Les transfuges ayant commis
un acte punissable*

1. *Les voleurs simples non armés.* — Ils seront l'objet des mesures suivantes :

A. Les objets volés seront restitués à leur propriétaire.

B. Le voleur paiera une amende dont le montant variera suivant qu'il y aura récidive ou non. Le voleur paiera pour la première fois le quintuple, pour la seconde, le décuple, de la valeur des objets volés ; la troisième fois, il sera traité comme un brigand. L'amende constitue plutôt des dommages-intérêts pour la partie dépossédée, car, sans que l'on en soit expressément convenu, l'amende est en fait versée à la personne volée (1).

C. Infliction au voleur d'une peine corporelle. Avant 1792, la peine devait être de 100 coups et l'exécution de la peine devait avoir lieu en présence des autorités des deux pays. Depuis 1792, la détermination et l'exécution de cette peine est abandonnée complètement aux autorités nationales.

D. Remise du cheval et de la selle du voleur à celui qui l'aura arrêté.

E. Si le voleur n'est pas arrêté, un rapport

1. Vasiliev, *les Traités russo-chinois*, p. 37.

sera dressé au corps-de-garde le plus rapproché du lieu où le vol a été commis. Le commandant et les soldats de ce corps-de-garde devront saisir le voleur dans le délai d'un mois au plus. S'ils ne parviennent pas à trouver et à arrêter le voleur dans cet espace de temps, ils devront payer le quintuple de la valeur des objets volés.

II. *Les brigands, l'accord de 1792.* — Les brigands sont des voleurs armés. Les mesures qui les concernent sont analogues à celles édictées pour les voleurs simples; naturellement, elles sont plus graves.

A. Restitution au propriétaire des objets volés (1).

B. Paiement par le brigand d'une somme égale à dix fois la valeur des objets volés, au cas où il ne subit pas la peine de mort.

C. Infliction au voleur d'une peine corporelle variant suivant la gravité du délit. Depuis 1792, cette peine est déterminée et exécutée par les autorités nationales.

C'est surtout pour établir cette compétence nationale que l'accord de 1792 est intervenu. En vertu de l'accord de 1768, la peine était la décapitation effectuée sur la frontière pour que les autorités de l'autre pays pussent la constater. Depuis, des diffi-

1. Cette clause se trouve dans le texte original russe et non dans la traduction française.

cultés entre la Chine et la Russie s'étaient élevées ; surtout à propos d'un certain Ouladzaï qui se réfugia en 1785 sur territoire russe. Les Chinois réclamaient son extradition ou son exécution ; les Russes refusaient d'effectuer l'une et l'autre motivant leur refus par le changement de leur loi sur la peine capitale. Les deux gouvernements échangèrent des notes aigres-douces (1), et leurs relations menacèrent de s'envenimer complètement, quand Ouladzaï eut le tact de mourir de lui-même. Cela permit aux Chinois et aux Russes de s'entendre et de signer l'accord du 8/19 février 1792.

En vertu de cet accord, la détermination et l'exécution de la peine doivent se faire d'après les lois nationales et être confiées aux autorités nationales du coupable. Les peines ne sont donc plus celles fixées conventionnellement dans l'accord de 1768. Les autorités du lieu du délit ne sont plus qualifiées pour assister à la punition du coupable qu'elles livrent aux autorités nationales. C'est donc une extradition pure et simple. Seulement, à la différence des cas ordinaires d'extradition, le délit est commis sur le territoire de l'Etat requis et non sur celui de l'Etat requérant. Il y a donc échec au principe de la territorialité des lois pénales et affirmation du principe de la compétence nationale.

1. Bantych, p. 326-329 ; Staunton, *Miscellaneous*, p. 89-94.

Pouvant déterminer la peine d'après ses lois nationales, la Russie n'est plus tenue à punir ses sujets livrés par la Chine de la peine capitale pour des crimes que les lois russes ne sanctionnent plus si rigoureusement.

D. Remise du cheval, de la selle, des armes et des autres objets du brigand à celui qui l'aura arrêté.

E. Si le brigand n'est pas arrêté, un rapport sera dressé au corps-de-garde le plus proche des lieux du crime. Le commandant et les soldats de ce corps-de-garde devront s'emparer du brigand en un mois au plus. S'ils ne parviennent pas à le faire, ils devront payer le décuple de la valeur des objets volés.

Il résulte donc des conventions entre la Chine et la Russie que les transfuges respectifs punissables pour crime ou délit commis sur territoire voisin son justiciables de leurs autorités nationales. Les tribunaux locaux, ni même un tribunal mixte ne sont compétents. Il ne peut encore être question, entre la Chine et la Russie au milieu du *xix^e* siècle, d'un tribunal mixte, tel qu'on le conçoit dans les pays dits de capitulations, car des autorités étrangères, un consul par exemple, ne sont pas encore établies ni en Chine ni en Russie, dans leurs relations réciproques. On pourrait concevoir un tribunal mixte constitué sur la frontière par l'envoi de fonctionnaires des deux pays. Mais, comme nous venons de le voir, on ne

procédait pas de la sorte. On a préféré conférer aux autorités nationales seules le pouvoir de juger les nationaux, sans donner aucune part dans le jugement aux autorités du lieu où l'infraction a été commise. Nous verrons plus loin que cette règle de la répartition des compétences existe au milieu du xix^e siècle même dans deux villes chinoises qui ont des consuls russes et où, par conséquent, la constitution d'un tribunal mixte aurait été aisée.

L'accord de 1768 ne prévoit une coopération entre autorités chinoises et russes que pour l'instruction d'une affaire criminelle et pour la rédaction d'un rapport là-dessus.

§ 5. — *Extradition de criminels*

Aux trois catégories de transfuges prévues dans l'accord de 1768, il faut ajouter une quatrième qui fait l'objet de l'article 10 du traité de Kouldja de 1851. Ce sont les criminels d'un des deux Empires qui se seront réfugiés dans l'autre après avoir commis un crime chez eux. Les autorités locales rechercheront sévèrement et minutieusement leurs traces et les extradèrent. Ces criminels peuvent être : soit des nationaux du pays requérant, soit des sujets d'une tierce puissance, justiciables de ce pays, car le texte

du traité russe (1) emploie une expression qui peut comprendre les uns et les autres :

« Si un criminel d'un Empire s'enfuit dans l'autre... »

On peut donc dire qu'il y a une sorte de traité d'extradition entre la Chine et la Russie dès 1851 et même dès 1689, puisque les extradés sont presque toujours des transfuges et que le traité de Nertchinsk stipule la remise de ceux-ci à leurs autorités nationales.

SECTION II

CONDITION FAITE AUX ÉTRANGERS QUI NE SONT PAS DES TRANSFUGES ET NOTAMMENT AUX MARCHANDS

Nous avons vu les dispositions conventionnelles concernant les Chinois et les Russes qui passeront la frontière sino-russe sans autorisation de leur gouvernement. Il leur est défendu de le faire. Il faut une autorisation spéciale pour franchir la frontière et aller dans le pays voisin. Les seuls Chinois qui se trouvent régulièrement sur le territoire russe et les seuls Russes qui se trouvent régulièrement sur le territoire chinois sont donc ceux qui ont cette auto-

1. Les exemplaires échangés du traité de 1851 étaient en langues russe et mandchoue.

risation. Ces personnes qui ont une autorisation pour aller dans le pays voisin sont, en fait, presque toujours des marchands russes se rendant en Chine. Aussi, les dispositions conventionnelles entre la Chine et la Russie ont-elles surtout en vue la condition des *marchands russes en Chine*. A l'époque où nous nous plaçons, les particuliers russes autres que les marchands n'allaient pas en Chine, et, s'ils y allaient dans un but scientifique quelconque, ils faisaient partie de la mission ecclésiastique ou des ambassades russes. Par conséquent, ils se trouvaient dans une situation particulière qu'il est inutile d'envisager ici, puisqu'il en a été déjà question à propos des ambassades ou de la mission ecclésiastique.

Voyons maintenant la situation accordée conventionnellement en Chine et en Russie aux marchands du pays voisin.

§ 1. — *Principe général*

L'article 5 du traité de Nertchinsk pose en principe général la liberté de circulation et le droit de faire le commerce dans le pays voisin, aux Chinois ou aux Russes munis d'une patente, c'est-à-dire d'une autorisation écrite de leur gouvernement :

« Propter nunc contractam amicitiam atque æternum fœdus stabilitum, cuiuscumque generis homi-

nes litteras patentes itineris sui afferentes, licite accedent ad regna utriusque dominii, ibique vendent et emunt quaecumque ipsis videbuntur necessaria mutuo commercio. »

En voici la traduction française (1) :

« Ayant égard au présent Traité de paix et d'union réciproque entre les deux couronnes, toutes sortes de personnes de quelque condition qu'elles puissent être, pourront aller et venir réciproquement, avec toute sorte de liberté, des terres sujettes à l'un des deux Empires dans celles de l'autre, pourvu qu'ils [*sic*] aient des patentes par lesquelles il conste [*sic*, il est constaté (2)] qu'ils viennent avec permission : et il leur sera permis de vendre et d'acheter tout ce qu'ils jugeront à propos, et de faire un commerce réciproque. »

Ce principe ne fut pas appliqué entièrement et subit une double restriction. Les marchands chinois n'allaient pas en Russie et, d'autre part, les Russes n'étaient pas autorisés à commercer partout en Chine.

Après le traité de Nertchinsk, un commerce assez florissant s'était développé entre les Chinois et les Russes, notamment à Nertchinsk et à Ourga. Mais,

1. *Treaties*, p. 6.

2. *Ils constatent*, Hertslet, *China treaties*, t. I. p. 439. Il modifie le texte de du Halde qui contient la traduction française et qui porte *conste*.

le gouvernement russe, par un oukaz de 1727 interdit à ses sujets de commercer avec la Chine sauf dans les villes que nous verrons (1). Le motif de cette mesure se trouvait dans la concurrence faite par les particuliers au commerce officiel russe et dans le mécontentement des Chinois provoqué par la conduite scandaleuse des marchands russes livrés à tous les excès.

Les traités de Kiakhta et de Kouldja, ne parlent plus du droit, pour les Russes, de faire le commerce partout en Chine, ni des marchands chinois en Russie. Ils localisent le droit pour les Russes d'aller faire le commerce en Chine à cinq villes seulement dont deux, Kiakhta et Tsouroukhaïtou, sont situées sur la frontière sino-russe. Ces villes sont : Péking, Kiakhta, Tsouroukhaïtou, en vertu du traité de Kiakhta; Kouldja et Tchougoutchak en vertu du traité de Kouldja.

Résumons les droits accordés aux marchands russes dans ces villes.

§ 2. — A Péking

C'est la première ville chinoise qui fut ouverte aux marchands russes. Depuis la dernière décade du xvii^e siècle des caravanes russes allaient à Péking (2).

1. Trousevitch, *Relations diplomatiques et commerciales de la Russie avec la Chine*, Moscou, 1882, p. 153.

2. Cahen. *op. cit.* Chapitres III, IV.

Le traité de Nertchinsk n'en n'avait pas parlé, mais celui de Kiakhta les prévoit expressément dans son article 4 qui contient les dispositions suivantes sur les marchands russes allant avec leurs caravanes à Péking:

I. *Caravanes pour Péking.* — Le nombre des marchands allant avec une caravane ne pourra dépasser deux cents personnes.

Les marchands doivent avoir un chef chargé de diriger leurs affaires et de trancher les différends qui pourraient s'élever entre eux. Si ce chef des marchands est un homme d'un rang élevé, il sera reçu et traité selon son rang. Il n'est permis à personne de rester dans le pays étranger secrètement et sans la permission de son chef.

Quand les marchands arriveront à la frontière, ils devront l'annoncer par un écrit, au reçu duquel le gouvernement chinois enverra un officier pour les recevoir et les accompagner. A Péking, ils seront logés dans la « Maison russe » (art. 5).

II. *Entretien des marchands.* — Le gouvernement chinois n'entretiendra plus à son compte les *marchands* russes venant à Péking. S'ils achètent pendant leur voyage des chameaux, des chevaux, des provisions de bouche ou s'ils louent des ouvriers, ils devront le faire à leurs propres dépens.

La traduction française du traité de Kiakhta contient une erreur au sujet de l'entretien des marchands

russes. Elle dit (1) : « s'ils ne sont que de simples commerçans, on devra, de plus, fournir à leur entretien comme autrefois. » Les textes russes et latin (2), qui font foi, établissent précisément le contraire en reproduisant, d'ailleurs, ce qui avait été déjà convenu en 1721 entre le gouvernement chinois et Izmaïlov (3). J. Klaproth, qui a donné une traduction française du texte original mandchou, lequel a servi de base pour les versions latine et russes, reproduit rigoureusement le passage qui nous intéresse : « Quand ce ne sont que des commerçans, ils ne seront plus entretenus comme autrefois » (4).

III. *Conditions du commerce.* — On peut vendre toutes sortes de marchandises, excepté celles qui sont prohibées par les lois des deux Empires. Aucune taxe ne sera exigée ni du vendeur ni de l'acheteur. C'est, par conséquent, un commerce en franchise de droits.

La vente pendant le voyage à Péking est interdite. Cette interdiction ne se trouve pas dans le traité. En 1768, Kropotov demanda l'autorisation pour les Russes de faire le commerce tout le long du parcours jusqu'à Péking, mais elle lui fut refusée (5).

1. *Treaties*, p. 12.

2. *Treaties*, p. XXV et XXXVII.

3. *Suprà*, p. 51.

4. Klaproth, *Mémoires relatifs à l'Asie*, p. 35.

5. Vasiliev, *op. cit.*, p. 41.

IV. *Le gouvernement chinois n'a pas le droit d'aubaine.* — Si un Russe meurt, tous ses biens, de quelque nature qu'ils soient, seront rendus au peuple de son pays.

V. *Le commerce sino-russe.* — Depuis le traité de Kiakhta six caravanes seulement allèrent à Péking : 1727 à 1728, 1732, 1736 à 1737, 1741, 1746 et 1755 (1). A partir de 1755, les caravanes russes n'allèrent plus à Péking, car ces caravanes, organisées par le gouvernement russe, ne purent supporter la concurrence du commerce libre à Kiakhta. Ces caravanes furent supprimées par un oukaz de Catherine II du 31 juillet/11 août 1762 (2). Quant aux particuliers russes, ils avaient plus de bénéfices à vendre leurs marchandises à Kiakhta que de s'aventurer jusqu'à Péking où les caravanes étaient surveillées étroitement par les fonctionnaires chinois (3).

§ 3. — A Kiakhta

I. *La ville de Kiakhta.* — Ce centre de commerce sino-russe fut créé en 1727 par le traité de Kiakhta.

1. Klaproth, *ibid*, p. 77.

2. Korsak, *Aperçu historico-statistique des relations commerciales de la Russie avec la Chine*. Kazan, 1857, p. 32-40. Voyez l'art. 12 de l'oukaz dans le *Recueil complet des lois de l'Empire russe* (*Recueil*, I, t. XVI, p. 34).

3. Pour plus de détails, voyez P. G., *Indicateur du commerce direct par Moscou avec la Chine* (*Journal manoufaktour i tor-govli* 1836, n° 11, p. 34-35).

Nous avons vu, à propos de la frontière sino-russe, comment et où la ville de Kiakhta fut fondée (1). L'article 3 du traité de Kiakhta y établit une « place de commerce », c'est-à-dire un lieu où les marchands chinois et russes pourront se réunir pour échanger leurs marchandises.

Sous le nom de Kiakhta, on comprend généralement deux petites villes situées sur la frontière sino-russe. L'une, Kiakhta proprement dite, est une ville russe dans le gouvernement d'Irkoutsk à 557 versts (594 kil.) d'Irkoutsk. L'autre, est Mai-mai-tchen (appelée communément Maimatchin) construite sur territoire chinois en 1730. Ces deux villes sont à une distance de près de 250 mètres l'une de l'autre (2). Les marchands vont d'une ville à l'autre pour conclure leurs arrangements. La communication entre les deux villes est interdite pendant la nuit.

II. *Conditions du Commerce.* — Le commerce à Kiakhta est franc, d'abord en vertu du principe général contenu dans l'article 4 déclarant qu'il y aura « liberté de commerce » entre les deux Empires et, ensuite, en vertu d'une disposition expresse du traité de Kropotov de 1768 qui prescrit dans son préambule « à perpétuité, de ne pas prendre de

1. *Suprà*, p. 16.

2. Korsak, *ibid.*, p. 54, 324.

droits de douane sur les deux places de commerce de Kiakhtha et de Tsouroukhaïtou » (1).

Néanmoins, le commerce russe à Kiakhtha subit des restrictions imposées par le gouvernement russe. Il ne rentre pas dans notre étude d'examiner les nombreuses mesures édictées par la Russie, car elles ne concernent que les sujets russes seulement.

Au début, le commerce à Kiakhtha se faisait par troc. Il était interdit aux Russes de faire sortir de la monnaie de leur pays (2). Mais depuis le milieu du XIX^e siècle, une partie des produits chinois est payée en espèces (3).

L'article 4 dit que des maisons de commerce seront établies à Kiakhtha ; que ceux qui se rendront à cette place pour affaires commerciales devront strictement suivre le chemin direct et ne pas s'en écarter pour faire le commerce dans d'autres endroits, sous peine de confiscation de leurs marchandises ; que des autorités chinoises et russes devront être nommées pour la protection de la place.

III. *Autorités sino-russes.* — Les Chinois délèguèrent un fonctionnaire appelé par les Russes *Dzargoutcheï* (4) (pou-yuan en chinois) et nommé par le Li-fan-yuan tous les trois ans. Les Russes con-

1. *Treaties*, p. XLIV.

2. Muller et Pallas, *Conquest of Siberia*, p. 73.

3. Atkinson, *The upper and lower Amoor*, p. 369.

4. *Dzargotchi*, commandant mandchou, signifiant arbitre (Klaproth, *ibid.*, p. 67).

fièrent la surveillance du commerce à la chancellerie de la frontière, établie à Troïtskosavsk, corps-de-garde situé à trois versts de Kiakhta.

Ces autorités chinoises et russes sont informées de tout ce qui a rapport à la frontière depuis la Gorbitsa jusqu'à l'Irtych (1). Par conséquent, elles connaissent les affaires de frontières sur toute l'étendue de la frontière orientale sino-russe, puisqu'à l'Est de la Gorbitsa il n'existait pas de relations entre les sujets des deux Empires et que la frontière était incertaine.

IV. *Le commerce sino-russe.* — C'est à Kiakhta que se concentre, jusqu'au milieu du xix^e siècle, tout le commerce entre la Chine et la Russie. L'importance de ce lieu pour les relations entre ces deux pays peut se mesurer par le fait qu'il suffisait à la Chine, pour exercer une pression sur la Russie, de fermer le commerce à Kiakhta. La Chine usa souvent de cette mesure pacifique et efficace : toutes les fois qu'elle avait à se plaindre de sa voisine. Ainsi au xviii^e siècle, le gouvernement chinois fit fermer onze fois le commerce à Kiakhta : en 1731, 1744, 1747, 1751, 1753, 1756, 1759, 1762 à 1768, 1775, 1778 à 1780 et de 1785 à 1792. L'arrêt du commerce durait de quelques jours (2 jours en 1751) à quelques années (6 ans 11 mois et 23 jours de 1785 à 1792) (2).

1. Klaproth, *ibid.*, p. 74.

2. Korsak, p. 58-72.

§ 4. — *A Tsouroukhaïtou*

L'article 4 du traité de Kiakhta ayant établi le commerce sino-russe à Kiakhta, l'établit aussi à un endroit près de Nertchinsk. Cet endroit fut choisi par des délégués chinois et russes qui échangèrent à cet effet une note du 17/28 mai 1728. Il devait être situé sur la rive droite de l'Argoun, sur la presqu'île de Tsouroukhaïtou (1).

Toutes les dispositions de l'article 4 du traité de Kiakhta concernant le commerce à Kiakhta s'appliquent à Tsouroukhaïtou.

En fait, Tsouroukhaïtou était loin d'égaliser en importance la ville de Kiakhta. Celle-ci était d'un accès plus facile et se trouvait beaucoup plus près d'Irkoutsk, centre du commerce de la Sibérie orientale; alors que pour aller à Tsouroukhaïtou il fallait passer par des montagnes escarpées qui rendaient la route très pénible et fatigante (2). Seuls, des habitants de Nertchinsk et des cosaques allaient à Tsouroukhaïtou pour troquer quelques produits. Il n'y avait un peu plus d'animation qu'en été, quand arrivaient les commissaires chinois pour l'inspection des frontières, apportant avec eux quelques marchandises (3).

1. Bantych, p. 152, 364.

2. Klaproth, *Mémoires relatifs à l'Asie*, p. 76.

3. Korsak, p. 52. Trousévitch, p. 157.

Pour voir la différence entre Kiakhta et Tsouroukhaïtou au point de vue de leur importance commerciale, il suffit de remarquer que le montant des importations et des exportations à Kiakhta au XVIII^e siècle s'est élevé *au maximum* à huit millions de roubles par an, alors qu'à Tsouroukhaïtou il ne dépassa pas dix mille roubles (1).

§ 5. — A Kouldja

Cette ville, appelée aussi Ili, est située à l'extrémité nord-ouest de la Chine, dans la Dzoungarie ou le « T'ien-chan-pei-lou » qui désigne les possessions chinoises au nord des monts T'ien-chan. Elle fut ouverte au commerce sino-russe par le traité de Kouldja du 25 juillet / 6 août 1851. Ce traité est le premier entre la Chine et la Russie qui ait réglé assez complètement la situation des Russes dans une ville chinoise et qui ait stipulé pour la Russie le droit d'avoir un consul en Chine.

Voici les conditions dans lesquelles se trouvent les marchands russes à Kouldja, au milieu du XIX^e siècle, en vertu du traité de 1851 :

I. *Caravanes pour Kouldja.* — Les caravanes russes peuvent aller à Kouldja tous les ans, mais

1. Voir pour plus de détails : Trousevitch, *Relations diplomatiques et commerciales de la Russie avec la Chine jusqu'au XIX^e siècle*, p. 162-164.

elles doivent arriver dans cette ville entre le 25 mars et le 10 décembre (vieux style) de chaque année (art. 8).

En allant à Kouldja, les marchands russes doivent avoir un chef, le « caravane-bacha ». A la frontière, au piquet chinois de Boro-Khoudjir (1), ce chef présente à l'officier chinois un billet du gouvernement russe. Vu ce billet, l'officier chinois, après avoir pris note du nombre d'hommes, de bestiaux et de charges de marchandises, laisse passer la caravane (art. 4).

La caravane est escortée, de piquet en piquet, par un officier et des soldats chinois pour l'aller et le retour (art. 4). Cette escorte n'est fournie que si la caravane est composée d'au moins vingt chameaux avec des marchandises (art. 8). Pour faciliter l'escorte, les caravanes suivent la route des corps-de-garde (art. 5).

Les Russes peuvent envoyer un exprès en cas de besoin. Mais pour que ces expéditions extraordinaires ne soient trop à la charge des soldats qui les escortent, elles ne doivent pas être faites plus de deux fois par mois (art. 8.)

Tant que les caravanes sont en dehors de la ligne des corps-de-garde chinois, le gouvernement chinois n'intervient pas dans le règlement des difficultés

1. Borohoudzir, près de la rive droite de la rivière Ili, à l'extrémité des possessions occidentales de la Chine.

pouvant résulter d'une attaque de ces caravanes par des bandes de pillards kirghises (art. 6).

II. *Conditions du commerce.* — Le commerce entre Chinois et Russes n'est passible de part ni d'autre d'aucun droit quelconque (art. 3). La seule manifestation de l'intervention économique du gouvernement chinois a lieu en cas d'importation de moutons par les marchands russes. Les autorités locales prennent pour le compte du gouvernement deux moutons sur dix et livrent en échange de chaque mouton une pièce de tissu appelée « da-ba » et qui constitue l'unité de valeur dans le commerce sino-russe à Kouldja (art. 15).

La « da-ba » est un morceau de toile chinoise en coton d'une longueur de 10 1/2 à 12 1/2 mètres (15 à 17 1/2 archin) et d'une valeur de deux roubles en papier et parfois de 45 kopeks en argent (1).

Les marchands règlent les prix à leur gré. Ils font un commerce de troc (art. 2). Les marchandises ne doivent pas être livrées à crédit. Les autorités chinoises et russes n'interviennent pas en cas de contestations pour des ventes au crédit (art. 12).

III. *Autorités sino-russes.* — *Le consul son droit de juridiction et son pouvoir réglementaire.* — Il est nommé, pour surveiller les affaires des sujets russes, un consul de la part de la Russie, et pour les affaires

1. Korsak, p. 420.

des commerçants chinois; un fonctionnaire de l'administration supérieure de l'Ili. (art. 2).

Le rôle de ce fonctionnaire chinois et du consul russe consiste surtout à aplanir les difficultés qui peuvent surgir entre Chinois et Russes (articles 2 et 7). Ces difficultés, telles qu'elles sont prévues par le traité de 1851, sont :

1^o *Des contestations de tout genre entre Chinois et Russes.* — Pour ces contestations, le fonctionnaire chinois et le consul russe ont un droit de juridiction sur leurs nationaux. Seulement, ils l'exercent séparément et non ensemble en tribunal mixte. L'article 2 stipule :

« En cas de collision entre les sujets de l'une et de l'autre Puissance, chacun de ces agents décidera selon toute justice les affaires de ses nationaux. »

Il semble donc, d'après ce texte, que le jugement des contestations entre Chinois et Russes n'est pas rendu par le consul de concert avec le fonctionnaire chinois. Chaque partie est jugée par les autorités de son pays sans qu'il y ait une entente obligatoire entre les deux autorités. Il n'y a pas encore de tribunal mixte, établi en droit. Seulement, en fait, il est plus que probable que le fonctionnaire chinois et le consul s'entendent pour régler un litige entre leurs nationaux.

2^o *Contestations plus graves.* — Pour les affaires d'une certaine gravité, telles que les affaires crimi-

nelles, le jugement des coupables est aussi réservé aux autorités nationales :

Article 7... « Si, contre toute attente, il se présentait une affaire criminelle ou un cas important en général, il sera procédé conformément aux règles actuellement en vigueur sur la frontière de Kiakhta ».

Ces règles en vigueur sur la frontière de Kiakhta sont celles de l'article 10 du traité de Kiakhta modifié en 1768 et 1792 et concernant les crimes commis par les transfuges. Nous avons vu que pour ces crimes les coupables étaient remis aux autorités nationales qui les jugeaient (1).

3° *Perte de choses*. — L'article 6 s'exprime ainsi :

«... Si, contre toute attente, quelque chose venait à se perdre, il en sera immédiatement donné avis au fonctionnaire chinois, qui, conjointement avec le consul russe, poursuivra avec toute diligence possible les traces de l'objet perdu. Si ces traces étaient découvertes dans les villages de sujets chinois et que le voleur fût saisi, il devra être jugé sans retard et sévèrement. Si l'on retrouvait quelques-unes des choses volées, elles seront restituées à qui il appartient. »

Le fait que le fonctionnaire chinois poursuit *conjointement* avec le consul russe les traces de l'objet perdu ne doit pas faire croire qu'il existe déjà un tribunal mixte constitué par ces deux personnes. Dans notre cas, elles ne font qu'exercer un pouvoir

1. *Suprà*, p. 68 et s.

de police et non celui de juridiction qui caractérise un tribunal.

Le consul russe a aussi un pouvoir de police sur ses nationaux. Il leur délivre des permis de circulation, sans lesquels ils ne peuvent sortir de leur demeure. Quiconque sortira sans permis sera reconduit chez le consul, qui procédera contre lui comme de droit (art. 9) (1).

IV. *Emplacements réservés aux Russes.* — Des emplacements sont assignés aux marchands russes.

1° Des terrains près des bazars pour que les Russes puissent y construire à leurs frais des maisons d'habitation et des « magasins d'entrepôt » pour leurs marchandises (art. 13). Dans ces factoreries, les Russes peuvent célébrer le service divin selon le rite de leur religion (art. 14).

D'ailleurs, ces factoreries sont complètement soustraites à l'autorité chinoise et jouissent d'une sorte de *self government* (2). Elles ne sont pas frappées d'impôts auxquels les Russes sont soustraits même personnellement.

2° Un terrain désert, en dehors de la ville, pour servir de cimetière (art. 14) (3) ;

1. Les marchands russes à Péking ne pouvaient sortir de la « Maison russe ».

2. Pour plus de détails, voyez Bogoiavlenski, *la Chine occidentale transmurale*. Saint-Petersbourg, 1906.

3. A Péking, les Russes avaient aussi un cimetière et même deux : le premier, pour les Albaziniens, le second, pour les autres Russes. Dudgeon, p. 69, 71.

3^e Des places appropriées, ayant de l'eau et de l'herbe pour servir de pâturages aux bestiaux des Russes (art. 11).

L'assignation de ces emplacements aux marchands russes ne signifie pas que ceux-ci peuvent rester continuellement en Chine. Nous avons vu qu'ils doivent arriver à Kouldja entre le 25 mars et le 10 décembre. Il est permis aux marchands russes de rester plus longtemps que cette période de huit mois et demi pour achever la vente, mais, celle-ci terminée, ils doivent retourner chez eux (art. 8).

§ 6. — *A Tchougoutchak*

Ville située dans le T'ien-chan-peï-lou près des monts Tarbagataï, au nord-est de Kouldja. Elle est plus près de la frontière que cette dernière ville. C'est également le traité de 1851 qui ouvre Tchougoutchak au commerce sino-russe. Toutes les dispositions du traité de 1851 s'appliquent à Tchougoutchak aussi bien qu'à Kouldja. Il n'y a qu'une seule différence pour Tchougoutchak, parce qu'elle est située à un endroit autre que Kouldja : le chef de la caravane, lorsqu'elle entre en Chine, au lieu de présenter le billet du gouvernement russe au piquet chinois de Boro-Khoudjir, comme c'est pour les caravanes allant à Kouldja, présentera le billet au premier piquet chinois rencontré (art. 4).

L'ouverture de Kouldja et de Tchougoutchak au commerce russe supprimait le monopole de fait que détenait Kiakhla pour le commerce sino-russe. Nous avons vu, en effet, qu'avant le traité de 1851, les échanges entre la Chine et la Russie n'avaient lieu qu'à Kiakhla, à Péking et à Tsouroukhaitou, et que, dans ces deux dernières villes, le commerce sino-russe n'existait presque pas.

L'ouverture de deux places chinoises en 1851 aux commerçants russes, éveilla, par le jeu de la concurrence, une rivalité entre elles et Kiakhla qui stimula l'activité commerciale de la Russie. Déjà, en 1854, le gouvernement russe trouva nécessaire, par suite du développement du trafic sur la frontière occidentale avec la Chine, d'organiser en un district spécial la partie des steppes limitrophes de la Chine (1).

Le gouvernement russe, craignant probablement d'éveiller les jalousies de l'Angleterre, ne publia le traité de 1851 qu'en 1861. Mais le traité avait déjà commencé à fonctionner dès 1851.

§ 7. — *Commerce maritime.*

La Chine au milieu du xix^e siècle n'était donc que partiellement ouverte aux marchands russes. Ceux-ci n'étaient admis que dans cinq villes qu'on pourrait appeler « villes de traités », par analogie aux « ports

1. Venioukov, *Voyages aux bords de l'Asie russe*, p. 270.

de traités » en Chine qui sont aussi ouverts aux étrangers à la suite d'un traité.

Les Russes n'avaient pas encore le droit de faire un commerce par mer avec les Chinois. Aucune stipulation conventionnelle n'existait sur ce sujet. En 1806, une tentative russe d'entrer en relations commerciales avec Canton n'aboutit pas à les fonder.

Cette tentative avait été faite par Adam-Jean Krusenstern, lorsqu'il rentrait en Russie, avec la *Nadedja* et la *Neva* (1) de son voyage autour du monde (2). Arrivé à Canton, Krusenstern réussit à écouler ses marchandises et à charger ses navires (3). Mais les autorités locales chinoises n'ayant pas reçu d'instruction de Péking ne voulaient pas le laisser partir. Il parvint cependant, grâce à l'assistance de Drummond, président de la factorerie anglaise de Canton, à obtenir l'autorisation de quitter le port. Krusenstern avait bien fait de mettre les voiles au vent, car, vingt-quatre heures après son départ, des ordres de Péking arrivaient à Canton pour la détention des navires russes (4).

Plus tard, les Russes resongèrent à obtenir l'ac-

1. Korsak, p. 55. Il donne la date inexacte de 1804; Morse, *International relations of the Chinese Empire*.

2. Krusenstern fut le chef de la première expédition russe autour du monde en 1803-1806. Sir J. Ross, *Memoir of Krusenstern*.

3. Douglas, *Europe and the Far East*, p. 57.

4. Voir récit de cet incident par Krusenstern dans Staunton *Miscellaneous Notices*, 2^e édition. Appendice, p. 403-406.

cès des ports chinois. Quand, en 1843, ils apprirent l'ouverture de ports chinois au commerce britannique, Poutiatine, dans un rapport à son gouvernement, demanda des droits analogues pour la Russie (1). Ce projet reçut l'approbation du tsar, mais ne fut pas mis à exécution par suite de l'opposition du ministre des Finances, le comte Kankrin (2). En juin 1853, Poutiatine alla à Canton à bord du *Vostok* mais n'arriva pas à obtenir l'admission dans ce port de navires de commerce russes (3). Cette seconde tentative russe de créer un commerce maritime avec la Chine échoua comme la première.

Ainsi, la Chine ne reconnaissait pas à la Russie le droit de faire avec elle le commerce par mer. Ce droit au milieu du xix^e siècle n'était accordé aux Russes ni par traité ni en fait. La preuve qu'à cette époque les Russes admettaient autant que les Chinois que les navires russes n'avaient pas le droit d'entrer dans un port chinois se trouve dans l'incident suivant :

En 1854, l'amiral Poutiatine, après son premier voyage au Japon, était venu à Changhai sur le petit vapeur *Vostok*. « Le Tao t'aï Wou écrivit à cette

1. Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-58*, p. 404-405, en note.

2. Bretschneider, *History of European botanical discoveries in China*, p. 574.

3. Bretschneider, *ibid.*

occasion au consul anglais qu'il était arrivé un bâtiment à vapeur *qui s'était dit anglais*, mais que, comme on avait des raisons de supposer qu'il appartenait à la nation russe, qui avait le droit de commercer par terre mais *non par mer* avec la Chine, il le pria de lui faire connaître s'il le savait, pour quel objet ce bâtiment était venu... » (1).

Si l'amiral Poutiatine, pour entrer à Changhai, avait fait passer son vapeur pour un bâtiment anglais, c'est qu'il reconnaissait que les navires de son pays n'avaient pas le droit d'entrer dans un port ouvert chinois, droit accordé aux Anglais.

Nous avons terminé l'exposé de la situation conventionnelle de la Russie — Etat, gouvernement et particuliers — à l'égard de la Chine au milieu du xix^e siècle. Cette situation est le résultat lent et pénible de deux siècles de relations entre les Chinois et les Russes. Nous verrons dans les parties suivantes, comment, avec cette situation comme point de départ, la Russie arrivera, en moins de cinquante ans, à étendre l'Etat russe aux dépens de la Chine, à développer les relations du gouvernement du tsar avec la dynastie mandchoue et à accroître, tout en les complétant, les droits des sujets russes dans l'Empire chinois.

1. Lettre de Bourboulon à Drouyn de Lhuys, 8 mars 1854.
H. Cordier, *Le premier traité de la France avec le Japon*, T'oung-Pao, 1912, p. 218.

Au point de vue de l'exposition des relations sino-russes à partir du milieu du xix^e siècle, nous adopterons la méthode suivante. Nous prendrons pour points de repère, — s'il est permis de s'exprimer ainsi, — les traités entre la Chine et la Russie; les traités étant l'expression tangible, le croquis des relations entre deux Etats. A propos des traités, nous aurons à examiner les raisons qui induisirent les deux parties à les signer, les questions de droit international qu'ils peuvent soulever, les critiques qu'on peut leur faire. Nous espérons pouvoir donner de la sorte un aperçu suffisamment complet des relations conventionnelles entre les deux grandes républiques asiatiques actuelles à une époque où elles étaient encore toutes les deux des monarchies absolues.

DEUXIÈME PARTIE

AVANTAGES OBTENUS PAR LA RUSSIE À LA FAVEUR DES HOSTILITÉS ENTRE LA CHINE, D'UNE PART, LA FRANCE ET L'ANGLETERRE DE L'AUTRE

Les expéditions franco-anglaises à Peking en 1858 et en 1860 permettront à la Russie d'obtenir en Chine les mêmes droits que la France et l'Angleterre. Elle obtiendra même plus, sans user cependant de la force des armes. Ces droits, qui seront acquis par la Russie grâce à l'habileté de son action diplomatique, seront contenus dans les traités d'Aïgoun du 16/28 mai 1858, de Tientsin du 1/13 juin 1858 et de Péking du 2/14 novembre 1860. Ainsi, dès le début de la période des relations sino-russes que nous étudierons, nous verrons la Russie faire un grand pas en avant dans sa situation conventionnelle à l'égard de la Chine.

Nous prendrons les trois traités dans leurs origines et d'après leur ordre chronologique. L'ordre chronologique n'est pas nécessairement l'ordre logique pour l'exposition des traités d'Aïgoun et de

Tientsin. Ces deux traités régiront des matières complètement différentes et pourraient être signés dans un ordre chronologique inverse. Le plénipotentiaire russe qui signera le traité de Tientsin ne connaîtra même pas l'existence du traité d'Aïgoun. Seulement, si nous commençons par le premier traité en date (celui d'Aïgoun), c'est qu'il répondra à des aspirations russes d'une origine plus lointaine que celles qui mèneront à la signature du traité de Tientsin.

CHAPITRE PREMIER

LE TRAITÉ D'AIGOUN

Le traité d'Aïgoun étend la souveraineté de la Russie sur toute la rive gauche de l'Amour. C'est une consécration de l'accroissement territorial de la grande puissance slave en général et des aspirations russes sur ce fleuve en particulier.

SECTION PREMIÈRE

ORIGINES LOINTAINES DU TRAITÉ D'AIGOUN.—PRÉTENTIONS SÉCULAIRES DES RUSSES SUR LE FLEUVE AMOUR

Sans nous arrêter à la conquête de la Sibérie par les Russes, commencée par Ermak Timofeevitch en 1578 (1) et terminée par ses successeurs en

1. Muller et Pallas, *Conquest of Siberia*, p. 13.

L'expédition de Ermak en Sibérie n'était pas la première. D'autres aventuriers russes avaient déjà pénétré avant lui sur les territoires qu'il avait conquis. En outre, l'expédition de Ermak n'eut pas un résultat définitif, car après sa mort la Russie reperdit toutes les conquêtes de cet ancien chef de bandits. Cependant, les exploits de Ermak avaient frappé ses contemporains plus que ceux de ses prédécesseurs ou successeurs, et son nom est resté lié à la conquête de la Sibérie par la Russie. « Comme résultat immédiat, cette expédition ressemblait donc à ses devan-

1706 (1) par l'incorporation du Kamtchatka, il suffit de constater que les Russes avaient eu déjà des vues sur l'Amour dès le milieu du xvii^e siècle, aussitôt qu'ils en eurent connaissance. Mais ce n'était pas le gouvernement de Moscou qui voulait étendre indéfiniment vers l'est les possessions de la Russie.

§ 1^{er}. — *Les premiers Russes sur l'Amour*

C'étaient les Cosaques, bandes d'aventuriers, qui, pour satisfaire leur goût d'aventures, ajoutaient de nouveaux domaines à leur pays. De même que les Espagnols en Amérique, et poussés par les mêmes mobiles, les Cosaques s'avançaient en Sibérie grâce à la supériorité des armes à feu et aux dissensions entre les tribus indigènes. Ils s'avançaient et conquéraient sans se demander s'ils en avaient le droit ni même s'ils y étaient autorisés par celui au nom duquel ils agissaient : le « Tsar blanc ». Car, de

cières. Et, cependant, quelque chose de nouveau s'était passé. Un nom plus sonore ou un geste plus énergique avait séduit l'imagination populaire, et, dans la longue suite d'efforts renouvelés d'année en année, dans la foule d'obscurs héros sur les traces desquels Ermak venait de marcher, la légende avait fait son choix. Chanté par les bylines, glorifié par un monument élevé à Tobolsk, vénéré par l'Eglise elle-même presque à l'égal d'un saint, l'ancien bandit devait grandir dans une apothéose posthume jusqu'à devenir l'égal d'un Cortez ou d'un Christophe Colomb (Waliszewski, *Ivan le Terrible*, p. 447). »

1. J. Deniker, dans *la Grande Encyclopédie*.

tout temps et partout, les personnes qu'une vie errante promenait au hasard de leurs appétits motivaient souvent leurs actes de violence et de barbarie injustifiables par l'idéal de la Religion, de la Patrie ou d'une Civilisation supérieure. Et les conquérants de la Sibérie croyaient justifier suffisamment leurs agissements en subjuguant les indigènes et en occupant des terres pour le Tsar blanc (1).

Celui-ci, sans prendre l'initiative des conquêtes, mais tout en acceptant celles qui lui étaient offertes, ne soutenait les conquérants que faiblement et sans méthode, prêt à les désavouer s'il le fallait. « On lançait les Cosaques en-avant ; battus, on les désavouait en les traitant de brigands ; vainqueurs, on prenait leur victoire à son compte » (2).

Pour l'Amour ce furent aussi les Cosaques qui commencèrent à le convoiter, et non le gouvernement russe lui-même. Ils en entendirent parler pour la première fois en 1636. Les informations étaient apportées par des Cosaques de la Sibérie qui avaient poussé leurs incursions vers le sud. Plusieurs expéditions se hasardèrent sur l'Amour. Celles de Poiarkov en 1643-1646, de Khabarov en 1648-1651, de Stepanov en 1654 (3).

1. Rousskaia Starina, *l'Affaire de l'Amour*, 1881, t. IX, p. 76-77.

2. Waliszewski, *Ivan le Terrible*, p. 476.

3. H. Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, t. 1. p. 80.

Quelques forts furent bâtis. Celui d'Albazin fut fondé par Khabarov en 1651. Il était situé sur la rive gauche de l'Amour, en face de l'embouchure de la rivière Albazikha (1), et de l'extrémité la plus septentrionale de la Mandchourie (2). Son nom chinois était Yaksa.

§ 2. — *Les Russes refoulés de l'Amour n'abandonnent pas leurs prétentions*

Les Russes, qui jusqu'alors n'avaient rencontré aucune résistance sérieuse dans leur marche vers l'est, furent contraints de s'arrêter et même de reculer. Ils se trouvèrent en présence d'un peuple organisé en un Etat puissant : la Chine, qui était résolue et capable de défendre ses droits souverains. Ces droits étaient violés par la pénétration russe dans le bassin de l'Amour.

Les Russes en y faisant d'abord la guerre aux princes indigènes dont la Chine était la suzeraine directe ou médiate (3), en s'aventurant ensuite sur le territoire mandchou, provoquaient d'eux-mêmes l'action coercitive de la Chine. Stepanov qui remonta pour la première fois le Soungari, en 1654, fut forcé

1. Dudgeon. p. 145.

2. H. Cordier, *Russie et Chine (Journal des Débats, 10 juin 1880)*.

3. Khabarov avait rencontré chez les Daoures des commissaires chinois venus pour prélever le tribut.

Vladimir, *Russia on the Pacific*. Voir aussi Pellier, *l'Europe et la Chine*, p. 98.

par les Chinois à redescendre vers l'Amour (1). Des rencontres armées entre Chinois et Russes eurent lieu dès 1651. Elles ne peuvent être qualifiées de guerre entre la Chine et la Russie. Les troupes chinoises combattaient simplement des aventuriers, des sortes de brigands qui n'avaient aucune délégation du tsar pour faire des conquêtes et qui ne faisaient pas partie des forces armées de la Russie. Les Russes arrêtés d'abord, refoulés ensuite, résistaient dans leurs forts qu'ils finissaient par évacuer.

La lutte fut particulièrement âpre pour Albazin. On se battit pour ce fort comme pour un symbole de la possession de l'Amour. Plusieurs fois rasé par les Chinois (1658 et 1685), il était toujours reconstruit par les Cosaques aussitôt que les Chinois se retiraient. Les Russes s'obstinaient à vouloir garder cette place. Enfin, le traité de Nertchinsk de 1689, par la frontière qu'il fixait, tranchait la question de la possession de l'Amour en faveur de la Chine. En plus, dans son article 2 il stipulait expressément la destruction d'Albazin : « La forteresse bâtie par les Moscovites dans le lieu nommé *Yacsa*, sera entièrement démolie, et tous les sujets de l'Empire de Moscovie qui demeurent dans ladite forteresse, seront ramenés avec tous leurs effets sur les terres appartenant à la couronne de Moscovie (2). »

1. Cordier *Histoire des relat. de la Chine*, t. I, p. 80.

2. *Treaties*, p. 5.

Les Russes après avoir évacué le bassin septentrional de l'Amour, n'abandonnèrent pas leurs prétentions sur ce fleuve. Ils le considérèrent comme leur ayant déjà appartenu et en concluaient qu'ils avaient sur ce cours d'eau un droit éventuel. Ils ne voyaient pas que le traité de Nertchinsk, en attribuant l'Amour à l'Empire chinois, le rétablissait simplement dans ses droits acquis et lui restituait ce qu'il possédait déjà. Au contraire, à leur point de vue, cette attribution les dépossédait de ce qui leur appartenait par le droit de conquête. Cette idée des Russes est très bien exprimée dans le passage des annales sibériennes relatif au traité de Nertchinsk :

« Les Russes sont, d'une façon injuste, par la force supérieure des ennemis, exclus de l'Amour, et, ce qui est encore plus injuste, le fleuve Amour, par un traité de paix imposé, est resté aux Chinois (1). »

Ainsi les Russes croyaient avoir été l'objet d'une injustice. Les conquérants ne pensent jamais que le droit d'annexion est limité par l'intégrité des autres puissances et que, pour ne pas être injuste, l'annexion, si elle n'est pas désirée par le peuple annexé lui-même, ne doit s'étendre qu'aux territoires sans maîtres.

Le mécontentement des habitants de la Sibérie n'était pas partagé par le gouvernement de Moscou

1. Maksimov, *Nos problèmes sur l'océan Pacifique*, p. 4.

qui n'avait guère favorisé la conquête de l'Amour. Il ne considéra pas le traité de Nertchinsk comme un échec pour la Russie. Au contraire, l'établissement de rapports réguliers avec la Chine et l'obtention du droit de faire le commerce avec ce pays, semblaient au gouvernement russe être des résultats tout à fait satisfaisants. Golovin, signataire du traité, fut comblé d'éloges (1) et fut fait *boiarin* à son retour à Moscou (2).

§ 3. — *Les Russes et l'Amour au XVIII^e siècle*

Le grand fleuve mandchou, le seul de l'Asie septentrionale qui constitue une voie naturelle et commode vers l'Océan Pacifique, ne tarda pas à éveiller l'attention des gouvernants russes. Les deux souverains russes du XVIII^e siècle qui avaient pu étendre leurs idées aux intérêts lointains de leur Empire, — Pierre le Grand et Catherine II — avaient tous les deux songé à l'Amour.

I. — *Les vœux de Pierre I^{er}.* — Pierre le Grand, dans ses conversations intimes avec son favori Menchikov, touchant au développement futur de la Russie, aurait indiqué trois points d'une importance capitale pour

1. Bantych, p. 65-66. Malinovski, *Recueil des gramotas et des traités officiels conservés dans le collège d'Etat des Affaires étrangères*, IV, Moscou, 1828, p. 623-625.

2. Venioukov, *Traité de la Russie avec la Chine*, p. 9-10.

elle : les bouches du Don, de la Neva et de l'Amour (1). Mais, tout en entrevoyant l'importance de l'Amour pour l'avenir de son pays, Pierre le Grand était loin de vouloir entreprendre l'annexion de ce cours d'eau. Il ne savait que trop bien que K'ang-hi ne l'aurait pas admise sans y être obligé par la force des armes. Or, à ces temps, la dynastie mandchoue était encore à l'apogée de sa puissance et le tsar était déjà trop absorbé par ses guerres européennes d'un intérêt plus immédiat pour pouvoir hasarder une expédition lointaine et difficile. Dans ses rapports avec la Chine, Pierre I^{er} ne songea qu'à développer le commerce russe pour enrichir le peuple russe en général et le Trésor en particulier. Pierre I^{er} considérait le commerce comme le « levier du bien-être social » (2). Il cherchait surtout à développer le commerce de l'Etat russe avec la Chine, pour pouvoir écouler les impôts en nature dont le rendement dépassait les besoins de la consommation russe, persane et turque (3).

II. — *Les mesures de Catherine II.* — Catherine II eut sur l'Amour des visées plus consistantes (4).

1. Sabir, *le Fleuve Amour*, p. 38 en note.

2. Platonov, *Cours d'Histoire russe*. Saint-Pétersbourg, 1910, p. 473.

3. Korsak, *Aperçu Historico-statistique des relations commerciales de la Russie avec la Chine*. Kazan, 1857, p. 19.

4. A la veille de son avènement, des officiers russes arpenteurs avaient été sur l'Amour de 1759 à 1762. On ignore dans quel but. Il est supposé qu'ils devaient trancher des difficultés toutes locales (Sabir, *ibid.*, p. 40).

Elle avait demandé à Iakobi, gouverneur général d'Irkoutsk, quelle était la quantité de soldats nécessaire pour conquérir l'Amour (1). Il en fallait plus que n'en pouvait fournir la région transbaïkale qui devait servir de base d'opérations, car il était nécessaire que celle-ci fût rapprochée de l'Amour. Mais la région transbaïkale ne contenait pas encore un élément russe suffisamment dense. Quant aux indigènes, on ne pouvait compter sur eux. En conséquence, à la fin de son règne, Catherine II prit des mesures pour préparer la base d'opérations qui devait se trouver dans la Transbaïkalie, région, qui, de par sa situation géographique, était toute désignée pour ce rôle. Ces mesures prises encore pendant le règne de Paul I^{er} et au début de celui d'Alexandre I^{er}, consistaient dans le renforcement de l'élément russe et dans l'amélioration de la situation économique en Transbaïkalie (2) où devaient se former les futurs colons de l'Amour. L'activité de Catherine II en Extrême-Orient se borna à la région transbaïkale. La solution définitive de cette question était encore prématurée : les Russes ne s'étaient pas assez implantés dans leurs possessions extrême-orientales et le gouvernement mandchou n'était pas encore ébranlé.

Ainsi, de tout temps, soit les particuliers russes, soit leur gouvernement, ont convoité l'Amour. Seu-

1. *L'Affaire de l'Amour*, Rousskaia Starina, 1881, IX, p. 77-78.

2. *L'Affaire de l'Amour*, *ibid.*

lement ils ne pouvaient réaliser leurs plans aux dépens d'un voisin avec lequel ils désiraient, et pour leur propre intérêt, vivre en paix. « La Russie ne pouvait guère se hâter dans l'acquisition de l'Amour. La connaissance imparfaite du fleuve, les données exagérées sur les forces de terre et de mer que l'Empire du Milieu entretenait dans ces parages, l'absence d'une flotte dans les mers de Chine, la crainte d'entamer une guerre ruineuse avec son puissant voisin et, par suite, de perdre le bénéfice de ses relations commerciales avec la Chine, tout obligeait la Russie à la prudence (1). »

§ 4. — *Les Russes et l'Amour au XIX^e siècle*

Dans le premier quart du XIX^e siècle, le gouvernement russe semblait oublier l'Amour. Cependant, presque tous les gouverneurs-généraux de la Sibérie Orientale, surtout Bronevski et Lavinski, lui avaient suggéré différentes mesures en vue de l'acquisition du fleuve (2).

Au début du XIX^e siècle, le tsar était absorbé d'abord par Napoléon et ensuite par la Sainte Alliance. Plus tard, à partir de 1816, le désintéressement du gouvernement russe à l'égard de l'Amour

1. Sabir, *ibid.*, p. 37.

2. Venioukov, *Traité de la Russie avec la Chine*, p. 25.

peut s'expliquer aussi par la personnalité du ministre des Affaires étrangères, le comte Nesselrode. Celui-ci était systématiquement hostile à une politique ambitieuse en Extrême-Orient. Eu égard aux faibles ressources de la Russie en Sibérie, il réprouvait toute action qui aurait pu mécontenter la Chine et amener une guerre avec elle. Néanmoins, s'il n'avait pas des visées bien définies sur l'Amour, il ne lui sembla pas inutile d'en avoir des connaissances précises. En 1828, le gouverneur-général de la Sibérie Orientale, Lavinski, et le chef de la mission ecclésiastique à Péking, l'archimandrite Benjamin, furent requis de donner toutes les informations possibles sur l'Amour, ses habitants, etc .. (1). Le gouvernement russe ne put obtenir que des renseignements partiels et incomplets. Vers 1830, il aurait envoyé le général Ladyjenski en mission secrète dans le bassin de l'Amour (2). Mais rien ne révélait chez le gouvernement du tsar le désir de s'emparer de l'Amour.

La question de l'Amour ne fut reprise qu'avec la nomination, en 1847, du général Nikolaï Nikolaevitch Mouraviev au poste de gouverneur-général de la Sibérie Orientale. Il donna une vigoureuse impulsion aux aspirations russes pour l'Amour, à un tel point que le sinologue éminent Vasiliev a pu dire de lui :

1. Sabir, *ibid.*, p. 49.

2. Venioukov, *ibid.*, p. 25.

« Sans l'esprit d'entreprise du comte Amourski, il n'est guère probable que nous serions sortis de notre honteuse apathie » (1). C'est à lui que revient l'honneur d'avoir résolu au profit de son pays le côté diplomatique de la question de l'Amour.

Il convient de remarquer ici que, ce qu'on désignait sous « la question de l'Amour », pouvait comprendre différents aspects : scientifique, diplomatique, militaire, économique, politique, etc... La question scientifique comprenait l'exploration de l'Amour et de son bassin ainsi que celle des bouches du fleuve et de leur navigabilité. Le côté diplomatique consistait à obtenir de la Chine la reconnaissance de la souveraineté de la Russie sur toute la rive gauche de l'Amour et, par conséquent, du droit pour les Russes de naviguer sur ce fleuve. Le côté militaire était l'organisation d'un système de défense qui aurait pu empêcher l'entrée dans le fleuve d'ennemis venant par la mer. Evidemment cette question militaire devait uniquement dépendre de la solution donnée à la question diplomatique. L'organisation défensive d'un territoire ne doit relever que de l'Etat auquel il appartient. Mais en fait, nous verrons qu'il n'en a pas été ainsi pour l'Amour et que l'ordre de solution des questions diplomatique et militaire a

1. Vasiliev, *Deux notes chinoises sur la chute de Kouldja*. (*Rousskii Věstnik*, 1872, t. 99, p. 146).

été précisément interverti. Enfin les questions économiques, politiques, etc., de l'Amour concernaient la production, le peuplement, l'organisation administrative, etc., du bassin de l'Amour et dépendaient du règlement de la question diplomatique. Il est inutile d'ajouter que, dans l'étude d'histoire diplomatique que nous faisons, il ne s'est agi et il ne s'agira que de l'aspect diplomatique de la question de l'Amour. Nous n'envisagerons les autres côtés de cette question qu'incidemment, lorsque ce sera nécessaire pour la clarté de l'exposition de notre sujet.

SECTION II

ORIGINES IMMÉDIATES DU TRAITÉ D'AIGOUN : LA POLITIQUE DU GÉNÉRAL MOURAVIEV

Les origines immédiates du traité d'Aïgoun datent des premières années de la nomination du général Mouraviev comme gouverneur-général de la Sibérie orientale. Aussitôt qu'il se rendit à ce nouveau poste, le général Mouraviev suivit une politique personnelle et pleine d'initiative qui mena à la signature du traité d'Aïgoun. Comme cette politique a toujours eu le même objectif, à savoir, l'acquisition de la rive gauche de l'Amour et du droit de navigation sur ce fleuve, il est nécessaire, pour plus de clarté, de la prendre dès ses débuts et de considérer ainsi la

période commençant avec l'apparition en Sibérie du général Mouraviev comme constituant les origines immédiates du traité d'Aïgoun.

§ 1^{er}. — *Le général Mouraviev.*

Le 5/17 septembre 1847, Nicolas I^{er} ordonna la nomination du général Mouraviev aux fonctions de gouverneur-général d'Irkoutsk et de Eniseïsk et de commandant en chef des armées de la Sibérie orientale (1). Le général Mouraviev n'avait alors que trente-huit ans. Sa désignation au poste important de gouverneur général était une marque de confiance de la part du tsar pour son énergie, son intelligence et ses qualités administratives (2).

Il s'était déjà fait remarquer par le tsar, à deux reprises. En Caucase, où Mouraviev avait été chef de

1. Barsoukov, *Le comte Nicolas Nicolaevitch Mouraviev Amourski*, t. I, p. 166.

2. G. Demanche (*l'Expansion russe en Asie Orientale*, Rev. française de l'étranger et des colonies, mai 1901, p. 261) commet donc une erreur en écrivant que Mouraviev avait été envoyé en Sibérie, en 1847, à la suite d'une disgrâce. La preuve du contraire se trouve dans le fait que Mouraviev, à sa première entrevue avec le tsar après sa nomination, versa des larmes de joie et ne put prononcer une seule parole (Voyez lettre de Mouraviev à son frère dans Barsoukov). Nous avons une autre preuve dans le fait que le prince Gotchakov, gouverneur-général de la Sibérie occidentale, se mit dans une colère inouïe quand il apprit qu'un « gamin » comme Mouraviev, avait été désigné au poste de gouverneur-général de la Sibérie orientale.

la « 3^e division de ligne à Soukhoun », il sut se faire obéir par les *Oubykhi*, montagnards farouches, qui s'étaient toujours montrés hostiles à la Russie et qui ne furent jamais conquis par les armes (1). Plus tard gouverneur de Toula, il fut, parmi ses collègues, un des premiers à soulever la question de la libération des serfs et cela contribua aussi à attirer sur lui l'attention du tsar (2).

Le général Mouraviev, très stimulé par sa nomination en Sibérie, s'enthousiasma pour le vaste champ d'action qui s'ouvrait à lui. Il s'attaqua aussitôt à la question de l'Amour et se mit à l'œuvre pour la régler dans ses aspects les plus variés. Nous ne prendrons que sa politique à l'égard de la Chine. Il fit adopter par la Russie à l'égard de sa voisine une politique résolue, même aventureuse, plaçant la Chine devant des faits accomplis qu'on lui demandait plutôt de ratifier que d'autoriser. Le général Mouraviev risquait même de rompre la bonne entente entre les deux puissances. C'était une attitude toute nouvelle que le général Mouraviev faisait prendre à la Russie. Un publiciste russe fait entre la politique russe antérieure à la nomination du général Mouraviev et celle postérieure, l'antithèse suivante : « notre façon d'agir, faible, complaisante, cherchant les

1. M. I. Venioukov, *le Comte Mouraviev Amourski*. Rousskaïa Starina, février 1882, p. 523.

2. Venioukov, *ibid*, p. 524.

bonnes grâces et souvent même dépourvue de dignité se changea soudainement en une façon d'agir résolue, persévérante, énergique (1) ».

Comme nous verrons dans la suite, cette politique nouvelle, inaugurée par le général Mouraviev et favorisée par d'autres circonstances indépendantes de la Russie, fut couronnée d'un succès complet.

Aussitôt en Sibérie, le général Mouraviev se passionna pour l'Amour, pour lequel, comme nous le savons, la Russie n'avait aucuns droits quels qu'ils fussent. Et d'ailleurs, le général Mouraviev, en cherchant plus tard à faire accepter par la Chine l'extension des territoires russes jusqu'à l'Amour, reconnaissait par cela même que la Russie n'avait aucuns droits sur ce fleuve et qu'il appartenait à la Chine de les lui accorder.

Un des premiers actes de Mouraviev fut d'envoyer sur l'Amour un certain Vaganov avec quatre cosaques. Ils quittèrent Oust-Strélka, au confluent de l'Argoun et de la Chilka, au printemps 1848, et on n'eut plus jamais de nouvelles d'eux (2). Le général Mouraviev se hâta également d'ordonner vers le mois de mai 1849, au capitaine Nevelskoï, l'exploration de l'embouchure de l'Amour, en même temps que celle des côtes de la mer d'Okhotsk.

1. Maksimov, *op. cit.*, p. 7.

2. Ravenstein, p. 114.

§ 2. — *Le Gouvernement de Saint-Petersbourg*

Cette mesure était d'ailleurs conforme aux décisions du « Comité ghiliak », réuni à Saint-Petersbourg en février 1849 et dans lequel la question de l'Amour fut discutée. On y avait conclu à l'envoi d'une expédition maritime aux environs de ce fleuve ; mais on avait rejeté le plan d'une expédition sur l'Amour même, car elle aurait pu éveiller les soupçons de la Chine (1).

L'expédition maritime avait été décidée à la suite d'un « vœu » exprimé par le Comité ghiliak. Il avait déclaré qu'il était désirable que la rive gauche de l'embouchure de l'Amour et la partie de Sakhalin située en face ne fussent pas occupées par une puissance tierce, c'est-à-dire par une puissance autre que la Russie ou la Chine.

Il fallait, en conséquence, prendre des mesures, mais des mesures qui n'alarmassent pas la Chine. Il fallait agir « sans bruit et avec la précaution nécessaire ». Il fut proposé d'envoyer dans les parages « intéressants » une expédition discrète qui trouverait, à une faible distance de l'embouchure de l'Amour, un point commode et avantageux qu'on

1. Choumakher, *l'Acquisition de l'Amour* (Rousskiĭ Arkhiv, 1878, t. III, p. 258).

pourrait occuper, dans la suite, en cas de besoin (1). L'expédition devait aussi s'efforcer d'entrer en relations avec les Ghiliaks, indigènes établis aux bouches de l'Amour, et de les disposer favorablement pour les Russes. Une certaine influence sur les habitants devait nécessairement donner un certain pouvoir sur leurs territoires. Pour ne pas provoquer les suspicions du gouvernement chinois, l'action du gouvernement russe dans toute cette affaire ne devait se manifester que par des subventions. L'initiative et l'intérêt nominaux devaient appartenir à la Compagnie russe-américaine.

Cette Compagnie russe-américaine avait été fondée après 1785 par l'association des négociants russes de fourrures chassant dans les possessions extrême-orientales et américaines de la Russie. Ces négociants s'étaient entendus pour adopter certaines règles dans la destruction des animaux précieux afin de les préserver contre une extermination complète. La Compagnie russe-américaine fut reconnue par le tsar en 1799 et reçut de grands privilèges (2).

Nous voyons d'après le plan conçu au « Comité ghiliak » que trois déductions peuvent en être faites quant à la situation de la Russie en 1849 par rapport aux bouches de l'Amour :

1. Choumakher, *ibid.*, p. 259.

2. Sabir, *le Fleuve Amour*, p. 45-46, en note.

1° La Russie n'était pas en possession des bouches de l'Amour et ne se croyait pas en droit de l'être.

2° La Russie reconnaissait que la Chine pouvait faire des objections à une occupation russe de l'Amour et, par conséquent, admettait implicitement le droit de la Chine sur ce fleuve.

3° La Russie ne songeait pas à une acquisition positive des bouches de l'Amour, mais à une sorte de non-occupation de ces bouches par une tierce puissance. Elle voulait seulement empêcher une tierce puissance de s'y établir sans vouloir s'y établir elle-même. Le Comité ghiliak avait même décidé qu'au cas où une puissance s'y installerait, le général Mouraviev devrait immédiatement en prévenir les Chinois (1), ce qui était admettre l'existence d'intérêts chinois dans ces lieux.

Ces trois propositions reflétaient l'opinion que le gouvernement russe avait, en 1849, sur la question de l'Amour. Nous verrons comment le général Mouraviev arrivera à changer complètement la face des choses et à renverser, pour ainsi dire, les trois propositions que nous venons d'exposer.

A cet effet, le général Mouraviev, ne fera que se conformer à une idée qu'il a toujours eue et l'exécuter. Cette idée consistait à obtenir pour la Russie la rive gauche de l'Amour et, en plus, si c'était pos-

1. Choumakher, *ibid.*, p. 258.

sible, la rive droite de l'Oussouri jusqu'à la mer. Ce plan d'agrandissement de l'Empire slave ne ralliait pas la majorité dans le gouvernement de Saint-Petersbourg. Le ministre des Affaires étrangères, le comte Nesselrode, lui était franchement hostile, trouvant que sa réalisation mènerait à des complications dangereuses avec la Chine. Et nous venons de voir combien étaient prudentes les résolutions du « Comité ghiliak ».

Néanmoins, le général Mouraviev poursuivit ses desseins ambitieux sans trop se soucier du gouvernement central. Il était sûr de la confiance du tsar et ne craignait pas de prendre, à l'occasion, des décisions radicalement opposées à celles du ministère des Affaires étrangères.

Un exemple typique des vues et des procédés du général Mouraviev, ainsi que de la confiance que lui témoignait le tsar Nicolas I^{er} se trouvent dans l'expédition du lieutenant-colonel Akhte. Cette affaire touche de trop près la politique chinoise de la Russie pour qu'il soit superflu de la décrire ici.

§ 3. — *L'expédition Akhte*

Le 8/20 février 1849, Nicolas I^{er}, en approuvant l'envoi d'une expédition maritime pour l'exploration des bouches de l'Amour, autorisa en même temps l'organisation d'une expédition terrestre pour la

détermination de la partie de la frontière sino-russe qui avait été laissée indéterminée par les traités. Cette partie, comme nous le savons, était la fraction extrême-orientale de la frontière entre la Chine et la Russie, celle que l'article 1^{er} du traité de Nertchinsk avait laissée intentionnellement indélimitée et qui devait se trouver quelque part au nord de l'embouchure de l'Amour, aux environs du fleuve Oud (1). L'expédition, en essayant de déterminer cette partie de la frontière, ne devait, en aucune manière, incorporer des territoires qui n'appartiendraient pas à la Russie. Pour ne pas éveiller les soupçons de la Chine, l'expédition devait agir prudemment, avoir l'apparence de rechercher un but commercial et elle prit même le nom fictif « d'expédition pour l'exploration de la région transbaïkale ». Elle fut placée sous la direction du lieutenant-colonel Akhte et se composa d'une trentaine de personnes. Mouraviev, qui n'avait d'aucune façon participé à l'organisation de l'expédition, en fut averti, lorsqu'elle avait déjà quitté Saint-Petersbourg. C'était en mai 1849 et le général Mouraviev était en route pour le Kamtchatka. Il ordonna aussitôt aux autorités d'Irkoutsk d'arrêter l'expédition jusqu'à nouvel ordre. C'était le contraire de ce qu'on lui demandait de Saint-Petersbourg, d'où

1. Voyez l'article 1^{er}, du traité et *supra*. p. 25-26.

on le priaît de procurer toutes les facilités à l'expédition.

Le général Mouraviev n'hésita pas à endosser la responsabilité de son acte dont il exposa les raisons dans un rapport au tsar (1). Le général Mouraviev pensait très justement qu'il était impossible de chercher et de trouver la partie de la frontière que l'expédition devait découvrir pour la simple raison que, d'après les traités mêmes avec la Chine, cette partie était restée indélimitée. Par conséquent, le général Mouraviev faisait remarquer dans son rapport que l'expédition était complètement inutile, voire nocive. En effet, elle pouvait attirer l'attention du gouvernement chinois vers le nord et faire remarquer par lui l'expédition maritime dans les bouches de l'Amour. En même temps, elle était contraire aux intérêts russes, puisqu'elle devait établir une frontière au nord de l'Amour, alors que la Russie pouvait espérer étendre ses possessions jusqu'à l'Amour même.

Le tsar, se rendant aux arguments du général Mouraviev, résolut de suspendre l'expédition jusqu'à l'arrivée du général à Saint-Pétersbourg. On déciderait alors ce qu'il faudrait faire. Mouraviev arriva à la fin de 1850 et fit prévaloir ses vues. On décida d'abandonner le but initial de l'expédition Akhte et on la chargea de recherches purement scientifiques,

1. Texte de ce rapport dans Barsoukov, t. II, p. 45-46.

sur la direction des chaînes de montagnes allant de la Gorbitsa vers l'est (1).

§ 4. — *Occupation de l'embouchure de l'Amour
par les Russes*

Pendant ce temps, le capitaine Nevelskoï, que le général Mouraviev avait envoyé en expédition, poursuivait ses explorations maritimes. Il fit des découvertes géographiques de grande valeur dont l'exposé ne saurait rentrer dans cette étude. Ce qu'il nous faut retenir de l'activité du capitaine Nevelskoï, c'est l'occupation qu'il fit, de sa propre initiative, des bouches de l'Amour en y créant sur la rive gauche le poste Nikolaevsk le 6/18 août 1850.

Il avait été encouragé à faire cette occupation par le récit d'un marchand mandchou dont il ressortait que les Chinois ne considéraient pas l'embouchure de l'Amour comme appartenant à la Chine. Ce marchand mandchou, que le capitaine Nevelskoï rencontra à Tyr, un peu en amont de l'embouchure de l'Amour, déclara « que ses compatriotes ne considéraient nullement les bouches du fleuve comme appartenant à la Chine, et que les trafiquants ne s'y rendaient que clandestinement, pour y prélever, sur les

1. Détails sur l'expédition Akhte dans Choumakher, *ibid.*, p. 268-272.

indigènes, à leur propre bénéfice, l'impôt en pelletteries (1) ».

Il convient d'observer que le paiement d'un impôt aux particuliers chinois par les indigènes constituait de la part de ceux-ci une reconnaissance de la souveraineté ou de la suzeraineté chinoise. Que le gouvernement chinois ait eu connaissance ou non de ses droits sur les indigènes avant l'occupation de leur territoire par les Russes, il eût été pleinement justifié de protester après coup contre cette occupation. La Chine avait un droit de priorité constitué par la soumission des indigènes à ses sujets ; soumission exprimée par le paiement d'un impôt. Ce fait du paiement de l'impôt pouvait très bien donner le droit de protester contre une occupation étrangère, car il pouvait être considéré comme l'expression d'une acquisition, ou tout au moins d'une suzeraineté déjà reconnue valable par les indigènes eux-mêmes. Juridiquement, la Chine avait acquis l'embouchure de l'Amour en vertu de l'occupation dont l'effectivité était reconnue tacitement par les indigènes eux-mêmes puisqu'ils payaient l'impôt. Peu importait que l'occupation eût été faite pacifiquement et par des particuliers chinois. Ce n'était pas à la Russie de nier la validité d'une acquisition due à l'initiative de particuliers, puisque toute la Sibérie avait été conquise

1. *Sabir*, p. 59.

de la sorte. D'autre part, la Chine avait non seulement sur les bouches de l'Amour des droits résultant de la priorité d'occupation et de la soumission des indigènes, mais des droits résultant du traité de Nertchinsk. Nous verrons plus loin, que ce traité, en opérant une répartition de territoires entre la Russie et la Chine, avait attribué à celle-ci les terres situées au sud de la rivière Oud et, par conséquent, l'embouchure de l'Amour.

Le gouvernement de Péking, n'étant pas informé de la création du poste Nikolaevsk, ne fit pas à temps les protestations qu'il était en droit de faire et, comme nous le verrons, cela permit aux Russes de trancher la question de l'Amour à leur avantage.

Le capitaine Nevelskoï, en prenant possession des bouches de l'Amour au nom de son gouvernement, allait à l'encontre des instructions de Saint-Pétersbourg. Celles-ci n'autorisaient que la création d'une station dans la « baie du Bonheur » (1), au nord de l'Amour, mais « sans toucher, sous aucun prétexte, à l'embouchure de l'Amour » (2). Le gouvernement de Saint-Pétersbourg craignait de se brouiller avec la Chine, et, quand le capitaine Nevelskoï alla porter à Saint-Pétersbourg la nouvelle de l'établissement de Nikolaevsk, il ne sut pas s'il fallait l'approuver

[1. *Zaliv Stchastia*, Sabir l'appelle la « Baie heureuse ».

2. Choumakher, *ibid*, p. 261.

ou non. Le général Mouraviev se trouvait dans la capitale. Un comité se réunit et une vive discussion s'établit pour décider s'il fallait maintenir le poste Nikolaevsk et, par conséquent, l'occupation des bouches de l'Amour. La majorité, avec le comte Nesselrode, se prononçait pour l'évacuation du point occupé, en vue d'éviter des complications avec la Chine (1). Mais l'opinion contraire du général Mouraviev finit par triompher grâce à l'intervention en sa faveur du prince héritier. Il fut décidé, le 19/31 janvier 1851, que le poste de Nikolaevsk serait maintenu ; mais qu'il aurait le caractère d'une factorerie de la Compagnie russe-américaine.

Pour prévenir les protestations possibles du gouvernement chinois, le sénat russe envoya au Li-fan-yuan une communication du 5/17 février 1851. Il y était dit que, des navires étrangers faisant leur apparition près des bouches de l'Amour, la Russie avait des raisons de croire que ces apparitions n'étaient pas sans but ; que la Russie ne tolérerait pas qu'une puissance étrangère s'établît sur un point quelconque de la côte ou qu'un navire étranger entrât dans l'Amour. Enfin, la communication demandait si le gouvernement chinois ne considérerait pas utile de s'entendre avec le gouvernement russe pour défendre l'embouchure de ce fleuve et l'île située en face

1. Choumakher, *ibid*, p. 263.

contre tout empiétement de la part des étrangers (1). La note faisait entendre que la Russie avait des vues sur l'embouchure de l'Amour, mais n'annonçait pas l'érection du poste Nikolaevsk.

Cette note du gouvernement russe, demandant la coopération de la Chine pour la protection des bouches de l'Amour, reconnaissait implicitement, par le fait même de cette demande, que la Russie n'avait pas sur elles un droit exclusif et incontestable.

§ 5. — *Occupation par les Russes de territoires sur l'Amour et sur le littoral*

Sur l'exemple de Nikolaevsk, d'autres postes furent créés par les Russes. Citons comme exemples : Konstantinovsk, dans la baie Impériale ; Alexandrovsk, dans la baie de Castries ; Mariinsk, sur la rive droite de l'Amour, près de son embouchure. Ces postes furent élevés en 1853 (2). Les Russes continuaient à en construire : en 1856, ils établirent Kamarsk, Zeïsk, Khingansk, etc. (3).

Ainsi, grâce à l'initiative du général Mouraviev, la Russie prenait pacifiquement possession de vastes territoires, quasi inhabités. Ces territoires, où l'auto-

1. Texte de la communication des Choumakher, *ibid*, p. 264.

2. Sabir, p. 62.

3. *Ibid.*, p. 69.

rité chinoise semblait absente, appartenait néanmoins à la Chine en vertu du traité de Nertchinsk. Le gouverneur-général de la Sibérie orientale recommençait, au milieu du xix^e siècle, ce que faisaient des aventuriers russes deux siècles auparavant. Mais, pour le général Mouraviev, il y avait une circonstance aggravante au point de vue du droit international. C'était la violation d'un traité formel. Les aventuriers du xvii^e siècle, étendant les territoires de la Russie au dépens de ceux de la Chine, ne violaient pas d'accord positif préalable, de traités de frontières entre ces deux pays. Aucun traité n'existait encore entre la Chine et la Russie. Il n'en était plus de même pour Mouraviev. En faisant établir des postes le long de l'Amour, et même au sud de ce fleuve, il sortait des frontières de la Russie, telles qu'elles étaient établies par le traité de Nertchinsk et empiétait, par conséquent, délibérément sur le domaine de la Chine, puisque, d'après ce traité, tout ce qui était au sud de la frontière sino-russe devait appartenir à la Chine. Nous avons vu dans la partie précédente quelle était la frontière entre la Chine et la Russie d'après les traités de Nertchinsk et de Kiakhta. Le général Mouraviev, en établissant des postes sur l'Amour, dépassait la partie orientale de la frontière sino-russe située au nord de l'Amour en vertu du traité de Nertchinsk. Au point de vue des principes généraux du droit international et de l'in-

interprétation exacte du traité de Nertchinsk, l'action du général Mouraviev était condamnable.

§ 6. — *Insuffisance des raisons invoquées par les Russes pour justifier leur occupation de nouveaux territoires.*

Pour justifier l'occupation de certains points de l'Amour et de la côte maritime au sud de ce fleuve, le général Mouraviev et surtout le capitaine Nevelskoï arguaient de la manière suivante :

Le traité de Nertchinsk avait établi comme frontière entre la Chine et la Russie la chaîne de montagnes allant des sources de la Gorbitsa vers l'est. Or, d'après un rapport du capitaine Nevelskoï (1), cette chaîne de montagnes ne se dirigerait pas indéfiniment vers l'est jusqu'à la mer, mais, à partir des sources de la rivière Oud, descendrait vers le sud en coupant le cours de l'Amour dans sa partie centrale (2). Par conséquent, en vertu du traité de Nertchinsk, le cours inférieur de l'Amour et les territoires situés entre la chaîne de montagnes et la mer, devraient appartenir à la Russie.

Pour refuter les prétentions du capitaine Nevelskoï,

1. Sabir, p. 61.

2. Sabir, p. 61 ; Nevelskoï, *les Exploits des officiers de marine russes*, p. 407-408.

il n'y a qu'à exposer les connaissances géographiques qu'on a actuellement sur la direction de la chaîne de montagnes où la Gorbitsa prend naissance.

La Gorbitsa a ses sources dans la chaîne des monts Iablonovyï (1). Par conséquent, la chaîne de montagnes devant servir de frontière à la Chine et à la Russie et celle des Iablonovyï. Les monts Iablonovyï constituent la section la plus méridionale des monts Stanovoï et « sont continués plus au nord-est, à partir des sources de l'Olekma, par les monts qui, depuis Pallas portent le nom de grande chaîne des Stanovoï » (2). « C'est vers les sources de la Zéïa (bassin de l'Amour), de l'Algoma (bassin de l'Aldan), et de la Polovinnaïa (bassin de l'Ouda) que se trouve le nœud orographique de la grande chaîne, d'où partent plusieurs branches formant dans leur ensemble la charpente osseuse de tout l'Asie nord-orientale... Le tronc principal se meut dans la direction nord-est et remplit, sous le nom de chaîne d'Aldan, tout l'espace entre l'Aldan et la mer d'Okhotsk » (3). Ainsi, contrairement à ce que disait le capitaine Nevelskoï, la chaîne des montagnes, donnant naissance à la Gorbitsa, ne descend pas à l'est vers le

1. Semenov, *Dictionnaire géographico-statistique de l'Empire Russe*. Saint-Pétersbourg, 1863-1885, 5 vol., au mot Gorbitsa.

2. Vivien de Saint-Martin, *Nouveau dictionnaire de géographie universelle*, au mot Stanovoï.

3. *Ibid.*

sud mais, tout au contraire, remonte vers le nord. Par conséquent, si on argumente de la même manière que le capitaine Nevelskoï, toute la côte de la mer d'Okhotsk devrait appartenir à la Chine ! Quant aux monts se dirigeant vers le sud à partir des sources de l'Ouda et considérés par le capitaine Nevelskoï comme la frontière sino-russe, ils ne sont qu'une branche des monts Stanovoï (1) et non le tronc principal. Cette branche, commençant au nœud orographique dont il a été question, est appelée par les Russes le petit Khingan. Certains géographes la considèrent même comme n'ayant aucun rapport avec les monts Stanovoï (2). Il résulte donc des simples faits géographiques que, contrairement à l'opinion du capitaine Nevelskoï, le petit Khingan ne pouvait être la frontière désignée par le traité de Nertchinsk. Ce serait contraire à la logique et au traité de Nertchinsk que de choisir pour frontière une branche d'une chaîne de montagnes alors que le traité vise manifestement son tronc principal. D'ailleurs, le gouvernement russe reconnaît lui-même que les Iablonovyï et les Stanovoï remontent vers le nord, puisque la limite méridionale et orientale de la province de Iakoutsk, fixée à la ligne de partage des eaux de ces montagnes, se

1. Semenov, *ibid.*, au mot Khingan.

2. *Nouveau dictionnaire de géographie universelle*, au mot Khingan.

dirige à l'est vers la mer d'Okhotsk et non vers la mer du Japon.

En réalité, la frontière sino-russe du traité de Nertchinsk devait suivre la ligne qui constitue actuellement la limite méridionale et orientale de la province de Iakoutsk, sauf pour les territoires situés près de la côte maritime: Ceux-ci, comme nous avons vu, étaient laissés indélimités par le traité de Nertchinsk qui disait que les fleuves se déversant dans la mer et les territoires se trouvant entre la rivière Oud et les montagnes désignées pour frontière resteraient indélimités (1). Par conséquent, les Stanovoï ne servaient de frontière que jusqu'à ces territoires indélimités, lesquels étaient situés entre ces montagnes et la rivière Oud.

D'après le traité de Nertchinsk, les terres situées au nord de cette ligne de frontière constituée par les Stanovoï devaient appartenir à la Russie, celles au sud, à la Chine. De l'extrémité orientale de cette ligne de frontière jusqu'à la mer, les territoires étaient laissés indélimités. Il y avait une sorte de zone neutre comprise entre les monts Stanovoï au nord et la rivière Oud au sud, zone constituée par les terres laissées indélimitées. Conformément à l'esprit du traité et au bon sens, les territoires au nord de cette zone neutre étaient russes, ceux au

1. Supra, p. 17 et s., 25 et s.

sud étaient chinois. Ainsi, tout ce qui était au sud de la rivière Oud était territoire chinois.

Les Russes n'avaient donc aucun droit, fondé sur le traité de Nertchinsk, pour réclamer le cours inférieur de l'Amour. D'abord, parce que le petit Khingan n'était pas la frontière établie par le traité de Nertchinsk. Ensuite, parce que l'interprétation exacte et logique du traité de Nertchinsk conduit à la conclusion que les territoires situés au sud de la zone neutre, et par conséquent l'Amour, devaient appartenir à la Chine.

Le général Mouraviev invoquait d'autres raisons, purement pratiques et politiques, pour justifier ses empiètements vers le sud de la frontière russe :

L'Amour était une voie de communication commode pour ravitailler les possessions russes de la mer d'Okhotsk et de l'Amérique. « La possession de la contrée de l'Amour... était pour elle (la Russie) d'un besoin impérieux, car le fleuve était la route la plus courte et la moins coûteuse pour approvisionner d'hommes et de vivres le littoral de la mer d'Okhotsk et les colonies russes d'outre-mer (1). » L'éventualité d'une guerre entre la Russie et d'autres puissances européennes à propos de la question d'Orient obligeait la Russie à utiliser cette voie de communication pour la protection desdites possessions. Et,

1. Sabir, p. 37.

pour faciliter l'envoi de provisions, de munitions et d'hommes par l'Amour, la création de postes sur ce fleuve était nécessaire. D'autre part, ces postes permettraient de défendre l'Amour contre l'entrée des navires ennemis et protégeraient ainsi les possessions sibériennes de la Russie contre une attaque possible. Enfin, l'existence de positions russes sur l'embouchure de l'Amour et sur certains points de la côte préviendrait l'occupation de ces points par une autre puissance et notamment par l'Angleterre, dont la politique constante était « de s'enrichir au compte d'autrui et au préjudice des autres peuples et Etats (1) ».

Ces raisons du général Mouraviev ne peuvent être admises au point de vue du droit international. Un Etat ne peut empiéter sur le domaine d'un autre pour le simple motif que cela lui faciliterait la communication avec ses possessions lointaines. L'Amour n'était pas pour la Russie le moyen unique d'accès à ses possessions de la mer d'Okhotsk ; il n'en était que le moyen le plus commode. Or, la commodité d'un Etat, alors même qu'elle serait une nécessité, ne peut justifier la violation par cet Etat du domaine d'un autre. La raison de la défense des possessions sibériennes contre une attaque de navires ennemis venus par l'Amour est aussi inadmissible, et elle ne

1. Note du général Mouraviev aux plénipotentiaires chinois du 10/22 septembre 1855. Barsoukov II, p. 134-138.

peut justifier l'occupation de la côte au sud de ce fleuve. Les nécessités militaires ne permettent pas la violation d'un territoire neutre et les nécessités militaires éventuelles encore moins. Le dernier argument sur le besoin de prévenir l'établissement d'une autre puissance sur l'Amour, ne peut servir non plus de justification. Il était d'abord à prouver qu'une autre puissance ait voulu s'établir sur les points convoités par la Russie. Ensuite, la violation d'une règle de droit international par une puissance n'autorise pas les autres à suivre son exemple. Et lorsque la violation n'a pas eu lieu et que même l'intention de la commettre n'est pas évidente, ces autres puissances sont encore moins justifiées à prendre les devants dans un acte contraire au droit des gens. Ce n'est en réalité que rejeter sur un autre la responsabilité d'une faute personnelle. Le général Mouraviev, en accusant l'Angleterre « de s'enrichir au compte d'autrui et au préjudice des autres peuples et Etats », ne faisait que définir sa propre politique.

Des protestations contre les actes de Mouraviev avaient été faites à maintes reprises soit par les autorités locales chinoises, soit par le gouvernement de Péking. En 1854, les autorités d'Aïgoun s'étaient opposées à ce que le général Mouraviev fit descendre une expédition sur l'Amour. Au début de 1856, des fonctionnaires locaux écrivirent au Sénat russe pour se plaindre des prétentions du général

Mouraviev sur l'Amour (1). En 1857 encore, le Lifan-yuan protesta auprès du Sénat russe contre l'occupation de la rive gauche de l'Amour par le général Mouraviev (2). Des protestations analogues furent faites au général Mouraviev lui-même par le gouverneur d'Aïgoun. Mais toutes ces protestations n'eurent aucun effet, car elles n'étaient pas appuyées par la force.

Le gouvernement de Péking était trop pris par la révolte des T'ai-p'ing, et ensuite par la guerre avec la France et l'Angleterre, pour pouvoir faire respecter par la force le traité de Nertchinsk.

Le fait que la Chine ne pouvait défendre ses droits par des moyens militaires ne constituait pas une légitimation de la violation de ces droits par la Russie. Le caractère obligatoire d'un engagement international ne doit pas tenir dans la menace d'une force qui le sanctionne. Une obligation une fois acceptée doit être valable par elle-même jusqu'à ce qu'il soit dans l'intérêt des deux parties de la modifier d'un commun accord ; surtout si cette obligation ne consacre pas une injustice préalable. Ce n'était pas au général Mouraviev, qui croyait à la mission civilisatrice de la Russie, d'agir à l'encontre de ce

1. Choumakher, *ibid*, p. 284, 289.

2. *Ibid.*, p. 292, 293.

principe de justice et de bonne foi (1). Contrairement à ce que dit un Anglais (2), les territoires ne sont pas « gardés à un titre strictement provisoire comme une *challenge cup* valable seulement pour le temps pendant lequel son titulaire est capable d'en défendre la possession contre tout venant », sinon tout acte de violence et toute guerre de conquête seraient justifiés.

Le général Mouraviev n'avait donc aucun droit d'occuper l'Amour et la côte maritime au sud de ce fleuve. Ses actes n'avaient qu'une explication politique et n'étaient que l'expression d'une ambition territoriale réalisée au détriment d'un voisin en détresse. Ils étaient une manifestation de « l'appétit colossal du gouvernement russe » (3).

§ 7. — *Les expéditions du général Mouraviev sur l'Amour*

Après l'érection de postes sur quelques points des territoires convoités, le général Mouraviev procéda systématiquement à une série d'actes correspondant

1. Le général Mouraviev disait : « Je crois que la Russie a une mission civilisatrice comme aucun peuple du monde, non seulement en Asie, mais aussi en Europe... Nous, Russes, portons sur nos épaules les temps nouveaux ; nous venons pour relayer les "hommes fatigués" ». (Geoffrey Drage, *Russian Affairs*. Chapitre VII. II. I.)

2. Dans *Russian Progress in Manchuria* (*Blackwood's Edinburgh Magazine*, août 1893, p. 200).

3. Alexinsky, *la Russie moderne*, p. 209.

à une véritable colonisation de ces territoires. Il s'y comportait comme s'ils appartenaien déjà à la Russie, tout en accomplissant, cependant, quelques pures formalités vis-à-vis du gouvernement chinois à propos de l'envoi d'expéditions sur l'Amour. Nous n'examinerons pas les dispositions prises par le général Mouraviev pour coloniser les territoires qu'il avait occupés. Elles n'intéressent pas le côté diplomatique de la question de l'Amour. Mais, nous croyons nécessaire de décrire les fameuses expéditions du général Mouraviev, car elles motivèrent et consolidèrent la pénétration russe sur l'Amour.

Dès 1853, pressentant une guerre de la Russie avec la France et l'Angleterre, le général Mouraviev songea à des mesures pour la défense et l'approvisionnement des possessions extrême-orientales de la Russie. Il fallait y envoyer des hommes et des armes nécessaires pour organiser la défense de ces possessions. En outre, il fallait ravitailler les établissements et les navires russes du Pacifique, car ils étaient desservis par des bâtiments étrangers sur lesquels on ne pouvait compter en cas de guerre (1). Pour subvenir à tous ces besoins des possessions lointaines de la Russie, le général Mouraviev songeait à utiliser l'Amour, qui était pour les Russes la voie de commu-

1. Ravenstein, p. 117.

nication la plus commode avec leurs colonies de la mer d'Okhotsk.

Vers la fin de 1853 et le commencement de 1854, le général Mouraviev tâcha d'obtenir à Saint-Pétersbourg, où il se trouvait, l'autorisation de réaliser ce plan. Un comité spécial se réunit à Saint-Pétersbourg pour discuter cette question. Après de chaleureux débats le général Mouraviev fut autorisé à exécuter son plan et à organiser, par conséquent, une expédition qui descendrait l'Amour.

Le général Mouraviev avait déjà pris des dispositions concernant cette expédition et, en revenant de Saint-Pétersbourg, il ne fit que hâter les préparatifs déjà commencés. En même temps, la guerre de Crimée ayant éclaté, le général Mouraviev informa le gouvernement de Péking que la Russie, étant en guerre avec des puissances européennes, devait pour protéger ses possessions extrême-orientales, y envoyer par l'Amour des troupes de renfort (1).

Le général Mouraviev ne demandait pas le consentement du gouvernement de Péking pour une expédition militaire russe sur un fleuve purement chinois. Il ne faisait que notifier l'envoi de l'expédition. Il n'examinait pas s'il avait le droit de pénétrer avec des troupes sur le territoire d'un Etat avec lequel la Russie était en paix. Ravenstein reconnaît le tort

1. Barsoukov, I, p. 358-362 ; Sabir, p. 65.

de Mouraviev en écrivant (1) ; « Nous ne nous arrêterons pas ici pour examiner à quel point la Russie était justifiée dans cette action. Des approvisionnements étaient requis d'urgence sur le Bas-Amour, et la " nécessité ne connaît pas de loi " ».

L'expédition, sous le commandement du général Mouraviev, se mit en route en quittant *Chilinskoï-Zavod* (usine de la Chilka), sur la Chilka, en aval de Nertchinsk, le 14/26 mai 1854. Elle se composait du pyroscaphe *Argoun*, construit à *Chilinskoï-Zavod*, et de 75 barges, comprenant en tout un millier d'hommes armés et munis de quelques canons.

Le 18/30 mai, l'expédition entra dans les eaux de l'Amour. C'était pour la première fois que des soldats réguliers russes pénétraient sur ce fleuve. Arrivé à l'embouchure de la Zeia, le général Mouraviev fit demander au gouverneur de la ville chinoise d'Aïgoun, l'autorisation pour l'expédition de s'avancer. Elle lui fut refusée, mais le général Mouraviev continua à descendre le fleuve (2).

Le 14/26 juin 1854, l'expédition arriva à Mariinsk où elle se fractionna et d'où elle se dirigea vers les différents postes auxquels elle était destinée.

Une deuxième expédition, ayant le même but que la première, fut organisée à la même époque de

1. Ravenstein, p. 117.

2. Sabir, p. 65.

l'année, en 1855. Le général Mouraviev en prévint le gouvernement chinois en hiver (1). Et le gouverneur d'Aïgoun en fut informé ensuite, en mai 1855. Les mêmes raisons que pour la première expédition étaient données. La deuxième expédition était plus considérable que la première. Elle fut divisée en trois détachements dont le premier était sous la direction du général Mouraviev. Le premier détachement se composait de 26 barges, le deuxième de 64 et le troisième de 35 (2).

Enfin, une troisième expédition analogue aux deux autres, eut lieu en 1856. Le général Mouraviev l'annonça dans une note du 10/22 septembre 1855 aux plénipotentiaires chinois avec lesquels il avait une entrevue à Mariinsk (3). Il en fit part aussi au Li-fan-yuan par une communication (4) du 12/24 janvier 1856, et il le fit dire par un de ses officiers au gouverneur d'Aïgoun. L'expédition comprit cent dix barges (5).

Le général Mouraviev ne faisait qu'accomplir une simple formalité, en notifiant aux autorités chinoises les actes qu'il entreprenait. Il n'attendait jamais la réponse à ses notifications et, quand elles arrivaient

1. Barsoukov, I, p. 389.

2. Barsoukov, I, p. 417-418 ; Sabir, p. 68, donne pour le deuxième détachement le chiffre de 52 barges.

3. Texte de la note, dans Barsoukov, II, p. 134-138.

4. Texte, dans Barsoukov, II.

5. Sabir, p. 68.

et étaient négatives, il n'en tenait aucun compte. Au cas où les Chinois auraient résisté, il était prêt à les impressionner par un déploiement de troupes (1). Les notifications étaient motivées, mais par des raisons dont nous avons vu l'insuffisance. Souvent celles-ci n'étaient que des prétextes. Ainsi en 1856, le général Mouraviev faisant annoncer à Aïgoun l'envoi de la troisième expédition sur l'Amour, fit dire en même temps « que les Russes se disposaient à établir des postes sur le fleuve même, sous le prétexte quelque peu léger, il faut l'avouer, de faciliter le retour des troupes russes après la cessation de la guerre d'Orient » (2).

§ 7. — *Nécessité de consacrer par un traité avec la Chine la situation de fait acquise par la Russie.*

Grâce au général Mouraviev, la Russie s'était donc en fait emparée de la rive gauche de l'Amour, du droit de naviguer sur ce fleuve et de quelques points de la côte maritime au sud des territoires non délimités par le traité de Nertchinsk. Cette situation de fait très appréciable ne pouvait durer indéfiniment.

1. Zaborinski, le Comte N.N. Mouraviev-Amourski. (*Rousskaïa Starina*, juin 1883, p. 645).

2. Sabir, p. 68-69.

Le gouvernement chinois, qui ne l'avait aucunement acceptée et qui avait protesté contre la façon d'agir du gouverneur-général de la Sibérie orientale, pouvait créer des difficultés à la Russie. Il fallait donc obtenir de la Chine une reconnaissance non équivoque de la situation de fait acquise par la Russie, et, pour cela, signer un traité formel avec le gouvernement de Péking. Après une acquisition de fait, dont nous connaissons l'illégalité, il fallait une acquisition de droit. Il restait à régulariser par le droit international ce qui avait été fait en sa violation.

C'est également au général Mouraviev que revient le mérite d'avoir résolu le problème diplomatique de l'Amour, mérite d'autant plus grand, que ses moyens d'action sur le gouvernement chinois étaient limités. Le général Mouraviev devait obtenir ce qu'il voulait uniquement par des moyens diplomatiques. L'usage des moyens coercitifs à l'égard de la Chine lui était interdit par le gouvernement de Saint-Pétersbourg, qui ne voulait pas s'aventurer dans une guerre avec la Chine. Le tsar lui-même, qui cependant approuvait toujours le général Mouraviev, lui avait déclaré en autorisant la première expédition sur l'Amour : « Mais qu'on ne sente pas l'odeur de la poudre ». Et, en novembre 1855, le général Mouraviev écrivait à un de ses aides-de-camp qu'il était peu probable que le gouvernement de Saint-Pétersbourg voulût terminer les négociations avec la Chine autrement que

pacifiquement (1). Ainsi, le général Mouraviev ne pouvait compter parmi ses atouts celui de la force. Mais il joua comme s'il l'avait. En outre, il sut profiter de circonstances qu'il n'avait pas créées et sur lesquelles il n'avait aucune action, mais qui, grâce à son habileté à en tirer parti, lui servirent à merveille. Examinons comment il mena les négociations avec la Chine et arriva à lui faire signer le traité d'Aïgoun consacrant les ambitions russes.

SECTION III

NÉGOCIATIONS DE LA RUSSIE AVEC LA CHINE AU SUJET DE L'AMOUR SIGNATURE DU TRAITÉ D'AIGOUN

§ 1. — *La note russe du 16/28 juin 1853*

Dès 1853 le gouvernement de Saint-Pétersbourg songea à entrer en pourparlers avec celui de Péking pour préciser la frontière sino-russe qui avait été fixée vaguement par le traité de Nertchinsk. A cet effet, une note fut envoyée au Li-fan-yuan le 16/28 juin 1853. Elle disait que le gouvernement russe savait que la Chine avait mis des poteaux le long de la frontière constituée d'après les traités par la chaîne de mon-

1. Lettre à Zaborinski, dans Zaborinski, *Ibid.* p. 644.

tagnes se dirigeant des sources de la rivière Gorbitsa vers l'est ; que la Russie n'avait pas fait mettre de poteaux ; qu'il était désirable que les deux puissances nommassent des commissaires pour poser d'un commun accord des bornes-frontières et que ces commissaires pourraient aussi entrer en négociations au sujet des territoires touchant à la mer et laissés indélimités par les traités. La note demandait au gouvernement chinois d'envoyer des commissaires à Kiakhta ou à Irkoutsk pour s'y « entendre préalablement » avec le gouverneur-général de la Sibérie Orientale dans le ressort duquel la frontière en question était comprise (1).

Deux observations sont à faire à propos de cette note du 16/28 juin 1853 :

1. Le gouverneur-général de la Sibérie Orientale, c'est-à-dire le général Mouraviev, n'avait pas encore les pleins pouvoirs pour négocier avec les commissaires chinois au sujet de la frontière. Ceux-ci ne devaient aboutir avec lui qu'à une « entente préalable ». Il n'avait d'autre qualité pour négocier que celle d'être le chef dans les possessions russes touchant à la Chine. La fixation définitive de la frontière se produirait ensuite avec celui qui y serait désigné. Le tsar fit la désignation avant l'arrivée des commissaires chinois. Ce fut naturellement sur le

1. Texte de la note dans Choumakher, *ibid*, p. 345.

général Mouraviev que porta son choix. Le 11/23 janvier 1854, le général Mouraviev obtint les pouvoirs d'entrer en relations directes avec le gouvernement chinois pour la délimitation des confins orientaux de la Russie (1). Le gouvernement de Saint-Petersbourg se déchargeait donc sur le général Mouraviev du soin d'entamer les négociations prévues dans la note du 16/28 juin 1853. Pour permettre au gouverneur général de la Sibirie Orientale de s'acquitter de ses nouvelles fonctions diplomatiques, on lui adjoignit un secrétaire pour les affaires diplomatiques et un interprète des langues chinoise et mandchoue (2). Le gouvernement chinois fut prévenu des nouvelles attributions du général Mouraviev par une note du 6/18 février 1854 (3).

Le général Mouraviev, tout en étant chargé d'entrer en négociations avec la Chine au sujet de la frontière, n'avait cependant pas les pouvoirs de lui demander la rive gauche de l'Amour. Il ne les avait pas reçus du gouvernement de Saint-Petersbourg qui n'était pas encore décidé au sujet de l'Amour. Le général Mouraviev n'était à l'égard du gouvernement chinois que le plénipotentiaire russe dont il était question dans la note du 16/28 juin laquelle ne prévoyait

1. Barsoukov, I, p. 345.

2. Barsoukov, I, p. 345.

3. Barsoukov, I, p. 277, [345 ; Sabir, p. 65 donne la date du 4/16 février.

qu'un bornage à faire le long de la frontière *existante*.

2. La note du 16/28 juin 1853 parlait d'un établissement de poteaux à faire le long de la frontière du traité de Nertchinsk constituée par la chaîne de montagnes. Par conséquent, elle n'avait en vue que de préciser la frontière déjà existante et ne cherchait pas à l'étendre jusqu'à l'Amour. Elle semblait indiquer que la Russie se contenterait d'une frontière au nord de l'Amour. C'était justement le contraire de ce que voulait le général Mouraviev dont nous connaissons les vues sur l'Amour. La teneur de la note ne pouvait s'expliquer que par le fait que le général Mouraviev, en congé à l'étranger, n'avait pas participé à sa rédaction et n'en avait même pas eu connaissance. Le général Mouraviev avait donc à réparer cette « maladresse » de son gouvernement auquel d'ailleurs il ne pouvait pas reprocher de l'avoir commise, puisqu'à Saint-Petersbourg on ne songeait pas à l'acquisition de l'Amour et qu'elle n'était désirée que par le général Mouraviev.

§ 2. — *Le général Mouraviev cherche à retarder les négociations avec les plénipotentiaires chinois*

Ainsi, pour obtenir la rive gauche de l'Amour, le général Mouraviev avait à faire triompher sa politique personnelle aussi bien à Saint-Petersbourg qu'à Péking. A Saint-Petersbourg, il devait obtenir

l'approbation de sa politique et l'autorisation formelle de négocier avec la Chine la cession de la rive gauche de l'Amour. A Péking, il devait obtenir cette cession malgré les termes de la note du 16/28 juin 1853 qui révélait qu'à Saint-Pétersbourg on se contentait de la frontière établie par le traité de Nertchinsk.

Le général Mouraviev commença par procéder de façon à retarder l'entrevue avec les commissaires chinois stipulée dans la note du 16/28 juin 1853. Un ajournement des négociations au sujet de l'érection de poteaux le long de la frontière du traité de Nertchinsk présentait un double avantage pour le général Mouraviev. Il lui permettait d'abord d'obtenir de son gouvernement les pleins pouvoirs pour signer un traité cédant à la Russie la rive gauche de l'Amour. Ensuite et surtout, il lui donnait le temps de préparer le gouvernement chinois à l'idée de cette cession. Dans ce but, il projeta, en mai 1854, d'envoyer à Péking, en mission spéciale, le lieutenant-colonel Zaborinski.

Celui-ci devait obtenir du gouvernement chinois qu'il reconnût aux Russes certains droits sur l'Amour, droits qui devaient fatalement amener la perte complète de la rive gauche de ce fleuve. Le gouvernement chinois devrait reconnaître aux Russes la liberté de navigation sur l'Amour. Il confierait en plus aux Russes la défense de ce fleuve et, par con-

séquent, le droit de construire des forts sur toute la rive gauche et la côte maritime et celui de les peupler d'hommes armés. Bien entendu, les Russes se chargeraient « de toutes ces obligations à leur propre compte sans exiger des Mandchous aucune indemnité » (1) ! Mais Zaborinski n'alla pas à Péking car il ne fut pas admis sur le territoire chinois. Le général Mouraviev dut se contenter d'une diplomatie toute négative, de simple expectative, à l'égard de la Chine.

Il fit alors retenir à Irkoutsk la note du 6/18 février 1854 qui annonçait au gouvernement chinois la désignation du général Mouraviev comme plénipotentiaire russe pour la fixation de la frontière prévue dans la note du 16/28 juin 1853. C'était pour ne pas rappeler au cabinet de Péking l'existence de cette dernière note et ne pas hâter l'arrivée de plénipotentiaires chinois que le général Mouraviev voulait retarder (2). Le général Mouraviev voulait faire porter cette note à Péking par Zaborinski (3) qui devait tâcher de retarder l'envoi de plénipotentiaires chinois. Comme Zaborinski ne partit pas pour Péking, la note du 6/18 février ne fut expédiée par le général Mouraviev qu'en mai 1854 en même temps qu'

1. Zaborinski, *ibid.*, 639-640. Instructions du général Mouraviev à Zaborinski du 1^{er}/13 mai 1854.

2. Choumakher, *ibid.*, p. 277.

3. Barsoukov, I, p. 358.

annonçait au Li-fan-yuan sa première expédition sur l'Amour. De cette manière, il était plus facile pour le général Mouraviev d'éviter, sans en avoir l'air, une entrevue avec les commissaires chinois. En effet, la note du 16/28 juin 1853 parlait d'une entrevue à Kiakhta ou à Irkoutsk. Or, le général Mouraviev, placé à la tête de l'expédition, s'éloignait de ces villes et il était plus difficile de fixer un lieu de négociations quand le plénipotentiaire russe avait à changer constamment de place. Enfin, au cas où une entrevue n'eût pu être évitée, le général Mouraviev était décidé à faire aux commissaires chinois, s'ils exigeaient l'établissement de poteaux le long de la frontière du traité de Nertchinsk, la déclaration suivante (1) : « qu'il n'avait pas les pouvoirs pour cela (ce qui n'était pas vrai) ; qu'il était chargé seulement de s'assurer de la possibilité de préciser la frontière du traité de Nertchinsk, qu'il la trouvait impossible à préciser par suite de la configuration du sol ; que la fixation d'une frontière arbitraire était inutile puisque l'Amour offrait une frontière naturelle d'une commodité évidente et qu'il attendait enfin de nouvelles instructions du tsar. »

Le général Mouraviev réussit parfaitement dans cette politique d'atermolement. Le gouvernement de Péking, dès la réception de la note du 16/28 juin

1. Barsoukov, I, p. 424.

1853 avait pris des dispositions pour répondre à l'invitation du cabinet de Saint-Petersbourg. Il chargea les autorités locales de l'Amour d'examiner au préalable la question de la délimitation à faire. A cet effet, une commission chinoise s'était réunie à Ourga en novembre 1853 (1). Mais, quand les Chinois furent prêts à envoyer leurs plénipotentiaires, il leur fut impossible d'arriver à une entrevue avec le général Mouraviev, faute de pouvoir le trouver. Pendant l'expédition de 1854, le général Mouraviev était déjà averti que des plénipotentiaires chinois avaient été désignés par l'empereur de Chine (2). Le 18 février/2 mars 1855, le général Mouraviev, pour gagner du temps, écrivit au Li-fan-yuan pour le prier de remettre les négociations jusqu'en automne (3). Le 7/19 mai 1855 des fonctionnaires chinois allèrent à Kiakhta, mais ne rencontrèrent aucun fonctionnaire russe compétent pour négocier avec eux au sujet de la frontière (4). Rehbindér, gouverneur de la ville de Kiakhta, leur déclara qu'il ne pouvait rien entreprendre sans le général Mouraviev. Le 8/20 mai 1855, le général Mouraviev, en réponse à une note du Li-fan-yuan demandant la fixation de la frontière, écrivit qu'il était prêt à recevoir les plénipotentiaires à l'embou-

1. Choumakher, *ibid*, p. 275-276.

2. Barsoukov, t. I, p. 375.

3. Texte de la note dans Barsoukov, t. II, p. 123-124.

4. Choumakher, *ibid*, p. 280.

chure du Soungari en septembre 1855 (1). Cependant, quand il rencontra des envoyés chinois près du poste Koumarsk, sur l'Amour, le 12/24 mai 1855, il déclina tous pourparlers avec eux, sous prétexte qu'il devait se hâter vers l'embouchure du fleuve, et leur demanda d'attendre de nouvelles instructions de Péking par suite de sa note du 8/20 mai (2).

Le général Mouraviev n'avait pas retardé en vain son entrevue avec les plénipotentiaires chinois. En effet, si le retard n'avait pu faire oublier au gouvernement chinois la note du 16/28 juin 1853, il avait du moins permis au tsar de se décider sur l'acquisition de la rive gauche de l'Amour. En juillet 1855, le grand duc Constantin, écrivit au général Mouraviev que le tsar avait reconnu indispensable pour le développement de la Sibérie « d'assurer à la Russie toute la rive gauche de l'Amour » et d'obtenir la liberté du commerce pour les Russes dans la Chine du Nord. A cet effet, le tsar chargeait le général Mouraviev d'entrer en relations avec la Chine et de conclure un traité (3). Le général Mouraviev obtenait enfin l'approbation à Saint-Petersbourg de sa politique tendant à l'acquisition de la rive gauche de l'Amour. Ce n'était pas encore les pleins pouvoirs exprès et offi-

1. Barsoukov, t. I, p. 423.

2. *Ibid.*

3. Barsoukov, t. I, p. 425.

ciels ; mais ceux-ci ne pouvaient tarder à lui être conférés du moment que le tsar venait de donner son consentement personnel.

§ 3. — *Les conférences de Mariinsk*

Le général Mouraviev étant arrivé au triomphe de sa politique à Saint-Pétersbourg, il lui restait à faire prévaloir ses vues auprès du gouvernement chinois. N'ayant plus de raisons pour retarder ses négociations avec les plénipotentiaires chinois, il eut, à Mariinsk une entrevue avec eux, qui lui servit de ballon d'essai pour savoir si le gouvernement chinois était disposé à céder la rive gauche de l'Amour.

Les plénipotentiaires chinois, au nombre de huit, arrivèrent à Mariinsk le 8/20 septembre 1855 (1). La première conférence eut lieu le lendemain. Le général Mouraviev souffrant, se fit représenter par le contre amiral Zavoïko. Les Russes demandèrent que les Chinois reconnussent comme territoire russe toute la rive gauche de l'Amour et la « région maritime » (2).

Le lendemain de cette conférence, le 10/22 septembre 1855, il n'y eut pas d'entrevue entre les plénipotentiaires russes et chinois ; mais le général Mou-

1. Détails sur l'entrevue de Mariinsk dans Barsoukov, 1, p. 427-429.

2. *Primorskii-Krai*, les Russes désignent sous cette appellation le territoire situé entre l'Oussouri et la mer.

raviev envoya à ceux-ci une note résumant les demandes et les arguments formulés la veille par le contre-amiral Zavoïko.

La note contenait qu'étant données les ambitions de l'Angleterre et la guerre entre la Russie et cette puissance, la Russie a dû occuper l'Amour et la région maritime pour protéger ses possessions sibériennes. L'efficacité de ces mesures a été démontrée par le fait qu'aucun bâtiment ennemi n'était entré dans le fleuve. Mais ces mesures de défense ne pouvaient être temporaires. Par conséquent, continuait la note, la rive gauche de l'Amour et la région maritime : « doivent définitivement rester en la possession de la Russie ». D'ailleurs, l'Amour était « une frontière la plus naturelle et la plus indiscutable » et ce fleuve écarterait tout malentendu possible entre la Chine et la Russie au sujet de leur frontière. La Chine ne devait pas croire que la Russie cherchait à accroître ses possessions : la Russie ne songeait qu'à les garantir contre les étrangers et ne désirait qu'une frontière précise avec la Chine pour pouvoir vivre en paix avec elle (1).

Cette note du 10/22 septembre, en demandant aux plénipotentiaires chinois d'admettre la possession définitive de la rive gauche de l'Amour et de la région maritime par la Russie, reconnaissait par cela même les droits de la Chine sur ces territoires. La

1. Texte de la note dans Barsoukov, II, p. 134-138.

note ne niait pas l'existence d'une frontière au nord de l'Amour, mais demandait une frontière nouvelle. Elle reconnaissait que cette nouvelle frontière accroîtrait les possessions russes, mais justifiait cet accroissement par la nécessité militaire et le désir d'une paix perpétuelle avec la Chine.

Les raisons avancées par le général Mouraviev en faveur de l'extension des territoires russes étaient d'ordre purement politique et n'avaient pas de fondement juridique. Et, même comme raisons politiques, elles étaient réfutables. Les possessions russes d'après le traité de Nertchinsk étant éloignées de l'Amour, l'éventualité d'une attaque de ces possessions par des navires ennemis remontant ce fleuve, était fort peu probable. D'ailleurs, les Russes pour se défendre n'avaient qu'à fortifier la chaîne Iablonovyï qui était une frontière naturelle et conventionnelle, et ériger un fort au confluent de l'Argoun et de la Chilka, seul point où les territoires russes touchaient à l'Amour. Les terres demandées par la Russie étaient donc inutiles pour la défense des possessions sibériennes. Au contraire, l'acquisition de ces terres rendait la Russie plus vulnérable puisqu'elle la rapprochait de la mer.

Quant à la nécessité de ravitailler les possessions russes de la mer d'Okhotsk, elle pouvait aussi bien être satisfaite par l'obtention d'un droit de navigation sur l'Amour. Ce droit, la Chine aurait pu et dû

l'accorder à la Russie. L'Argoun, qui forme l'Amour en s'unissant avec la Chilka, séparait les territoires chinois et russes et pouvait, par conséquent, être considéré comme un fleuve international. Il aurait été juste de permettre aux Russes de naviguer sur l'Amour qui est le seul débouché de l'Argoun. Cela aurait été conforme aux principes du droit des gens concernant les fleuves internationaux et, en outre, cela aurait permis aux Russes de concilier les intérêts de leurs colonies de la mer d'Okhotsk avec la frontière du traité de Nertchinsk. Et la Chine n'aurait peut-être pas été forcée à signer le traité d'Aïgoun.

L'argument du général Mouraviev, l'Amour frontière naturelle, était encore moins défendable. Cette raison n'expliquait pas pourquoi la Russie voulait la région maritime située au delà de l'Amour. Puisque la Russie ne cherchait qu'une frontière naturelle et qu'elle trouvait que l'Amour en était une, pourquoi aller au delà de l'Amour ? Ensuite, la frontière du traité de Nertchinsk était déjà une frontière naturelle constituée par une chaîne de montagnes. La preuve que cette chaîne de montagnes pouvait servir de frontière se trouve dans le fait que cette chaîne constituait dans l'Empire des tsars du xx^e siècle la limite méridionale de la province de Iakoutsk.

Ainsi, ni au point de vue juridique, comme nous l'avons vu dans la section précédente, ni au point de vue politique, c'est-à-dire au point de vue des rai-

sons mêmes invoquées par le général Mouraviev, la demande de la rive gauche de l'Amour et de la région maritime ne pouvait être justifiée. En réalité, les raisons présentées par le général Mouraviev n'étaient que des prétextes à un agrandissement territorial.

Les plénipotentiaires chinois ne se laissèrent pas convaincre par la note du 10/22 septembre et répliquèrent dans la conférence du 11/23 septembre par la simple lecture de la note russe du 16/28 juin 1853. Ils démontraient ainsi au général Mouraviev que le gouvernement de Saint-Pétersbourg, en les invitant par cette note du 16/28 juin à négocier avec la Russie, n'avait eu en vue que l'établissement de bornes terminales le long de la frontière existante et qu'il ne désirait nullement la fixation d'une nouvelle frontière le long de l'Amour. Le général Mouraviev, présent à la conférence, ne pouvant montrer de pleins pouvoirs pour établir une nouvelle frontière jusqu'à l'Amour, puisqu'ils ne lui étaient pas encore parvenus, et, par suite, ne pouvant prouver que son gouvernement l'approuvait dans sa demande de territoires, se défendit en répondant que le tsar lui avait ordonné d'abord un « entretien » concernant les territoires non délimités (dont il était aussi question dans la note du 16/28 juin), la délimitation ne devant commencer que plus tard (1).

1. Barsoukov, t. I, p. 428-429.

Les plénipotentiaires se séparèrent sans avoir rien décidé et fort mécontents des deux côtés (1). Ainsi se termina l'entrevue de Mariinsk.

Le 12/24 septembre 1855 Mouraviev écrivit une note (2) au Li-fan-yuan pour résumer l'entrevue de Mariinsk et déclarer que les prétentions russes étaient formulées dans la note du 10/22 septembre remise aux plénipotentiaires chinois.

En même temps, pour que les Chinois ne conservassent pas des conférences de Mariinsk l'impression qu'il demandait plus que ne le voulait le gouvernement de Saint-Pétersbourg, le général Mouraviev pria son gouvernement d'envoyer une note à Péking approuvant tout ce qu'il venait de dire à Mariinsk (3). Ainsi, toute faiblesse, résultant d'une divergence de vues réelle ou apparente entre le général Mouraviev et le cabinet de Saint-Pétersbourg, pouvait être dissimulée au gouvernement chinois. A Saint-Pétersbourg on se conforma à la demande du général Mouraviev et on écrivit au Li-fan-yuan le 14/26 décembre 1855 que tout ce que le général Mouraviev avait demandé aux plénipotentiaires chinois était fondé sur des ordres du tsar (4).

Et de fait, les pleins pouvoirs furent conférés au

1. Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-1858*, p. 420.

2. Texte de la note dans Barsoukov, t. II, p. 138.

3. Barsoukov, t. I, p. 429.

4. Choumakher, *ibid.*

général Mouraviev en 1856, après qu'il eut été à Saint-Pétersbourg (1). Ainsi, le général Mouraviev était régulièrement qualifié tant à l'égard de son propre gouvernement qu'à l'égard de celui de la Chine, pour signer avec celui-ci un traité cédant à la Russie la rive gauche de l'Amour et la « région maritime ».

§ 4. — *La mission du comte Poutiatine
concernant l'Amour.*

Le général Mouraviev ne fit pas usage de ses pleins pouvoirs avant 1858. Etant allé à Saint-Pétersbourg en février 1856, il partit de là pour Marienbad et ne rentra en Sibérie qu'en décembre de la même année. En 1857, le soin d'obtenir de la Chine la cession de la rive gauche de l'Amour, sans être enlevé au général Mouraviev, avait été confié à l'amiral comte Poutiatine (2). Voici l'histoire de la mission Poutiatine.

Ayant appris, vers la fin de 1856, que la France

1. Choumakher, *ibid*, p. 285, dit que ces pouvoirs lui furent donnés le 30 mars/11 avril 1856. Cependant, dans une lettre du 11/23 juin 1856, le général Mouraviev écrivait qu'il espérait obtenir ces pleins pouvoirs. Il semble donc qu'il ne les avait pas encore en juin 1856. Lettre du 11/23 juin 1856 dans Zaborinski, *le Comte Mouraviév-Amourksi*, (*Rousskaia Starina*, juin 1883, p. 650).

2. Poutiatin suivant la transcription que nous avons adoptée, mais nous conserverons l'orthographe *Poutiatine* qui est entrée dans l'usage courant.

et l'Angleterre préparaient une expédition contre la Chine (celle de 1857-1858), le comte Poutiatine, qui était alors attaché naval à Londres, en avertit le grand duc Constantin, frère du tsar et amiral en chef (1). Aussitôt, on décida à Saint-Petersbourg d'envoyer un ambassadeur en Chine pour obtenir les mêmes droits que la France et l'Angleterre et pour régler la question de l'Amour avec le gouvernement de Péking. On résolut, en février 1857, de confier cette mission au comte Poutiatine qui fut chargé de se rendre à Péking. Il avait déjà été envoyé en mission au Japon en 1853-1855, mission qui lui a valu le titre de comte.

Le comte Poutiatine quitta Saint-Petersbourg le 21 février/5 mars 1857 (2). Il était accompagné du premier secrétaire Pierre Pechtchourov, du deuxième secrétaire le baron Fred. d'Osten-Sacken, de l'interprète et médecin Tatatarinov, de l'interprète pour la langue écrite chinoise l'archimandrite Avvakoum, des attachés le colonel d'artillerie Balliouzek et le capitaine du génie Vatovski (3). L'ambassade passa par la Sibérie jusqu'à Kiakhta. Elle ne fut pas admise à entrer en Chine et attendit en vain pendant

1. Bouksgevdén, *le Traité de Péking de 1860*, p. I.

2. Bretschneider, *History of European botanical discoveries in China*, p. 581.

3. Bretschneider, *ibid*; Cordier, *l'expédition de Chine de 1857-1858*, p. 404-405 en note.

deux mois. Le comte Poutiatine descendit alors l'Amour sur une barge (1) jusqu'à Nikolaevsk, où il s'embarqua le 1/13 juillet 1857 (2) à bord du vapeur *Amerika*, sur lequel il se dirigea vers le golfe du Tche-li. Il arriva à l'embouchure du Pei-ho le 24 juillet/5 août 1857. Ici non plus il ne lui fut pas permis de gagner Péking. Il ne put donc entrer en négociations avec le gouvernement chinois. Le comte Poutiatine parvint seulement le 4/16 août à obtenir des autorités locales la remise de lettres pour Péking. Il obtint en plus, le 12/24 août, que la réponse à sa lettre au Li-fan-yuan lui fût envoyée au golfe du Tche-li et non pas à Kiakhta, comme le voulaient les Chinois (3). En attendant la réponse du Li-fan-yuan, le comte Poutiatine fit un voyage à Changhai et revint au Pei-ho le 2/14 septembre (4). Il reçut la réponse du Li-fan-yuan le 5/17 septembre (5). Elle contenait que les négociations au sujet de la frontière étaient superflues, que l'entrée de Péking était impossible, que toutes les communications écrites de la Russie avec la Chine devaient se faire par Kiakhta et que le comte Poutiatine ne serait plus reçu dans le golfe du Tche-li (6).

1. Ravenstein, p. 139.

2. Ravenstein, p. 139.

3. Ravenstein, p. 140.

4. Bretschneider, *ibid*, p. 581.

5. Ravenstein, p. 140.

6. Bouksgevdén, *ibid*, p. 2.

Le comte Poutiatine échouait donc complètement dans sa mission concernant l'obtention de la rive gauche de l'Amour. Il crut à la suite de cet échec qu'il était impossible d'obtenir la rive gauche de l'Amour par voie diplomatique et, dans une dépêche de Hongkong du 17/29 décembre, il préconisa le blocus du Pei-ho pour obtenir cette cession (1). Mais le général Mouraviev, qui était alors à Saint-Petersbourg, insista sur l'emploi de moyens pacifiques et, désormais, ce fut lui qui se chargea de l'obtention définitive de la rive gauche de l'Amour.

Le comte Poutiatine se rendit du Pei-ho à Nagasaki où il arriva le 9/21 septembre 1857 et de là il partit pour Changhai (2). Il envoya un rapport à son gouvernement, à la suite duquel celui-ci lui dit d'abandonner la question de l'Amour qui fut confiée exclusivement au général Mouraviev. Ces nouvelles instructions au comte Poutiatine lui furent portées par le lieutenant-colonel Martinov qui se rendit à Changhai *via* Suez (3).

Par rapport au gouvernement russe, la mission du comte Poutiatine pour l'obtention d'une nouvelle frontière avec la Chine était close.

Restait à donner une fin à cette mission par rap-

1. Choumakher, *ibid.*, p. 225.

2. Bretschneider, *ibid.*

3. Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-1858*, p. 169-170; Sabir, p. 69; Choumakher, *ibid.*, p. 300.

port au gouvernement chinois. Celui-ci, après avoir refusé au comte Poutiatine l'accès de Péking, avait envoyé une note au Sénat russe que celui-ci reçut en novembre 1857. Il y était dit que des plénipotentiaires chinois négocieraient au sujet de la frontière avec le comte Poutiatine, mais sur l'Amour, où ils se seraient déjà rendus, et non à Péking (1). Le gouvernement de Saint-Petersbourg répondit que ce départ des plénipotentiaires chinois était inutile, le comte Poutiatine étant occupé ailleurs (2). Il informa aussi le gouvernement de Péking que c'était le général Mouraviev qui recevait les pleins pouvoirs pour trancher la question de la frontière. Dès lors, le gouvernement chinois était averti que la mission du comte Poutiatine pour la fixation de la frontière était terminée.

§ 6. — *Les conférences d'Aïgoun*

La question de l'Amour fut définitivement réglée en 1858 par le traité d'Aïgoun signé par Yi-chan du côté chinois et Mouraviev du côté russe.

Le général Mouraviev était à Oust-Zeia en mai 1858 quand un fonctionnaire chinois d'Aïgoun vint pour l'informer qu'un plénipotentiaire chinois, le

1. Choumakher, *ibid.*, p. 294.

2. Choumakher, *ibid.*, p. 295. Le comte Poutiatine était allé au Japon où il signa un traité, le 12/24 octobre 1857.

prince Yi-chan, commandant en chef sur l'Amour, se trouvait à Aïgoun et priait le général Mouraviev d'aborder avec lui les négociations au sujet de la frontière (1). Le général Mouraviev se rendit sur cette demande à Aïgoun. Il n'avait plus de motifs pour retarder les négociations au sujet de l'Amour puisque d'une part il avait les pleins pouvoirs nécessaires et que d'autre part la Chine, déjà en guerre avec la France et l'Angleterre et aux prises avec les T'ai-p'ing, n'était pas en état d'offrir une résistance sérieuse à une demande énergique de la Russie.

La première entrevue entre les plénipotentiaires eut lieu le 10/22 mai 1858 et se résuma en un diner offert par les Chinois aux Russes. Les négociations commencèrent le lendemain 11/23 mai.

La Russie était représentée par le général Mouraviev, Perovski, l'interprète Chichmarev et Boudagoski. La Chine avait pour plénipotentiaires le prince Yi-chan, l'amban Dziramanga et Aïjindaï.

Dans la première conférence, le général Mouraviev, qui montra ses pleins pouvoirs écrits en russe et en mandchou, exposa quelle était la frontière désirable entre la Chine et Russie. Il indiqua que ce devait être l'Amour jusqu'à l'embouchure de l'Oussouri et ensuite l'Oussouri. En se séparant avec les plénipotentiaires chinois, le général Mouraviev pro-

1. Choumakher, *ibid.*, p. 297.

mit d'envoyer un projet de traité. Le même jour, les plénipotentiaires chinois, sur sa demande, lui rendirent une visite. Le général Mouraviev les reçut sur ses embarcations.

Le 12/24 mai, Perovski et Chichmarev portèrent aux plénipotentiaires chinois un projet de traité contenant cinq points (1) :

1° La frontière devait, en commençant du confluent de la Chilka et de l'Argoun, suivre l'Amour, puis remonter l'Oussouri jusqu'à ses sources. Ensuite, elle devait suivre la ligne de partage des eaux, puis la rivière Tioumen-Oula de ses sources jusqu'à la mer.

2° Liberté de navigation pour les Chinois et les Russes sur les fleuves servant de frontières ;

3° Liberté pour les habitants des territoires ayant changé de souveraineté d'émigrer dans l'espace d'une année.

Ce point visait évidemment les sujets chinois établis sur les territoires cédés à la Russie et voulant conserver leur nationalité chinoise.

4° Liberté de commerce entre les habitants des rives de l'Amour et de l'Oussouri ;

5° Révision des traités existants.

Le soir du même jour, Aïjindaï vint négocier, dans la barge des plénipotentiaires russes, avec

1. Nevelskoï, *op. cit.*, p. 405.

Perovski et Chichmarev. Le général Mouraviev se trouvait dans un compartiment voisin séparé par une mince cloison. Il insinuait des idées et des réponses aux deux plénipotentiaires russes, en faisant semblant de causer à haute voix avec Boudagoski.

Les Russes, pour appuyer leurs demandes, ressortirent tous leurs griefs et présentèrent les arguments que nous connaissons déjà. Quant aux griefs ils étaient au nombre de quatre (1) :

1° Le traité de Nerchinsk était signé irrégulièrement parce que les plénipotentiaires chinois à Nertchinsk avaient avec eux une nombreuse armée qui avait exercé une pression morale sur l'ambassadeur moscovite.

Le plénipotentiaire russe Golovin n'avait qu'à ne pas se laisser impressionner par l'armée chinoise et ne pas signer le traité de Nertchinsk. S'il avait souscrit aux conditions des Chinois ce n'était pas parce qu'il y était contraint par la force, mais parce que cela était conforme à ses instructions. La preuve qu'il ne les avait pas dépassées se trouve dans le fait qu'il avait été comblé d'honneurs et d'éloges à son retour à Moscou. D'ailleurs, même en admettant qu'il eût cédé par crainte de l'armée chinoise, c'est-à-dire par crainte d'une guerre entre la Russie et la Chine,

1. Choumakher, *ibid.*, p. 299.

il n'y avait rien à reprocher à celle-ci. La Chine ne faisait que défendre par la force — puisqu'elle y était contrainte par l'obstination des Russes — des territoires qui lui appartenaient légitimement et que des cosaques occupaient sans en avoir le droit (1).

2° Les Chinois en levant des contributions chez les habitants des territoires laissés indélimités par le traité de Nertchinsk ont commencé « les premiers à violer ce traité ».

Ainsi, les Russes reconnaissaient qu'ils avaient violé le traité de Nertchinsk en occupant la rive gauche de l'Amour et qu'ils le violaient en la demandant aux Chinois. Le grief qu'ils faisaient à ceux-ci de lever des contributions n'était pas fondé. Nous avons vu que des particuliers chinois prélevaient un tribut chez les indigènes des bouches de l'Amour à l'insu du gouvernement de Péking (2). Ce fait donne lieu à deux déductions pouvant servir à la réfutation du grief des Russes.

a) Si le gouvernement chinois ne prélevait pas de contributions à l'embouchure de l'Amour, il n'en prélevait pas à plus forte raison au nord de cet endroit, dans des régions encore plus éloignées. Or, les territoires laissés indélimités par le traité de Nertchinsk étaient précisément situés bien plus au

1. *Suprà*, p. 100.

2. *Suprà*, p. 119 et s.

nord que l'embouchure de l'Amour, puisque, d'après l'article premier de ce traité, ils se trouvaient entre la rivière Oud et la chaîne des Stanovoï servant de frontière (1). Ainsi, le gouvernement chinois ne pouvait y avoir prélevé de contributions.

b) En admettant que des contributions eussent été prélevées sur les territoires indélimités, ce ne pouvait être que par des particuliers chinois comme cela était pour l'embouchure de l'Amour. Les Russes ne pouvaient rendre responsable le gouvernement de Péking pour des actes de particuliers chinois. Et même, si on considère, comme on l'a fait souvent, que le gouvernement chinois est responsable des actes de ses sujets, la violation du traité de Nertchinsk, commise par quelques particuliers en ignorance de celui-ci, ne pouvait être comparée à la violation du même traité voulue et consciente, commise par un gouverneur-général.

3° Les Russes reprochaient aussi aux Chinois d'avoir pillé et incendié des factoreries russes à Tchéougoutchak.

Cet acte de violence regrettable s'était produit en 1855. La populace de Tchéougoutchak avait, dans un mouvement de ressentiment contre les Russes, incendié, pillé leur factorerie et forcé le consul Tatarinov à quitter la ville (2). Les relations commer-

1. *Suprà*, p. 128 et s.

2. Venioukov, *Traité de la Russie avec la Chine*, p. 29.

ciales entre la Russie et la Chine occidentale furent presque complètement interrompues pour un certain temps. Des négociations pour régler cette affaire par une indemnisation des Russes avaient été entamées à Kouldja, en 1857, mais n'aboutirent à aucun arrangement (1). En 1857, le comte Poutiatine, pendant son séjour dans les eaux chinoises, avait préparé un projet de traité avec la Chine, dans lequel l'affaire de Tchougoutchak était réglée, en même temps que d'autres questions (2). Nous savons qu'il ne lui fut pas donné d'entrer en négociations avec le gouvernement chinois. L'affaire fut terminée par la convention du 26 août / 7 septembre 1858 signée à Tchougoutchak par l'agent russe Zakharov et un plénipotentiaire chinois. La convention indemnisait les Russes pour les pertes subies. L'indemnité devait être payée en trois ans.

Aux conférences d'Aïgoun, en mai 1858, le traité de Tchougoutchak n'étant pas encore signé, le général Mouraviev était fondé à se plaindre des Chinois. Seulement, il ne pouvait faire de l'emportement des individus chinois de basse classe un grief positif contre leur gouvernement, surtout que cet emportement a été causé fort probablement par la faute des Russes eux-mêmes,

1. *Ibid.*

2. Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-1858*, p. 420.

4° Les plénipotentiaires russes se plaignaient de ce que le comte Poutiatine n'avait pas été admis à Péking, contrairement au traité de Kiakhla qui permettait l'envoi réciproque d'ambassadeurs.

Ce grief des Russes est celui qui est le plus fondé en apparence. Il semblait qu'en effet, la Chine, en refusant de recevoir un ambassadeur russe, contredit la lettre et l'esprit de l'article 2 du traité de Kiakhla (1). Mais, en réalité, il n'en était pas ainsi. Les Chinois ne refusaient pas de recevoir les ambassadeurs étrangers. Seulement, ils voulaient que ceux-ci se conformassent aux traditions séculaires du pays pour le cérémonial de la réception. Et, en cela, les Chinois étaient dans leur droit. Le cérémonial de l'audience ou de la réception des ambassadeurs est toujours régi par la loi du pays. Malencontreusement, le cérémonial chinois, consistant en une série de génuflexions compliquées ne plaisait pas aux Européens qui le trouvaient humiliant pour eux et pour le souverain qu'ils représentaient.

Nous avons vu (2) que les Chinois ne pensaient pas ainsi et ne considéraient pas le *k'o-t'ou* comme humiliant pour qui que ce soit. Les Chinois et les Européens ne purent jamais s'entendre sur la question du *k'o-t'ou* et elle fut la pierre d'achoppement de beaucoup d'ambassades européennes.

1. *Suprà*, p. 37 et s.

2. *Suprà*, p. 39, 40.

Ainsi que Golovkin en 1806 (1), Poutiatine, en 1857, n'avait pas voulu consentir à se conformer au cérémonial chinois et ce n'est que pour cette raison qu'ils ne purent réussir à aller à Péking. Le comte Golovkin avait refusé de faire le *k'o-t'eou* devant des tablettes représentant la personne de l'Empereur de Chine (2). Cependant, aux yeux des Chinois, il n'y avait rien de dégradant dans ce qu'on voulait lui faire faire. Le *k'o-t'eou* en lui-même, nous l'avons dit, n'avait rien d'humiliant, car il n'était pour les Chinois qu'une façon polie de saluer. Quant à l'accomplissement de cette cérémonie devant des tablettes, il ne présentait non plus rien de choquant à un esprit large, dépassant le cadre des coutumes nationales. Si des Européens trouvent grotesque de s'incliner devant des tablettes, pourquoi se découvrent-ils devant leurs drapeaux ? Quelle différence, au fond, entre une tablette représentant un souverain absolu qui incarne en sa personne l'idée de la Patrie et un drapeau représentant cette même idée de la Patrie ?

De même que le comte Golovkin, le comte Poutiatine ne put accomplir sa mission en 1857 parce qu'on « lui déclara que sous aucun prétexte, il ne

1. Addition de J. Klaproth dans Timkovski, *Voyage à Péking*, p. 136.

2. Klaproth, *ibid.*

pouvait être dispensé de la cérémonie du ko-téou(1). »

Le 13/25 mai 1858 les plénipotentiaires chinois et russes s'entendirent pour exclure de leurs négociations le cinquième point du projet russe. Les Chinois avaient déclaré que le prince Yi-chan n'avait pas les pouvoirs pour une révision des traités existants. Mais Aïjindaï demandait aussi qu'on éliminât le premier point (2). Et il le faisait avec tant d'insistance qu'il menaçait de se noyer aux yeux des Russes, si ceux-ci ne lui cédaient pas.

Le général Mouraviev, s'apercevant que les négociations menaçaient de traîner en longueur, décida d'agir avec plus d'énergie. Le 14/26 mai, accompagné de Chichmarev et de Tatarinov, il se rendit lui-même chez les plénipotentiaires chinois. Mouraviev fit valoir auprès d'eux que d'après le traité de Nertchinsk le territoire entre la mer et les monts Khingan devaient appartenir à la Russie, et que celle-ci faisait déjà une concession en ne réclamant que les territoires à l'est de l'Oussouri. Nous savons que cette interprétation du traité de Nertchinsk était inexacte (3). Le général Mouraviev dit aussi que la Russie avait pris des mesures de défense pour les territoires qu'elle réclamait, tandis que la Chine n'avait rien fait pour cela. Les plénipotentiaires

1. Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-1858*, p. 168.

2. Nevelskoï, *ibid.*, p. 407.

3. *Supra*, p. 125 et s.

chinois répliquèrent en demandant si la Russie aurait laissé la Chine fortifier lesdits territoires, sur quoi le général Mouraviev s'empessa de dire que cette question était déplacée et qu'il n'avait pas de temps à perdre (1). Il dit aussi que la Chine avait intérêt à signer le traité de délimitation proposé par la Russie sans quoi les Anglais pourraient occuper les territoires non délimités (2). Mais comme la Russie voulait l'ensemble des territoires non délimités et même plus, il en résultait que le général Mouraviev, pour éviter à la Chine la douleur éventuelle de voir lesdits territoires occupés par les Anglais, trouvait plus simple de les lui enlever immédiatement.

Voyant qu'il ne pouvait convaincre les plénipotentiaires chinois, le général Mouraviev les quitta en faisant une mine courroucée. Il leur déclara qu'il s'était convaincu qu'on ne pouvait négocier avec eux par voie pacifique et il leur donna un délai jusqu'au lendemain pour « examiner et accepter ses propositions définitives » (3).

C'était donc une sommation adressée par le général Mouraviev aux plénipotentiaires chinois. Mais, ce n'était pas un ultimatum en règle. Il ne semble pas que le général Mouraviev ait laissé une

1. Nevelskoï, *ibid.*, p. 408-409.

2. Choumakher, *ibid.*, p. 300.

3. Nevelskoï, *ibid.*, p. 409.

note écrite ni qu'il ait menacé d'une guerre en cas de non acceptation de ses propositions. Il voulait simplement rompre les négociations et faire croire à une guerre que la Russie n'aurait probablement pas entreprise. Seulement, le gouvernement chinois, déjà aux prises avec la France, l'Angleterre et des troubles intérieurs, n'était guère désireux de risquer une rupture avec la Russie, si peu probable qu'elle fût. Le fait de la France et de l'Angleterre profitait à la Russie en rendant la Chine plus conciliante.

Le 15/27 mai, les plénipotentiaires chinois, devenus moins intransigeants, vinrent trouver ceux de la Russie. On finit par s'entendre, et il fut convenu de laisser indélimités les territoires entre l'Oussouri et la mer, le prince Yi-chan ayant déclaré que les Chinois n'en avaient pas de notions exactes (1).

Le soir du 16/28 mai 1858, le traité fut signé à Aïgoun chez le prince Yi-chan. Il fut rédigé en deux exemplaires mandchous et deux exemplaires russes (2). Après la signature, le prince Yi-chan et le général Mouraviev s'embrassèrent.

1. Lettre de Mouraviev à Ignatiev du 1/13 juillet 1859 dans Barsoukov, t. II, p. 269.

2. Nevelskoï, *ibid*, p. 412. Cependant, il est dit dans l'article 3 du traité que le plénipotentiaire russe a reçu un exemplaire du traité écrit en langue mandchoue et mongole et que le plénipotentiaire chinois a reçu un écrit en russe et en mandchou.

§ 6. — *Le traité d'Aïgoun*

Le traité d'Aïgoun se composait de trois articles. Voici les points qu'il tranchait :

I. *La nouvelle frontière.* — Toute la rive gauche de l'Amour, à partir de la rivière de Argoun jusqu'à la mer, devait appartenir à la Russie. La rive droite, à partir de l'Argoun jusqu'à l'Oussouri, appartenait à la Chine.

II. *Territoires indélimités.* — L'article 1^{er} disait aussi : « les territoires et endroits situés entre la rivière Oussouri et la mer, comme jusqu'à présent, seront possédés en commun par l'Empire Ta-Tsing et l'Empire de Russie, en attendant que la frontière entre les deux Etats y soit réglée ».

Les mots « comme jusqu'à présent » ont été insérés sur la demande des plénipotentiaires chinois (1). Mais cela n'indiquait pas nécessairement que les Chinois considéraient les territoires entre l'Oussouri et la mer comme étant les territoires laissés indélimités par le traité de Nertchinsk. Nous avons dit que ceux-ci étaient situés plus au nord. L'insertion des mots « comme jusqu'à présent » n'a peut-être été de la part des plénipotentiaires chinois qu'un moyen pour déguiser la concession qu'ils faisaient aux

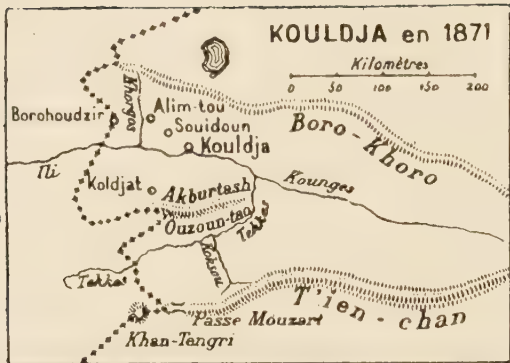
1. Nevelskoi, *ibid.*, p. 411.

Russes en acceptant une sorte de *condominium* sur des territoires qui devaient appartenir entièrement à la Chine.

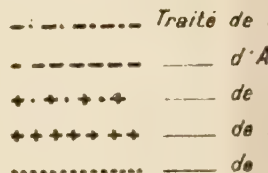
III. *Navigation sur les fleuves.* — La navigation de l'Amour, du Soungari et de l'Oussouri était permise, mais seulement aux bâtiments chinois ou russes; elle était interdite aux embarcations d'une autre nationalité.

IV. *Sujets chinois restés sur territoire russe.* — Les Mandchous établis sur la rive gauche de l'Amour depuis la rivière Zeia jusqu'au village de Hormoldzin au sud de celle-ci, devaient conserver à perpétuité les lieux de leurs anciens domiciles et relever du gouvernement mandchou. Ainsi, contrairement au point 3 du projet de traité du général Mouraviev, les Mandchous avaient le droit de relever de leur ancien gouvernement sans être obligés d'émigrer. Seulement ce droit n'était accordé qu'à un nombre de sujets chinois assez limité, puisque la distance entre la Zeia et le village Hormoldzin est insignifiante en comparaison de la longueur totale de l'Amour. Hormoldzin, ou Khormoldin, est situé sur l'Amour à mi-chemin entre la Zeia et la Boureia.

Le traité d'Aïgoun ne contenait rien de plus sur les sujets chinois qui habitaient la rive gauche de l'Amour. Il ne disait pas s'ils devaient transporter leur domicile pour conserver leur nationalité chinoise.



MODIFICATION



LA FRONTIÈRE SINO-RUSSE

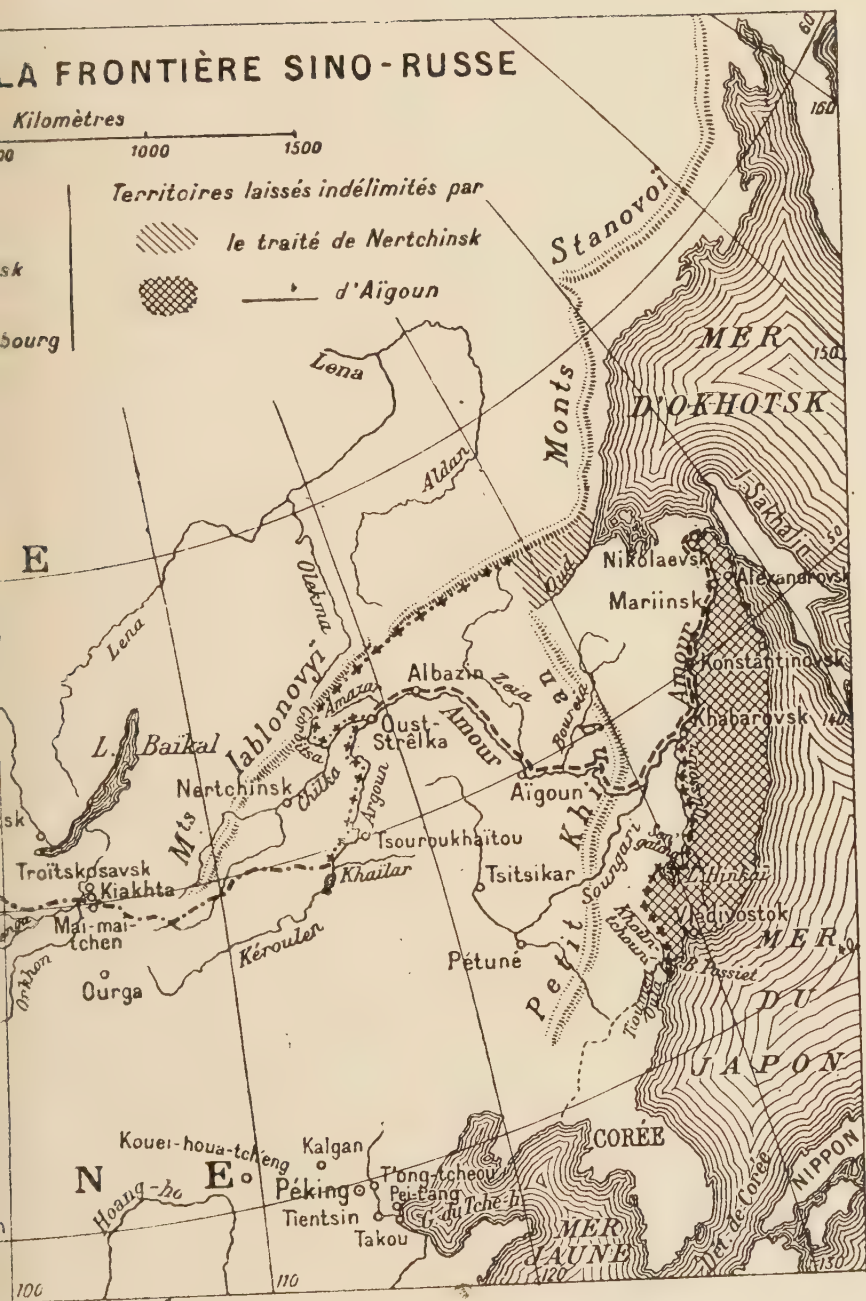
Kilomètres

A horizontal number line with arrows at both ends. There are three major tick marks labeled 0, 1000, and 1500. The line is divided into two equal segments by the 1000 mark.

Territoires laissés indélimités par

le traité de Nertchinsk

 d'Aïgoun



V. *Commerce sur la frontière.* — D'après l'article 2, il était permis aux riverains de l'Amour, du Soungari et de l'Oussouri, sujets chinois ou russes, de trafiquer entre eux.

Nous savons que jusqu'alors le commerce sino-russe se faisait dans certaines villes seulement. Cela n'avait pas beaucoup d'inconvénients pour les deux pays parce que ces villes, sauf Péking, étaient situées près de la frontière, c'est-à-dire en des lieux où les Chinois et les Russes entraient nécessairement en contact les uns avec les autres. Mais ces villes ne pouvaient plus suffire après le traité d'Aïgoun. La nouvelle frontière orientale traversait des territoires plus peuplés que l'ancienne : le long des cours d'eau les habitants sont toujours plus nombreux que dans les montagnes. Dans les monts Iablonovyï, aucun commerce sino-russe n'existait, faute d'habitants, alors que sur l'Amour un développement des relations commerciales entre les riverains était à prévoir. Les villes déjà ouvertes au commerce étant situées trop loin, il fallait autoriser les échanges sur les lieux mêmes. C'est ce que faisait l'article 2 du traité d'Aïgoun. Seulement, à la différence des traités de Kiakhta et de Kouldja, il ne localisait pas le commerce sino-russe dans certaines villes, mais accordait une autorisation générale, pour les personnes habitant près de la nouvelle frontière, de trafiquer avec celles du pays voisin. C'était donc un progrès réalisé sur

les traités précédents, un progrès dans la voie d'un rapprochement d'intérêts plus complet et plus facile entre Chinois et Russes.

§ 7. — *La question de l'échange des ratifications du traité d'Aïgoun.*

Le traité d'Aïgoun fut ratifié le 2/14 juin 1858 par l'Empereur de Chine et le 8/20 juillet 1858 par le tsar (1). Mais, l'échange des ratifications n'eut pas lieu. Le ministre des Affaires étrangères russe, et le général Mouraviev, prévoyant que la Chine, pour désavouer le traité d'Aïgoun soulèverait des difficultés à propos de l'échange de ses ratifications, considéraient que cet échange des ratifications n'était pas absolument indispensable pour la validité du traité (2). Ils trouvaient que cette formalité pouvait être remplacée par un échange² des cartes de la nouvelle frontière, dressées par des commissaires chinois et russes (3).

Le gouvernement chinois, qui n'avait accepté le traité d'Aïgoun que parce qu'il était engagé dans une guerre contre la France et l'Angleterre, et qu'il craignait de s'aliéner en plus la Russie, songea, aussitôt que l'expédition franco-anglaise s'était terminée, à

1. *Treaties*, p. LV.

2. Choumakher, *ibid.*, p. 306; Bouksgevdén, p. 24.

3. *Ibid.*

reprendre la concession qu'il avait faite. Quand, en septembre 1858 (1). Perovski échangea à Péking les ratifications du traité de Tientsin, le gouvernement chinois refusa d'échanger celles du traité d'Aïgoun (2).

Pour renier la validité de ce traité, les Chinois présentaient deux séries d'arguments, l'une pour désavouer la signature du plénipotentiaire chinois qui l'avait négocié, l'autre contestant l'existence d'une ratification impériale du traité d'Aïgoun.

Les Chinois prétendaient (3) que le prince Yi-chan, n'avait ni les pleins pouvoirs pour céder des territoires chinois à la Russie, ni le sceau officiel nécessaire pour conclure un traité. Le plénipotentiaire chinois n'étant pas qualifié pour signer le traité, celui-ci, par conséquent, n'avait aucune force obligatoire. Et, pour punir Yi-chan, d'avoir négocié avec les Russes sans y être autorisé, un édit de l'Empereur de Chine le dégradait (4). Il est à remarquer qu'en Russie même cette considération sur la nullité du traité d'Aïgoun avait été adoptée et notamment par les ennemis du comte Mouraviev-Amourski (5) qui

1. Courcy, *l'Empire du Milieu*, p. 607, en note.

2. Bouksgevden, p. 9, 15.

3. Dans une entrevue avec le général Ignatiev à Péking le 16/28 juin 1859. Bouksgevden, p. 19.

4. Bouksgevden, p. 15.

5. Le général Mouraviev obtint le titre de comte Amourski le 26 août 1858, en récompense de l'acquisition de la rive gauche de l'Amour.

soutenaient qu'il « avait été la dupe de I-Chan, [Yi-chan] lequel n'était pas muni par l'Empereur de Chine du sceau officiel pour conclure un traité et que par conséquent celui-ci était nul » (1). Les Chinois déclaraient en plus (2) que le prince Yi-chan avait signé le traité d'Aïgoun sous la pression du général Mouraviev et qu'il avait cédé sachant d'avance que le traité non revêtu du sceau officiel ne serait pas valable.

Les Russes, pour affirmer la validité du traité d'Aïgoun, objectèrent qu'il avait été ratifié par l'Empereur de Chine et que, par conséquent, l'irrégularité possible du traité n'existait plus puisqu'il avait été accepté formellement par le chef de l'Etat chinois. Il nous est difficile de savoir si l'édit de l'Empereur de Chine ratifiant le traité d'Aïgoun a jamais été rendu. D'ailleurs, les Russes ne discutaient pas l'existence ou l'inexistence de cet édit, mais considéraient comme une ratification du traité d'Aïgoun la communication qui fut faite le 3/15 juin 1858 par les plénipotentiaires chinois à Tientsin au comte Poutiatine. Cette communication datée du 2/14 juin venait de Péking. Elle apprenait au comte Poutiatine la signature du traité d'Aïgoun : « selon le traité que I-Chan a signé avec Mouraviev, la rivière Ous-

1. Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-58*, p. 420-421.

2. Dans une communication écrite du Conseil de l'Empire au général Ignatiev, de décembre 1859. Bouksgevden, p. 45.

souri est fixée comme frontière jusqu'aux ports de mer » (1).

On voit de suite l'imperfection de la communication faite au comte Poutiatine. Il n'y est rien dit de l'Amour qui, cependant, devait servir de frontière d'après le traité d'Aïgoun. D'autre part, on y trouve que l'Oussouri était fixée comme frontière, alors que le traité d'Aïgoun laissait justement indéterminés les territoires entre l'Oussouri et la mer. Il n'y avait que les mots : « le traité que I-Chan a signé avec Mouraviev », qui pouvaient avoir une certaine importance, car, contenus dans une communication officielle, ils indiquaient l'acceptation du traité d'Aïgoun par le gouvernement de Péking.

Les Chinois ne purent renier la validité d'une de leurs communications écrites. Ils firent seulement valoir que les copistes s'étaient trompés en copiant la communication envoyée au comte Poutiatine (2). Un auteur russe fait la supposition que celle-ci a été faite par les plénipotentiaires chinois à l'insu de l'Empereur de Chine, dans le seul but d'accélérer le départ du comte Poutiatine qui venait de signer le traité de Tientsin (3). Par conséquent, il n'y aurait eu aucune ratification du traité d'Aïgoun de la part de la Chine. Cette supposition n'est pas vraisemblable,

1. Cordier, *ibid.*, p. 420.

2. Bouksgevden, p. 36.

3. Bouksgevden, p. 19, en note.

car en même temps que le comte Poutiatine, le général Mouraviev fut aussi informé de l'acceptation du traité d'Aïgoun par l'Empereur de Chine. Le 19 juin/1^{er} juillet 1858, « le major général informa le général Mouraviev, que le gouverneur d'Aïgoun [fonctionnaire chinois] lui avait envoyé un colonel avec l'assurance formelle de la ratification du traité par l'Empereur de Chine (1) ». Si les Chinois, en annonçant la signature du traité d'Aïgoun avaient simplement voulu faire partir le comte Poutiatine, ils n'auraient pas fait connaître au général Mouraviev la ratification de ce traité.

Il est plus juste de dire, avec M. Cordier, que les Chinois avaient pris le traité d'Aïgoun au sérieux (2). Seulement, il faut ajouter, qu'ils ne l'avaient pris au sérieux que parce qu'ils y étaient forcés par les événements militaires, c'est-à-dire par la guerre avec la France et l'Angleterre et la crainte d'avoir en plus la Russie sur les bras. Mais, aussitôt qu'ils s'étaient sentis plus forts, à la suite du départ des troupes françaises et anglaises, ils ne voulurent plus accepter des concessions que la Russie leur avait arrachées.

On ne peut reprocher aux Chinois d'avoir songé à rétablir leurs droits dont i's avaient été injustement dépouillés. En reniant ou en refusant d'exécuter le

1. Choumakher, *ibid.*, p. 301.

2. Cordier, *l'Expédition de Chine, 1837-1858*, p. 421.

traité d'Aïgoun, les Chinois n'allaient pas contre le droit international.

Si l'Empereur de Chine n'avait pas encore ratifié le traité, il n'était pas obligé de le faire. Le refus d'une ratification ne peut jamais être regardé comme une violation du droit (1).

Si Yi-chan n'avait réellement pas les pouvoirs pour conclure un traité, on ne peut faire grief au gouvernement de Péking de ne pas vouloir l'accepter.

Enfin, en admettant même que le traité ait été régulièrement signé, ratifié et, par conséquent, obligatoire, les Chinois ne commettaient rien de contraire au droit en le dénonçant. Le traité d'Aïgoun n'avait pas une durée limitée et ne contenait aucune clause résolutoire. Il ne contenait pas non plus d'obligations qui pouvaient s'éteindre par leur exécution. C'était un traité perpétuel à résultats continus, successifs et indéfinis, ne pouvant être modifié, en principe, que par le consentement mutuel de ses signataires ou par la dénonciation d'une des parties. « Lorsque les circonstances se sont modifiées et que les parties cessent d'être d'accord, celui des contractants dont les intérêts sont en souffrance ou qui veut définitivement rompre ses liens conventionnels est tenu de notifier à l'autre, par écrit ou verbalement, mais d'une manière expresse, son intention de laisser expirer le

1. Bonfils, *op. cit.*, n° 828.

traité. Cette notification prend le nom de dénonciation. Lorsqu'elle repose sur des raisons sérieuses de convenance, la dénonciation se justifie d'elle-même et ne saurait être considérée comme un procédé blessant ou injurieux pour la partie qui la reçoit » (1).

Les Chinois, en affirmant expressément leur volonté de ne pas vouloir accepter le traité d'Aïgoun, ne faisaient en somme que de le dénoncer. Si le mot n'était pas employé, la volonté n'en était pas moins manifeste. Que la dénonciation se soit produite quelques mois déjà après la signature du traité, peu importait. Les circonstances de force majeure dans lesquelles se trouvait la Chine, lors de la signature, s'étaient modifiées. Et, la revendication d'un territoire national, spolié par une puissance étrangère, était pour la Chine plus qu'une raison sérieuse de convenance. On ne peut blâmer un peuple de chercher la réparation d'une injustice qui lui a été imposée.

Le traité une fois dénoncé, c'était à la Russie de voir s'il fallait accepter la dénonciation ou non. Les Chinois se disaient prêts à faire la guerre pour appuyer leur décision (2). En été 1859, ils refusèrent de se conformer dans leurs actes aux stipulations du traité

1. Calvo, *le Droit international théorique et pratique*, 5^e édition, § 1668.

2. Bouksgevden, p. 18.

d'Aïgoun (1). Selon Ravenstein « une guerre s'en serait certainement suivie, si les alliés n'avaient pas encore fait la besogne des Russes et humilié le gouvernement chinois en occupant Péking » (2). Les alliés par leur deuxième expédition en Chine vinrent encore une fois tirer les marrons du feu pour la Russie.

Le traité d'Aïgoun fut finalement reconnu par le gouvernement de Péking, une fois de plus cédant à contre cœur. Ce traité qui donna à la Russie un million de verstes carrées (3) règle, encore actuellement, la partie orientale de la frontière sino-russe. Une seule modification, pour l'extrémité orientale de la frontière lui fut apportée en 1860 par le traité de Péking. Nous la verrons quand nous étudierons ce dernier traité.

Il ne semble cependant pas que les ratifications du traité d'Aïgoun eussent été échangées. Mais, cela n'altère aucunement la valeur obligatoire de ses clauses car elles furent toutes renouvelées dans des traités ultérieurs signés et ratifiés régulièrement (article 1 et 4 du traité de Péking, article 18 du traité de Saint-Pétersbourg).

1. Détails dans Ravenstein, p. 149.

2. Ravenstein, *ibid.*

3. Sabir, p. 70.

CHAPITRE II

LE TRAITÉ DE TIENTSIN

Le traité de Tientsin fut signé par le comte Poutiatine le 1/13 juin 1858, une quinzaine de jours après la conclusion du traité d'Aïgoun datant du 16/28 mai. Nous savons que le comte Poutiatine, envoyé en Chine en 1857, était chargé de poursuivre un double but : établir une nouvelle frontière orientale avec la Chine et obtenir pour la Russie les mêmes droits que ceux qui seraient accordés aux alliés (1). Nous avons dit que le comte Poutiatine avait échoué dans l'obtention d'une fixation de frontière et que le gouvernement de Saint-Pétersbourg avait décidé, au début de 1858, d'attribuer cette tâche au général Mouraviev seul et d'en décharger le comte Poutiatine. Seulement, cette décision, envoyée à l'amiral Poutiatine avec le lieutenant-colonel Martinov, ne lui était parvenue qu'après la signature du traité de Tientsin. Donc, au moment

1. *Suprà*, p. 156 et s.

de la conclusion du traité, l'amiral Poutiatine se croyait encore compétent pour trancher les deux questions dont la solution lui incombait. En outre, il ne savait pas que le général Mouraviev avait signé le traité d'Aïgoun, qui ne lui fut annoncé que le 3/15 juin 1858 par les plénipotentiaires chinois. Néanmoins, l'amiral Poutiatine ne toucha pas à la frontière dans le traité de Tientsin, dont l'article 9 dit seulement : « Les parties non déterminées des frontières entre la Chine et la Russie devront être examinées sans délai sur les lieux mêmes. Les deux Gouvernements nommeront à cet effet des délégués qui fixeront la ligne de démarcation et conclueront là-dessus une Convention, qui sera annexée comme Article Séparé au présent Traité. Des cartes et des descriptions détaillées de la frontière seront dressées ensuite et serviront de documents incontestables pour les temps futurs. »

C'était de la part de l'amiral Poutiatine un « trait de génie » (1), que de n'avoir pas abordé dans les négociations de Tientsin, les questions de frontière, car il n'aurait pu obtenir plus que n'a obtenu le général Mouraviev. Le gouvernement de Saint-Petersbourg, craignant justement que Poutiatine ne réglât la question de la frontière moins avantageusement que le général Mouraviev, écrivit à Perovski

1. Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-1858*, p. 420.

le 17/29 juillet 1858 d'avertir le comte Poutiatine de la signature du traité d'Aïgoun. Au cas où le comte Poutiatine aurait aussi signé un traité concernant la frontière, il devait le déclarer inopérant (1). Mais, le comte Poutiatine n'eut pas à renier le traité qu'il avait signé puisqu'il ne touchait pas à la frontière. Le comte Poutiatine fut assez fin pour prévoir, tout en n'ayant pas de nouvelles de la Sibérie depuis plus d'un an, que la question des frontières pouvait, entre temps, recevoir une solution sur les lieux mêmes (2).

Nous croyons que l'amiral Poutiatine devait avoir d'autres raisons encore pour ne pas s'occuper de la question de frontières dans le traité de Tientsin. La fixation d'une nouvelle frontière aurait prolongé et rendu plus difficiles les négociations avec les plénipotentiaires chinois à Tientsin. Or, il a toujours été de la politique constante de Poutiatine de faciliter une entente entre le gouvernement chinois et les plénipotentiaires franco-anglais qui étaient aussi à Tientsin, pour empêcher que ceux-ci ne s'avancassent trop vers Péking et n'y exerçassent une influence prépondérante au détriment de la Russie (3). Il était donc de l'intérêt de l'amiral Poutiatine de donner le

1. Choumakher, *ibid.*, p. 300.

2. Cordier, *ibid.*

3. Le général Ignatiev en 1860, se trouvant dans les mêmes conditions que l'amiral Poutiatine en 1858, suivit une politique exactement pareille.

bon exemple aux alliés en signant au plus vite un traité avec la Chine. En outre, il était plus prudent pour l'amiral Poutiatine de ne pas trancher, dans le traité de Tientsin, la question de la frontière qui n'était pour la Russie que l'occasion d'un agrandissement territorial. Les plénipotentiaires alliés auraient pu avoir connaissance du contenu du traité russe et une concession territoriale faite par la Chine à la Russie les aurait sûrement alarmés (1). Ils auraient pu créer des difficultés à la Russie soit en protestant contre ses acquisitions, soit en demandant des avantages analogues à la Chine et d'autant plus facilement qu'ils étaient dans les meilleures conditions pour le faire. La Russie avait, par conséquent, tout avantage à ce que la question de l'Amour fût tranchée sur les lieux mêmes à l'insu des puissances étrangères. Nous avons même une preuve que le comte Poutiatine ne voulait pas que la question de frontières fût tranchée à Tientsin. Il écrivait au baron Gros, le 29 avril 1858, en lui rendant compte d'une entrevue avec le gouverneur-général du Tche-li : « J'ai insisté sur... l'urgence d'une solution définitive et *sur les lieux mêmes* des questions de frontières entre la Russie et la Chine » (2). Il n'était

1. On n'a qu'à se rappeler « l'émotion profonde » produite à Changhaï en août 1858 à la réception de la nouvelle du traité d'Aïgoun. Cordier, *ibid.*, p. 419.

2. Texte de la lettre dans Cordier, *ibid.*, p. 345-346. L'italique est à nous.

donc pas question d'une fixation de la frontière par le comte Poutiatine.

Le traité de Tientsin ne contenait ainsi aucune modification de la frontière sino-russe. Mais, sauf pour la frontière, il établissait les bases nouvelles de tous les rapports entre la Chine et la Russie, aussi bien pour les relations entre les gouvernements que pour celles entre les sujets chinois et russes. Le traité de Tientsin faisait entrer la Russie dans le droit commun des puissances européennes en Chine.

Ayant défini l'objet du traité signé par l'amiral Poutiatine à Tientsin, le 1/13 juin 1858, étudions maintenant ce traité dans ses origines et dans son contenu.

SECTION PREMIÈRE

ORIGINES DU TRAITÉ DE TIENTSIN

Pour exposer l'histoire diplomatique du traité de Tientsin, conclu par la Russie, il nous suffira de résumer ici les faits qui se rapportèrent directement à ce traité et qui menèrent à sa signature ; l'histoire complète de l'expédition de 1857-58 qui aboutit aux quatre traités de Tientsin signés par la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie, étant déjà décrite d'une façon très détaillée et documentée par M. H. Cordier dans *l'expédition de Chine de 1857-1858*.

§ 1. — *La Russie et l'expédition franco-anglaise
de 1857-1858*

Nous savons pourquoi et comment l'amiral Poutiatine fut envoyé en Chine en 1857 (1). Sa mission était déterminée par la préparation d'une expédition franco-anglaise en Chine et il devait tâcher non seulement d'obtenir tous les avantages que le gouvernement chinois se verrait obligé d'accorder à la France et à l'Angleterre, mais aussi une rectification de la frontière sino-russe. Pour ne pas éveiller l'attention des autres puissances, la mission de l'amiral Poutiatine était envoyée, soit disant, dans le but d'inspecter les côtes de la Sibérie orientale et d'y trouver un emplacement pour un port (2).

Poutiatine quitta Saint-Pétersbourg le 21 février/5 mars 1857. Fort heureusement pour la Russie, la tâche de l'amiral Poutiatine, consistant à surveiller les opérations des alliés en Chine, fut grandement facilitée par des ouvertures qui furent faites au cabinet de Saint-Pétersbourg, au début de juin 1857, par la France et l'Angleterre.

Après avoir décidé d'envoyer en Chine le baron Gros et lord Elgin, les gouvernements français et

1. *Suprà* p. 156.

2. Choumaker; *ibid*, p. 287.

anglais songèrent à obtenir le concours des Etats-Unis et de la Russie dans les négociations que leurs plénipotentiaires allaient entamer avec la Chine. Appuyées par les Etats-Unis et la Russie, les revendications de la France et de l'Angleterre auraient eu une force morale plus grande et auraient été obtenues plus facilement. Le concours des Etats-Unis était assuré. Pour obtenir celui de la Russie, les ambassadeurs français et anglais, accrédités auprès du gouvernement russe, lui annoncèrent que sa participation aux négociations de la France et de l'Angleterre avec la Chine serait accueillie avec empressement. La Russie, qui ne cherchait qu'à se joindre aux négociations des alliés avec la Chine, chargea ses ambassadeurs à Paris (1) et à Londres de faire connaître aux gouvernements français et anglais son acceptation de leurs propositions. Tout en consentant à s'associer aux alliés, le gouvernement russe fit des réserves quant au rôle que la Russie entendait jouer en Chine. La Russie faisait savoir qu'elle n'userait à l'égard de la Chine ni de mesures coercitives, ni de langage comminatoire ; qu'elle ne participerait « qu'aux questions d'un intérêt européen », « sans entrer dans l'examen de griefs particuliers que les gouvernements français et anglais pourraient avoir à la charge de l'Empire chinois ».

1. Dépêche du prince Gortchakov au comte Kisselev 1/13 juin 1857. Texte dans Cordier, *ibid*, p. 169.

Ainsi, la Russie voulait bénéficier des mêmes avantages que ceux obtenus par la France et l'Angleterre ; mais elle ne voulait pas compromettre ses bonnes relations avec la Chine. Elle se réservait, dans le conflit entre la Chine et les alliés, le rôle de spectatrice et, au besoin, de médiatrice, avec l'espoir d'en tirer un profit personnel, sans risquer une guerre.

§ 2. — *Les plénipotentiaires à Hong-Kong*

La Russie commença à assister à l'expédition franco-anglaise par une première entrevue entre l'amiral Poutiatine et les plénipotentiaires américains, anglais et français à Hong-Kong, en novembre 1857. L'amiral Poutiatine venait du Japon où il était allé après son échec au Pei-ho (1). Il était arrivé à Hong-Kong à bord de l'*Amerika* le 2/14 novembre 1857 (2). Lord Elgin, « Haut-commissaire » anglais, le baron Gros, ambassadeur français et M. Reed, ministre plénipotentiaire des Etats-Unis, s'y trouvaient déjà. L'amiral Poutiatine leur exprima son opinion qu'on ne pourrait rien obtenir du gouvernement chinois si on n'allait pas exercer une pression sur Péking même (3). Par conséquent, il considérait comme

1. *Suprà*, p. 158.

2. Breischneider, *op. cit.*, p. 581.

3. Lettre d'Elgin à Clarendon du 14 novembre 1857 dans Oliphant, *Narrative of the Earl of Elgin's mission to China...*, p. 178.

inutile l'attaque de Canton projetée par les alliés (1).

Après la prise de Canton, le 29 décembre 1857, et la capture de Ye Ming-chen, vice-roi des Deux Kouang, le 5 janvier 1858, les alliés ne trouvèrent plus aucun fonctionnaire chinois qui fût qualifié pour négocier avec eux, car c'était le vice-roi des Deux Kouang qui avait toujours été compétent pour entrer en relations avec les étrangers occidentaux venant par mer. Aussi, lord Elgin et le baron Gros décidèrent-ils d'envoyer une communication au gouvernement de Péking pour lui demander de nommer des plénipotentiaires qui se rendraient à Changhai, et avec lesquels ils pourraient traiter.

Sur la proposition du baron Gros, lord Elgin consentit à inviter les plénipotentiaires américain et russe à envoyer aussi une communication du même genre. Comme le remarquait le baron Gros, une démarche simultanée des quatre puissances impressionnerait davantage le cabinet de Péking et permettrait peut-être d'éviter l'emploi de la force.

Une invitation écrite officielle fut faite séparément par le baron Gros et lord Elgin à M. Reed et à l'amiral Poutiatine. La note du baron Gros était datée du 4 février 1858 (2). Elle était accompagnée d'une copie de la communication que le baron Gros envoyait au

1. Cordier, *ibid.*, p. 179.

2. Texte dans Cordier, *ibid.*, p. 277-278

premier ministre à Péking (1), laquelle contenait les griefs, les réclamations de la France et une demande d'envoi de plénipotentiaires chinois. Le baron Gros communiquait aussi à ses collègues une copie de sa correspondance avec l'ex-commissaire impérial Ye Ming-chen. Le baron Gros terminait sa note en remarquant que si les demandes d'un intérêt commun faites par les alliés au gouvernement chinois, étaient appuyées par les Etats-Unis et la Russie, elles auraient plus de chance à être admises.

L'amiral Poutiatine s'empessa d'accepter l'offre qu'on lui faisait de se joindre à la démarche pacifique des alliés auprès du cabinet de Péking. C'était une occasion de faire valoir les intérêts particuliers de la Russie en Chine sous couleur d'agir de concert avec les autres puissances. L'amiral Poutiatine répondit au baron Gros le 8 février 1858 (2). Il écrivit que le désir du gouvernement russe étant de tâcher d'amener la Chine amicalement à des concessions d'un intérêt commun, il adresserait de sa part, simultanément avec les trois autres plénipotentiaires, une communication au Conseil suprême de l'Empire chinois. Dans cette communication il insérerait les mêmes demandes d'un intérêt commun que les autres plénipotentiaires et parlerait, en plus, de quelques

1. Texte dans Cordier, *ibid.*, p. 270-276.

2. Texte dans Cordier, *ibid.*, p. 280-282.

affaires concernant spécialement la Russie et la Chine : « telles que la nécessité de régler nos questions de frontières [nous savons que cela voulait dire acquisition de la rive gauche de l'Amour par la Russie] et celles qui se rapportent à la destruction par les Chinois de notre factorerie à Tarbagataï [Tchougoutchak] » (1).

Le lendemain, l'amiral Poutiatine adressait au baron Gros une copie de la note qu'il allait envoyer au Conseil suprême à Péking (2)... note « remarquable » (3), que lord Elgin trouvait la meilleure de toutes celles qui devaient être envoyées par les quatre plénipotentiaires. Elle était rédigée en anglais. En voici, en résumé, le contenu :

L'amiral Poutiatine commence par affirmer le désir du gouvernement russe de voir la Chine « vivre en paix et en bonne harmonie » avec les puissances qui entretiennent avec elle des relations politiques ou commerciales. Le refus de la Chine d'entrer en relations régulières avec les puissances étrangères « a été la cause de toutes les ruptures et de tous les maux dont la Chine a souffert ». A ce propos, l'amiral Poutiatine reproche au cabinet de Péking d'avoir tout dernièrement refusé de recevoir l'envoyé de S. M. l'Empereur de Russie « malgré une stipulation for-

1. *Supra*, p. 164-165.

2. Texte français dans Cordier, *ibid.*, p. 282, 286.

3. M. Cordier dans le même ouvrage, p. 282.

melle du traité de Kiakhta » (1). Dans l'intérêt de tous il faut mettre un terme à cet ordre de choses. Les ambassadeurs français et anglais n'obtenant pas de résultat satisfaisants avec le vice-roi de Canton [Ye Ming-chen] ont été obligés d'employer la force. « Mais ne voulant pas faire peser les horreurs de la guerre sur des milliers d'innocents, qui auraient souffert ainsi pour un petit nombre de coupables, ils ont résolu d'entamer directement des négociations avec les autorités suprêmes qui résident à Péking et ils ont invité les ministres plénipotentiaires des Etats-Unis et de Russie à s'associer à leur démarche ». Lors de son séjour sur la rivière Pei-ho l'amiral Poutiatine avait déjà manifesté sa volonté d'ouvrir des négociations avec les autorités chinoises. Maintenant, il profitait des circonstances et de l'accord de ses demandes avec celles des alliés pour prier avec eux le gouvernement chinois d'envoyer à Changhai des plénipotentiaires qu'on attendrait jusqu'à la fin de mars seulement. On traiterait avec eux les questions suivantes qui sont d'un intérêt général : 1^o Communication libre et facile avec Péking toutes les fois que l'un des gouvernements jugera nécessaire d'y envoyer un représentant pour y traiter et y régler des questions en litige ; 2^o nouvelles facilités à accorder pour le commerce de toutes les nations dans les ports

1. Voir *Supra*, p. 156-157, 166-167.

ouverts, comme dans les autres places qui pourraient être ouvertes, d'un commun accord, au commerce étranger ; 3^o liberté entière de professer la religion chrétienne accordée à tous les étrangers résidant en Chine aussi bien qu'aux Chinois qui l'ont embrassée. Poutiatine prévient qu'à côté de ces demandes d'un intérêt commun, il « appellera l'attention des plénipotentiaires envoyés de Pe-King sur la question des frontières et sur celle de l'incendie et du pillage de la factorerie russe à Tarbagatai ». L'amiral Poutiatine continue en déclarant que l'adoption par la Chine des mesures proposées n'entraînera pour elle aucune conséquence fâcheuse, et, qu'au contraire, une réponse évasive ou un refus formel « pourrait avoir des conséquences plus désastreuses encore que celles du moment ». Poutiatine conclut en exprimant l'espoir que l'Empereur de Chine « dans sa sagesse, trouvera indispensable pour le bonheur de ses sujets d'envoyer sans retard quelques hauts dignitaires dûment accrédités et munis de pleins pouvoirs nécessaires pour ouvrir à Chang-Haï les négociations proposées ».

M. Reed consent également à adresser une communication à Péking, rédigée dans le même esprit que celles de ses trois collègues.

Restait à faire parvenir les quatre notes au Conseil suprême de l'Empire à Péking. On décida de les faire porter au gouverneur général des Deux Kiang

par M. de Contades, second secrétaire de la mission du baron Gros, et par M. Oliphant, secrétaire de lord Elgin. Ensuite, le gouverneur général les expédierait à Péking.

Les deux secrétaires portant les notes anglaise et française, quittèrent Hong-Kong le 14 février 1858 et arrivèrent à Changhai le 20 du même mois. Le 21 février, le *Mississipi*, frégate du plénipotentiaire américain, venait à Changhai avec les notes américaine et russe. Le lendemain, le vice-consul des Etats-Unis, M. Freeman remettait à M. Oliphant la note américaine, à laquelle était jointe, dans la même enveloppe, la note russe. Le 24 février, M. de Contades et M. Oliphant, accompagnés des consuls de France et d'Angleterre, du vice-consul d'Amérique, de leurs interprètes et de M. Lay, inspecteur des douanes à Changhai, partirent pour Sou-tcheou sur des bateaux afin de remettre les notes au gouverneur. Ils arrivèrent à destination le 26 février et furent reçus par celui-ci le jour même. M. de Contades remit la note française, M. Oliphant les trois autres. Un accusé de réception leur fut envoyé le lendemain. M. de Contades écrivait au baron Gros : « il serait impossible de recevoir un accueil plus gracieux, plus aimable que celui qui nous fut fait » (1). Les envoyés, ayant rempli leur mission par la

1. Cordier, *ibid*, p. 313.

remise des notes aux autorités chinoises, quittèrent Sou-teheou le 27 février.

§ 3. — *Les Plénipotentiaires à Changhai*

Quant aux quatre plénipotentiaires qui étaient restés à Hong-kong, ils le quittèrent pour se retrouver à Changhai vers la fin de mars et y attendre les commissaires chinois (1). L'amiral Poutiatine depuis son arrivée à Hong-kong le 2/14 novembre 1857, avait visité Canton et Macao. Le 19 février/3 mars 1858 il partait de Hong-kong, visitait Amoï, Fou-tcheou, Ning-po et venait à Changhai vers la fin de mars (2).

A Changhai, le baron Gros, lord Elgin et M. Reed reçurent chacun une dépêche de Ho Kouei-ts'ing, gouverneur-général des Deux Kiang, datée du 21 mars 1858 (3). Le gouverneur-général écrivait qu'il avait fait parvenir leurs notes au ministre d'Etat Yu et que celui-ci lui avait répondu que Ye [Ming-chen] étant destitué de sa fonction de vice-roi des Deux Kouang, Houang [Tsong-han] était nommé à sa place. Par conséquent, les plénipotentiaires étaient

1. Lettre du baron Gros à l'amiral de Genouilly, du 18 février 1858. Cordier, *ibid.*, p. 299.

2. Bretschneider, *op cit.*, p. 581.

3. Traduction française de la version portugaise de la dépêche envoyée au baron Gros dans Cordier, *ibid.*, p. 315-317.

priés de se rendre à Canton pour s'entendre avec ce nouveau commissaire impérial.

La dépêche à M. Reed contenait en outre à l'égard de la Russie (1) : « Que la Russie jusqu'à présent n'a jamais eu de relations commerciales dans les cinq ports, Canton, etc., que l'année dernière au sujet de quelques questions de frontières suscitées par le ministre russe comte Poutiatine, un décret impérial a nommé un ministre chargé de se rendre sur la rivière du Dragon-Noir (He-loung Kiang, — L'Amour) pour s'entendre avec le Comte à ce sujet... »

L'amiral Poutiatine lui-même ne reçut aucune communication du gouverneur-général. Nous savons, que d'après le traité de Kiakhta, c'était le Li-fan-yuan qui était compétent pour toutes les affaires concernant la Russie. Aussi, le gouverneur-général ne lui écrivit-il rien, mais pria M. Reed de faire savoir au plénipotentiaire russe qu'il devait s'attendre à recevoir une communication du Li-fan-yuan, qui devait être, évidemment, une réponse à la note de Poutiatine. En outre, le gouverneur-général disait dans sa dépêche à M. Reed que le chancelier Yu avait déclaré que quelles que soient les questions que Poutiatine veuille traiter, « elles doivent l'être comme d'habitude, par l'entremise du département

1. Traduction française de la note du gouverneur-général des Deux Kiang à M. Reed dans Cordier, *ibid*, p. 317, 319.

des Affaires étrangères [Li-fan-yuan], et doivent être adressées au Sa-na-te-yamen [Sénat russe], conformément aux anciens règlements, afin de maintenir la paix et l'harmonie ». Ceci expliquait pourquoi le comte Poutiatine n'avait rien reçu du gouverneur-général des Deux Kiang. Ainsi il était tout naturel et nullement humiliant pour l'amiral Poutiatine que le Conseil suprême de l'Empire auquel il avait écrit ne lui eût rien fait parvenir par le gouverneur-général des Deux Kiang. Puisque, le Li-fan-yuan était seul compétent pour les rapports avec la Russie, c'était lui qui devait répondre à l'amiral Poutiatine. Il était aussi naturel que les Chinois eussent chargé M. Reed d'exposer à Poutiatine ces considérations de compétence, puisque la note russe avait été remise aux Chinois sous la même enveloppe que la note américaine et que cela pouvait faire croire à une plus grande intimité entre M. Reed et l'amiral Poutiatine, qu'entre celui-ci et les autres plénipotentiaires. Il n'y avait donc de la part du cabinet de Péking aucun désir d'humilier le plénipotentiaire russe, comme on l'avait prétendu.

La Chine se refusait donc à envoyer des plénipotentiaires à Changhai puisqu'elle demandait aux alliés de reprendre à Canton les négociations avec le nouveau vice-roi des Deux-Kiang. Le délai assigné aux plénipotentiaires chinois pour arriver à Changhai expira le 31 mars et les alliés ne reçurent aucune

réponse sauf celle du gouverneur-général des Deux Kiang.

Pressentant que des pourparlers avec le nouveau vice-roi à Canton ne donneraient pas plus de résultats que ceux avec Yu, le baron Gros et lord Elgin décidèrent de se rapprocher de Péking et d'annoncer leur projet aux plénipotentiaires russe et américain, ainsi qu'au gouvernement chinois.

Lord Elgin en fit part à ses collègues par une note du 1^{er} avril 1858 (1), le baron Gros leur écrivit le 3 avril. L'amiral Poutiatine, dans sa réponse au baron Gros, datée du 5 avril (2), partageait entièrement l'opinion de celui-ci « sur la nécessité de se rapprocher du siège même du gouvernement suprême du Céleste Empire pour se mettre en communication directe avec lui ». En émettant cette opinion, l'amiral Poutiatine était simplement logique avec lui-même, puisqu'il avait toujours déclaré qu'il était indispensable de s'approcher de la capitale pour avoir gain de cause du gouvernement chinois (3). L'amiral Poutiatine de son côté, annonçait dans cette lettre que lui non plus n'était guère satisfait de la réponse des Chinois contenue dans leur lettre à M. Reed et qu'il était aussi décidé à se rendre aux bouches du Pei-ho, « d'accord avec les mouvements »

1. Traduction française dans Cordier, *ibid.*, p. 321-322.

2. Texte dans Cordier, *ibid.*, p. 324-325.

3. *Suprà*, p. 189.

que les autres plénipotentiaires jugeraient nécessaire d'entreprendre. L'amiral Poutiatine joignait à sa réponse au baron Gros une copie d'une note qu'il se proposait d'envoyer au premier ministre Yu pour lui notifier son arrivée prochaine à Péking (1).

Dans cette note, le comte Poutiatine déclarait que la réponse du premier ministre Yu contenue dans la dépêche à M. Reed n'était pas satisfaisante pour la Russie, puisqu'elle ne disait rien au sujet des trois points d'intérêt général sur lesquels il avait insisté. Le comte Poutiatine n'avait donc pas reçu la communication du Li-fan-yuan qui lui était annoncée. Le comte Poutiatine faisait savoir que tout en désirant ne pas rompre les relations amicales entre la Russie et la Chine, il continuerait, « conjointement avec les plénipotentiaires des autres Etats, à insister fermement pour que le gouvernement chinois accepte dans leurs traits principaux les trois points exposés dans sa première note au suprême Conseil d'Etat ». Enfin, le comte Poutiatine annonçait que, d'accord avec les autres plénipotentiaires, il se rapprocherait immédiatement de Péking, pour se mettre en relations plus directes avec le gouvernement chinois.

M. Reed écrivit aussi une note dans le même sens que les trois autres plénipotentiaires. Cette fois, les

1. Traduction française de la note de Poutiatine à Yu dans Cordier, *ibid.*, p. 325-326.

quatre notes ne furent pas portées directement au gouverneur-général des Deux Kiang. Elles lui furent remises par l'intermédiaire du Tao-t'ai de Changhai.

§ 4. — *Les plénipotentiaires
dans le golfe du Tche-li*

Le plénipotentiaire russe quitta Changhai pour se rendre au golfe du Tche-li avant tous les autres, le 28 mars/2 avril 1858. Il arriva avant eux aux bouches du Pei-ho, le 1/13 avril (1).

C'est en venant au nord, avec les alliés, que l'amiral Poutiatine eut l'occasion de jouer un rôle modérateur dans le conflit entre ceux-ci et la Chine. Tout d'abord, le baron Gros, étant presque certain que la Russie et les Etats-Unis ne participeraient pas à une action coercitive contre la Chine (2), hésitait à commencer les hostilités contre celle-ci. Il comptait utiliser jusqu'à la dernière minute, la « force morale » que présentait une démarche pacifique collective des quatre puissances auprès du cabinet de Péking (3). Ensuite, l'amiral Poutiatine, ayant déjà eu des pourparlers avec les Chinois au Pei-ho, en

1. Bretschneider, *op. cit.*, p. 581.

2. Lettre du baron Gros à l'Amiral de Genouilly du 18 février ; à lord Elgin du 21 avril 1858 dans Cordier, *ibid.*, p. 301, 335.

3. Lettre à lord Elgin du 21 avril 1858 dans Cordier, *ibid.*, p. 335.

1857, et n'adoptant pas à leur égard une attitude aussi menaçante que les alliés, sut entrer en relations avec des fonctionnaires chinois et même être en bons termes avec eux. Comme il était en même temps constamment en contact avec les alliés et surtout avec le baron Gros, il était facile au plénipotentiaire russe de devenir un intermédiaire entre eux et les fonctionnaires chinois.

Les négociations des quatre plénipotentiaires avec le gouvernement chinois, au nord de la Chine, peuvent se diviser en deux phases. La première s'étend de l'arrivée des plénipotentiaires aux bouches du Pei-ho jusqu'à la prise du fort Ta-kou par les alliés, c'est-à-dire du 20 avril (date d'arrivée au golfe du Tche-li du baron Gros qui fut le dernier à y venir) au 20 mai 1858. La seconde s'étend de cette dernière date jusqu'à la signature des traités de Tientsin.

Le dessein des alliés en venant dans le golfe du Tche-li était de s'approcher du gouvernement central pour pouvoir trouver plus facilement des plénipotentiaires chinois munis de pleins pouvoirs pour conclure des traités avec eux. La proximité avec le gouvernement central permettait aussi aux alliés d'exercer sur celui-ci, en cas de besoin, une pression militaire efficace, en menaçant Péking, pour obliger les Chinois à envoyer des plénipotentiaires.

Quand les plénipotentiaires américain, anglais, français et russe furent réunis près du Pei-ho dans le

golfe du Tche-li, la première question pour eux était de savoir si le gouvernement chinois allait leur envoyer les plénipotentiaires qu'ils avaient attendus en vain à Changhai.

Les alliés ne demandaient qu'à négocier et à s'entendre avec la Chine, mais ne trouvaient nulle part un mandarin qui fût qualifié pour la représenter et qui pût, par sa signature, lier la volonté de son pays. Ce mandarin était introuvable et s'entêtait à l'être. Pour finir par l'avoir les alliés étaient venus jusqu'au golfe du Tche-li. Il leur fallait maintenant envoyer une nouvelle sommation au gouvernement de Péking, pour obtenir de lui la nomination de plénipotentiaires chinois.

Quatre notes, rédigées en des termes semblables, émanant des quatre plénipotentiaires et adressées au premier ministre Yu furent remises aux autorités locales. Ces notes, datées du 24 avril 1858 (1), assignaient au gouvernement chinois un délai de six jours pour l'arrivée à Ta-kou d'un plénipotentiaire muni de pouvoirs suffisants pour traiter avec les quatre plénipotentiaires étrangers. La note de l'amiral Poutiatine était rédigée dans un langage beaucoup plus modéré que celles des autres. A la différence de ses collègues, il ne demandait pas d'une façon

1. Texte français ou traduction française dans Cordier, *ibid.*, p. 338-341.

péremptoire que le plénipotentiaire chinois dût être à Ta-kou au bout de six jours, mais déclarait seulement que : « Les Plénipotentiaires... ont fixé le terme six jours... comme suffisant pour l'arrivée des plénipotentiaires chinois ». Ensuite, il ne disait rien du cas où le gouvernement chinois laisserait expirer le délai sans se conformer à sa demande, alors que les autres plénipotentiaires, même celui des Etats-Unis, menaçaient de prendre, en pareille occurrence, telles mesures qui leur paraîtraient convenables.

L'Empereur de Chine dès le 16 avril 1858, c'est-à-dire avant même la réception des quatre notes du 24 avril, nommait, par un ordre verbal (1), Tsong et Wou « pour examiner et traiter les affaires des différentes nations » dont les représentants se trouvaient à l'embouchure du Pei-ho. Le 26 avril, Tsong et Wou faisaient remettre au baron Gros une communication adressée aux quatre plénipotentiaires (2). Tsong et Wou ne faisaient qu'annoncer leur nomination comme Commissaires impériaux et leur arrivée à Tientsin. Ils disaient aussi qu'ils attendaient des instructions de leur Empereur pour traiter avec les quatre plénipotentiaires. Il était évident que dans ces conditions les Commissaires impériaux n'avaient pas les pleins pouvoirs pour traiter. Le 28 avril, les

1. Traduction française dans Cordier, *ibid.*, p. 337.

2. Traduction française dans Cordier, *ibid.*, p. 341-342.

quatre plénipotentiaires recevaient la notification de T'an T'ing-siang, gouverneur-général de la province du Tche-li, qu'il était nommé pour se joindre comme Commissaire impérial à Tsong et Wou et qu'il désirait voir les quatre plénipotentiaires dans son Yamen de Ta-kou. La notification étant conçue dans une forme employée par un supérieur à l'égard de ses subordonnés, fut renvoyée par les plénipotentiaires sauf pour l'amiral Poutiatine qui se rendit à l'invitation de T'an.

Dans son entrevue avec T'an, l'amiral Poutiatine le convainquit d'envoyer aux plénipotentiaires étrangers une notification plus polie de sa nomination comme Commissaire impérial. Il lui parla aussi (1) des affaires concernant plus particulièrement la Russie et notamment du droit pour un ambassadeur russe d'être reçu à Péking et de « l'urgence d'une solution définitive et sur les lieux mêmes, des questions de frontières entre la Russie et la Chine ». T'an promit d'en référer à son Empereur, ce qui semblait indiquer qu'il n'avait pas les pleins pouvoirs pour négocier un traité.

Les plénipotentiaires alliés en eurent bientôt la certitude. Le 30 avril, le baron Gros, qui avait reçu de T'an la nouvelle notification inspirée par Poutiatine

1. Voir lettre du comte Poutiatine au baron Gros, du 29 avril 1858 dans Cordier, *ibid.*, p. 345-346.

et datée du 29 avril (1), demanda (2) au gouverneur-général s'il avait les pouvoirs nécessaires pour traiter et résoudre les questions proposées par les alliés. T'an répondit le 1^{er} mai (3) qu'il avait reçu l'ordre impérial d'agir de concert avec Tsong et Wou pour entendre les plénipotentiaires des diverses nations et d'en référer ensuite à la Cour en attente d'instructions. Ainsi, il devenait évident que les trois commissaires chinois ne pouvaient donner satisfaction aux exigences des alliés. Contrairement à ce que ceux-ci avaient demandé, ils n'étaient pas munis de pleins pouvoirs pour signer un traité. Des négociations avec eux auraient traîné en longueur et les alliés voulaient précisément en finir au plus vite avec l'aventure dans laquelle ils s'étaient engagés. Ils étaient maintenant libres de recourir à la force pour contraindre le gouvernement chinois à négocier avec eux, puisque le délai de six jours qu'ils lui avaient donné s'était écoulé sans résultat satisfaisant. Seulement, les canonnières anglaises, à faible tirant d'eau, pouvant remonter le Pei-ho, n'étaient pas encore arrivées au golfe du Tche-li. Force était aux alliés de retarder les opérations militaires.

D'autre part, l'amiral Poutiatine leur donnait des

1. Traduction française dans Cordier, *ibid.*, p. 346.

2. Lettre du baron Gros à T'an. Cordier, *ibid.*, p. 346-347.

3. Traduction française dans Cordier, *ibid.*, p. 348.

conseils de modération et proposait de « consentir à ouvrir des négociations avec T'an », malgré les pouvoirs restreints de celui-ci. L'amiral Poutiatine faisait valoir en sa défense les arguments suivants (1) : en Chine on n'avait pas l'habitude de donner des pleins pouvoirs plus complets que ceux conférés à T'an ; il n'y avait pas grand inconvénient à ce que celui-ci en référât au gouvernement de Péking étant donné que la capitale n'était située qu'à quatre ou cinq jours des bouches du Pei-ho ; le consentement de T'an de consulter son gouvernement était déjà une preuve de sa bonne volonté ; en Europe même, un diplomate, qui se trouverait dans la même situation que T'an, demanderait des instructions à son gouvernement ; il était préférable de recourir aux armes à la dernière extrémité ; il ne fallait pas exaspérer le gouvernement chinois qui, n'ayant pas d'explications détaillées sur les « immenses demandes faites par les quatre nations », pourrait compromettre, par une résistance prolongée quoique inefficace, la position avantageuse des puissances. Ainsi, l'amiral Poutiatine prenait le parti de la Chine, en voulant empêcher, autant que possible, l'avance des alliés vers Péking.

Le temps se passa encore en correspondances. Le 5 mai, le baron Gros écrivait à T'an lui donnant six

1. Lettre au Baron Gros du 3 mai 1858. Cordier, *ibid.*, p. 349-350.

jours encore pour obtenir des pleins pouvoirs « semblables à ceux que l'Empereur Tao-Kouang avait donnés aux Commissaires impériaux Ki-Ying et I-li-pou, en 1842 et en 1844 (1) ». La demande du baron Gros fut appuyée le lendemain par une lettre de l'amiral Poutiatine à T'an (2).

Les plénipotentiaires français et anglais refusaient d'avoir une entrevue avec des commissaires chinois qui n'auraient pas les mêmes pouvoirs qu'eux pour conclure un traité. Après l'amiral Poutiatine, seul M. Reed avait causé avec les Commissaires impériaux le 3 et le 10 mai, dans l'espoir de s'entendre avec eux. Mais il s'aperçut qu'ils ne souscriraient pas aux demandes des puissances (3).

Pour les faire accepter par la Chine et pour obtenir d'elle l'envoi de plénipotentiaires définitifs, il ne restait aux alliés qu'un moyen : celui de s'approcher de Péking, en remontant le Pei-ho et d'imposer leur volonté en cas de besoin par la force des armes. Une communication faite par le comte Poutiatine au baron Gros et à lord Elgin, le 17 mai, mit fin à leurs dernières hésitations quant à la possibilité de négocier avec les Chinois à Ta-kou. Le comte Poutiatine annonçait dans sa communication « que le Gouver-

1. Lettre du baron Gros à T'an dans Cordier, *ibid*, p. 351.

2. Texte dans Cordier, *ibid*, p. 352-353.

3. Voir lettre de M. Reed au baron Gros du 11 mai 1858, dans Cordier, *ibid.*, p. 356-358.

neur général T'an venait de lui envoyer un mandarin pour lui dire que l'Empereur refusait d'admettre les envoyés étrangers à Péking (1) ». Du coup, les alliés, qui tenaient précisément à ce qu'à défaut de représentation permanente leur pays pût à l'avenir envoyer des ambassadeurs à Péking, ne pouvaient plus espérer obtenir un traité satisfaisant avec la Chine en restant à l'embouchure du Pei-ho.

Maintenant que, depuis le 10 mai, les canonnières anglaises étaient au golfe du Tche-li, ils n'avaient qu'à exécuter leur plan d'action en s'approchant de Péking par le Pei-ho pour presser le gouvernement chinois, d'abord à l'amiable et, en cas d'insuccès, *manu militari*, à envoyer des négociateurs sincères. Seulement, tout en voulant remonter le Pei-ho avec des intentions pacifiques, les alliés devaient commencer par un acte de violence. Ils devaient s'emparer du fort de Ta-kou qui gardait l'entrée de la rivière et qui pouvait les empêcher soit d'y entrer, soit d'en sortir.

Le 18 mai une « conférence fortuite » entre les quatre plénipotentiaires se réunit chez le baron Gros, à bord de l'*Audacieuse*. On y parla de la marche à suivre à l'égard de la Chine. Les alliés se décidèrent tout d'abord à sommer le gouverneur-général T'an de leur abandonner les forts de Ta-Kou et, en cas de

1. Cordier, *ibid.*, p. 365.

refus, à les prendre d'assaut. L'amiral Poutiatine déclarait qu'il était prêt à remonter le Pei-ho, de concert avec les alliés pour continuer de prêter son « appui moral pour contribuer à un arrangement pacifique des affaires » en Chine.

Le 20 mai les alliés sommaient les Chinois de leur remettre les forts des deux rives du Pei-ho et la batterie qui se trouvait au coude de la rivière. Le délai de deux heures s'étant écoulé sans réponse de la part des Chinois, les forts de Ta-kou furent bombardés par les alliés qui s'en emparèrent le même jour.

Avec la prise de ces forts commence la seconde phase des négociations avec le gouvernement chinois au nord de la Chine. Elle se distingue de la première phase en ce que le gouvernement chinois nomma des négociateurs munis de pleins pouvoirs pour traiter avec les représentants des quatre puissances. Cela précipita la marche des pourparlers qui aboutirent à la signature des quatre traités de Tientsin.

Après la chute des forts de Ta-kou, T'an fit dire au comte Poutiatine qu'il désirerait conférer avec lui à Tientsin et lui demander conseil. Mais le comte Poutiatine décida avec le baron Gros et lord Elgin qu'il était préférable qu'il se rendit à Tientsin en même temps que les autres plénipotentiaires. Cela ferait preuve d'une solidarité entre les quatre puissances

qui devait impressionner le gouvernement chinois. Il adopterait peut-être une attitude plus conciliante qui permettrait aux puissances d'obtenir satisfaction sans nouvelles effusions de sang.

§ 5. — *Les plénipotentiaires à Tientsin*

Après que les amiraux alliés eurent remonté le Pei-ho pour en faire la reconnaissance, les plénipotentiaires firent de même et se rendirent à Tientsin où ils arrivèrent le 31 mai 1858. Le même jour, T'an leur écrivait que l'Empereur de Chine avait nommé des plénipotentiaires pour négocier avec eux à Tientsin. Néanmoins, le baron Gros en annonçant au gouvernement de Pékin son arrivée à Tientsin, envoya une « dernière » sommation de nommer des plénipotentiaires (1). Le comte Poutiatine notifia également qu'il se trouvait à Tientsin et, au lieu de faire une sommation comme le baron Gros, il exprima l'espoir que l'arrivée des Plénipotentiaires chinois annoncée par T'an, écarterait « les difficultés qui ont empêché les Plénipotentiaires de France et d'Angleterre d'entrer en négociations avec les commissaires chinois (2) ».

1. Note du baron Gros au premier ministre Yu, du 31 mai 1858, dans Cordier, *ibid*, p. 383.

2. Traduction française de la note du comte Poutiatine au premier ministre Yu, du 31 mai 1858, dans Cordier, *ibid*, p. 384.

Les plénipotentiaires chinois, Kouei-leang et Houa Cha-na, arrivèrent à Tientsin le 2 juin 1858 (1).

Le 11 juin, Ki-ying, qui avait signé le traité de Nanking avec l'Angleterre et celui de Whampoa avec la France, fut également muni de pleins pouvoirs pour traiter avec les quatre plénipotentiaires étrangers, de concert avec Kouei-leang et Houa (2).

Les conférences commencèrent dès le 4 juin dans un temple bouddhiste situé hors de la ville. Elles avaient lieu séparément pour chacun des quatre plénipotentiaires étrangers.

Le comte Poutiatine eut sa première entrevue avec les commissaires chinois le 6 juin. Après avoir montré ses pleins pouvoirs et examiné les leurs, il leur proposa de négocier avec lui un traité sur les bases qu'il avait déjà fait connaître au gouvernement chinois. Se montrant en quelque sorte comme médiateur entre la Chine et les alliés, le comte Poutiatine fit aux Commissaires impériaux « de sérieuses observations sur la nécessité qui existait pour eux de s'entendre au plus vite avec les représentants des Puissances alliées » (3).

1. Traduction française du décret impérial du 1^{er} juin 1858 donnant les pleins pouvoirs à Kouei-leang et Houa, dans Cordier, *ibid*, p. 392-393.

2. Traduction française de la lettre de Ki-ying au baron Gros, du 11 juin 1858, dans Cordier, *ibid*, p. 387. Ki-ying ne resta pas jusqu'à la fin des négociations. Il fut destitué, condamné et se suicida peu de temps après sa nomination.

3. Le comte Poutiatine au baron Gros, Cordier, *ibid*, p. 397.

Peu de temps, après le comte Poutiatine eut l'occasion de faire preuve de sa bonne volonté dans son rôle de conciliateur. Lord Elgin s'étant fait représenter dans ses négociations avec la Chine par M. Lay, commissaire anglais des douanes chinoises à Changhaï, celui-ci se conduisit à l'égard des Commissaires impériaux avec beaucoup de grossièreté. Ceux-ci s'en plaignirent le 11 juin au comte Poutiatine et à M. Reed (1). Le comte Poutiatine, qui, par hasard, avait été témoin du mauvais ton de Lay, en parla au baron Gros en le priant de prévenir lord Elgin et en appuyant sa démarche par l'observation « qu'il lui serait impossible de prendre part à des négociations qui auraient de la sorte un caractère comminatoire, déployé surtout par un agent de bas étage envers les plus hauts dignitaires de l'Empire (2) ».

§ 6. — *Signature du traité sino-russe*

L'amabilité, le tact du comte Poutiatine, son empressement à aplanir les difficultés entre la Chine et les alliés et, surtout, la modération de ses demandes par rapport à celles des ambassadeurs français et anglais, contribuèrent à une prompt conclusion du traité sino-russe. Il fut signé à Tientsin le 1/13 juin

1. Traduction française de la plainte des Commissaires impériaux, dans Cordier, *ibid*, p. 400.

2. Lettre du baron Gros. Cordier, *ibid*, p. 401.

1858 (1) et précéda de la sorte les traités des trois autres puissances, lesquels datent du 18 juin pour les Etats-Unis, du 26 juin pour l'Angleterre et du 27 juin pour la France.

L'original du traité sino-russe fut porté à Saint-Pétersbourg par le capitaine Tchikhatchev, *via* Changhai et Suez. Deux semaines après, profitant de l'arrivée du colonel Martinov (2), qui était venu de Saint-Pétersbourg par Suez et Changhai, le comte Poutiatine l'envoya avec une copie du traité à Irkoutsk, par le désert de Gobi. Le colonel Martinov quitta Tientsin le 15/27 juin 1858 (3) et fut déjà reçu par le tsar, à Saint-Pétersbourg, le 7/19 août, c'est-à-dire cinquante-deux jours après son départ de Tientsin.

Le traité du 1/13 juin 1858, était pour la Russie, après celui d'Aïgoun, le second traité qu'elle obtenait de la Chine grâce à l'action des alliés sur le gouvernement de Péking. Le comte Poutiatine le reconnaissait ouvertement dans une lettre du 15 juin au baron Gros (4), dans laquelle il lui faisait part de la signature du traité sino-russe : « Il est juste »,

1. Texte du traité dans Cordier, *ibid.*, p. 406-411.

2. Sabir, p. 70. Ce fait indique que le colonel Martinov avait trouvé le comte Poutiatine *après* la signature du traité de Tientsin. Voir *suprà*, p. 182.

3. M. Cordier, *ibid.*, p. 406, en donnant la date du 15 juin, indique évidemment celle du calendrier Julien.

4. Texte dans Cordier, *ibid.*, p. 411-413.

écrivait-il, « que j'exprime ici la grande obligation que la Russie aura à la Grande-Bretagne et à la France pour un résultat aussi heureux et aussi prompt [que la signature du traité sino-russe]. C'est le succès des armes des deux Puissances alliées qui a forcé la Chine de se rendre enfin aux justes demandes des nations civilisées. »

§ 7. — *Le comte Poutiatine après la signature du traité de Tientsin*

Après la signature du traité sino-russe, le comte Poutiatine ne cessa d'être un conciliateur entre la Chine et les alliés. Dans la même lettre du 15 juin, le comte Poutiatine conseillait au baron Gros d'user de modération à l'égard du gouvernement de Péking. Il remarquait : « Des concessions trop grandes qu'on exigerait d'un gouvernement si fortement ébranlé ne feraient que précipiter sa chute, laquelle n'amènerait que de nouvelles et bien plus graves difficultés ». Le 25 juin, c'est-à-dire à la veille de la signature du traité sino-anglais, le comte Poutiatine allait encore, de concert avec M. Reed, demander au baron Gros, de la part des commissaires chinois, d'agir auprès de lord Elgin pour qu'il voulût bien renoncer, comme l'avait fait le baron Gros, à la résidence permanente d'agents diplomatiques à Péking et à la liberté de commerce direct dans l'in-

térieur de la Chine. Lord Elgin ne voulut pas céder et était même enclin à penser que la démarche du comte Poutiatine et de M. Reed auprès du baron Gros était une ruse des commissaires chinois conseillée par le comte Poutiatine lui-même (1). C'est que la Russie avait, en effet, intérêt à ce que les autres puissances ne fussent pas représentées à Péking où elle l'était déjà grâce à la mission ecclésiastique (2). La Russie ne pouvait également désirer que les Anglais vinssent faire concurrence au commerce russe en Chine. Il est plus que probable que les conseils donnés par le comte Poutiatine, soit aux Chinois, soit aux alliés, aient été intéressés ; mais il n'en reste pas moins vrai que ces conseils leur avaient facilité l'entente. Le baron Gros en rendait hommage au comte Poutiatine en lui écrivant le 16 juin 1858 (3) : « mon Gouvernement... saura aussi que les conseils si franchement donnés aux dignitaires chinois d'accéder aux demandes de la France, et que l'emploi de l'influence personnelle dont elle [S. E. le comte Poutiatine] jouit auprès d'eux ont contribué, sans aucun doute, à amener l'heureux résultat que nous attendons d'une mission toute exceptionnelle, dans le fond comme dans la forme »...

1. Lettre du baron Gros du 3 juillet 1858, dans Cordier, *ibid.*, p. 436-438.

2. *Suprà*, p. 53 et s.

3. Texte de la lettre dans Cordier, *ibid.*, p. 413-415.

Quand tous les quatre traités de Tientsin furent signés ils furent ratifiés par l'Empereur de Chine le 3 juillet 1858 (1). Les plénipotentiaires en furent avertis par les Commissaires impériaux qui leur envoyèrent, le 4 juillet, une copie du décret de ratification.

Les quatre plénipotentiaires avaient tous atteint le but de leur mission. Avant de quitter Tientsin ils signèrent entre eux un protocole (2) établissant les principes qui, dans l'intérêt de la Chine même, devaient guider les puissances dans l'application des traités de Tientsin. Les plénipotentiaires s'engageaient à communiquer le protocole à leur gouvernement respectif, « mais à titre de simple renseignement soumis à leur examen », avec faculté pour ceux-ci de « prendre à ce sujet telle détermination qui leur paraîtra convenable. » Le protocole conseille une forte organisation des établissements consulaires des quatre puissances en Chine et un système rigoureux de passeports obligatoires pour leurs nationaux en Chine. Cela doit « garantir la Chine contre sa propre faiblesse », « afin qu'elle n'ait pas à se repentir des concessions qu'elle a faites » et protéger « les timides et craintives populations de la Chine contre les exactions des aventuriers de

1. Traduction du décret de ratification, dans Cordier, *ibid.*, p. 459.

2. Texte dans Cordier, *ibid.*, p. 462-464.

tous les pays qui voudraient abuser des larges concessions que les traités accordent aux quatre nations intéressées ».

Lord Elgin quitta Tientsin le 6 juillet 1858, le baron Gros le lendemain. M. Reed était déjà parti bien avant eux. Quant au comte Poutiatine, il se rendit à Nagasaki où il arriva le 7/19 juillet. Vers la fin d'août, il partit du Japon pour Changhai d'où il s'embarqua pour l'Europe en septembre, sur un bâtiment anglais (1).

Les traités de Tientsin ayant été signés et ratifiés par la Chine, il restait, pour qu'ils fussent complètement achevés, à les faire ratifier par le chefs d'Etat des quatre puissances et à échanger les ratifications. Le tsar ratifia le traité de Tientsin le 29 août/10 septembre (2) 1858 (3). Les ratifications du traité sino-russe furent échangées à Péking le 12/24 avril 1859 (4). Du côté russe Perovski, *pristav* (5) de la mission ecclésiastique, qui avait participé aux négociations

1. Bretschneider, *op. cit.*, p. 581.

2. Ravenstein, p. 142.

3. Texte du décret de ratification dans *Sévernaia Ptchela* du 15/27 juillet 1859.

4. Ravenstein, p. 142, se trompe en disant que les ratifications avaient été échangées entre le prince Kong et le général Ignatiev puisque celui-ci n'était pas encore en Chine en avril 1859.

5. Officier sous le commandement duquel se relayaient les missions ecclésiastiques; Voir *suprà*, p. 52. L'échange des ratifications confiée à un *pristav* est une indication de plus du rôle politique des missions ecclésiastiques.

d'Aïgoun, fut chargé d'échanger les ratifications. Le gouvernement russe trouva plus commode et plus expéditif de l'en charger au lieu de nommer un envoyé spécial.

SECTION II

LE TRAITÉ DE TIENTSIN DU 1/13 JUIN 1858

Le traité de Tientsin, signé par Kouei-leang et le comte Poutiatine, se compose de 12 articles. Il établit sur des bases nouvelles les conditions des relations entre la Chine et la Russie. Cependant, il ne remanie pas entièrement les traités déjà existants entre ces deux puissances. Il ne fait que régler des questions que ces traités ne prévoient pas et accorder aux Russes des droits qu'ils n'ont pas encore. Sur certains points seulement, et notamment en ce qui concerne les relations des deux gouvernements et la mission ecclésiastique russe, le traité de Tientsin apporte quelques modifications à l'état de choses existant.

Puisque les stipulations du traité de Tientsin embrassent l'ensemble des rapports sino-russes, nous les exposerons dans le même ordre que celui déjà adopté pour exposer la situation de la Russie et de la Chine, l'une à l'égard de l'autre, au milieu du XIX^e siècle.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

CONDITIONS DES RELATIONS ENTRE LES GOUVERNEMENTS CHINOIS ET RUSSE

§ 1^{er}. — *La frontière sino-russe*

Nous savons déjà que le traité de Tientsin n'apporte aucune modification à la frontière et que l'article 9 ne fait que prévoir une délimitation éventuelle des parties non déterminées des frontières entre la Chine et la Russie (1).

§ 2. — *Les moyens de communication diplomatique entre la Chine et la Russie.*

I. — Autorités chinoises et russes compétentes pour entrer en relations les unes avec les autres

1^o *Autorités centrales.* — « Le gouvernement russe et le gouvernement chinois communiqueront entre eux, non plus, comme autrefois, par l'intermédiaire du Sénat et du Li-fan-yuan, mais par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères de Russie, et du

1. *Suprà*, p. 183 et s.

premier membre du Conseil suprême de l'Empire (Kiun-ki-tchou) ou principal ministre, sur la base d'une parfaite égalité » (article 2) (1).

2° *Autorités de frontières pour les affaires purement locales.* — Le traité de Tientsin ne dit rien sur ce sujet. Par conséquent, les mêmes autorités qu'au-paravant restent compétentes (2). L'article 2, en déclarant que les relations entre les gouverneurs-généraux et les autres autorités des localités limitrophes des deux Empires auront lieu sur une base de parfaite égalité, ne change en rien à l'état de choses existant.

II. Règles adoptées par les deux puissances pour entrer en relations au moyen de communications écrites

1° *Correspondance ordinaire, communication postale.* — La correspondance ordinaire entre les deux gouvernements sera transmise par les autorités frontières (article 2).

« Pour établir des relations régulières entre les gouvernements Russe et Chinois, aussi bien que pour les besoins de la mission ecclésiastique à Pékin, il sera

1. Les citations sont prises d'une traduction française de l'original russe, donnée par le Ministère des Affaires étrangères russe. *Treaties*, p. LVII-LXV. En vertu de l'article 12, le texte mandchou sert de base pour l'interprétation du traité de Tientsin.

2. *Suprà*, p. 34-35.

organisé un service mensuel de poste aux lettres entre Kiakhta et Pékin. Des courriers chinois seront expédiés chaque mois à jours fixes de Pékin et Kiakhta et devront transmettre à leurs destinations respectives les dépêches et lettres dont ils seront chargés dans un terme qui ne dépassera pas quinze jours. En outre, il sera expédié tous les trois mois, soit quatre fois par an, une poste aux colis de Kiakhta à Pékin et de Pékin à Kiakhta; la durée du trajet est fixée à un mois. Tous les frais d'expédition de l'une et l'autre poste seront supportés de moitié par les gouvernements Russe et Chinois » (article 11).

Ainsi, le traité de Tientsin crée une innovation facilitant les communications entre la Chine et la Russie et consistant en l'organisation d'un service postal régulier.

2° *Correspondance pour affaires importantes, envoi de courriers.* — « Quand il y aura nécessité d'envoyer une dépêche concernant une affaire de haute importance, un fonctionnaire spécial sera désigné pour la porter dans la capitale et pour en conférer personnellement avec le principal ministre. A son arrivée, il transmettra la dépêche par l'entremise du président de la Chambre des cérémonies Li-pou » (article 2).

Ce texte ne vise évidemment que les courriers russes envoyés à Péking. Il ne fait que consacrer dans un traité une pratique déjà existante. Seulement, souvent un envoyé portant une dépêche de haute

importance se confondait avec un ambassadeur et le texte en question ne fait que faciliter la confusion. D'ailleurs les règles du traité de Tientsin concernant l'itinéraire, la réception et l'entretien des agents diplomatiques s'appliquent aux « envoyés » russes en général, sans faire entre eux de distinction.

III. Règles adoptées par les deux puissances pour entrer en relations au moyen d'agents diplomatiques

Les clauses du traité de Tientsin, concernant les agents diplomatiques, ne s'appliquent qu'à ceux de la Russie en Chine. Il n'est pas question d'envoyés chinois allant en Russie.

1° *Itinéraire des envoyés.* — « Les envoyés russes peuvent se rendre à Pékin soit de Kiakhta par Ourga, soit de Takou à l'embouchure du fleuve Pei-ho, soit par une voie quelconque, des autres villes ou ports ouverts de la Chine » (article 2).¹

Par cette clause de l'article 2, le traité de Tientsin tranche la question qui n'était pas prévue dans les traités antérieurs et qui avait été débattue entre le comte Poutialine et le gouvernement chinois en 1857. Nous savons qu'à cette date, le comte Poutiatine, qui était à l'embouchure du Pei-ho n'avait pas été admis à communiquer de là avec Péking (1).

1. *Suprà*, p. 156-157.

2° *Réception des envoyés.* — « Le gouvernement chinois s'engage à prendre immédiatement, sur avis préalable, les mesures nécessaires aussi bien pour l'acheminement prompt et sûr de l'envoyé et des personnes qui l'accompagnent, qu'afin qu'ils soient reçus dans la capitale avec les honneurs qui leur sont dus, convenablement logés et pourvus de tout ce qui leur sera nécessaire » (article 2).

Ce texte ne fait que répéter en amplifiant la partie de l'article 9 du traité de Kiakhta concernant la réception des ambassadeurs (1). Il établit ce qui existe déjà. On n'a jamais eu à reprocher au gouvernement chinois d'avoir manqué d'égards pour les ambassadeurs qu'il recevait. L'article 2 stipule en outre :

« Une parfaite égalité sera aussi observée dans la correspondance et les entrevues des envoyés ou ministres plénipotentiaires de Russie avec les membres du conseil de l'Empire, les ministres de la cour de Pékin et les gouverneurs-généraux des provinces limitrophes ou maritimes. »

3° *Entretien des envoyés.* — Le traité de Tientsin introduit une innovation en établissant que les frais de voyage et d'entretien des ambassades russes, pendant leur séjour en Chine, ne seront plus supportés

1. *Suprà*, p. 37.

par le gouvernement chinois (1), mais seront défrayés par le gouvernement russe (art. 2, 10).

4° *Faculté pour la Russie d'avoir un représentant diplomatique permanent en Chine.* — Une autre innovation consiste en la stipulation d'une représentation permanente, mais éventuelle, de la Russie en Chine. En effet, l'article 2 prévoit deux catégories d'agents diplomatiques :

a) *Ambassadeurs extraordinaires.* — « L'ancien droit acquis à la Russie d'expédier des envoyés à Pékin toutes les fois que le gouvernement russe le juge nécessaire est confirmé par le présent traité ».

Le terme général d'*envoyé* peut signifier courriers porteurs de dépêches ou ambassadeurs. Le mot russe *poslannik*, employé dans le texte russe, signifie aussi bien *envoyé* que *ministre plénipotentiaire* et même, la seconde acception du mot est plus usitée que la première (2). Il ne peut y avoir de doute sur le fait que le texte que nous envisageons vise les ambassadeurs, car le « droit acquis » dont il parle est bien celui d'envoyer des ambassadeurs.

b) *Ministre russe résidant en Chine.* — « Si le gouvernement russe jugeait nécessaire de désigner un ministre plénipotentiaire pour résider dans l'un des ports ouverts, il se conformera dans ses rapports

1. *Suprà*, p. 37.

2. L'alinéa de l'article 2 que nous examinons manque dans le texte chinois du traité reproduit dans *Treaties*.

personnels et dans la correspondance avec les autorités supérieures locales, ou avec les ministres à Pékin, aux règles générales actuellement établies pour tous les Etats étrangers » (1). Ce texte, sans le déclarer expressément, prévoit l'établissement d'un ministre russe en Chine. Il y a de la part du gouvernement chinois une reconnaissance implicite du droit pour la Russie d'avoir une légation en Chine. Le comte Poutiatine, sachant que le gouvernement chinois ferait des difficultés à la résidence d'un représentant étranger à Péking, n'a demandé que la résidence « dans l'un des ports ouverts ». La Russie ne tenait pas absolument à avoir un représentant à Péking. Elle y avait une mission ecclésiastique dont nous connaissons le rôle diplomatique. Un ministre russe dans un port chinois aurait pu facilement communiquer avec elle et la Russie s'en serait trouvée comme si elle avait un représentant à Péking même. D'ailleurs, les articles 2 et 3 du traité signé en 1858 par lord Elgin, accordant à l'Angleterre le droit d'avoir un représentant à Péking, faisaient bénéficier la Russie du même droit, en vertu de l'article 12 du traité sino-russe qui contient pour elle la clause de la nation la plus favorisée.

De même que l'article 12 en termes généraux, la

1. Ces règles se trouvent énoncées dans les traités de Tientsin américain, anglais ou français.

seconde moitié du texte que nous venons de reproduire, stipule en termes exprès que les ministres russes en Chine seront soumis aux mêmes règles que ceux des autres puissances.

§ 3. — *La mission ecclésiastique russe à Péking.*

« Tous les membres de la mission ecclésiastique de Russie, au lieu de séjourner à Pékin pendant un espace de temps déterminé selon l'ancien usage, pourront, en vertu d'une décision de l'autorité supérieure, retourner en tout temps en Russie par Kiakhta ou par une autre voie et d'autres personnes pourront être nommées en leur lieu et place à Pékin » (article 10).

Depuis l'établissement de la mission ecclésiastique à Péking, elle s'était renouvelée à un intervalle presque régulier de dix ans (1). Ce renouvellement périodique de la mission entière se faisait « selon... l'usage » et non pas en exécution d'une convention expresse entre la Chine et la Russie. Les missions, en se rendant à Péking ou en revenant en Russie, étaient conduites par un *pristav* (2). Depuis le traité de Tientsin, qui permet le renouvellement partiel de la mission ecclésiastique, il n'y eut plus de *pristav*.

1. *Suprà*, p. 52-53.

2. *Suprà*, p. 52.

Perovski, en 1859, fut le dernier (1). Il était inutile de faire accompagner les quelques membres de la mission qui voyageaient par un *pristav* spécialement désigné à cet effet.

« Les frais de route des membres de la mission... que le gouvernement russe expédiera à Pékin par Kiakhta, ou par les ports ouverts de la Chine, seront soldés pour l'aller comme pour le retour par ce gouvernement. »

Ce texte contient deux innovations :

1° Les membres de la mission pourront venir en Chine et la quitter par voie de mer au lieu d'être obligés de traverser la Mongolie, comme ils le faisaient auparavant.

2° Les frais de route des membres de la mission ne sont plus payés par le gouvernement chinois. En outre, celui-ci n'a plus à participer à l'entretien de la mission à Péking (2) : « Tous les frais d'entretien de la mission tomberont désormais à la charge du gouvernement russe et le gouvernement chinois n'aura plus à pourvoir aux dépenses qu'il a supportées jusqu'ici pour cet objet. »

Il y a ainsi dans le traité de Tientsin (articles 2, 10) l'introduction du principe que le gouvernement chinois, contrairement à son habitude (3), n'aura à

1. Dudgeon, p. 98.

2. *Suprà*, p. 50-51.

3. *Suprà*, p. 37, 51.

supporter aucuns frais de voyage ou d'entretien des envoyés, agents diplomatiques ou membres de la mission ecclésiastique venant en Chine. Ce principe avait été déjà établi en 1721, mais pour les marchands russes seulement (1). En 1858, il était généralisé pour tous les étrangers allant en Chine quelle que soit leur profession. Cependant, au dire de Dudgeon (2), ce principe souffre une exception lorsque les agents diplomatiques ou les membres de la mission ecclésiastique prennent la route postale officielle entre Kiakhta et Péking, qui est située à l'ouest des autres routes et qui est la plus longue. Dans ce cas, les frais de route sont à la charge du gouvernement chinois. Malgré les stipulations formelles du traité de Tientsin, le gouvernement chinois a cependant continué à payer sa part dans l'entretien de la mission ecclésiastique (3).

En vertu de l'article 11, la mission ecclésiastique est autorisée à se servir du service postal, dont nous avons parlé et qui, en fait, a été organisé surtout en vue des besoins de cette mission.

A propos de la mission ecclésiastique, nous pouvons dire ici que le traité de Tientsin accorde aux missionnaires russes le droit de propager le christianisme

1. *Suprà*, p. 51, 76-77.

2. Dudgeon, p. 97.

3. F. de Martens, *le Conflit russo-chinois de 1880* (*Rev. de Droit international public*, Bruxelles, 1880).

et aux Chinois celui d'embrasser la religion chrétienne :

« Le gouvernement chinois, reconnaissant que la doctrine chrétienne contribue à l'établissement de l'ordre et de la concorde parmi les hommes, s'engage, non seulement à ne pas poursuivre ses sujets pour l'accomplissement des devoirs de la religion chrétienne, mais encore à les protéger à l'égal de ceux qui professent d'autres cultes tolérés dans l'Empire.

Considérant les missionnaires chrétiens comme des hommes de bien, qui ne sont pas mûs par leur intérêt personnel, le gouvernement chinois les autorise à propager le christianisme parmi ses sujets et ne les empêchera pas de pénétrer dans l'intérieur de l'Empire par toutes les localités ouvertes ; en conséquence, un nombre déterminé de missionnaires sera muni de certificats par les consuls ou les autorités frontières de Russie » (article 8).

Avant 1858, les traités ne reconnaissaient pas aux Russes le droit de propager leur religion en Chine. L'article 5 du traité de Kiakhta et l'article 14 du traité de Kouldja ne donnaient aux Russes que le droit de remplir les devoirs de leur culte selon le rite de leur religion. L'article 8 ne devait pas trop profiter à la Russie, les membres de la mission ecclésiastique ne s'occupant guère de propagande reli-

gieuse (1). Voici ce que dit le savant jurisconsulte russe F. de Martens, au sujet de cet article (2) :

« La mission ecclésiastique russe qui existe à Pékin a été instituée non pour répandre l'orthodoxie en Chine, mais pour s'occuper des Cosaques albasiens faits prisonniers par les Chinois et transportés en Chine... Actuellement, il existe à Pékin environ 120 hommes qui descendent des Cosaques et il y a 500 Chinois orthodoxes qui ont recours à la mission pour leurs intérêts spirituels.

Eu égard au rôle dans lequel se renferment les missionnaires russes, l'article 8 du traité de Tien-Tsin ne paraît d'aucune application ni utilité. Si cet article figure dans le traité, c'est très probablement par la raison que notre gouvernement n'a pas admis qu'il ne possédât point en Chine, même pour la forme, des privilèges pareils à ceux de la France et de l'Angleterre. »

1. *Supra*, p. 48.

2. *Traité de Droit international* Paris 1886, II, p. 190-191.

SOUS-SECTION II

CONDITIONS DES RELATIONS ENTRE PARTICULIERS CHINOIS ET RUSSES

Le traité de Tientsin ne prévoit que la condition des Russes en Chine et passe sous silence la situation inverse.

§ 1. — *Les transfuges*

Le traité de Tientsin néglige presque complètement la question des transfuges réglée déjà dans les traités précédents. Il dit à leur égard :

« Les sujets russes qui auraient pénétré dans l'intérieur de la Chine et y auraient commis quelque crime ou délit, devront être expédiés soit à la frontière, soit dans l'un des ports ouverts où se trouvera un consul de Russie, pour être jugés et punis d'après les lois russes » (article 7).

Ainsi les transfuges ne sont plus nécessairement renvoyés à la frontière mais peuvent aussi être jugés en Chine par leurs consuls. La compétence des consuls ne pouvait exister avant 1858, puisque sauf pour Kouldjaet Tchougoutchak, situées près de la frontière, il n'y avait pas encore de consuls russes en Chine.

§ 2. — *Droit pour les Russes de faire le commerce terrestre avec la Chine*

Le traité de Tientsin traite aussi très peu le commerce terrestre au sujet duquel il est dit :

« Le commerce de terre ne sera plus soumis désormais à aucune restriction, quant au nombre des personnes qui y prendront part, à la quantité des marchandises importées, ni à la valeur du capital employé » (article 4).

Ce texte vise probablement l'article 4 du traité de Kiakhta qui limitait le nombre des marchands et des caravanes pouvant aller à Péking (1). Peut-être peut-on considérer que ce texte abolit la disposition de l'article 8 du traité de 1851 qui ne permet aux marchands russes d'aller à Kouldja et à Tchougoutchak que pendant huit mois et demi par an (2). Cette restriction équivalait, en effet, à une limitation du nombre des marchands russes. Nous ne trouvons pas dans les traités antérieurs à celui de Tientsin d'autres restrictions ayant rapport au nombre de marchands ou à la quantité des marchandises et à la valeur du capital employé. Si elles avaient existé, le gouvernement russe lui-même a dû les établir. Nous

1. *Suprà* p. 76.

2. *Suprà* p. 84.

n'entrerons pas dans un examen des dispositions législatives qu'il a pu prendre au sujet du commerce de ses nationaux avec la Chine. Elles ne peuvent compter comme bases conventionnelles dans les relations sino-russes.

§ 3. — *Droit pour les Russes de faire le commerce maritime avec la Chine*

C'est l'innovation principale apportée par le traité de Tientsin aux relations entre la Chine et la Russie. Nous savons que, jusqu'alors, le gouvernement chinois n'a jamais voulu permettre aux navires russes de venir décharger leurs marchandises dans les ports chinois (1).

Le traité de Tientsin, dans son article 3, stipule pour la première fois que « le commerce de la Russie avec la Chine pourra s'effectuer désormais, non pas seulement par voie de terre dans les anciennes localités limitrophes, mais aussi par voie maritime ».

Mais, comme il en est pour les autres puissances en Chine, les navires russes ne peuvent entrer que dans les ports chinois ouverts au commerce étranger :

« Les bâtiments marchands russes pourront entrer pour leur négoce dans les ports suivants : Schanghai,

1. *Suprà*. p. 90 et s.

Ningpo, Foo-chow-foo, Amoy, Canton, Taï-wan-fou sur l'île de Formose, Kiung-chow sur l'île de Haï-nan et dans d'autres localités ouvertes au commerce étranger » (article 3).

En vertu de cette dernière disposition et de l'article 12, tous les ports ouverts aux navires marchands des autres puissances deviennent de plein droit accessibles à ceux de la Russie. Ainsi, au point de vue du commerce maritime, la Russie est placée, depuis 1858, sur le même pied que toutes les autres puissances. Seulement, elle ne peut en profiter au même degré que celles-ci, car sa flotte commerciale, comme importance, est loin d'égaler la leur. Aussi, les marchands russes de la Sibérie considérèrent-ils que l'amiral Poutiatine aurait dû plutôt obtenir de la Chine des avantages pour le commerce terrestre quitte à négliger le commerce maritime (1).

Le principe du commerce maritime une fois admis, il fallait pourvoir aux détails de son application. A ce point de vue encore, la Russie est assimilée aux autres puissances :

« Pour ce qui est du commerce maritime et de tous les détails qui le concernent, comme, par exemple : la déclaration des marchandises importées, le payement des droits d'ancrage, des droits de douane d'après le tarif en vigueur, etc, etc., les bâtiments

1. Bouksgevden, *le Traité de Péking*, p. 4.

de commerce russes se conformeront aux règlements généraux concernant le commerce étranger dans les ports de la Chine » (art. 4) (1)

Le même article déclare :

« En cas de contrebande les Russes encourent la confiscation de leurs marchandises. »

Cette disposition s'applique tant au commerce maritime qu'au commerce terrestre.

Les ports chinois qui ne sont pas ouverts au commerce étranger ne sont cependant pas complètement fermés aux bâtiments russes. Ceux-ci pourront y entrer en cas de nécessité urgente, pour réparer des avaries, s'approvisionner d'eau ou se ravitailler (article 6). Ils pourront à cette fin « acheter tout ce qui leur sera nécessaire d'après des prix librement convenus et sans aucun obstacle de la part des autorités locales ».

Les navires russes ayant le droit d'entrer dans les ports chinois, il fallait prévoir le cas où, venus dans les eaux chinoises, ils y feraient naufrage. Aussi l'article 6 déclare-t-il :

« Si un bâtiment russe de guerre ou de commerce vient à faire naufrage sur les côtes de la Chine, les autorités locales prendront immédiatement les mesures nécessaires pour le sauvetage des naufragés,

1. Ces règlements se trouvent dans les traités de Tientsin franco-anglais et leurs annexes.

de leurs marchandises et du navire lui-même. Elles devront aussi prendre toutes les dispositions pour le transport des hommes sauvés, de leurs biens et de leurs marchandises, soit dans le plus voisin des ports ouverts, où résidera un consul russe ou agent d'une nation amie de la Russie, soit sur la frontière, s'il y a plus de facilités. Les frais occasionnés par le sauvetage des hommes et des marchandises seront remboursés ultérieurement par les soins du gouvernement russe ».

§ 4. *Droit pour les Russes d'avoir des consuls dans les ports ouverts*

Le traité de Kouldja établissait des consuls à Kouldja et à Tchougoutchak (1). L'article 5 du traité de Tientsin permet au gouvernement russe, « s'il le juge à propos », de nommer des consuls dans tous les ports ouverts aux bâtiments de commerce russes. L'autorité des consuls est sauvegardée par les bâtiments de guerre que la Russie pourra envoyer dans ces ports et qui veilleront en même temps au maintien de l'ordre parmi les sujets russes (article 5).

Les fonctions et la situation des consuls russes seront les mêmes que celles des consuls des autres puissances :

1. *Suprà*, p. 83, 85.

« Le mode des relations entre les consuls et les autorités locales, la concession de terrains convenables pour la construction d'églises, maisons et magasins d'entrepôt, l'achat de terrains par les Russes aux Chinois, de gré à gré, et autres actes de ce genre, rentrant dans les attributions consulaires, seront basés sur les règles générales adoptées par le gouvernement chinois à l'égard des étrangers. »

§ 5. — *Droit pour les Russes d'être jugés par leurs consuls d'après leurs lois nationales*

Les consuls russes ont en Chine, comme ceux des autres pays, des fonctions judiciaires. Ils sont compétents pour instruire et juger, de concert avec les autorités chinoises, toute affaire entre Chinois et Russes, et pour appliquer à ceux-ci la loi russe qui, seule, leur est applicable :

« Aucune affaire entre sujets russes et chinois, dans les ports ouverts au commerce, ne pourra être instruite et jugée par le gouvernement chinois que de concert avec le consul de Russie ou avec la personne qui représentera l'autorité du gouvernement russe dans ces localités. Les sujets russes, accusés de quelque délit ou crime que ce soit, sont jugés d'après les lois russes. De même pour tout attentat à la vie ou à la propriété, ou autre crime ou délit au préjudice d'un sujet russe, les sujets chinois seront jugés

et punis d'après les lois de leur Empire » (art. 7).

L'article 7 contient donc le principe de la compétence d'un tribunal mixte pour les affaires mixtes et celui de l'application de la loi nationale aux coupables. Nous avons dit, dans la première partie, que la constitution d'un tribunal mixte n'était pas prévue dans les traités antérieurs à celui de Tientsin. Celui-ci n'en contient que le principe embryonnaire. Il est beaucoup plus bref au sujet de la juridiction consulaire que les traités anglais ou français de Tientsin. Les traités que nous examinerons dans la suite seront un peu plus complets sur cette question.

§ 6. — *Droit pour les Russes de jouir de la clause de la nation la plus favorisée*

Le traité sino-russe, moins long que ceux signés à Tientsin par les autres puissances (1) est nécessairement moins complet dans le règlement détaillé des principes qu'il pose. Cette lacune est comblée, en ce qui concerne les conditions du commerce maritime et les attributions des consuls russes, par la déclaration expresse des articles 4 et 5 que les règlements adoptés par les autres puissances leur seront applicables. Mais le traité de Tientsin peut ne pas avoir obtenu pour la Russie tous les droits que la Chine

1. Le traité sino-russe est composé de 12 articles; le traité français de 42; le traité anglais de 56; le traité américain de 30.

pourra, dans l'avenir, accorder aux autres puissances. Cette lacune est également comblée et notamment par l'article 12 :

« Tous les droits et privilèges politiques, commerciaux et autres, qui pourront être acquis à l'avenir par les Etats les plus favorisés par le gouvernement chinois, seront par le fait même étendus à la Russie, sans qu'il y ait lieu pour elle d'entamer à ce sujet des négociations ultérieures. »

Il est à noter, qu'à la différence de ce qui se passe habituellement entre les puissances européennes, la clause de la nation la plus favorisée obtenue par celles-ci en Chine s'applique non seulement aux droits commerciaux, mais aussi aux droits politiques.

Le traité de Tientsin, est le premier traité qui règle la situation de la Russie en Chine sur celle des autres puissances. On peut dire que le traité signé par l'amiral Poutiatine met la Russie au niveau des autres grandes puissances en Chine et, qu'à ce point de vue, il constitue la base des relations modernes entre la Russie, en tant que grande puissance, et la Chine, en tant que pays riche forcé, à contre-cœur, à se conformer au devoir de solidarité internationale en partageant ses richesses avec les autres Etats (1).

1. Voir la thèse sur l'obligation pour la Chine de ne pas s'isoler dans G. de Lapradelle, *la Question chinoise (Revue générale de droit international public. Paris, 1901)*.

Cette double assertion est confirmée par deux faits que nous trouvons dans le traité de Tientsin. Il fait presque complètement abstraction des rapports entre la Chine et la Russie en tant que puissances voisines l'une de l'autre. Les questions de frontières, des transfuges, de commerce terrestre sont à peine effleurées. D'autre part, le traité de Tientsin ne stipule que des droits et privilèges accordés par la Chine à la Russie. La Russie, de son côté, ne fait aucune concession à la Chine. Ce caractère unilatéral des concessions faites par la Chine est surtout marqué pour la clause de la nation la plus favorisée qui est accordée par elle sans condition de réciprocité.

Si les traités sont comparés à des contrats synallagmatiques, ceux de Tientsin sont sûrement entachés de violence et de lésion. Et si l'on considère les traités de Tientsin comme des *capitulations* (1) dans le sens technique du mot employé dans les rapports de l'Europe avec les pays dits « hors chrétienté » (2), on peut aisément ajouter que ce sont aussi des capitulations dans le sens ordinaire du mot.

1. L.-N. Tchou, *le Régime des capitulations et la réforme constitutionnelle en Chine*. Cambridge, 1915.

2. L'expression de « Pays hors chrétienté » pour désigner les pays de capitulations n'est pas très exacte. La Bulgarie, pays chrétien, était soumise, par le traité de Berlin, au régime des capitulations. Le Japon, pays hors chrétienté, n'a plus de capitulations (M. Louis Renault à son cours à l'Ecole libre des Sciences politiques).

CHAPITRE III

LE TRAITÉ DE PÉKING

A la différence du traité de Tientsin, le traité de Péking règle les rapports entre la Chine et la Russie en tant que puissances voisines l'une de l'autre et ne pourrait se concevoir si leurs terres ne se touchaient pas. Il tranche les questions de frontières, de commerce terrestre, de transfuges, de rapports entre les autorités-frontières des deux pays, etc., questions ne pouvant naître qu'entre deux Etats dont les territoires se touchent. Le traité de Péking complète de la sorte le traité de Tientsin, en réglant des points sur lesquels celui-ci ne se prononce pas ou qu'il ne fait qu'énoncer. Ainsi, le traité de Péking fait la délimitation définitive de la frontière sino-russe, délimitation prévue mais non opérée par le traité de Tientsin. Etant donc un complément du traité de Tientsin, le traité signé à Péking en 1860 est appelé officiellement « Traité additionnel de Péking » et son dernier article déclare : « les Articles du présent

Traité ont force légale à dater du jour de leur échange entre les Plénipotentiaires de l'un et de l'autre Empire, comme s'ils étaient insérés mot pour mot dans le Traité de Tientsin. »

Nous examinerons le traité de Péking dans le même ordre que celui de Tientsin, d'autant plus que les faits qui menèrent à leur signature sont sensiblement pareils.

SECTION PREMIÈRE

ORIGINES DU TRAITÉ DE PÉKING

L'histoire du traité de Péking ressemble beaucoup à celle du traité de Tientsin. C'est également à l'occasion d'une expédition franco-anglaise en Chine que le général Ignatiev, en la suivant en 1860, comme l'amiral Poutiatine suivit celle de 1858, parvint à signer le traité de Péking.

§ 1. — *But initial de la mission du général Ignatiev*

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg décida, dès le début de 1859, d'envoyer en Chine le colonel Ignatiev qui fut promu à cette occasion au grade de général-major (1). Par conséquent, l'origine de la

1. Les frais principaux sur la mission du général Ignatiev se trouvent dans Bouksgevdén, *le Traité de Péking de 1860*. Port-Arthur, 1902.

mission du général Ignatiev n'avait aucun rapport avec la deuxième expédition franco-anglaise, laquelle ne fut décidée qu'à la suite de l'affaire de Ta-kou du 25 juin 1859 (1).

C'était sur l'insistance de l'amiral Poutiatine et sur la recommandation de Kovalevski, directeur du département asiatique du ministère des Affaires étrangères, que le choix du tsar tomba sur le général Ignatiev. Il fut désigné pour aller en Chine pour « une affaire difficile et chatouilleuse ». Ce devait être une double mission : à la fois diplomatique et militaire.

La mission diplomatique consistait à obtenir de la Chine les territoires situés entre l'Oussouri et la mer, laissés indélimités par le traité d'Aïgoun (2). Elle devait aussi compléter les traités existants dans leurs dispositions concernant le commerce terrestre, les communications postales, etc. La tâche diplomatique visant l'obtention, en Chine, de ces nouvelles concessions était déjà confiée à Perovski, lequel se trouvait à Péking et devait échanger les ratifications du traité de Tientsin (3). Le général Ignatiev devait simplement succéder à Perovski dans ses négociations à Péking et, au cas où celui-ci aurait déjà signé

1. Voyez Cordier, *Histoire des relations de la Chine*. t. I, p. 40.

2. *Suprà*., p. 171.

3. Choumakher, *ibid.*, p. 303.

un traité avec le gouvernement chinois, obtenir des avantages supplémentaires (1).

La raison principale de l'envoi du général Ignatiev à Péking était l'accomplissement de sa mission militaire. Pour mieux la comprendre, il nous faut remonter un peu en arrière et exposer l'idée que les Russes avaient entretenue au sujet d'une assistance militaire à prêter à la dynastie mandchoue contre les T'ai-p'ing.

Le général Mouraviev conçut, probablement avant tout autre, le projet d'aider le gouvernement mandchou à écraser les rebelles du sud (2). Les avantages que la Russie aurait pu tirer d'une pareille coopération étaient évidents. Si elle n'obtenait pas du gouvernement mandchou des concessions positives, du moins aurait-elle gagné sur lui un ascendant appréciable.

Dès le début de 1854, des bruits se répandirent en Europe que la Russie avait l'intention d'envoyer des secours en hommes et en armes et munitions pour aider le gouvernement de Péking à étouffer la rébellion. Le 7 janvier 1854, le ministre des Affaires étrangères français écrivit à M. de Bourboulon, ministre de France en Chine, pour vérifier si ces bruits étaient fondés (3). M. de Bourboulon

1. Choumakher. *ibid.*, p. 304.

2. Vladimir, *Russia on the Pacific*, chap. V.

3. Cordier, *le premier traité de la France avec le Japon*, texte de la lettre, T'oung Pao, 1912, p. 217.

répondit de Macao, le 8 mars 1854, que rien n'était venu confirmer ces bruits quoiqu'ils existassent aussi en Extrême-Orient. Il écrivait en outre :

« On ne peut douter qu'il n'entre dans les projets du gouvernement russe de chercher à asseoir et à augmenter le plus possible son influence en Chine... et je ne suis pas éloigné de croire que sans les graves complications... qui doivent absorber en ce moment toute son attention en Europe il aurait mis à profit les circonstances critiques dans lesquelles se trouve l'Empire chinois pour y acquérir un ascendant décisif par une intervention effective en faveur de la dynastie tartare... (1) ».

M. de Bourboulon se trompait en croyant que la Russie, à cause de la question d'Orient, ne pouvait envoyer de soldats en Extrême-Orient. Les bruits sur les intentions de la Russie n'étaient pas dénués de fondement et, si celles-ci ne furent pas réalisées, il faut en chercher l'explication en Chine. En effet, nous avons une lettre du général Mouraviev qui indique bien que la Russie était prête à assister militairement le gouvernement mandchou. Elle est adressée au colonel Zaborinski et porte la date du 1/13 mai 1854. Voici le passage qui nous intéresse (2) :

1. Texte de la lettre dans Cordier, *ibid.*, T'oung Pao, 1912, p. 218.

2. Texte russe dans Zaborinski, *le Comte N.-N. Mouraviev-Amourski (Rouskaïa Starina*, juin 1883, p. 640).

« En ce qui concerne l'assistance militaire de notre part contre les rebelles, si le gouvernement chinois en a besoin, ils [les Chinois] peuvent s'adresser par mon intermédiaire, ou directement avec une demande à l'Empereur; mais, il est très utile de leur indiquer à cette occasion que la route la plus rapide et la plus commode pour cette aide, est à travers la Mandchourie par la rivière Soungari. »

Il est probable, que le colonel Zaborinski qui devait aller à Péking pour tâcher de savoir si le gouvernement chinois céderait la rive gauche de l'Amour (1), était autorisé par le général Mouraviev à offrir le concours militaire russe en échange de cette cession. Le général Mouraviev ne pouvait pas savoir, en 1854, qu'il obtiendrait l'Amour sans coup férir, grâce à l'expédition franco-anglaise de 1858. Le colonel Zaborinski n'étant pas allé à Péking, il ne put faire la proposition du général Mouraviev. Mais l'eût-il faite, il est certain que le gouvernement chinois ne l'aurait pas acceptée. Lui non plus ne pouvait prévoir qu'il aurait été obligé de céder la rive gauche de l'Amour sans rien obtenir en échange et il tenait plus à l'Amour qu'à une assistance militaire.

En 1857, des bruits se répandaient encore « que la Russie avait fait à la Chine des offres pour l'aider à écraser les rebelles T'aï-p'ing et que l'empereur

1. *Suprà*, p. 144.

Hien-Foung avait orgueilleusement répondu à ces propositions qu'il n'avait pas besoin de secours étranger pour anéantir les bandes de rebelles » (1).

Cependant, les Russes ne perdaient pas l'envie d'envoyer en Chine des militaires et des armes. Leur plan primitif d'assister simplement le gouvernement de Péking à écraser les insurgés, se transforma en un plan d'instruction militaire de la Chine par la Russie. L'amiral Poutiatine, en rentrant à Saint-Pétersbourg après la signature du traité de Tientsin, déclarait dans un rapport que le rôle prédominant en Extrême-Orient devait appartenir à la Russie et qu'à cet effet, une des mesures les plus rationnelles était l'envoi d'instructeurs et d'armes russes en Chine (2).

Les Chinois furent prévenus de l'empressement que les Russes auraient à leur envoyer des instructeurs et des armes. Aussitôt après la signature du traité de Tientsin, l'amiral Poutiatine communiqua par écrit aux plénipotentiaires chinois Kouei-leang et Houa Cha-na que, l'année suivante, par ordre du tsar, seraient mis à la disposition du gouvernement chinois 50 canons et 1.000 carabines du dernier modèle avec des instructeurs en quantité suffisante pour les armées chinoises. En même temps, le comte

1. Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-1858*, p. 168.

2. Bouksgevden, p. 6.

Poutiatine annonçait l'arrivée dans les premiers mois de 1859 d'un ministre russe qui, s'il parvenait à Péking avant les représentants des autres puissances, donnerait au gouvernement chinois des indications importantes sur la manière de se défaire des demandes exagérées que les Français et les Anglais pourraient présenter à l'avenir (1). Les Chinois ne furent pas extrêmement enthousiasmés de la communication de l'amiral Poutiatine. Dans leur réponse ils le « louèrent » pour sa « bonne idée » d'envoyer des instructeurs et des armes et exprimèrent leur « consentement » à les accepter. Ils formulèrent aussi le vœu pour que le ministre russe n'arrivât pas à Péking avant ceux des autres puissances afin de ne pas donner le mauvais exemple et de ne pas précipiter leur arrivée.

L'amiral Poutiatine tint pour dit que les Chinois acceptaient de la Russie des instructeurs et des armes. En revenant à Saint-Pétersbourg, il développa son plan sur l'assistance militaire à prêter à la Chine. Ses propositions furent examinées dans un comité spécial sous la présidence personnelle du tsar. Il fut alors décidé d'envoyer en Chine le général Ignatiev avec une mission militaire. Le but principal de l'envoi du général Ignatiev à Péking était donc la mission militaire, puisque sa mission diplomatique pouvait aussi bien être accomplie par Perovski.

1. Bouksgevden, p. 5.

Cinq officiers appartenant à des armes différentes furent adjoints à Ignatiev pour instruire l'armée chinoise (1) : Zeïfert, pour l'infanterie ; Zeïme, pour le génie ; Balliouzek, pour l'artillerie ; Lichin, pour le tir ; Chimkovitch, pour la topographie. En outre, des canons, des fusils et 500.000 roubles pour l'organisation militaire de la Chine furent confiés au général Ignatiev (2). L'assignation par le gouvernement russe de cette somme d'argent aux instructeurs destinés à la Chine peut susciter différentes réflexions. Elle prouve avant tout que le gouvernement russe avait intérêt à envoyer la mission militaire, puisqu'il ouvrait même un crédit pour son entretien. Les instructeurs accompagnant le général Ignatiev n'étaient donc pas comparables aux instructeurs européens qui furent, dans la suite, invités et payés par le gouvernement chinois. Nous ne savons pas quel était le profit direct que la Russie comptait tirer de l'envoi de la mission militaire. Celle-ci ayant échoué, nous ne pouvons connaître le rôle qu'elle aurait joué dans les rapports sino-russes. Il n'est pas invraisemblable qu'elle eût été le prix de la cession à la Russie des territoires de l'Oussouri à la mer et d'autres avantages notables. Il est aussi possible que la Russie eût espéré exercer, grâce à la mission

1. Bouksgevden, p. 7-8.

2. Bouksgevden, p. 9.

militaire, une influence politique sur le gouvernement de Péking. En effet, selon les idées de l'amiral Poutiatine, le chef de la mission devait pouvoir entrer en relations directes avec le cabinet de Péking, en qualité d'intermédiaire entre les deux pays (1). Il devait donc avoir un caractère diplomatique autant que militaire. Nous savons que le général Ignatiev réunissait ce double caractère.

La Russie avait intérêt à ce que le général Ignatiev fût à Péking avant les plénipotentiaires anglais et français. De la sorte, il lui était plus facile d'obtenir des concessions de la Chine et de ne pas éveiller les jalousies des autres puissances. Les ratifications des traités de Tientsin devant être échangées à Péking un an après leur signature (2), les plénipotentiaires français et anglais devaient être dans la capitale vers juin 1859. Aussi, pour les devancer, le général Ignatiev quittait-il Saint-Pétersbourg dès le 6/18 mars 1859. Il arrivait le 4/16 avril à Irkoutsk où il rencontrait le comte Mouraviev. Arrivés à Kiakhta, ils attendirent l'autorisation du cabinet de Péking pour l'entrée de la mission en Chine.

Pendant ce temps, le 30 avril/12 mars, venait de Péking un envoyé de Perovski portant le traité de Tientsin dont les ratifications venaient d'être échan-

1. Bouksgeyden, p. 6.

2. Article 56 du traité anglais, article 42 du traité français.

gées. Il était également porteur de la nouvelle que le gouvernement chinois n'avait pas voulu ratifier le traité d'Aïgoun (1), ni consentir à un traité complémentaire, et qu'il renonçait aux armes et aux instructeurs russes dont l'envoi était subordonné à la satisfaction des demandes russes (2).

Dès lors, la mission militaire du général Ignatiev n'avait plus de raison d'être puisque les Chinois n'en voulaient pas. Le général Ignatiev prit l'initiative de la disperser. Les fusils furent distribués aux bataillons sibériens, les canons envoyés au poste Nikolaevsk, les 500.000 roubles déposés au Trésor d'Irkoutsk.

§ 2. — *Le général Ignatiev à Péking en 1859 et ses négociations stériles*

Il ne restait donc au général Ignatiev que sa mission diplomatique. Il pouvait tenter de l'accomplir puisque Perovski venait d'échouer dans ses négociations et que l'autorisation d'aller à Péking fut reçue par le général Ignatiev le 15/27 mai 1859. Le 24 mai/5 juin, le général Ignatiev quittait Kiakhta pour Péking. Sa mission était composée de : Bal-

1. *Suprà*, p. 175.

2. Ceci semble bien indiquer que la mission militaire était le prix des concessions que Perovski ou Ignatiev devaient obtenir de la Chine.

liouzek, aide de camp ; Wolf, secrétaire ; Tatarinov, interprète de chinois, et Vambouev, interprète de mongol (1). Le général Ignatiev et sa suite entraient à Péking le 15/27 juin 1859.

Le lendemain, le général Ignatiev notifiait officiellement au Conseil suprême de l'Empire qu'il était venu pour remplacer Perovski dans ses négociations sur différentes affaires intéressant les deux pays. En effet, le 18/30 juin, Perovski partait de Péking (2). Le 19 juin/1^{er} juillet, le général Ignatiev était informé que Sou-chouen (3), président du Li-fan-yuan et Jouï-tchan (4), président de la Chambre criminelle, devaient négocier avec lui. Ces deux mandarins avaient déjà traité avec Perovski.

La première conférence eut lieu le 28 juin/10 juillet 1859, dans l' « Hôtel méridional » qui contenait la mission [ecclésiastique et où le général Ignatiev s'était arrêté (5). Les plénipotentiaires chinois manifestèrent leur étonnement au sujet de l'arrivée du général Ignatiev, trouvant que tout avait été réglé avec Perovski. Ils nièrent la validité du traité d'Aï-goun et déclarèrent que les questions des frontières devaient être tranchées sur les lieux. Le général

1. Bouksgevden, p. 11.

2. Choumákher, *ibid.*, p. 308.

3. Sou-chouen, dans Bouksgevden.

4. Bouksgevden. Probablement Jen-chan, prince de Jouï dans Cordier, I, p. 128.

5. *Suprà*, p. 46, 50.

Ignatiev remarqua qu'il était venu pour régler les questions non réglées par les traités existants entre la Chine et la Russie.

Le lendemain de la première entrevue, le général Ignatiev envoya aux négociateurs chinois un projet d'articles additionnels aux traités existants. Sachant que les Chinois discuteraient ce projet avec beaucoup d'énergie, le général Ignatiev y formula des demandes dépassant ce qu'il espérait obtenir. Les points principaux du projet concernaient :

1° La délimitation des frontières orientale et occidentale ;

2° L'ouverture d'un commerce terrestre avec l'intérieur de la Chine ;

3° L'établissement de nouveaux consulats en Mongolie, Mandchourie et Kachgarie ;

4° Le règlement des rapports entre les autorités-frontières ;

5° La remise des transfuges, etc...

La demande principale du général Ignatiev était celle des territoires de l'Oussouri jusqu'à la mer, demande formulée à propos de la délimitation de la frontière orientale. Nous avons vu, en étudiant le traité d'Aïgoun, que la Russie a toujours eu des visées sur ces territoires. Le général Mouraviev, n'ayant pu les annexer à la Russie par le traité d'Aïgoun, avait du moins obtenu qu'ils fussent con-

sidérés comme indélimités (1). Depuis, les Russes n'ont cessé de songer à leur acquisition et procédèrent à leur égard comme ils avaient procédé pour la rive gauche de l'Amour. Ils firent précéder l'acquisition de droit par une occupation de fait. Nous en parlerons plus loin, quand nous traiterons de l'acquisition légale des territoires en question par la Russie.

Les Chinois ne voulurent rien entendre du projet du général Ignatiev. Il le lui dirent à la seconde conférence et, en plus, le Li-fan-yuan lui envoya une note qui déclinait catégoriquement toutes ses demandes. Néanmoins, les pourparlers entre le général Ignatiev et les plénipotentiaires chinois continuèrent, trainant en longueur et sans donner aucun résultat.

La situation du général Ignatiev à Péking était pénible. Bien que traité avec beaucoup d'égards et jouissant d'une liberté absolue de circulation dans la ville, il était isolé de la Russie. Il n'en recevait aucune nouvelle, non pas que les autorités chinoises eussent empêché la communication, mais à cause de l'éloignement de son pays (2).

1. *Suprà*, p. 171.

2. Le général Ignatiev n'entra en communication avec le comte Mouraviev qu'en juillet 1859, lorsque celui-ci lui envoya, du golfe du Tche-li, le prince Dadechkiliani avec une carte de la frontière orientale qu'Ignatiev devait proposer à la Chine. Le prince Dadechkiliani, après avoir été à Péking, retourna au golfe du Tche-li. D'une stature gigantesque, habillé en cosaque, muni d'un énorme poignard et coiffé d'un grand bonnet de fourrure, il semait la ter-

D'autre part, le gouvernement chinois persistait à ne pas vouloir agréer aux demandes russes. Il ne songeait qu'à faire partir le général Ignatiev au plus vite. A cet effet, il lui fit savoir à plusieurs reprises que le gouverneur des provinces frontières l'attendait pour régler sur les lieux la question des frontières, conformément à l'article 9 du traité de Tientsin qui disait : « Les parties non délimitées de la frontière entre la Russie et la Chine seront examinées sans retard *sur les lieux* (1) par des délégués des deux gouvernements ». Par conséquent, le général Ignatiev restant toujours à Péking, les Chinois lui reprochaient de ne pas respecter les traités. Les négociations furent interrompues pour trois mois en septembre 1859.

Au commencement de décembre, le général Ignatiev reprit les négociations. Aux deux anciens négociateurs chinois fut adjoint un troisième : Houa Chana, un des signataires des traités de Tientsin. Mais il se suicida aussitôt après sa désignation et le général Ignatiev eut de nouveau à traiter avec Sou-chouen et Joui-tchan. Les négociations reprises traînèrent infructueusement jusqu'en avril 1860. Les Chinois

reur parmi les paisibles habitants du Tche-li. Le Li-fan-yuan, plus tard, écrivit au général Ignatiev pour le prier « de ne plus envoyer, à l'avenir, des personnes aussi sauvages, occasionnant un tel émoi aux habitants » (Bouksgevden, p. 25-28).

1. L'italique est à nous,

suivaient une politique qui pouvait se définir ainsi : « Tout en n'allant pas jusqu'à une rupture avec Ignatiev et ne permettant pas à la Russie de s'unir aux autres puissances européennes [France et Angleterre, qui préparaient une seconde expédition contre la Chine], ne pas consentir à une seule de ses demandes » (1). Les Chinois comprenaient, que la Russie, isolée des autres puissances, aurait moins de prise sur le gouvernement de Péking. En outre, les alliés, sans les conseils du plénipotentiaire russe mieux informé qu'eux, devaient avoir plus de difficultés à venir à Péking. Les Chinois voulaient donc leurrer le général Ignatiev par des concessions éventuelles, afin de le retenir à Péking et de l'empêcher de se joindre aux alliés. D'autre part, ils espéraient arriver à une entente avec la France et l'Angleterre et leur dévoiler ensuite les exigences russes pour qu'elles en empêchassent la réalisation. Mais ils ne voulaient pas les leur dévoiler immédiatement pour ne pas mécontenter la Russie qui pouvait, le cas échéant, s'allier avec la France et l'Angleterre contre la Chine. Il ne fallait pas s'aliéner le général Ignatiev, qui pouvait, d'ailleurs, en cas de besoin, et en échange de quelques concessions, servir de médiateur entre la Chine et les alliés.

Cependant, le général Ignatiev, voyant qu'il n'ob-

1. Bouksgevden, p. 45.

tenait rien du gouvernement chinois, songeait à quitter Péking. Il connaissait l'accueil qui fut fait le 25 juin 1859 aux plénipotentiaires français et anglais à Ta-kou. Il savait qu'une deuxième expédition franco-anglaise viendrait au Pei-ho exiger des réparations du gouvernement chinois. Aussi voulait-il se rendre au golfe du Tche-li pour jouer dans la deuxième expédition le même rôle que Poutiatine dans la première. Mais il fallait tout d'abord qu'un bâtiment russe vint le prendre au golfe du Tche-li. Le général Ignatiev écrivit, à cet effet, une lettre adressée au commandant du premier navire russe qui arriverait à Changhai, pour le prier de venir immédiatement à l'embouchure du Pei-ho. Les Chinois ayant refusé de faire parvenir cette lettre à Changhai, le général Ignatiev la fit porter par un missionnaire catholique au consul américain de Changhai. C'était vers la fin du mois de mars 1860. Le 21 mars/2 avril le capitaine Likhatchev commandant de la flotte russe du Pacifique, de passage à Changhai, recevait la lettre du général Ignatiev. Le capitaine s'embarqua aussitôt pour le Japon à la recherche d'un bâtiment de guerre russe. A Hakodate, il monta sur le transport *Iaponets* et, passant par la baie Possiet, arrivait à Pei-t'ang le 29 avril /11 mai 1860. Le 7/19 mai, des fonctionnaires chinois vinrent annoncer cette nouvelle au général Ignatiev et lui remirent une lettre du capitaine Likhatchev.

Le même jour, le général Ignatiev, par une coïncidence heureuse pour lui, recevait des instructions envoyées de Saint-Petersbourg en février 1860 (1). Elles l'autorisaient à prendre le titre de ministre plénipotentiaire et annonçaient qu'une escadre spéciale était mise à sa disposition. Elles lui indiquaient l'attitude qu'il devait prendre pendant la deuxième expédition franco-anglaise. Il devait suivre les opérations des alliés de concert avec le plénipotentiaire américain et dans le même esprit que l'amiral Poutiatine en 1858. Il devait adopter le rôle de médiateur et ne pas laisser la guerre prendre des proportions qui menaceraient de renverser la dynastie mandchoue. Il devait avoir en vue qu'une dynastie chinoise serait tout à fait désavantageuse pour les intérêts russes. Elle aurait eu son centre de gravité non pas à Péking, mais au sud, et cela la soustrairait inévitablement à l'influence russe en la plaçant sous celle des puissances maritimes et surtout de l'Angleterre. Nous pouvons donc remarquer avec M. Cordier (2), qu'en 1860 « déjà le gouvernement du tsar liait partie avec les Mandchous et, du maintien de la famille tartare sur le trône de Péking, faisait un des pivots de sa politique dans l'Extrême-Orient. »

Rien ne retenait plus le général Ignatiev à Péking.

1. Voyez lettre du duc de Montebello à Thouvenel, du 15 février 1860, dans Cordier, *l'Expédition de Chine de 1860*, p. 123.

2. *L'Expédition de Chine de 1860*, p. 120-121.

Le gouvernement chinois ne répondait toujours pas à ses propositions. Le plénipotentiaire russe lui avait offert sa médiation dans les négociations entre les alliés et la Chine, mais à condition que celle-ci reconnût la souveraineté de la Russie sur les territoires situés entre l'Oussouri et la mer.

Le 8/20 mai 1860, le général Ignatiev envoya au gouvernement chinois une note dans laquelle il lui demandait soit de fixer la frontière, soit de lui faciliter le voyage jusqu'à Pei-t'ang, dans le golfe du Tche-li.

Le gouvernement chinois répondit que le général Ignatiev ne pouvait quitter la capitale que par la route de Kiakhtha. En interdisant au plénipotentiaire russe d'aller de Péking à Pei-t'ang, il se basait sur un accord intervenu entre Sou-chouen et Perovski lors de l'échange des ratifications du traité de Tientsin. En vertu de cet accord, les envoyés russes n'étaient admis à se prévaloir de l'article 2 du traité (1) et à prendre la route Péking-Pei-t'ang qu'en temps de paix (2). La Chine faisant des préparatifs de guerre contre les alliés, le général Ignatiev ne devait donc pas aller à Pei-t'ang et, s'il persistait à vouloir s'y rendre, il devait le faire à ses risques et

1. *Suprà*, p. 223-224.

2. Bouksgevden, p. 47; Choumakher, *idid.*, p. 305. Voir aussi lettre de Bourboulon à Thouvenel dans Cordier, *l'Expédition de 1860*, p. 186.

périls. Le gouvernement chinois ne lui prêterait aucune assistance et ne se considérerait pas responsable des ennuis qu'il pourrait avoir pendant son voyage.

La réponse du gouvernement chinois était parfaitement conforme au droit international. Les immunités diplomatiques ne sauraient comprendre le droit pour un ministre étranger de passer par une route dont la fermeture est imposée par les nécessités militaires de la défense nationale. Les Chinois ne touchaient pas à l'inviolabilité du plénipotentiaire russe, puisqu'ils lui proposaient de quitter Péking par la route de Kiakhla, c'est-à-dire de se rendre en Russie. Le gouvernement chinois était justifié dans sa décision, non seulement par les principes généraux du Droit mais par un accord de volonté formel avec la Russie. Il se trouvait dans le cas prévu par les plénipotentiaires chinois et russe au moment de l'échange des ratifications du traité de Tientsin. Il ne faisait donc qu'exercer un droit qui lui avait été reconnu par un fonctionnaire russe qualifié pour engager la volonté de son pays.

Le général Ignatiev, voulant surveiller les opérations des alliés, préféra se rendre au golfe du Tche-li, même sans l'assentiment du cabinet de Péking. Il laissa des instructions à l'archimandrite Gouri qui devait, en quelque sorte, le remplacer dans ses fonctions de ministre plénipotentiaire à Péking. Nous

croyons intéressant de reproduire les points principaux de ces instructions, car ils démontrent bien le rôle politique de la mission ecclésiastique, sur lequel nous avons déjà eu l'occasion d'insister (1). Le général Ignatiev demandait à l'archimandrite Gouri de bien vouloir (2) :

1° Surveiller tout ce qui concernait la Russie ou les autres puissances européennes et tâcher d'avoir le plus de renseignements possible sur les événements qui se dérouleraient en Chine ;

2° Tâcher de répandre des nouvelles favorables aux Russes avec des interprétations conformes aux intérêts russes ;

3° Envoyer aussi souvent que possible au gouvernement de Saint-Petersbourg, au comte Mouraviev et au général Ignatiev des rapports sur l'état de choses à Péking.

§ 3. — *Le général Ignatiev va de Péking à Changhai* *La politique russe pendant l'expédition de 1860*

Le général Ignatiev partit de Péking le 16/28 mai 1860. Les Chinois ne s'opposèrent pas à son départ. A la première étape du plénipotentiaire russe, deux mandarins vinrent le prier de retourner à Péking, mais,

1. *Suprà*, p. 53 et s.

2. Bouksgevden, p. 58-60.

comme, naturellement, il s'y refusa, il atteignit sans obstacle le bord de la mer et monta sur le *Iaponets*.

Etant resté dix jours à Pei-t'ang, le général Ignatiev se rendit sur le *Djigit* à Changhai où il arriva le 3/15 juin 1860 (1). Les bâtiments de guerre destinés au général Ignatiev et venant de la Méditerranée se trouvaient déjà à Changhai. C'étaient *Svétlana*, *Posadnik* et *Naézdik* (2).

Depuis qu'il était à Changhai jusqu'à la signature des traités de Péking, le général Ignatiev suivit une politique exactement pareille à celle de l'amiral Poutiatine en 1858. Dès le mois de février 1860, le comte Kisselev, ambassadeur de Russie à Paris, avait remis une note (3) au gouvernement français pour préciser l'attitude que le général Ignatiev adopterait pendant la deuxième expédition franco-anglaise : « Ainsi que l'amiral comte Poutiatine en 1858, le général-major Ignatiev aura soin de s'abstenir en tout cas de la lutte, si elle était engagée. Il se bornera au rôle de témoin pacifique, sans intervenir, à moins qu'il ne soit requis de prêter une assistance diplomatique amicale ». La Chine n'ayant pas violé le traité de Tientsin à l'égard de la Russie, celle-ci ne pourra adopter « une attitude différente de celle d'une entière réserve ».

1. Lettre de Bourboulon à Thouvenel dans Cordier, *l'Expédition de Chine*, en 1860, p. 186.

2. Bouksgevdén, p. 67.

3. Cordier, *l'Expédition de 1860*, p. 121.

Le général Ignatiev, à Changhai, dans une note du 14/26 juin 1860 au ministre français Bourboulon répétait (1) : « Mon rôle doit se borner à celui d'un témoin pacifique à moins que je ne sois requis de prêter mon assistance diplomatique pour accélérer le règlement des difficultés pendantes ». Il ajoutait qu'il se tiendrait « à proximité des escadres française et anglaise, durant les opérations des alliés dans le golfe du Pe Tche-li ». La Chine n'ayant pas violé son traité avec la Russie, celle-ci ne saurait avoir une autre attitude que celle d'une entière réserve, tout en sympathisant sincèrement avec les vues des alliés qui veulent inculquer le respect des traités, supprimer les barrières entre la Chine et le reste du monde, protéger les missionnaires et développer les relations commerciales. La Russie ferait tous les efforts pour amener une solution pacifique entre la Chine et les alliés. Le général Ignatiev déclarait qu'il s'était rapproché de ceux-ci, aussitôt qu'il avait fini ses « pourparlers particuliers » avec la Chine, pour lui montrer qu'elle ne pouvait compter sur la désunion des puissances pour se soustraire à ses obligations et qu'au contraire il existait une certaine solidarité entre les grandes puissances par rapport aux affaires chinoises. Le général terminait en affirmant que la Russie adhérerait moralement à la cause des

1. Texte dans Cordier, *l'Expédition de 1860*, p. 208-210.

alliés et, quoique restant neutre, désapprouvait la politique du gouvernement mandchou dans ses relations avec l'Europe.

Nous savons, qu'en réalité, le général Ignatiev n'avait nullement terminé ses pourparlers particuliers avec la Chine et qu'il n'aurait pas montré une si grande solidarité avec les alliés, s'il avait obtenu d'elle les concessions qu'il avait demandées. Un auteur russe déclare (1) que le but de la note envoyée par le général Ignatiev était de réfuter des bruits qui couraient à Changhaï sur le fait que le plénipotentiaire russe était venu dans cette ville parce qu'il n'avait pu obtenir de la Chine des territoires sur l'Amour et le littoral du Pacifique et qu'il espérait, à cet effet, trouver le concours des alliés. Nous savons que ces bruits n'étaient que trop fondés.

En somme, la politique russe consistait à louvoyer entre les Chinois et les puissances européennes, présentant la Russie aux uns et aux autres comme leur amie particulière, quitte à dire aux uns du mal des autres pour les amener à la nécessité de ne pouvoir s'entendre et de recourir à la médiation russe. De cette médiation la Russie ne pouvait que profiter. Elle obtenait en échange, des Chinois, la reconnaissance de droits nouveaux et, des puissances européennes, le bénéfice d'une action coercitive qui

1. Bouksgevdén, p. 71-72.

ne lui coûtait rien. La Russie n'avait donc aucun intérêt à ce que les deux parties en litige s'entendissent trop facilement et, au contraire, elle avait tout à gagner à ce qu'elles fussent obligées de recourir à ses bons offices. Une entente rapide entre les alliés et la Chine aurait permis à celle-ci de se passer des services du plénipotentiaire russe et de lui refuser les concessions qu'il demandait.

Se présentant comme l'amie de chacune des deux parties en litige, la Russie pouvait leur donner des conseils qui, sous couleur de leur être avantageux, ne visaient avant tout que ses propres intérêts particuliers. Ainsi, ayant intérêt au maintien de la dynastie mandchoue (1), la Russie disait à la France que la chute de la dynastie régnante aurait des conséquences fâcheuses sur les relations commerciales de la Chine (2). Sou-chouen étant particulièrement hostile aux Russes, le général Ignatiev, qui eut l'occasion de s'en rendre compte à Péking, déclarait aux plénipotentiaires alliés que ce mandarin était un des principaux adversaires des Européens (3). Il voulait amener les alliés à s'opposer à la nomination de Sou-chouen comme plénipotentiaire chinois, nomination qui devait nuire principalement à la Russie.

1. *Suprà*, p. 259.

2. Note du comte Kisselev, Cordier, *l'Expédition de 1860*, p. 121.

3. Bouksgevden, p. 76.

Pour gagner la confiance de ses collègues anglais et français, le général Ignatiev leur donnait avec beaucoup de bonne grâce tous les renseignements qu'ils venaient lui demander (1). De même que l'amiral Poutiatine en 1857, il conseillait de se rapprocher de Péking et d'attaquer Ta-kou (2). Le général Ignatiev n'hésita même pas à raconter que la Russie avait préparé des fusils pour être expédiés au gouvernement chinois ; mais qu'elle avait arrêté l'envoi aussitôt qu'elle sut que ces fusils devaient servir contre les alliés (3) ! Nous savons, qu'au fond, si le gouvernement chinois avait consenti aux demandes de la Russie, celle-ci eût été heureuse d'envoyer des armes à la Chine et de lier partie avec elle contre les alliés (4). En tout cas, le général Ignatiev réussit parfaitement à inspirer confiance à ses collègues et le baron Gros s'exprimait, du plénipotentiaire russe, dans les termes suivants (5) : « je crois que le général Ignatiev est beaucoup plus bienveillant pour nous qu'il ne peut l'être pour le gouvernement chinois. »

1. Lettre de Bourboulon à Thouvenel du 28 juin 1860, dans Cordier, *l'Expédition de 1860*, p. 207.

2. Lettre de Bourboulon à Thouvenel du 16 juin 1860, dans Cordier, *l'Expédition de 1860*, p. 186-187.

3. Bouksgevdén, p. 76.

4. *Supra*, p. 246 et s.

5. Dans une lettre à Thouvenel, du 24 juillet 1860, dans Cordier, *l'Expédition de 1860*, p. 234.

Ayant défini la politique que le plénipotentiaire russe allait suivre pendant la deuxième expédition franco-anglaise, passons maintenant aux faits et examinons comment le général Ignatiev se conforma, dans ses actes, à la ligne de conduite qui lui était prescrite par son gouvernement.

§ 4. — *Les plénipotentiaires à Changhai*

Le baron Gros arriva à Changhai le 28 juin 1860, lord Elgin le 29 juin. Ces deux diplomates étaient de nouveau désignés pour représenter leur pays dans l'expédition de Chine. Le plénipotentiaire des Etats-Unis, M. Ward, se trouvait déjà à Changhai avant l'arrivée du général Ignatiev, laquelle date du 15 juin.

Les alliés étaient décidés à se rendre sans tarder au nord de la Chine. L'expérience leur avait prouvé que, pour arriver à un résultat rapide, il fallait se rapprocher du gouvernement central. A la différence de ce qui s'était passé en 1857-58, les plénipotentiaires alliés à Changhai ne tentèrent pas d'entrer en communication avec le cabinet de Péking. Seuls, sur l'initiative du général Ignatiev, les plénipotentiaires russe et américain écrivirent deux notes identiques au gouvernement chinois. Elles étaient rédigées dans un esprit pacifique et avertissaient le cabinet de Péking de la complète solidarité entre la

Russie et les Etats-Unis (1). Ces deux notes furent confiées à Tatarinov qui se rendit directement au Pei-ho. Seulement, à Pei-t'ang, les Chinois refusèrent de transmettre les notes à Péking. Le gouvernement chinois, mécontent de ce que le général Ignatiev fût allé à Changhai, avait interdit à Pei-t'ang d'accepter les communications des Russes (2). Pour maintenir son prestige aux yeux du plénipotentiaire américain et lui dissimuler le peu de cas que la Chine faisait de la Russie, le général Ignatiev lui dit ensuite que le fonctionnaire chinois à Pei-t'ang n'était qualifié que pour recevoir les notes russes et non celles des Etats-Unis et que, par conséquent, la Russie voulant témoigner sa solidarité avec les Etats-Unis, avait préféré n'en remettre aucune (3).

§ 5. — *Les plénipotentiaires au golfe
du Tche-li*

Le général Ignatiev partit de Changhai pour Nagasaki le 22 juin/4 juillet 1860. Il arriva à Pei-t'ang le 3/15 juillet. L'escadre qui avait été mise à sa disposition se composait d'une huitaine de vieux bâtiments à fort tirant d'eau, inutilisables sur le Pei-ho (4). Elle

1. Bouksgevden, p. 77.

2. Bouksgevden, p. 80.

3. Bouksgevden, p. 83.

4. Bouksgevden, p. 78-79.

fut dispersée par ordre du général Ignatiev lorsque celui-ci suivit les alliés à Tientsin. Il ne garda que trois bâtiments.

Le plénipotentiaire américain se trouvait déjà au golfe du Tche-li. Le baron Gros et lord Elgin arrivèrent après le plénipotentiaire russe.

Nous ne parlerons pas des opérations militaires qui se déroulèrent pendant la deuxième expédition (1). Elles ne se rapportent pas directement au sujet que nous traitons. Il suffit de rappeler que ces opérations furent plus nombreuses pendant la deuxième expédition que pendant la première. En 1860, elles prirent le caractère d'une véritable guerre entre les alliés et le gouvernement chinois, alors que les actes de violence commis par les forces alliées en 1857-1858 n'étaient plutôt que des représailles contre des autorités locales chinoises et ne pouvaient être considérés comme une guerre régulière et déclarée entre deux Etats.

Dans la première semaine d'août, les plénipotentiaires alliés avaient déjà reçu des ouvertures de la part de Heng-fou, gouverneur-général du Tche-li. Elles leur furent faites indirectement, par l'intermédiaire du plénipotentiaire des Etats-Unis. Le baron Gros les qualifia de « projet d'arrangement pacifique

1. On en trouvera la description dans Cordier, *l'Expédition de Chine de 1860*. Paris, 1906.

qui se termine cependant par un *ultimatum* menaçant (1) ». Le lendemain, c'est-à-dire le 7 août, Heng-fou écrivit directement à lord Elgin pour lui demander une entrevue et pour le prier d'en avertir le baron Gros. Mais les plénipotentiaires alliés refusèrent d'entrer en négociations et les propositions des Chinois n'amenèrent aucune conséquence.

Notons, dans cet incident, le fait que les Chinois s'étaient adressés, non seulement à M. Ward, mais aussi au général Ignatiev dans l'espoir qu'il ferait une démarche auprès des alliés. Les Chinois écrivirent au plénipotentiaire russe une lettre dans laquelle ils exprimaient leur étonnement de ce que l'Angleterre et la France fissent des préparatifs de guerre contre la Chine. Ils ajoutaient que, pour conserver les relations amicales avec la Chine, les puissances alliées n'avaient qu'à agir comme les Etats-Unis, c'est-à-dire échanger les ratifications des traités de Tientsin. Le général Ignatiev, plus habile que M. Ward, comprit que le moment n'était pas venu d'interposer sa médiation et laissa même sans réponse la lettre qu'il avait reçue (2). Néanmoins, le général Ignatiev instruisit confidentiellement le baron Gros de la note chinoise. Le baron écrivait à

1. Lettre du baron Gros à Thouvenel du 7 août 1860. Texte dans Cordier, *l'Expédition de 1860*, p. 252-254. Cette lettre contient les ouvertures faites par les Chinois.

2. Bouksgevdén, p. 86.

ce sujet à Thouvenel : « Peu de jours avant notre arrivée devant Pe-t'ang, le général Ignatiev avait reçu une communication officielle de l'un des principaux mandarins de la province, du gouverneur-général, je crois, et cette communication était faite évidemment, pour être montrée aux agents de la France et de l'Angleterre, mais sans qu'un désir formel fût exprimé à ce sujet, dans le document dont il s'agit. Cette communication est la reproduction presque littérale des réponses faites par le gouvernement chinois aux ministres de France et d'Angleterre, lorsqu'il a rejeté leur *ultimatum* » (1).

§ 6. — *Les plénipotentiaires à Tientsin*

Le baron Gros et lord Elgin arrivèrent à Tientsin le 14/26 août. Le général Ignatiev arriva à bord du *Razboïnik* le 17/29 du même mois. Le plénipotentiaire des Etats-Unis, au lieu de suivre ses collègues comme en 1858, retourna de Pei-t'ang à Changhai.

Ce n'est qu'à Tientsin que les alliés consentirent à échanger quelques notes avec les fonctionnaires chinois, dans l'intention sincère d'arriver avec eux à une entente définitive. Seulement, s'étant aperçus le

1. Texte de la lettre dans Cordier, *l'Expédition de 1860*, p. 245-249. Elle reproduit une partie de la communication faite par les Chinois au général Ignatiev.

7 septembre, que le commissaire chinois, Kouei-leang, n'avait pas les pleins pouvoirs pour régler avec eux les questions pendantes, les plénipotentiaires alliés résolurent de se rapprocher davantage de Péking et de n'entamer de nouvelles négociations qu'à T'ong-tcheou, comme dernière tentative de conciliation avant d'attaquer la capitale.

Avant de continuer l'exposition de l'avance des alliés, revenons maintenant à notre plénipotentiaire russe et examinons comment il sut augmenter son prestige et s'imposer aux deux parties en litiges. L'habileté avec laquelle il profita et tira parti des divers événements ne fut pas étrangère aux succès de sa politique, après la prise de Péking. Il sut se mettre en très bons termes avec la population chinoise qui, en le voyant en fréquents rapports avec les alliés, le considérait comme un protecteur tout désigné contre les soldats alliés. Les Chinois venaient souvent trouver le général Ignatiev lorsqu'ils avaient des difficultés avec ceux-ci (1). Le général Ignatiev,

1. Une belle occasion s'était présentée au général Ignatiev pour paraître le protecteur des populations chinoises. Sur son conseil, le général de Montauban, pour diminuer le pillage de Tientsin par les soldats alliés, distribua des certificats munis du cachet des autorités militaires et interdisant, sous peine de mort, le pillage des maisons qui en étaient pourvues. Le général Ignatiev, qui connaissait la ville mieux que les alliés, fut chargé de donner ces feuilles protectrices aux Chinois influents et aux temples et ce fait accrut naturellement le prestige du plénipotentiaire russe (Bouksgevden, p. 124-125).

en pareille occurrence, ne manquait jamais de répéter que la Russie ne demandait qu'à être amie avec la Chine et qu'il avait déjà proposé sa médiation au gouvernement de Péking, mais que celui-ci l'avait refusée. Le général Ignatiev voulait ainsi rappeler aux Chinois qu'il était prêt à servir de médiateur s'ils en avaient besoin.

De même qu'avec les Chinois, le général Ignatiev était en très bons termes avec ses collègues français et anglais. Il leur rendait des services précieux en leur donnant des renseignements nécessaires pour les opérations militaires des alliés. Lorsque ceux-ci décidèrent de marcher sur Péking, le général Ignatiev leur montra le plan de la capitale qu'il était seul à posséder. Un membre de la mission ecclésiastique étant venu de Péking à Tientsin avec une lettre de l'archimandrite Gouri au général Ignatiev, celui-ci proposa aimablement à ses collègues de questionner le courrier sur la situation dans la capitale. Le général Ignatiev se montra tellement utile et donnait des conseils avec une franchise si apparente que lord Elgin lui-même disait au plénipotentiaire russe que tout le monde avait confiance en lui (1).

Après que les plénipotentiaires alliés eurent appris que Kouei-leang n'avait pas les pleins pouvoirs et les affaires menaçant de se compliquer, la sincérité

1. Bouksgevden, p. 122.

du général Ignatiev fut mise à l'épreuve par les deux parties belligérantes. Le jour où lord Elgin quitta Tientsin pour se diriger vers Peking, Heng-fou vint trouver le plénipotentiaire russe pour le prier d'être médiateur et d'obtenir que les alliés retardassent de trois jours au moins leur marche sur Peking. Il ajouta qu'il venait faire cette demande de sa propre initiative. Le général Ignatiev, sachant que son intervention auprès des alliés serait prématurée, déclina très habilement la demande du gouverneur général du Tche-li. Le plénipotentiaire russe répondit qu'il avait déjà offert ses services, qui avaient été repoussés, et que maintenant il n'interviendrait que si le gouvernement chinois les lui demandait, après avoir préalablement accepté de satisfaire les exigences de la Russie (1). Le général Ignatiev fit part de la démarche de Heng-fou au baron Gros qui se trouvait encore à Tientsin.

D'un autre côté, les plénipotentiaires alliés auraient aussi fait des propositions au général Ignatiev, seulement pour obtenir le ralliement formel de la Russie à la cause des alliés (2). Ils espéraient ainsi avoir plus vite raison du gouvernement de Péking. Lord Elgin trouva même un *casus belli* pour la Russie, ayant entre ses mains des documents chinois où

1. Bouksgevden, p. 128-131.

2. Bouksgevden, p. 120-122.

le plénipotentiaire russe était qualifié de chef barbare et où tous les Russes rencontrés entre Péking et la mer étaient menacés d'emprisonnement. Mais le général Ignatiev déclina également cette offre du baron Gros et de lord Elgin, en avançant que la Russie ne voulait pas de guerre (1).

Ainsi, le général Ignatiev, tout en maintenant ses bons rapports avec les deux parties en guerre, ne voulait se prononcer en faveur d'aucune des deux. Il cherchait une intervention qui satisfît les deux parties et qui, tout en faisant bénéficier la Russie, ne lui coûtât rien. Cette intervention ne pouvait être qu'une médiation, mais comme elles n'en avaient pas encore besoin, soit parce qu'elles pouvaient s'entendre directement, soit parce qu'elles ne voulaient pas s'entendre, le général Ignatiev attendait toujours l'occasion pour l'exercer.

§ 7. — *Les plénipotentiaires entre Tientsin et Péking*

Lord Elgin quitta Tientsin le 9 septembre 1860, le baron Gros le 10 septembre. Le général Ignatiev les suivit le 6/18 septembre.

Entre Tientsin et Péking, l'action des alliés se manifesta par des victoires militaires éclatantes et par

1. *Ibid.*

des négociations diplomatiques stériles. Comme le remarque très justement M. Driault (1), « c'est un caractère original des guerres de l'Europe avec la Chine qu'elles sont une manière particulière de négocier. Il ne faut point chercher à délimiter rigoureusement l'état de paix et l'état de guerre ». C'est que la Chine, dérisoirement faible au point de vue militaire, recourait aux pourparlers diplomatiques comme à une ruse de guerre pour gagner du temps. On ne peut reprocher à la Chine d'avoir employé ce moyen pacifique pour atteindre un but militaire, lequel était la préparation d'une résistance à l'avance de l'armée alliée. Il n'est pas contraire au droit d'entamer des négociations dont on ne désire pas sincèrement l'aboutissement : la conclusion de la paix. Dans l'histoire diplomatique de l'Europe, nous en avons de nombreux exemples et pour n'en citer qu'un, nous pouvons indiquer le congrès de Châtillon de 1814.

Les alliés, en marchant sur Péking, espéraient toujours pouvoir signer la paix sans être obligés d'attaquer à cet effet la capitale. Cette éventualité d'entente fut rendue impossible par ce qu'on appela « le guet-apens de T'ong-tcheou ». Il se produisit le 18 septembre 1860 et consista en la capture de parlementaires alliés par des troupes chinoises. A la

1. *La Question d'Extrême-Orient*. Paris, 1908, p. 171-172.

suite de cet acte regrettable, contraire au droit des gens, les Chinois ne voulant pas rendre les parlementaires, l'armée franco-anglaise marcha résolument sur Péking. Le Palais d'Eté, situé à quatre lieues au nord de la capitale, fut occupé par les alliés, cependant que l'empereur Hien-fong se retirait à Jehol. C'était le 6 octobre 1860. Le 13 octobre, les troupes alliées entraient à Péking par la porte Ngan-ting, au nord de la ville, qui leur fut ouverte par les Chinois, sommés de le faire par les généraux commandant l'armée alliée. En même temps, les Chinois rendirent les prisonniers de T'ong-tcheou qui étaient dans un état lamentable et dont la moitié étaient morts. Les Anglais, pour se venger, incendièrent le Palais d'Eté le 18 octobre. Nous nous empressons d'ajouter à l'honneur des Français, qu'ils refusèrent de participer à cette œuvre de destruction.

Au Palais d'Eté, lord Elgin fit saisir les archives du gouvernement chinois. Le général Ignatiev en fut très inquiet, car la correspondance sino-russe s'y trouvait. Sa révélation aurait été une preuve de la duplicité russe car elle contenait les offres d'armes et les demandes faites par la Russie au gouvernement chinois. Heureusement pour Ignatiev, les ambassadeurs alliés n'en eurent aucune connaissance (1).

1. Bouksgevdén, p. 180-189.

§ 8. — *Le général Ignatiev médiateur entre
la Chine et les alliés*

Dans cet état de choses, une entente avec le gouvernement chinois était plus difficile que jamais. Il n'était représenté à l'égard des alliés que par le prince Kong, les autres membres du gouvernement ayant quitté Péking à la suite de l'empereur. Si on n'arrivait pas à s'entendre avec le seul négociateur autorisé qu'était le prince Kong, nommé Commissaire impérial et muni de pleins pouvoirs dès septembre 1860 (1) les alliés auraient été condamnés à faire une campagne d'hiver (2).

C'est alors que le général Ignatiev crut le moment arrivé pour interposer sa médiation. Il avait suivi de loin les événements que nous venons de décrire. Après avoir quitté Tientsin, il s'approcha de Péking au fur et à mesure de l'avance des alliés. Le 15/27 septembre il s'arrêta à Tong-tcheou, où il resta jusqu'au 3/15 octobre. Le 4/16 octobre, il entra à Péking par la porte Ngan-ting, qui était gardée par les alliés et se rendit immédiatement à la mission ecclésiastique. Aussitôt, deux fonctionnaires chinois vinrent trouver l'archimandrite Gouri pour

1. Communication du prince Kong au baron Gros du 21. sept. 1860, dans Cordier, *l'Exp.* 1860, p. 327.

2. Cordier, *l'Exp.* 1860, p. 391.

lui demander si le plénipotentiaire russe consentirait à être médiateur entre le gouvernement chinois et les alliés et s'il pourrait empêcher le pillage de la capitale. En même temps, ils invitèrent l'archimandrite Gouri à une conférence qui devait avoir lieu le soir entre les autorités provisoires de la capitale (1).

L'archimandrite Gouri, s'étant rendu à l'invitation, dit à la conférence, que le général Ignatiev, oubliant les griefs du passé, était prêt à sauver la dynastie et la capitale. Les Chinois prièrent l'archimandrite de le décider à accepter la médiation entre eux et les alliés. L'archimandrite répondit que le plénipotentiaire russe ne refuserait pas son assistance si elle lui était demandée officiellement et si la Chine consentait aux exigences légitimes de la Russie. Cette réponse fit réfléchir les Chinois qui déclarèrent ne pouvoir accepter pour frontière quel'Amour. Ils promettaient donc d'admettre le traité d'Aïgoun et refusaient d'accorder de nouveaux territoires à la Russie.

Néanmoins, le lendemain matin, 5/17 octobre, des fonctionnaires chinois se présentèrent chez le général Ignatiev pour l'inviter à les aider dans le rétablissement des relations pacifiques avec les alliés et à prouver ainsi l'amitié de la Russie pour la Chine. Le général Ignatiev répondit qu'il consentait à être médiateur aux conditions suivantes :

1. Bouksgevdén, p. 201 et 202.

1° Le prince Kong devrait lui demander ses bons offices par une communication officielle ;

2° Le gouvernement chinois devrait le tenir au courant de ses négociations avec les alliés, sans rien lui dissimuler ;

3° Le gouvernement chinois devrait consentir à toutes les demandes formulées par le général Ignatiev à Péking en 1859 (1) et reconnaître le traité d'Aïgoun,

Les fonctionnaires chinois promirent de rapporter la réponse d'Ignatiev au prince Kong. Ils revinrent le 6/18 octobre avec une réponse écrite de celui-ci dans laquelle le prince Kong exprimait sa joie d'apprendre que le plénipotentiaire russe était disposé à offrir ses bons offices pour amener une entente entre la Chine et les alliés. Il ajoutait que, eu égard aux difficultés du moment, le plénipotentiaire russe était prié de bien vouloir remettre le règlement des affaires sino-russes jusqu'à la fin des négociations entre la Chine et les alliés. Le prince Kong assurait que les questions pendantes sino-russes seraient tranchées à leur temps et selon les désirs du général Ignatiev. Ainsi, du côté chinois, le général Ignatiev recevait une invitation expresse à offrir ses bons offices et il n'eut garde de la décliner (2).

1. *Suprà*, p. 254.

2. Le général Ignatiev fait part très brièvement de son entrevue avec les fonctionnaires chinois dans une lettre au baron Gros du

Du côté des alliés, et notamment de la part du baron Gros, le général Ignatiev fut aussi invité, sinon officiellement du moins officieusement, à exercer son influence auprès du gouvernement chinois pour l'amener à accepter les conditions de la France et de l'Angleterre. Dès le lendemain de l'entrée des troupes françaises à Péking, Balliouzek, aide de camp du général Ignatiev, eut une entrevue avec le baron Gros. Le plénipotentiaire français observa que les affaires avec le gouvernement chinois avanceraient beaucoup plus vite, si le général Ignatiev consentait à devenir médiateur entre les Chinois et les alliés qui ne pourraient probablement pas se passer de son concours habile (1). Balliouzek répondit que son chef ne refuserait pas ses services si on les lui demandait officiellement. Le baron Gros répliqua qu'il ne serait pas convenable de faire une pareille demande à un diplomate étranger, mais, ajouta-t-il, les alliés seraient très reconnaissants au général Ignatiev s'il pouvait les aider à conclure la paix avec la Chine.

Avant d'entrer à Péking, le général Ignatiev rendit lui-même une visite au baron Gros (2). Celui-ci approuva son intention de se rendre à Péking et

18 octobre 1860. Texte de la lettre dans Cordier, *Relations de la Chine*, I, p. 94/95.

1. Bouksgevden, p. 190.

2. Bouksgevden, p. 198.

le pria même d'y aller le plus tôt possible pour convaincre les Chinois de la nécessité de négocier avec les alliés afin de sauver la dynastie et la capitale.

De Péking, le général Ignatiev fit part au baron Gros, dans une lettre du 18 octobre (1), des efforts qu'il avait faits auprès des mandarins pour les amener à voir le péril de la situation dans laquelle se trouvait la Chine. Le même jour, lord Elgin faisait incendier le Palais d'Été. Le plénipotentiaire anglais semblait vouloir pousser les choses au pire, voire renverser la dynastie mandchoue et lier partie avec les rebelles du sud. Le baron Gros, qui ne voulait pas aller aussi loin et qui craignait que les choses ne se compliquassent davantage, écrivit au général Ignatiev, « dans le plus grand secret, pour l'engager à bien faire comprendre au prince Koung que le sort de la dynastie était entre ses mains et que s'il cédait le 20, avant dix heures (2), à toutes les demandes des alliés, sans condition, la paix serait faite et Peking épargné » (3).

Ainsi, le général Ignatiev possédait toute condition pour intervenir comme médiateur. Il avait à cet effet, non seulement le consentement, mais l'invitation expresse de la Chine et de la France, toutes deux

1. Texte dans Cordier, *Relations de la Chine*, I, p. 94-95.

2. L'ultimatum du baron Gros au gouvernement chinois faisait expirer le délai le 20 octobre à midi.

3. Cordier, *l'Exp.* 1860, p. 400.

pleines de bonne volonté pour s'entendre, mais ne sachant comment s'y prendre. Lord Elgin, tout en n'ayant fait aucune démarche auprès du général Ignatiev, devait certainement aussi accepter avec empressement la cessation de la guerre, si cette cessation pouvait amener l'acceptation des conditions des alliés par le gouvernement mandchou. Le général Ignatiev se mit aussitôt à l'œuvre.

Les Chinois ayant promis au général Ignatiev de le consulter pour toutes leurs communications avec les alliés, celui-ci put exercer sur elles une influence modératrice. Ayant conféré avec le baron Gros et lord Elgin, le plénipotentiaire russe dit aux fonctionnaires chinois que s'ils acceptaient sans condition les exigences des alliés, ceux-ci ne toucheraient pas à la capitale. Il ajouta que les alliés ne voulaient pas renoncer à la résidence d'un représentant diplomatique à Péking. Le général Ignatiev observa qu'il tâcherait de retarder l'arrivée des ministres français et anglais si le gouvernement chinois réglait d'une façon satisfaisante ses affaires avec la Russie (1). Il est à noter que la Russie elle-même ne tenait pas à ce que les alliés eussent un ministre plénipotentiaire résidant à Péking, ce qui aurait mis fin à la situation privilégiée que la Russie possédait grâce à la mission ecclésiastique. Le général Ignatiev employa divers

1. Bouksgevden, p. 215.

arguments auprès des ambassadeurs franco-anglais pour les amener à renoncer à une représentation diplomatique dans la capitale ; mais il n'arriva pas à les convaincre (1).

Les fonctionnaires chinois montrèrent au général Ignatiev leur réponse à l'ultimatum des plénipotentiaires alliés (2). Cette réponse étant tout à fait vague, ne pouvait satisfaire ceux-ci. Le général Ignatiev indiqua dans quel sens il fallait la rédiger pour éviter le renouvellement des hostilités. Les fonctionnaires chinois allèrent alors trouver le prince Kong et revinrent avec une réponse modifiée qui se conformait entièrement à toutes les exigences des alliés. Le plénipotentiaire russe approuva la nouvelle réponse du gouvernement chinois et les fonctionnaires chinois rentrèrent pour copier le texte définitif de la réponse à envoyer aux alliés (3). Il était déjà minuit passé et, dans moins de douze heures, le délai accordé au gouvernement chinois pour accepter l'ultimatum devait expirer. Le général Ignatiev fit immédiatement annoncer aux plénipotentiaires alliés que ses conseils avaient été enfin écoutés et que le prince Kong souscrivait aux demandes des

1. Plus de détails dans Bouksgevden, p. 173, 175, 213, 214.

2. Texte de l'ultimatum du baron Gros, du 17 octobre 1860, dans Cordier, *l'Exp.* 1860, p. 375-380.

3. Texte de la note du prince Kong au baron Gros, du 19 octobre 1860, dans Cordier, *l'Exp.* 1860, p. 397.

alliés. La réponse du prince Kong leur parvint le 20 octobre avant 7 heures du matin. Le même jour, vers midi, les mandarins vinrent remercier le plénipotentiaire russe d'avoir sauvé la capitale (1).

C'est ainsi que, grâce à l'action modératrice du général Ignatiev, des négociations entre la Chine et les alliés purent être ouvertes. Pendant toute la durée de ces pourparlers, les Chinois ne manquaient pas de le consulter. En même temps, le plénipotentiaire russe avait aussi l'occasion de donner quelques conseils aux alliés, conseils qui eurent pour résultat de faciliter l'entente entre les négociateurs. Enfin, la paix fut définitivement établie par les traités de Péking qui furent signés le 24 octobre 1860 avec l'Angleterre et le 25 octobre avec la France.

Le rôle d'honnête courtier pris par le général Ignatiev était dès lors déterminé. Il s'en était acquitté habilement et avait obtenu le résultat désiré en amenant la signature de la paix entre la Chine et les alliés, sans qu'il eût été nécessaire de reprendre les hostilités. Il restait à la Chine à payer la Russie pour le service rendu par son plénipotentiaire.

§ 9. — *Le traité sino-russe*

La phase préparatoire du traité sino-russe était donc achevée. Restait à régler ses détails et à le

1. Bouksgevden, p. 215-217.

signer. A cet effet, il était préférable pour la Russie que les alliés n'eussent pas connaissance de ses demandes et des négociations qui allaient être poursuivies entre le général Ignatiev et les plénipotentiaires chinois. Pour hâter le départ des alliés, Ignatiev avertit les commandants en chef de l'armée franco-anglaise que la saison des grands froids s'approchait (1). Justement, les vents du nord-ouest commencèrent à souffler fort à propos pour le plénipotentiaire russe. Les alliés se préparèrent à se retirer le plus vite possible. Les troupes alliées évacuèrent complètement Péking le 24 octobre/5 novembre 1860. Le baron Gros et lord Elgin partirent le 28 octobre/9 novembre.

Cependant, le général Ignatiev avait déjà commencé ses pourparlers avec le gouvernement chinois, dans l'hôtel de la mission ecclésiastique, le 15/27 octobre 1860. Les négociateurs chinois étaient Jouï, président de la Chambre criminelle, et les conseillers Lin, Pao et Tchen (2). Il n'était pas à craindre que les Chinois dévoilassent les demandes russes aux alliés, car ils redoutaient que ceux-ci ne suivissent l'exemple de la Russie en demandant aussi des territoires chinois. D'autre part, ayant promis au général Ignatiev de satisfaire ses demandes en échange de sa

1. Bouksgevden, p. 222.

2. Bouksgevden, p. 223.

médiation, le gouvernement chinois avait à cœur de tenir sa parole et ne songeait pas à s'y dérober en faisant intervenir les puissances étrangères.

Dans la première entrevue entre les plénipotentiaires russes et chinois, ceux-ci exprimèrent au général Ignatiev leur reconnaissance pour ses bons offices (1). Le général leur remit trois documents : un résumé des demandes russes, une carte de la frontière orientale proposée par la Russie et un projet de traité en 15 articles.

Les conférences avaient lieu tous les jours de 9 à 10 heures du matin et de 5 à 7 heures du soir. Pour ne pas éveiller les soupçons des alliés, les pourparlers se faisaient chez le chef de la mission ecclésiastique qui avait l'habitude de recevoir des Chinois. La Russie était le plus souvent représentée dans les conférences par l'archimandrite Gouri et par Tatarinov. Pour précipiter les négociations qui traînaient interminablement, le général Ignatiev ne manquait pas de rappeler aux mandarins les services qu'il leur avait rendus. Il démontrait que c'était lui seul qui avait éloigné les troupes alliées et qu'il lui était très facile de les faire revenir à Péking. Il ajoutait que si le traité n'était pas rapidement signé, il se verrait obligé de rester tout l'hiver à Péking, ce qui aurait pour conséquence de hâter l'arrivée dans la capitale

1. Bouksgevden, p. 224 et s.

des ministres français et anglais. Pour accélérer la conclusion du traité, le général Ignatiev consentit à faire quelques concessions insignifiantes : il renonçait à l'établissement d'un consul russe à Tsitsikar ; il consentait à limiter à 200 personnes le nombre des Russes pouvant séjourner à la fois dans un même endroit de la Chine ; il consentait à ce que les sujets chinois se trouvant sur la rive droite de l'Oussouri, cédée à la Russie, gardassent leur nationalité chinoise et restassent là où ils étaient avant la cession. Les plénipotentiaires chinois finirent alors par accepter les autres dispositions du projet de traité russe.

Le lendemain du départ du baron Gros et de lord Elgin, le prince Kong alla rendre sa première visite au plénipotentiaire russe et lui exprimer toute la reconnaissance que lui devait l'Empereur de Chine pour son assistance pendant l'expédition franco-anglaise de 1860.

Quelques jours plus tard, un décret de l'Empereur de Chine venait approuver le *projet* du traité sino-russe. Le texte original du traité étant en langue russe, on se mit aussitôt à le traduire en chinois. La signature du traité eut lieu le 2 / 14 novembre 1860 au *Nan-kouan*, hôtel de la mission ecclésiastique, entre le prince Kong et le général Ignatiev.

Le décret impérial rendu avant la signature du traité dont il approuvait le *projet* fut considéré comme une ratification du traité par l'Empereur de

Chine. Le protocole du 2 / 14 novembre 1860 constatant l'échange des exemplaires du traité de Péking le déclare expressément (1).

Le traité de Péking entra en vigueur sur l'exemple des traités français et anglais, dès le jour de sa signature. En effet, bien que le traité n'ait pu matériellement être ratifié en si peu de temps par le tsar, un protocole constatant l'échange des exemplaires du traité sensé ratifié des deux côtés, fut signé le 2 / 14 novembre par le prince Kong et le général Ignatiev. On ne peut expliquer autrement l'existence de ce protocole constatant l'échange des exemplaires du traité. Cette constatation faite dans un document séparé du texte du traité n'aurait aucun intérêt si le traité n'était pas sensé déjà ratifié et s'il fallait procéder plus tard à un véritable échange des ratifications pour le rendre obligatoire.

Le 5 / 17 novembre 1860, Balliouzek partit pour Saint-Petersbourg avec le traité de Péking. Le traité de Péking fut ratifié par le tsar le 1^{er} janvier 1861 (2).

Le général Ignatiev quitta la capitale le 10 / 22 novembre 1860 et fut traité pendant tout son voyage avec le plus grand honneur. Il se dirigea par Kalgan et Ourga à Kiakhta où il arriva le 27 novembre / 9 décembre (3).

1. *Treaties*, p. LXXV.

2. Ravenstein, p. 151.

3. Bouksgevden, p. 239.

SECTION II

LE TRAITÉ DE PÉKING DE 1860

Le traité de Péking règle les rapports entre la Chine et la Russie naissants du fait de leur voisinage. Ce traité complète et modifie les traités antérieurs. Il ne tranche pas de questions complètement nouvelles, imprévues dans les traités antérieurs, comme cela fut, par exemple, du commerce maritime pour le traité de Tientsin. Aussi pouvons-nous, pour exposer plus clairement son contenu, classer ses dispositions sous les mêmes chefs des rapports sino-russes que ceux que nous connaissons déjà.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

CONDITIONS DES RELATIONS ENTRE LES GOUVERNEMENTS CHINOIS ET RUSSES

§ 1. — *La frontière sino-russe*

En ce qui concerne la frontière sino-russe, le traité de Péking est d'une importance fondamentale. Il détermine ses extrémités orientale et occidentale. Ces extrémités avaient été laissées indéterminées par les traités : pour la partie orientale en vertu d'une

disposition expresse du traité d'Aïgoun (1) et pour la partie occidentale parce qu'elle n'existait pas au moment du traité de Kiakhta qui délimitait les territoires russes et chinois situés à l'Ouest. Un Etat dzoungare se trouvait alors entre Chine et la Russie sur les lieux appartenant maintenant à la Chine (2).

1. *Partie orientale de la frontière sino-russe.* —

La fixation de cette frontière tout à l'avantage de la Russie est la récompense principale de la médiation du général Ignatiev pendant la deuxième expédition franco anglaise. L'article 1^{er} du traité d'Aïgoun et l'article 9 du traité de Tientsin prévoyaient une délimitation, par conséquent, une répartition des territoires situés entre l'Oussouri et la mer. L'article 1^{er} du traité de Péking tranche la question en attribuant tout simplement la totalité de ces territoires à la Russie.

Mais, bien avant cette cession légale, la Russie avait occupé les territoires en question. Ce qui la poussait à le faire n'était pas seulement le désir de placer le gouvernement chinois devant un fait accompli. Craignant que l'Angleterre ne les convoitât, et n'occupât, par exemple, la baie de Possiet d'où elle aurait pu agir sur la Mandchourie et sur l'Amour (3), la Russie voulait se donner l'apparence

1. *Suprà*, p. 171.

2. *Suprà*, p. 31.

3. Lettre du comte Mouraviev au général Ignatiev du 1/13 juillet 1859. Texte dans Barsoukov II, p. 262-270.

de les avoir déjà en sa possession. Nous savons, qu'après 1850, la Russie avait commencé déjà à occuper la côte maritime des territoires en question. En 1859, en exécution de l'article 9 du traité de Tientsin (1) le général Mouraviev envoya le colonel Boudagoski pour tracer une carte de la frontière orientale que la Russie voulait proposer pour les territoires indélimités. Le colonel Boudagoski partit de l'embouchure de l'Ooussouri le 11/23 avril 1859 ; il remonta cette rivière et arriva le 12/24 mai à ses sources. De là, il alla par terre jusqu'à l'embouchure de la rivière Tioumen-oula débouchant dans la mer qu'il atteignit le 16/28 juin (2). Le colonel Boudagoski ne rencontra nulle part de commissaires chinois avec lesquels il pût s'entendre au sujet du tracé de la frontière. Néanmoins, il ne fit pas une expédition inutile. Elle lui permit de dresser un tracé de son itinéraire qui devait en même temps être la ligne de frontière désirée par la Russie. C'était d'ailleurs le but principal de la mission du colonel Boudagoski. La carte de la frontière orientale ainsi dressée, fut envoyée par le comte Mouraviev au général Ignatiev en juillet 1859 (3). Celui-ci devait s'en inspirer pour obtenir la reconnaissance par le gouvernement chinois de la

1. *Suprà*, p. 183.

2. Lettre du comte Mouraviev au général Ignatiev du 30 juin 12 juillet 1859. Texte dans Barsoukov II, p. 267.

3. Voir *suprà*, p. 255 en note.

frontière proposée par la Russie, frontière qui devait donner à celle-ci la totalité des territoires laissés indélimités par le traité d'Aïgoun.

Comme nous savons, le général Ignatiev ne put obtenir en 1859 cette reconnaissance du gouvernement chinois. Le plénipotentiaire russe informa le comte Mouraviev de l'insuccès de ses négociations à Péking et lui conseilla en même temps d'occuper les points importants des territoires indélimités et d'y hisser le pavillon russe pour empêcher le débarquement de troupes étrangères (1). Le comte Mouraviev était complètement d'accord avec le général Ignatiev et lui rendait compte, en août 1859, des mesures qu'il avait prises : « A Khabarovsk, j'ai prescrit de ne laisser aucun fonctionnaire chinois descendre l'Amour plus loin que Khabarovka ; j'ai ordonné de transporter sur l'autre rive le poste mandchou que j'ai trouvé sur la rive droite de l'Oussouri près de son embouchure, en autorisant de se servir, en cas de résistance, de nos soldats et de nos embarcations » (2). « J'ordonne, dès à présent, de chasser de la rive droite de l'Oussouri sur la rive gauche tous les fonctionnaires et les postes chinois, quant aux récalcitrants j'ordonne de les prendre et de les transporter de force à Aïgoun » (3).

1. Bouksgevden, p. 32-33.

2. Bouksgevden, p. 33.

3. Bouksgevden, p. 31.

Ainsi, la Russie se conduisait sur la rive droite de l'Oussouri comme si elle lui appartenait déjà. Elle en prenait possession malgré les protestations des Chinois. Ce n'était pas une occupation de territoires vacants et sans maîtres, mais la spoliation des possessions d'une autre puissance.

Ne pouvant obtenir la cession légale de la région maritime, la Russie voulut tout au moins faire croire aux puissances étrangères qu'elle lui appartenait. C'est ainsi que le capitaine Likhatchev se rendant à Pei-t'ang, sur la demande du général Ignatiev (1), passa par la baie Possiet pour y débarquer, le 12/24 avril 1860, 2 officiers avec 25 hommes, probablement par suite d'un ordre du général Ignatiev. Il leur fut recommandé d'arborer le pavillon russe en cas d'arrivée de navires étrangers et de dire que la baie appartenait à la Russie en vertu du traité d'Aï-goun (2). La Russie voulait ainsi empêcher que l'Angleterre ne s'établît sur quelques points de la côte maritime. Nous avons déjà dit (3) que la violation éventuelle d'un droit par un Etat n'autorise pas un autre Etat à le devancer dans cette violation. Les territoires entre l'Oussouri et la mer se trouvant *possédés en commun* par la Chine et la Russie, en

1. *Supra*, p. 258.

2. Bouksgevden, p. 52-53.

3. *Suprà*, p. 131.

vertu d'une stipulation expresse de l'article 1 du traité d'Aïgoun (1), celle-ci n'avait le droit d'y faire aucun acte sans avoir préalablement consulté la Chine.

Si encore l'occupation de la côte maritime pouvait s'expliquer par des raisons politiques, telle que le désir d'empêcher l'implantation d'une tierce Puissance, les mesures prises par le comte Mouraviev sur la rive droite de l'Ooussouri n'avaient plus la moindre justification. La côte étant déjà occupée par la Russie, celle-ci ne pouvait craindre que l'Angleterre s'implantât sur l'Ooussouri. La Russie n'avait donc d'autre raison de désirer l'Ooussouri que celle de l'ambition territoriale.

Cette ambition territoriale est enfin satisfaite et consacrée régulièrement par le traité de Péking dont l'article 1 s'exprime de la sorte (2):

«... depuis le confluent de la rivière Oousouri [avec l'Amour] jusqu'au lac Hinkaï, la ligne frontière suit les rivières Ooussouri et Son'gatcha. Les terres situées sur la rive orientale (droite) de ces rivières appartiennent à l'Empire de Russie et sur la rive occidentale (gauche), à l'Empire de Chine. Plus loin, la ligne frontière entre les deux Empires, depuis le

1. *Suprà*, p. 171.

2. Les citations du traité de Péking sont empruntées au *Treaties*, p. 36-46, lequel reproduit une version française du traité publiée par Mayers.

point de sortie de la rivière Son'gatcha, coupe le lac Hinkaï et se dirige sur la rivière Bélén-ho (Tour) ; depuis l'embouchure de cette rivière, elle suit la crête des montagnes jusqu'à l'embouchure de la rivière Houpitou (Hauptou), et, de là, les montagnes situées entre la rivière Khoûn-tchoun et la mer jusqu'à la rivière Thou-men-kiang. Le long de cette ligne, également, les terres situées à l'est appartiennent à l'Empire de Russie et celles à l'ouest à l'Empire de Chine. La ligne frontière s'appuie à la rivière Thou-men-kiang, à 20 verstes chinoises (li) au-dessus de son embouchure dans la mer ».

Cette frontière orientale, qui attribue à la Russie la totalité des territoires indélimités par le traité d'Aïgoun, est soit-disant établie « pour corroborer et élucider » l'article 1^{er} du traité d'Aïgoun et l'article 9 du traité de Tientsin. Mais, ce n'est que de l'euphémisme. Les articles invoqués parlent d'une délimitation des territoires situés entre l'Oussouri et la mer et possédés en commun par les deux Empires. Or, ce n'est pas les délimiter que de les attribuer entièrement à la Russie. Une délimitation quelque peu équitable aurait laissé quelques-uns de ces territoires à la Chine. En réalité, la Chine renonçait en faveur de la Russie à son droit de copartageant résultant implicitement de l'article 1^{er} du traité d'Aïgoun et de l'article 9 du traité de Tientsin. C'était une renonciation en échange de la médiation

russe de 1860; c'était, pour la Russie, le « droit de courtage » qu'on peut considérer, avec M. Cordier, comme « honnête (1) » dans le sens évidemment de suffisant. Le traité de Péking loin d'être l'exécution de l'article 1^{er} du traité d'Aïgoun et de l'article 9 de celui de Tientsin, en est donc plutôt une modification.

L'article 1^{er} du traité de Péking, après avoir établi la ligne de la frontière orientale, confirme la carte de la frontière qui est probablement celle dressée par le colonel Boudagoski. « Cette carte est signée par les Plénipotentiaires des deux Empires et scellée de leurs sceaux ».

La frontière naturelle constituée par un cours d'eau n'existant plus au sud du lac Hinkaï, l'article 3 prévoit la pose de bornes-frontières depuis le lac Hinkaï jusqu'à la rivière Thou-men-kiang (Tioumen-Oula). A cet effet, « les Gouvernements russe et chinois nommeront des commissaires » qui « devront se réunir au confluent de la rivière Ousouri dans le courant du mois d'avril » 1861. Ces commissaires « dresseront des cartes et des descriptions détaillées de la ligne-frontière, en quatre exemplaires, dont deux en langue russe et deux en langue chinoise ou mantchoue. Ces cartes et descriptions seront signées et scellées par les commissaires, après quoi deux exemplaires, un en russe et l'autre en langue chinoise

1. Cordier, *Relations de la Chine*, t. I, p. 97.

ou mantchoue, seront remis au Gouvernement russe, et deux exemplaires semblables au Gouvernement chinois, pour être conservés par eux. Pour la remise des cartes et descriptions de la ligne frontière, il sera dressé un protocole corroboré par la signature et l'apposition des sceaux des commissaires et qui sera considéré comme Article Additionnel au présent traité ».

Ces prescriptions de l'article 3 furent fidèlement exécutées par les commissaires chinois Tchen-tsi, directeur général des approvisionnements et Tsin, commandant en chef de la province de Girin et les commissaires russes, le contre-amiral Pierre Kozakevitch, gouverneur militaire de la province maritime et le colonel Constantin Boudagoski. Seulement, ils se réunirent à l'embouchure du Bélén-ho (Tour, en russe) en juin 1861 et non pas en avril, à celle de l'Oussouri, comme c'est dit dans l'article 3. Le protocole fut signé le 16/28 juin 1861. Il constate la signature et l'échange effectués par les commissaires de « deux cartes de la ligne-frontière, écrites en langue russe et en langue mantchoue, qui forment annexe au Traité de Pékin (1) » et de « quatre cartes et descriptions de la frontière de l'Oussouri à la mer, dont deux en langue russe et deux en langue chinoise ».

1. Probablement les cartes dont il est question dans l'article 1^{er} et qui ont été signées en même temps que le traité.

Ainsi était accompli le dernier acte consacrant dans les rapports entre la Chine et la Russie, l'acquisition par celle-ci d'un territoire de 660 milles ou 1.858.400 kilomètres carrés (1). Ce territoire s'étend le long de la côte jusqu'aux possessions coréennes. Par conséquent, la Chine est complètement exclue de la mer du Japon.

Une restriction à l'exercice de la souveraineté russe sur ce territoire est apportée par l'article 1^{er} :

« Dans le cas où il existerait dans les lieux sus-indiqués des terrains colonisés par des sujets chinois, le Gouvernement russe s'engage à y laisser les habitants et à leur permettre de se livrer comme par le passé à la chasse et à la pêche (2) ».

Ce texte n'a de signification que si on l'interprète dans le sens que les sujets chinois pourront rester dans les mêmes lieux sans perdre leur nationalité chinoise et sans devenir des sujets russes. Si on n'adopte pas cette interprétation, le texte en question énoncerait simplement une conséquence naturelle de toute acquisition de territoires, qu'il serait inutile d'insérer formellement dans un traité et notamment que les habitants se trouvant sur les territoires acquis

1. Chiffres donnés par Pène-Siefert, *la Russie en Chine* (*Revue de géographie*, mai 1903, p. 410).

2. Une traduction plus exacte du texte original russe serait : « le Gouvernement russe s'engage à les laisser sur les mêmes lieux et à leur permettre de se livrer comme par le passé aux industries de pêche et de chasse ».

pourront y rester et vaquer à leurs occupations habituelles. L'article 1^{er} peut donner lieu à cette dernière interprétation qui ne tranche aucune question de nationalité, puisque l'expression « sujets chinois » peut servir à désigner simplement les habitants chinois des territoires acquis par la Russie. Ces territoires ayant appartenu à la Chine, leurs habitants étaient évidemment des sujets chinois au moment de la signature du traité de Péking. Il est tout naturel qu'ils restent sur les territoires cédés par la Chine, quitte à devenir des sujets russes, ce que la deuxième interprétation ne précise pas.

Entre les deux interprétations possibles du texte précité, c'est à la première qu'il faut se rallier. Elle a pour elle, non seulement le bon sens, mais aussi une déclaration expresse du général Ignatiev, lorsqu'il négociait le traité à Péking en novembre 1860 (1).

II. *Partie occidentale de la frontière sino-russe.*
— Par suite de la conquête de l'Etat dzoungare par l'Empereur K'ien-long et des agrandissements de la Chine et de la Russie en Asie centrale (2), les territoires chinois et russes à l'ouest du dernier poteau occidental de la frontière établie par le traité de Kiakhta, finirent par se toucher. L'article 2 du traité

1. *Supra*, p. 289.

2. *Infra*, 3^e partie, chap. 1^{er}.

de Péking établit une frontière entre ces territoires :

« La ligne frontière à l'ouest, indéterminée jusqu'ici, doit désormais suivre la direction des montagnes, le cours des grandes rivières et la ligne actuellement existante des piquets chinois. A partir du dernier phare, nommé Chabindabaga (1), établi en 1728 (sixième année de Young-tching), après la conclusion du traité de Kiakhta, elle se dirigera vers le sud-ouest jusqu'au lac Dsaï-sang, et de là jusqu'aux montagnes situées au sud du lac Issyk-koul, et nommées Tèngrichan, ou Alatau des Kirghises, autrement dites encore Thian-chan-nan-lou (branches méridionales des montagnes célestes), et le long de ces montagnes jusqu'aux possessions du Kokand ».

Les prescriptions de l'article 3 concernant l'envoi de commissaires pour l'établissement de cartes détaillées, s'appliquent également à la frontière occidentale. Les commissaires chinois et russes devront se réunir à Tarbagataï à une époque indéterminée par le traité (article 3).

Les commissaires ne signèrent le protocole que le 25 septembre /7 octobre 1864, à Tchougoutchak (2). Les commissaires chinois étaient : Ming-yi, tsiang-kiun d'Ouliasoutaï ; Silin, amban de Tarbagataï ; et Bolgosou. Ceux de la Russie étaient : Jean Zakharov,

1. *Supra*, p. 15.

2. Ne pas confondre ce protocole de Tchougoutchak avec celui de 1858 réglant la question de l'incendie des factoreries russes. *Suprà*, p. 165. Zakharov a été le signataire de l'un et de l'autre.

consul à Kouldja, et le colonel Jean Babkov. A la différence du protocole concernant la frontière orientale, celui de Tchougoutchak est beaucoup plus long, car il contient en même temps la description détaillée de la frontière. Il se compose de 10 articles.

Ils constatent l'échange des cartes de la frontière et déclare, en outre, que, 240 jours après l'échange du protocole, des commissaires se réuniront pour procéder à l'érection de bornes-frontières suivant le tracé de la carte (1). Le protocole prescrit de laisser sur la frontière une zone neutre de 30 *sajens* (soixantaine de mètres) (2). Les habitants, étant pour la plupart des nomades, dépendront pour toujours de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent le jour de l'échange du protocole. Si, à l'avenir, ils traversent la frontière, ils devront être renvoyés chez eux.

Pour la frontière occidentale encore, la délimitation fut faite tout à l'avantage de la Russie. L'article 2 du traité de Péking dit qu'elle doit être faite suivant « la ligne actuellement existante des piquets chinois ». Or, nous voyons dans le protocole de 1864, article 4, qu'un grand nombre de piquets chinois

1. Entre Chabina Dabaga et Khabar-Asou, au sud du lac Zaïsan-Nor, 12 bornes furent érigées en 1869-70 (Yorck von Wartenburg, *Das Vordringen der russischen Macht in Asien*, p. 34.

2. Une zone neutre existe sur toute la frontière sino-russe, mais sa largeur varie suivant la nature du pays qu'elle parcourt. Voyez Klaproth, *Mémoires relatifs à l'Asie*, I, p. 54.

se trouvaient sur les territoires attribués à la Russie. Le protocole déclare que, dans le délai d'un mois après l'érection des bornes-frontières, ces piquets chinois devront se retirer et rentrer dans les limites de la frontière chinoise. Peut-être même, la Chine a-t-elle perdu plus que des rognures de territoires le long de la frontière. En effet, Alexis Krausse écrit (1) que « parmi ses [du traité de Péking] principales stipulations était la cession des lacs Balkach et Issik-koul... » G. Demanche déclare également que le traité de 1860 « confirmait et fixait la cession des lacs Balkach et Issyk-koul » (2). Il en résulterait donc que ces lacs étaient chinois avant 1860.

§ 2. — *Les moyens de communication diplomatique entre la Chine et la Russie*

1° **Autorités chinoises et russes compétentes pour entrer en relations les unes avec les autres.**

1° *Autorités centrales.* — Le traité de Péking n'apporte aucune modification aux autorités centrales s'occupant des rapports sino-russes (3).

Cependant, du côté chinois une modification fut introduite en ce qui concerne l'autorité centrale compétente pour traiter les affaires russes. Un décret du

1. *Russia in Asia*, p. 174.

2. *L'Expansion russe en Asie orientale (Revue française de l'étranger et des colonies*, mai 1901, p. 261-262).

3. *Suprà*, p. 220-221.

19 janvier 1861 crée le Tsong-li Yamen, nouveau ministère, chargé des relations extérieures de l'Empire chinois (1).

2° *Autorités locales*. — Quant aux autorités locales chinoises et russes pouvant entrer en communication les unes avec les autres, leur nombre est accru, en vertu de l'article 9, ce qui est une conséquence naturelle de l'extension de la frontière sino-russe :

« Désormais, outre les relations qui existent à la frontière orientale, par Ourga et Kiakhta, entre le gouverneur de Kiakhta et les autorités d'Ourga, et à la frontière occidentale, entre le Gouverneur-général de la Sibérie Occidentale et l'administration d'Ili (2), il y aura encore des relations de frontières entre les Gouverneurs militaires de la province de l'Amour et de la province maritime et les *tsiang-kiun* (Commandants en chef) de Hé-loung-kiang et de Kirin... »

Ces autorités locales chinoises et russes traitent sur un pied de parfaite égalité et sont tenues de n'entretenir des relations « que pour les affaires dans lesquelles leur administration est directement intéressée ».

En outre, s'il y a une affaire importante, le Gouverneur-général de la Sibérie orientale peut s'adresser à Péking directement :

« En cas d'affaires d'une importance particulière,

1. Détails sur le Tsong-li yamen dans H. Cordier, *la Révolution en Chine*, p. 411 en note, T'oung Pao, 1900.

2. *Suprà*, p. 34-35.

le Gouverneur-général de la Sibérie Orientale a le droit d'entretenir des relations par écrit soit avec le Conseil Suprême (kiun-kî-tchou), soit avec la Cour des Relations extérieures (Li-Fan-youèn), comme principale autorité administrative dirigeant les relations et l'administration des frontières. »

Le Gouverneur-général de la Sibérie Orientale et les autorités supérieures chinoises des frontières peuvent même conclure des traités concernant le commerce terrestre en se conformant aux principes posés dans le traité de Péking :

« Si, ultérieurement, quelque'une des stipulations relatives au commerce de terre arrêtées par le présent Traité offre des inconvénients à l'une ou à l'autre Partie, le Gouverneur-général de la Sibérie Orientale est autorisé à s'entendre avec les autorités supérieures des frontières de l'Empire Ta-Tsing et à conclure avec elles des Conventions additionnelles, en se conformant dans tous les cas aux principes posés ci-dessus » (Art. 14).

3° *Consuls russes et chefs locaux.* — En plus des autorités que nous venons d'énumérer, d'autres fonctionnaires locaux chinois et russes peuvent entrer en rapports, dont la raison d'être n'est plus le voisinage de la Chine et de la Russie, mais la présence de particuliers russes en Chine.

Leur nombre augmente avec celui des villes chinoises ouvertes au commerce russe. Ces fonction-

naires sont d'une part les consuls russes et d'autre part les mandarins locaux. A Kiakhta, ville située à cheval sur la frontière, ces fonctionnaires locaux sont remplacés par le Commissaire des frontières du côté russe et le *dzargoutcheï* (pou-yuan, en chinois) du côté chinois. Nous verrons plus loin la nature particulière de leurs rapports.

II. — Règles adoptées par les deux puissances pour entrer en relations écrites

1^o *Correspondance du Ministère des Affaires étrangères de Russie ou du Gouverneur-général de la Sibérie Orientale avec le Gouvernement de Péking (Art. 13).*

a) *Communications ordinaires.* — Elles ont lieu par la voie postale ordinaire : « Les correspondances ordinaires du Ministre des Affaires étrangères de Russie pour le Conseil Suprême... de L'Empire Ta-Tsing, et celles du Gouverneur-Général de la Sibérie Orientale pour le même conseil ou pour la Cour des Relations Extérieures... sont expédiées de la manière ordinaire par la poste, mais sans être astreintes aux époques fixées pour le départ de celle-ci... (1) ».

C'est un nouveau progrès dans les rapports sino-russes, facilitant la correspondance entre les deux gouvernements, puisque les notes russes, n'ayant plus à attendre les départs de la poste servant à la

1. *Suprà*, p. 221-222.

mission ecclésiastique, peuvent être reçus plus vite à Péking.

b) *Communications importantes*. — Elles sont portées à Péking par des courriers russes spécialement désignés à cet effet. Les courriers peuvent être expédiés non seulement au gouvernement chinois, mais aussi aux représentants diplomatiques de la Russie à Péking.

«... en cas d'affaires d'une importance particulière, ces correspondances peuvent être expédiées par un courrier russe. Pendant le séjour des Envoyés russes à Pékin, les dépêches d'une importance spéciale peuvent également être expédiées par [avec] un fonctionnaire russe expressément désigné à cet effet. Les courriers russes ne doivent être retenus nulle part en route, ni par qui que ce soit. Le courrier chargé de transporter des dépêches doit absolument être sujet russe. L'expédition d'un courrier est annoncée vingt-quatre heures d'avance, à Kiakhta, par le commissaire au *dzargoutcheï* (pou-youèn), et à Pékin par la mission russe à la Cour militaire (pin-pou) ».

Ces dispositions de l'article 13 concernant les courriers ne font que préciser ce qui existait déjà avant. La Russie a envoyé de tout temps des messagers à Péking (1).

1. *Suprà*, p. 36, 222.

*2° Correspondance entre les autorités locales compétentes pour
traiter les affaires sino-russes*

L'article 11 édicte des règles très détaillées concernant le mode de transmission de la correspondance entre les autorités locales chinoises et russes :

« Les communications par écrit entre les autorités supérieures des frontières de l'un et de l'autre Empire ont lieu par l'entremise des fonctionnaires les plus voisins de la frontière, à qui les dépêches expédiées sont remises contre récépissés.

Le Gouverneur-Général de la Sibérie Orientale et le Gouverneur de Kiakhta envoient leurs dépêches au commissaire des frontières à Kiakhta, qui les remet au *dzargoutcheï* (pon-youèn) ; les Gouverneurs d'Ourga expédient les leurs au *dzargoutcheï*..., qui les remet au commissaire des frontières de Kiakhta.

Le Gouverneur militaire de la province de l'Amour envoie ses dépêches par l'adjoint (fou-dou-toun) du Commandant-en-chef (tsiang-kiun) dans la ville d'Aïgoun, par l'entremise duquel les Commandants en chef... de Hé-loung-kiang et de Kirin transmettent les leurs au Gouverneur militaire de la province de l'Amour.

Le Gouverneur militaire de la province maritime et le Commandant-en-chef... de Kirin se transmet-

tent réciproquement leur dépêches par l'entremise de leurs chefs de postes frontières sur les rivières Ousouri et Khoun-tchoun.

La transmission des correspondances entre le Gouverneur Général de la Sibérie Occidentale et l'administration supérieure ou le commandant en chef... d'Ili s'effectue par l'entremise du consul de Russie dans la ville d'Ili (Kouldja).

En cas d'affaire d'une importance particulière exigeant des explications verbales, les autorités supérieures des frontières de l'un et de l'autre Empire peuvent s'expédier réciproquement leurs dépêches par des fonctionnaires russes de confiance ».

3°. — *Organisation d'un service postal régulier* (art. 12)

L'article 11 du traité de Tientsin avait déjà établi un service postal officiel à l'usage des gouvernements chinois et russe et de la mission ecclésiastique (1). Le traité de Péking ne vient que régler plus minutieusement le fonctionnement du service soit en modifiant les prescriptions du traité de Tientsin, soit en les complétant.

a) *Dispositions modifiant celles du traité de Tientsin.* — Les postes aux colis partiront une fois tous les deux mois de Kiakhta pour Péking, mais conti-

1. *Suprà*, p. 221, 222, 229.

nueront à partir une fois tous les trois mois pour la direction inverse,

La durée du trajet est prolongée : « les postes aux lettres doivent arriver à leur destination en 20 jours au plus, et les postes aux colis en 40 jours au plus ».

d) *Dispositions complétant celles du traité de Tientsin.* — Elles concernent l'organisation technique du service postal. Nous pouvons l'ignorer car son étude n'offre aucun trait caractéristique des relations sino-russes.

En vue de l'augmentation du nombre des marchands russes en Chine, le traité de Péking, prévoyant que la poste officielle ne pourrait suffire à leurs besoins, les autorise à établir un service postal : « Si les marchands russes jugent nécessaire, pour les besoins de leurs affaires de commerce, d'établir à leurs frais un service de poste pour le transport de leurs lettres ou de leurs marchandises, la faculté leur en sera accordée, afin d'alléger le service de la poste de l'Etat. En cas d'établissement d'une communication postale, les marchands doivent simplement en prévenir l'autorité locale pour obtenir son assentiment ».

Le traité de Péking ne contient aucune stipulation concernant les envoyés diplomatiques (sauf le droit pour les envoyés russes à Péking de se servir de messagers) ou la mission ecclésiastique. Aussi pouvons-

nous aborder maintenant la condition des marchands russes en Chine.

SOUS-SECTION II

CONDITIONS DES RELATIONS ENTRE PARTICULIERS CHINOIS ET RUSSES

§ 1. — *Les commerçants*

I. — Droit de faire le commerce

Le traité de Péking n'a en vue que le développement du commerce terrestre, celui par mer ayant été réglé par le traité de Tientsin.

a) *Commerce sino-russe sur la frontière (art. 4).*

— Le libre échange absolu est admis entre les Chinois et les Russes le long de toute la frontière orientale : « Sur toute la ligne frontière établie par l'article 1^{er} du présent Traité, un commerce d'échange libre et franc de droits est autorisé entre les sujets des deux Etats. Les chefs locaux des frontières doivent accorder une protection particulière à ce commerce et à ceux qui l'exercent. Sont en même temps confirmées par le présent, les dispositions relatives au commerce établies par l'Article 2 du Traité d'Aïgoun ».

L'article 1^{er} du traité de Péking dit que la frontière orientale, en commençant au confluent de la Chilka

et de l'Argoun, suit l'Amour, l'Oussouri et aboutit à la rivière Thoumen-kiang qui se déverse dans la mer. L'article 2 du traité d'Aïgoun avait déjà autorisé le commerce le long de cette frontière, puisqu'il permet aux riverains de l'Oussouri, de l'Amour et du Soungari de trafiquer entre eux (1). Seulement, le traité de Péking vient faciliter les transactions commerciales, en stipulant qu'elles seront libres et exemptes de tous droits.

b) *Commerce sino-russe en Chine.* — Le traité de Péking ne fait que généraliser les principes déjà admis pour les commerçants russes en Chine. En ce qui concerne les lieux où les commerçants russes peuvent pénétrer, le traité de Péking renouvelle les stipulations des traités antérieurs qui n'avaient pas été appliquées ou qui étaient tombées en désuétude.

Nous avons dit que le traité de Nertchinsk, dans son article 5, permettait aux sujets des deux Empires, munis de patentes, de pratiquer respectivement le commerce dans tout l'Empire voisin (2). Mais, cet article ne reçut en fait aucune application, les nécessités commerciales n'étant pas encore assez développées et le gouvernement russe entravant l'initiative de ses sujets pour exercer au profit du Trésor un monopole commercial. Quant aux Chinois, ils ne

1. *Suprà*, p. 173.

2. *Suprà*, p. 73 et s.

profitaient pas non plus du droit qui leur était accordé par le traité de Nertchinsk d'aller en Russie.

Le traité de Péking, article 5, ne fait donc, en somme, que répéter ce qui avait été dit 170 ans auparavant, lorsqu'il stipule pour les Russes le droit de faire le commerce partout en Chine et pour les Chinois le droit de commercer en Russie :

« Les marchands russes ont le droit de voyager en Chine, en tout temps, pour affaires de commerce ; seulement, il leur est interdit de se réunir simultanément en nombre de plus de 200 dans le même lieu ; de plus, ils doivent être munis de billets de l'autorité russe à la frontière, indiquant le nom du chef de la caravane, le nombre des hommes dont elle se compose et le lieu de sa destination. Pendant le voyage, ces marchands ont la faculté d'acheter et de vendre tout ce qui leur convient. Tous les frais de leur voyage sont à leur charge ».

« Les marchands chinois sont également autorisés à se rendre en Russie pour y commercer, s'ils le désirent ».

Lors des négociations du général Ignatiev à Péking, en 1859, le gouvernement chinois ne voulait pas reconnaître aux Russes le droit de commercer partout en Chine. Il déclarait que les commerçants russes en Chine n'ont jamais invoqué l'article 5 du traité de Nertchinsk et que le traité de Tientsin ne parle pas du droit pour les Russes de trafiquer partout en

Chine (1). Cependant, en 1860, le gouvernement de Péking finit par céder et souscrire à l'article 5 du traité de 1860, le général Ignatiev ayant consenti à limiter le nombre des Russes qui séjourneraient simultanément dans un même endroit de la Chine.

En fait, le commerçants russes après le traité de Péking, ne pénétrèrent pas dans toutes les provinces chinoises. Des règlements de commerce, que nous examinerons plus loin, vinrent limiter le droit qui leur était reconnu par l'article 5 du traité de Péking.

Pour éviter tout malentendu possible, le traité de Péking rappelle le droit des marchands russes d'aller à Péking, droit qui avait fini par être oublié (2) :

« Outre le commerce existant à Kiakhta, les marchands russes jouiront de leur ancien droit de se rendre de Kiakhta à Péking pour affaires commerciales (art. 5) ».

Le même article déclare en outre : « Sur la route, il leur est également permis de commercer à Ourga et à Kalgan, sans être obligés toutefois d'y établir de commerce en gros ».

L'article 7 pose quelques principes devant faciliter les relations commerciales entre les Chinois et les Russes :

« Dans les lieux ouverts au commerce, les Russes en Chine, comme les sujets chinois en Russie, peu-

1. Bouksgevden, p. 37.

2. *Suprà*, p. 75 et s.

vent se livrer en pleine liberté aux affaires commerciales, sans aucune vexation de la part des autorités locales ; fréquenter avec la même liberté et en tout temps les marchés, les boutiques, les maisons des marchands du pays ; vendre et acheter diverses marchandises en gros et en détail, au comptant ou par échanges ; les livrer et recevoir à crédit, selon leur confiance réciproque. La durée du séjour des marchands dans les lieux où se fait le commerce n'est pas déterminée, et dépend de leur libre arbitre ».

II. -- Droit d'avoir des consuls

Le traité de Kouldja et celui de Tientsin accordaient déjà ce droit aux Russes en Chine. Le traité de Péking établit deux nouveaux consulats russes en Chine et permet au gouvernement chinois d'envoyer des consuls en Russie.

C'est à Kachgar et à Ourga que le gouvernement russe est autorisé à nommer des consuls. Dans ces deux villes, les Russes jouiront des mêmes droits qu'à Kouldja et à Tchougoutchak. Ils pourront y avoir leur consul ainsi que des factoreries, des pâturages, des cimetières, etc. (art. 5, 6, 8).

L'article 8 déclare en même temps : « Le Gouvernement chinois peut également, s'il le désire, nommer des Consuls dans les capitales et autres villes de l'Empire de Russie ».

C'est la première fois qu'un traité sino-russe permet à un fonctionnaire chinois de résider en Russie. Jusqu'à présent c'était à la Russie seule qu'était reconnue la faculté de nommer des consuls ou des ministres plénipotentiaires. Les traités sino-russes ne stipulent pas le droit pour la Chine d'avoir un représentant diplomatique permanent en Russie. Le gouvernement de Saint-Petersbourg ne manqua pas de le faire remarquer, en 1879, à propos de l'envoi d'un ambassadeur chinois en Russie (1).

III. — Droit d'être jugé par les autorités nationales

Nous savons que les consuls russes en Chine ont des attributions judiciaires. L'article 7 du traité de Tientsin stipulait que les Russes sont jugés par leur consul selon la loi russe (2).

L'article 8 du traité de Péking réaffirme ce principe que les parties relèvent de leur loi nationale et détermine les différentes fonctions judiciaires des consuls. Comme l'article 8 s'applique indistinctement aux consuls russes autant qu'aux consuls chinois, et qu'il déclare expressément que les consuls ont des attributions judiciaires, nous pouvons en conclure que les particuliers chinois en Russie sont

1. Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 184.

2. *Suprà*, p. 238-239.

soustraits à la juridiction locale pour relever exclusivement de leur consul et de leur loi nationale.

L'intervention judiciaire des consuls peut se manifester de plusieurs manières. Elle varie suivant la nature ou la gravité du litige :

a) *Affaires commerciales.* — Pour ces affaires le consul ne dit pas le droit. Il se borne à jouer le rôle de conciliateur s'efforçant d'amener une entente entre les parties en litige, sans appliquer une loi quelconque : « Les litiges, revendications et autres malentendus de même nature, survenant entre marchands à propos d'affaires commerciales, seront réglés par les marchands eux-mêmes, au moyen d'arbitres choisis parmi eux ; les consuls et les autorités locales doivent se borner à coopérer à l'arrangement à l'amiable, sans prendre aucune responsabilité relativement aux revendications.

Dans les lieux où le commerce est autorisé, les marchands de l'un et de l'autre Empire peuvent contracter des engagements par écrit pour des commandes de marchandises, la location de boutiques, maisons, etc., et les présenter à la légalisation du Consulat et de l'administration locale. En cas de non exécution d'un engagement écrit, le consul et le chef local prennent des mesures pour amener les parties à remplir exactement leurs obligations ».

b) *Affaires civiles et correctionnelles* — C'est dans

ces affaires que les consuls ont par excellence le rôle de juges :

« Les crimes et délits doivent être jugés, comme il est réglé par l'article 7 du traité de Tientsin, d'après les lois de l'Empire dont le coupable est sujet. »

« Les contestations qui ne se rapportent point à des affaires de commerce entre marchands, telles que litiges, plaintes, etc., sont jugées de consentement mutuel par le consul et le chef local, et les délinquants sont punis d'après les lois de leur pays ».

Ce n'est que la répétition de l'article 7 du traité de Tientsin. Ainsi, que le Russe soit demandeur ou défendeur ce sera toujours le consul qui le jugera. Il n'y a donc pas application rigoureuse du principe *actor sequitur forum rei*.

c) *Affaires criminelles graves* — Le consul n'a dans ce cas que le rôle de juge d'instruction, le coupable étant envoyé en son pays pour y être jugé :

« Dans les cas de crimes graves, tels que meurtre, brigandage avec de graves blessures, attentat contre la vie, incendie prémédité, etc., après enquête, si le coupable est Russe, il est envoyé en Russie pour être traité selon les lois de son pays, et s'il est Chinois, sa punition lui est infligée par l'autorité du lieu où le crime a été commis, ou bien, si les lois de l'Etat l'exigent, le coupable est envoyé dans une autre ville ou une autre province pour y recevoir son châtimement ».

Cette disposition du traité de Péking généralise ce qui avait été admis par l'article 7 du traité de 1851 (1) pour Kouldja et Tchougoutchak.

Pour compléter les dispositions ci-dessus sur les fonctions judiciaires des consuls, l'article 8 du traité de 1860 ajoute :

« En cas de crime, quelle qu'en soit la gravité, le Consul et le chef local ne peuvent prendre les mesures nécessaires que relativement au coupable appartenant à leur pays, et ni l'un ni l'autre n'a le droit d'incarcérer ni de juger séparément, et encore moins de châtier un individu non sujet de son Gouvernement ».

Un examen impartial de l'article 8 conduisant nécessairement à la conclusion qu'il s'applique aux consuls russes en Chine autant qu'aux consuls chinois en Russie, il résulte du texte ci-dessus, que les Chinois ayant commis un crime en Russie sont soustraits à la juridiction locale. D'ailleurs, l'article 172 du Code pénal russe déclare expressément « que les Chinois ayant commis un crime en-deçà de la frontière russe seront livrés à leur gouvernement (pour être jugés) » (2). Néanmoins, F. de Martens affirme que les Chinois doivent être justiciables des tribunaux russes et considère la disposition de l'article 172

1. *Suprà*, p. 87.

2. F. de Martens, *Traité de droit international*, III, p 31.

comme le résultat « d'une interprétation inexacte des traités conclus par la Russie avec la Chine » (1). M. de Martens écrit : « Elle [la disposition de l'article 172] est insoutenable, non seulement au point de vue du caractère territorial des lois criminelles, reconnu par tous les Etats civilisés, mais encore, en grande partie au point de vue de l'histoire des relations existant entre la Russie et la Chine. Elle est en contradiction avec cette histoire et même avec le texte de quelques-uns des traités conclus. En particulier le traité de Kiakhla de 1728 (5^e point), et le traité conclu en 1851 à Kouldja (10^e point), ne disent rien de l'attribution de juridiction mentionnée ci-dessus. L'histoire des relations entre les deux Etats démontre positivement qu'il n'a pas même pu être question d'affranchir les Chinois de la juridiction des tribunaux russes, attendu que la Russie a toujours refusé de procéder à l'extradition des déserteurs chinois. D'après l'esprit des traités il n'y a lieu de livrer au gouvernement du Céleste Empire que les Chinois qui ont commis un crime en Chine et qui se sont réfugiés ensuite sur notre territoire ».

En lisant ce passage de l'ouvrage de M. de Martens, on serait tenté de croire que l'éminent jurisconsulte russe s'est plu à dessein à émettre quelques affirmations erronées. En tout cas, il n'aurait pu en

1. *Ibid.*

émettre davantage en si peu de lignes. Je ne m'arrêterai pas sur la première affirmation de M. de Martens qui dit que le caractère territorial des lois criminelles est reconnu par tous les Etats civilisés parmi lesquels il range probablement la Russie. Je ne me propose pas d'examiner si la soustraction des Chinois à la juridiction russe est conforme aux principes généraux ; je veux simplement démontrer qu'elle existe en vertu des traités conclus entre la Chine et la Russie et que les arguments de M. de Martens prouvant le contraire, n'ont aucun fondement. Une disposition conventionnelle expresse prime les principes généraux du droit, et cette disposition conventionnelle existe justement dans les rapports sino-russes. Personne ne contestera qu'elle existe pour les Russes qui sont soustraits à la juridiction locale en Chine. En étudiant les traités sino-russes nous avons pu nous convaincre qu'il en est ainsi. Mais, les Chinois en Russie sont-ils aussi soustraits à la juridiction locale ? Pour prouver l'affirmative, je n'aurai qu'à refuter les arguments de M. de Martens tendant à justifier l'opinion contraire.

Il déclare que l'article 7 du traité de Kiakhta et l'article 10 du traité de Kouldja ne disent rien sur l'attribution de la juridiction des Chinois à leur gouvernement. Je concède volontiers que les articles en question ne disent rien sur la juridiction des Chinois, étant donné que ces articles n'ont aucun rap-

port avec la punition des crimes commis sur les lieux par des sujets du pays voisin. Cet argument décisif de M. de Martens — le seul — est dû probablement à son imprimeur, car, si nous faisons une inversion et si nous prenons l'article 10 du traité de Kiakhta et l'article 7 du traité de Kouldja, articles que M. de Martens avait probablement en vue, nous verrons que loin de ne rien dire sur la juridiction des Chinois ayant commis un crime en Russie, ils attribuent expressément, sans nul doute possible, la compétence aux autorités chinoises. En voici les preuves :

L'article 10 du traité de Kiakhta a été remanié et remplacé par un autre 1768 (1). Tout lecteur impartial de cet article (2) déclarera sans hésitation qu'il vise indistinctement les Russes en Chine et les Chinois en Russie. Or, voici un passage de l'article 10 :

« Les sujets de l'Empire du Centre qui auront commis des brigandages seront livrés, sans distinction de personnes, au tribunal qui gouverne les provinces extérieures [Li-fan-yuan], et punis de mort ; les sujets des Oros [les Russes] seront livrés à leur Sénat pour subir la même peine. Les meurtriers seront amenés et exécutés publiquement sur la frontière. »

1. *Suprà*, p. 65.

2. Dans *Treaties*, p. 18-20, traduction française.

Il est évident que les criminels visés dans ce texte ne sont pas des sujets du pays où le crime est commis et que leur remise au Li-fan-yuan ou au Sénat russe a lieu de la part des autorités du pays opposé : un traité entre deux Etats ne s'occuperait pas de la punition par les autorités nationales des sujets nationaux ayant commis un crime dans leur pays contre leurs compatriotes. Il ne se peut pas non plus que le texte cité concerne la punition des nationaux qui auraient commis dans leur pays un crime contre un étranger, car l'article 10 loin de protéger ces étrangers, qu'il considère comme des transfuges, les punit (1). Par conséquent, le texte cité ne peut s'appliquer qu'aux étrangers qui se seraient rendus coupables d'un crime dans le pays où ils sont passés. Il en résulte donc que l'article 10 établit nettement que les Chinois ayant commis un crime en Russie doivent être remis au Li-fan-yuan, c'est-à-dire à leur gouvernement.

L'article 10 est complété par un accord de 1792 qui, en modifiant la peine et son mode d'exécution pour les transfuges coupables, confirme la compétence exclusive des autorités nationales qui se réuniront à la frontière et vont (2) : « contre un sujet de l'Empire du Milieu prononcer l'arrêt d'après ses lois internes

1. *Suprà*, p. 64 et s.

2. *Suprà*, p. 68 et s. Texte russe de l'accord dans *Treaties*, p. XLVII-XLIX.

[nationales] et ne pas montrer son exécution aux autorités russes ; contre un sujet de l'Empire russe rendre le jugement suivant les droits et les lois russes et les autorités de l'Empire du Milieu n'ont pas non plus à regarder son fonctionnement ».

On ne pouvait définir plus clairement la compétence nationale.

Quant à l'article 7 du traité de Kouldja, il est également erroné de déclarer qu'il ne dit rien au sujet de la compétence nationale. La fin de cet article contient :

« Mais si, contre toute attente, il se présentait une affaire criminelle ou un cas important en général, il sera procédé conformément aux règles actuellement en vigueur sur la frontière de Kiakhta. »

Or, ces règles en vigueur sur la frontière de Kiakhta sont justement celles de l'article 10 du traité de Kiakhta et l'accord de 1792 qui établissent sans nul doute possible que les Chinois échappent à la juridiction des tribunaux russes. Contrairement à l'opinion de M. de Martens, l'article 172 du Code pénal russe est donc en parfaite conformité avec l'interprétation impartiale des traités sino-russes. M. de Martens a invoqué des textes qui, loin de le soutenir, le contredisent et d'autre part, il semble ignorer l'article 8 du traité de Péking qui lui donne un démenti définitif.

M. de Martens invoque aussi à son appui un fait

tiré de l'histoire des relations entre la Chine et la Russie ; mais je ne vois pas le rapport entre ce fait et la question que nous débattons. Le savant professeur trouve « qu'il n'a pas même pu être question d'affranchir les Chinois de la juridiction des tribunaux russes, attendu que la Russie a toujours refusé de procéder à l'extradition des déserteurs chinois ». Mais le refus d'extradition est-il une preuve que l'Etat requis veuille soumettre le déserteur à la juridiction locale ? Nullement. Il démontre seulement que l'Etat requis ne veut pas que le déserteur soit jugé par l'Etat requérant mais n'indique aucunement que l'Etat requis à l'intention de le juger lui-même. C'est ce qui en fait avait lieu dans l'histoire des relations sino-russes. L'exemple de M. de Martens n'est donc pas probant et certifie seulement que les Russes ont souvent agi contrairement aux stipulations des traités, puisque ceux-ci établissent que les déserteurs des deux pays doivent être extradés. Il n'y a qu'à prendre, pour trouver ces stipulations, l'article 4 du texte russe (1) du traité de Nertchinsk, le nouvel article 10 du traité du Kiakhla, l'article 10 du traité de Kouldja, l'article 10 du traité de Péking.

Ces stipulations ont toujours été respectées par le

1. L'original russe contient une disposition qui ne se trouve pas dans l'original latin : « Quant à ceux qui après cette paix établie vont passer [la frontière], ces transfuges seront renvoyés sans retard des deux côtés aux autorités-frontières ».

gouvernement chinois. « Les autorités chinoises ont toujours été très exactes pour la remise des réfugiés russes (1) ».

Enfin, M. de Martens termine son argumentation par une dernière erreur en disant que « d'après l'esprit des traités » la Russie n'a à livrer que les Chinois qui ont commis un crime en Chine. Nous savons que la Russie est *obligée* par les traités de livrer *tous* les Chinois dont l'extradition est demandée par leur gouvernement et non pas en vertu de « l'esprit des traités », mais par suite de la *lettre* même des traités et notamment des articles que je viens de citer (2).

Un passage, dont nous n'avons pas encore parlé, de l'article 8 du traité de Péking est une nouvelle preuve de la compétence nationale pour les Chinois et les Russes. Il vise les Chinois et les Russes récelés dans le pays voisin et peut s'appliquer, par conséquent, aux criminels puisque ce sont eux qui ont le plus d'intérêt à se cacher.

« En cas de recel d'un sujet russe parmi les Chinois, ou de sa fuite dans l'intérieur du pays, l'autorité locale, aussitôt après en avoir été informée par le consul russe, prend immédiatement des mesures pour faire rechercher le fugitif, et aussitôt après l'avoir découvert le remet au consulat russe. La

1. Schuyler, *Turkistan*, II, p. 184.

2. *Supra*, p. 64 et s., 71, 72. *Infra*, p. 328.

même marche doit également être observée relativement à tout sujet chinois qui se cacherait chez des Russes ou se serait enfui en Russie ».

Ce dernier texte de l'article 8 pourrait s'appliquer tant aux individus qui se seraient cachés après avoir commis une infraction sur les lieux mêmes, qu'aux individus qui auraient quitté leur pays pour venir se réfugier. Dans ce cas, le texte en question établirait dans les rapports de la Chine et de la Russie une extradition des sujets respectifs sans qu'il y eût nécessité pour l'Etat requérant de démontrer la culpabilité de l'extradé. En effet, l'article 8 oblige les autorités locales à livrer le fugitif au consul. Celui-ci peut ensuite l'expulser, puisque les consuls, dans les pays où ils ont le droit de juridiction, ont aussi celui de haute police sur leurs nationaux.

§ 2. — *Les Transfuges*

En plus du texte précédent qui peut s'appliquer aux transfuges, le traité de Péking, dans son article 10, s'occupe d'eux tout spécialement. Il n'introduit aucune innovation en déclarant que les transfuges devront être remis sans délai par les autorités locales aux autorités nationales les plus proches de la frontière ; qu'ils doivent être jugés par les autorités-frontières de leur pays ; que l'article 7 du traité de Tientsin et l'article 8 du traité de Péking leur sont appli-

cables, c'est-à-dire qu'ils relèvent exclusivement de leurs autorités et de leurs lois nationales. Ces règles de compétence existaient déjà avant, partiellement jusqu'en 1768 et complètement depuis la convention de Kropotov de 1768 (1).

Cependant, le traité de Péking modifie un peu les règles existant auparavant en déclarant que le trans-fuge sera livré à la frontière « avec tous les objets qui lui appartiennent ». Avant, les objets du trans-fuge étaient donnés en récompense à celui qui l'avait arrêté (2).

§ 3. — *Conclusion.*

Nous avons vu que les dispositions du traité de Péking complètent celles des traités d'Aïgoun et de Tientsin. Un Anglais l'avait appelé la Grande Charte russe en Chine (3). Il serait aussi exact d'étendre la comparaison aux trois traités. En effet, ils constituent les bases conventionnelles des relations contemporaines entre la Chine et la Russie. La Russie, pour ses rapports avec la Chine, y trouve ses fondements : dans les traités d'Aïgoun et de Péking en tant que puissance limitrophe de l'Empire chinois et dans le traité de Tientsin en tant que puissance

1. *Suprà*, p. 65.

2. *Suprà*, p. 66, 67, 70.

3. A. Krausse, *Russa in Asia*, p. 174.

étrangère voulant exploiter la Chine. Ces trois traités établissent des principes complètement nouveaux ou bien modifient ou amplifient ceux contenus en germe dans les traités antérieurs. D'autre part, ils constituent le point de départ des traités plus récents qui n'en sont que les résultantes. Les principes de ceux-ci ne seront que le développement naturel de ceux établis dans les traités de 1858 et 1860. En effet, les traités de 1858 et 1860 consacrent l'ouverture de la Chine aux puissances européennes et l'agrandissement de l'Empire slave. Les traités subséquents ne seront que le développement, peut-être exagéré, de ces deux conséquences capitales.

De même qu'au point de vue juridique, les traités d'Aïgoun, de Tientsin et de Péking forment aussi une unité, une catégorie, au point de vue historique. Ils sont, surtout les deux derniers, la conséquence des mêmes faits historiques et l'expression d'une même politique. Le fait de puissances étrangères — la France et l'Angleterre — poussa la Russie à chercher l'obtention de certains droits en Extrême-Orient que, sans elles, elle n'aurait pas été si impatiente à vouloir obtenir. C'est la crainte de l'Angleterre qui avive les convoitises territoriales de la Russie, c'est le désir de ne pas être en retard sur les autres puissances qui conduit la Russie à demander à la Chine les mêmes droits que ceux accordés à la France, à l'Angleterre. D'autre part, c'est également le fait des puissances

étrangères qui permet à la Russie d'obtenir ce qu'elle désirait. Les victoires des autres profitent à la Russie qui sait habilement s'en servir. Elle presse de ses demandes la Chine, qui a déjà à se débattre contre les alliés et les rebelles et obtient ainsi par une simple action diplomatique les traités d'Aïgoun, de Tientsin et de Péking. Le gouvernement du tsar est le premier à profiter de circonstances indépendantes de lui, mais qui lui servent à merveille. C'est toujours la même politique rusée, sachant utiliser les circonstances et triomphant finalement grâce à la patience, à l'habileté des plénipotentiaires russes qui savent présenter leur pays comme l'ami nécessaire du gouvernement mandchou, mais qui demande des rémunérations pour ses services. Ce sera la politique favorite de la Russie en Extrême-Orient et dans la suite elle y recourra constamment.

TROISIÈME PARTIE

AVANTAGES OBTENUS PAR LA RUSSIE A LA FAVEUR DE L'INSURRECTION DOUNGANE

Quelques mois après la signature des traités de Péking, des légations des trois puissances signataires furent installées dans cette capitale. La France était représentée par M. de Bourboulon et l'Angleterre par M. Bruce. Ils arrivèrent dans la capitale en mars 1861. Le ministre de Russie, M. de Balliouzek n'arriva à Péking que le 8 juillet 1861 (1). Il fut le premier représentant russe en Chine. Il signa un traité en 1862 réglant le commerce terrestre entre la Chine et la Russie en application des principes posés dans les traités que nous avons étudiés. M. de Balliouzek détint le poste de ministre de Russie en Chine du 24 février/8 mars 1861 au 16/28 août 1863.

Il eut pour successeur le général A. Vlangali, ministre du 27 juillet/8 août 1863 au 11/23 mai 1873. Il signa également un traité en 1869 concernant le com-

1. Cordier, *Relations de la Chine*, t. I, p. 112 à 115.

merce par voie de terre et annulant le traité précédent. Nous examinerons les traités de 1862 et de 1869 à propos de celui de 1881 qui les remplace. Il nous sera ainsi plus facile, en rapprochant ces trois traités qui ont un même objet, de voir les différences entre eux. Le général Vlangali fut remplacé par M. E. Butzov (Bioutsov), ministre en Chine du 15/27 mai 1873 au 13/25 avril 1883 (1).

C'est pendant les années de présence de ces trois ministres russes à Péking que s'est produite ce qu'on appelle communément « l'affaire de Kouldja ». En effet, c'est de 1862 à 1881 que se placent les origines, la naissance, le développement de l'affaire de Kouldja. Nous exposerons toutes les phases de cette affaire, laquelle rentre dans le cadre de notre étude parce qu'elle a abouti à la signature de traités contenant des clauses fondamentales pour les relations sino-russes.

1. Les dates sont prises d'*Un aperçu de l'histoire du ministère des Affaires étrangères*. Saint-Petersbourg, 1902, Supplément, p. 21.

CHAPITRE PREMIER

LA CHINE ET LA RUSSIE EN ASIE CENTRALE

Avant d'aborder l'exposition des origines immédiates de l'affaire de Kouldja, il est nécessaire de retracer comment la Chine et la Russie s'implantèrent en Asie centrale et y devinrent voisines l'une de l'autre. C'est le fait de ce voisinage qui a été une des causes initiales de l'affaire de Kouldja.

SECTION PREMIÈRE

LA CHINE EN ASIE CENTRALE

§ 1. — *Rapports de l'ancienne Chine avec l'Asie centrale (1)*

Dès le II^e siècle avant l'ère chrétienne, un officier chinois pénétra en Asie centrale appelée par les Chinois Si-yu (pays occidental). C'était Tchang K'ien

1. Nous considérons comme un devoir de remercier M. H. Cordier qui a bien voulu nous corriger ce paragraphe sur les rapports de l'ancienne Chine avec l'Asie centrale.

qui y avait été envoyé par l'Empereur Wou de la dynastie des Han. Tchang K'ien devait tâcher d'obtenir le concours des Yue-tche contre les Hiong-nou (Huns) qui troublaient perpétuellement la frontière chinoise. Tchang K'ien se mit en route avec une centaine de personnes en 138 avant Jésus-Christ. Il fut fait prisonnier par les Hiong-nou et ne parvint à s'échapper qu'après dix ans de captivité. Il continua aussitôt sa mission et parvint à trouver les Yue-tche. Ceux-ci avaient été chassés du Kan-sou en 165 avant Jésus-Christ par les Hiong-nou et avaient émigré vers la vallée de l'Ili, occupée par les Wou-souen ; mais ils furent encore forcés par les Hiong-nou de se retirer plus loin vers le sud-ouest. Quand Tchang K'ien, qui à son départ croyait les trouver près de l'Ili, les rejoignit, ils étaient dans le bassin de l'Oxus. L'envoyé chinois ne réussit pas à les faire revenir sur leurs anciens territoires et à les opposer aux Hiong-nou. Tchang K'ien revint alors en Chine et conçut le plan d'une alliance entre la Chine et les Wou-souen, habitants de la vallée de l'Ili qui avaient repoussé les Yue-tche avec l'aide des Hiong-nou. L'alliance devait être dirigée contre les Hiong-nou, ennemis séculaires des Chinois. Tchang K'ien partit donc une seconde fois vers l'ouest, en 115 avant Jésus-Christ, mais, bien qu'arrivé à destination, il échoua de nouveau dans sa mission. Cependant, les voyages de Tchang K'ien ne furent

pas sans conséquences. Ils eurent pour résultat non seulement la poursuite par les Chinois d'expéditions vers l'ouest mais aussi de campagnes vers le sud de leur empire.

L'extension de la puissance chinoise en Asie centrale commença après 110 avant Jésus-Christ. En 59 avant Jésus-Christ les Chinois avaient conquis tout le territoire constituant actuellement le Turkestan Chinois. La suzeraineté chinoise s'était étendue jusqu'aux princes de la Transoxiane, au delà de l'Oxus. Mais la domination chinoise en Asie centrale ne fut ni continue ni de longue durée. Dans le courant des siècles, la puissance chinoise dans cette partie de l'Asie s'affirmait ou déclinait comme un mouvement de marée. Pendant une partie du 1^{er} siècle de l'ère chrétienne la domination chinoise s'affaiblit. Cependant, vers la fin du 1^{er} siècle, le général chinois Pan Tch'ao s'avança jusqu'au Pamir en s'emparant d'Aksou, Ouch-Tourfan, etc... A partir du 11^e siècle, la puissance de la Chine déclina à mesure que se développait celle des T'ou-kiue (Tures). Ceux-ci finirent cependant par être vaincus par les Chinois au milieu du vii^e siècle, et c'est à cette époque que l'extension de la suprématie chinoise vers l'ouest atteignit sa limite extrême : elle s'étendit au delà de l'Oxus et jusqu'à l'Indus (1). Ensuite, elle s'affaiblit

1. H. Cordier dans Yule, *Cathay and the way thither*, London 1914, t. I, p. 61. Voyez p. 35-64 pour plus de détails sur les relations de l'ancienne Chine avec l'Asie centrale.

de nouveau. Ce furent d'abord les Thibétains jusqu'au VIII^e siècle et ensuite les Ouighours qui se rendirent maîtres des territoires conquis auparavant par la Chine. Plus tard, en 840, les Kirghiz chassèrent les Ouighours et s'implantèrent en Dzoungarie. Ensuite, l'Asie centrale subit le même sort que la Chine sous le joug mongol.

§ 2. — *Conquête définitive des T'ien-chan par la Chine*

La puissance chinoise s'établit définitivement des deux côtés des T'ien-chan sous les premiers empereurs de la dynastie mandchoue. A cette époque, la Dzoungarie était possédée par les Kalmouks ou Mongols occidentaux. On les appela les Eleuthes, nom provenant du mot *oïrat* qui indiquait les groupes en lesquels étaient réparties les tribus mongoles (1). D'abord puissants, les Kalmouks s'affaiblirent par suite des dissensions qui se produisirent entre les différentes tribus, à partir du début du XVII^e siècle.

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle un chef éleuthe, l'Erdeni Bahadour K'ong-Taïchi, accrut ses possessions et étendit son influence en Asie centrale. Il mourut en 1665, mais son second fils Galdan Boush-

1. « Les tribus mongoles formaient quatre oïrat (d'où nous avons fait *éleuthe* par l'intermédiaire du chinois) : dans l'Ili, les Tchoros, qui sont les Dzoungares ; les Dourbet, sur l'Irtych ; les Tourgoutes, dans le Tarbagataï ; les Kochots, dans le pays d'Ou-routsi » (Cordier, *Relations de la Chine*, t. II, p. 163-164).

Il continua son œuvre (1) et réussit à étendre sa puissance des deux côtés des T'ien-chan, du pays des Kirghiz jusqu'à celui des Khalkhas. Il avait conquis la Kachgarie en 1678 et s'approchait par ses conquêtes de l'Empire Chinois. Seuls, les Khalkhas le séparaient encore de la Chine. Aussi l'Empereur de Chine K'ang-hi fut-il grandement alarmé lorsque Galdan commença une guerre victorieuse contre les Khalkhas et s'approcha de la sorte du Kou-kou-nor. Galdan semblait vouloir suivre l'exemple des anciens conquérants de la Chine. C'eût été une folie de le laisser vaincre les Khalkhas. On ne pouvait certainement pas compter sur les assurances d'amitié qu'il avait données en 1682 à des envoyés de l'Empereur de Chine. K'ang-hi ne fit donc qu'un acte de prudence et de légitime défense en envoyant une armée au secours des Khalkhas, en 1689 (2). Il n'avait pas de griefs particuliers contre Galdan, mais la sécurité de la Chine exigeait qu'il arrêtât le développement de la puissance éleuthe.

Après quelques rencontres armées entre les troupes chinoises et celles de Galdan, celui-ci promit « de ne plus jamais retourner sur les territoires de l'Empereur ni sur ceux d'aucun de ses alliés ». Mais, aussitôt que l'armée chinoise se retira de chez les Khalkhas,

1. Cordier, *les Conquêtes de l'Empereur de la Chine*. (Mémoires concernant l'Asie orientale, t. I, p. 1).

2. Boulger, *Central Asian questions*, p. 212.

Galdan recommença ses conquêtes. La Chine fit alors une seconde guerre aux Eleuthes en 1695. Les soldats de K'ang-hi s'avancèrent jusqu'à la rivière Kéroulen. Galdan se retira. La campagne chinoise se termina par suite de la mort subite de celui-ci. K'ang-hi n'avança pas davantage, ne songeant pas à des conquêtes et satisfait par la disparition de la menace de Galdan.

Cependant, les Eleuthes ne restèrent pas tranquilles. En 1710 ils envahirent le Thibet et pillèrent Lhassa. Sur la demande des Lamas, K'ang-hi envoya une garnison chinoise au Thibet. D'autre part, plusieurs armées chinoises pénétrèrent en Asie centrale jusqu'au Zaïsan et Karachar (1). K'ang-hi veillait à ce qu'aucun des princes de l'Asie centrale n'acquît une suprématie sur les autres et ne devint trop puissant, ce qui aurait été un nouveau danger pour la Chine. Il dut jusqu'à sa mort guerroyer sur les frontières de son Empire contre les tribus belliqueuses de l'Asie centrale. Ne voulant pas les soumettre à son sceptre, il était obligé d'entretenir des expéditions coûteuses pour les empêcher de venir troubler la paix de son Empire.

Le successeur de K'ang-hi, l'empereur Yong-tcheng (1723-1735) n'entreprit aucune expédition en Asie centrale. Ce fut l'empereur suivant, K'ien-long (1736-1795) qui poursuivit la politique de K'ang-hi et mit

1. Boulger, *ibid.*, p. 213.

fin aux troubles perpétuels causés par les princes éleuthes en annexant leurs territoires.

L'occasion se présenta à propos de la rivalité entre deux princes éleuthes : Tawatsi, maître de la Dzoungarie (1) et Amoursana, souverain en Ili. Le premier, vers le milieu du XVIII^e siècle, envahit les territoires du second (2). Amoursana se réfugia en Chine où il fut reçu avec honneurs par K'ien-long. L'Empereur consentit à lui prêter une armée pour châtier Tawatsi (3). En même temps, K'ien-long trouva un *casus belli* pour faire la guerre à celui-ci. Tawatsi venait de lui écrire une lettre où il s'adressait à l'Empereur de Chine comme à un égal et non comme à un souverain supérieur. K'ien-long saisit le prétexte pour envoyer contre Tawatsi une armée sous le commandement du général Pan-ti. Tawatsi s'enfuit en Kachgarie, mais il fut livré aux Chinois qui l'emmenèrent à Péking où il fut honorablement reçu et où il mourut peu de temps après.

Les Chinois étaient entrés victorieux sur les territoires au nord des T'ien-chan, et rétablirent Amoursana dans ses possessions. Mais celui-ci voulut alors s'établir au sud des T'ien-chan. Deux frères, Burhân-ed Din et K'odzichân prirent son parti et s'installèrent

1. Sur l'origine du mot *Dzoungarie*, voyez Schuyler, *Turkistan* t. II, p. 166.

2. Boulger, *ibid.*, p. 214.

3. Courcy, *l'Empire du Milieu*, p. 133.

le premier à Kachgar, le second à Yarkand, comme émissaires d'Amoursana. Celui-ci n'ayant plus besoin des Chinois, se déclara souverain indépendant et fit massacrer les troupes chinoises qui se trouvaient dans ses possessions. K'ien-long dépêcha aussitôt une nouvelle armée qui écrasa tout esprit de révolte en Dzoungarie et en Kachgarie. Amoursana se réfugia en Russie où il mourut en 1757, à Tobolsk (1).

Burhân ed Din et son frère furent obligés de se retirer dans le Badakchan. Mais le souverain de ce pays les fit tuer et les livra au général chinois Tchao-houei. Les Chinois annexèrent la Dzoungarie et la Kachgarie. Ils s'avancèrent même jusqu'à Khokand et Tachkent et, après avoir imposé des tributs aux princes locaux (2), se retirèrent dans les limites de leurs nouvelles frontières, suivant lesquelles « K'ien-long devenait maître non seulement des territoires occupés par les Eleuthes, mais aussi de toutes les villes musulmanes dont les rivières forment le Tarim, Aqsou, Yarkand, Kachgar (3) ». Le premier gouverneur militaire placé à la tête de ces nouvelles possessions, fut désigné en 1762. La Chine s'implantait définitivement en Asie centrale.

1. Boulger, *Yakoob Beg*, p. 48.

2. Boulger, *Central Asian questions*, 217.

3. Cordier, *les Conquêtes de l'Empereur de la Chine*, *ibid.*, p. 2.

SECTION II

LA RUSSIE EN ASIE CENTRALE

L'avance russe en Asie centrale a été déterminée par les mêmes raisons que celle de la Chine. Néanmoins, les méthodes employées à cet effet par les Russes diffèrent essentiellement de celles des Chinois. Voyons d'abord les raisons et ensuite les étapes du progrès russe en Asie centrale.

§ 1. — *Raisons de l'avance russe*

Une circulaire du prince Gortchakov du 9/21 novembre 1864 a exposé les motifs qui ont poussé la Russie à étendre ses territoires en Asie centrale. Voici, à peu près, ce qu'elle dit (1) :

La position de la Russie en Asie centrale est celle de tout Etat civilisé qui se trouve en contact avec des tribus demi-sauvages, nomades et n'ayant pas d'organisation sociale fixe (2). Dans des cas pareils, l'Etat plus civilisé est obligé, dans l'intérêt de ses relations commerciales et pour la sécurité de ses frontières, de réduire ces tribus à un état de soumis-

1. Texte dans Boulger, *England and Russia in Central Asia*, t. 1, p. 318-325.

2. M. Demanche compare la situation de la Russie en Asie centrale à celle de la France en Algérie, *l'Expansion russe en Asie orientale* (*Rev. française de l'étranger et des colonies*, mai 1901, p. 259).

sion plus ou moins parfaite, pour mettre une fin à leurs incursions et à leurs actes de pillage. Mais, ces tribus une fois soumises, l'Etat civilisé est en présence de difficultés nouvelles à l'égard des tribus plus éloignées. Ni l'établissement de forts sur la frontière, ni l'envoi d'expéditions coûteuses et périodiques contre les voisins nomades ne peuvent assurer la tranquillité de l'Etat civilisé. Celui-ci est ainsi forcé, ou bien d'être constamment tourmenté par ses voisins, ou bien de plonger de plus en plus dans les contrées barbares. Il est donc entraîné à avancer « moins par ambition que par nécessité impérieuse ». Par conséquent, pour avoir la paix l'Etat civilisé doit absorber les tribus nomades et ne peut s'arrêter et établir une ligne de frontière définitive qu'en face d'un peuple sédentaire, agricole et commercial.

Ces raisons, invoquées par le prince Gortchakov, ont certainement agi sur l'avance russe en Asie Centrale. Même en Angleterre, où le moindre mouvement de la Russie était jalousement surveillé, un homme d'Etat éminent reconnaissait qu'à défaut d'obstacle physique qui pût entraver les incursions des tribus nomades ne connaissant d'autre logique diplomatique que la défaite, la Russie était aussi forcée à avancer que la terre est forcée à tourner autour du soleil (1). Il serait cependant exagéré

1. Curzon, *Russia in Central Asia*, p. 319.

d'affirmer que le fait des bandes de pillards a été la seule cause de l'agrandissement territorial de la Russie. L'ambition n'a certainement pas été un facteur étranger dans l'extension de la frontière russe. Le prince Gortchakov, dans sa circulaire, en fait presque l'aveu en déclarant que son pays a dû avancer « *moins* par ambition que par nécessité ». Dans la même note, il avait dit que les populations de Khokand étaient agricoles et commerciales et que la Russie s'arrêterait devant un peuple pareil. Néanmoins, le khanat de Khokand fut, plus tard, annexé à la Russie. Cela montre bien que la Russie convoitait aussi les territoires de peuples qui ne lui causaient aucun trouble.

Il y a une analogie entre les raisons de l'avance chinoise et russe en Asie centrale. La Chine et la Russie s'y trouvaient séparées par des peuplades turbulentes et belliqueuses qui les mettaient dans l'impossibilité de vivre en sécurité. Et, pour avoir la paix, elles ne virent qu'un moyen : celui de conquérir et d'absorber ces voisins incommodes. La Chine avança donc ses confins vers l'Ouest et la Russie vers l'Est et elles finirent par se toucher. Il convient cependant de remarquer qu'on ne peut faire à la Chine le reproche de l'ambition territoriale au même degré qu'à la Russie. La Chine n'avait pas continué à s'étendre en Asie Centrale. Elle s'était arrêtée aussitôt qu'elle avait cru avoir écarté le danger éleuthe.

Le but initial de la conquête une fois atteint, la Chine s'abstint d'annexer des territoires nouveaux. Elle recula même, puisqu'elle était allée jusqu'à Tachkent et qu'elle n'y resta pas. Ce n'était pas une marque de faiblesse, puisque la dynastie mandchoue était alors à l'apogée de sa puissance. Ce n'était qu'une preuve de modération. C'était aussi un indice que l'incorporation à l'Empire chinois des possessions des princes éleuthes et de leurs partisans était une mesure de nécessité politique et non de convoitise territoriale. Nous avons vu plus haut qu'il n'en a pas toujours été ainsi en ce qui concerne la Russie. Celle-ci s'est agrandie toutes les fois qu'elle l'a pu et l'affaire de Kouldja n'en sera qu'une preuve de plus.

§ 2. — *Histoire de l'avance russe*

Pour ce qui concerne la manière dont la Russie a réalisé son avance en Asie centrale, il y a différence totale avec celle employée par K'ien-long. Ce n'est pas à la suite d'une seule guerre que la Russie s'y est implantée. Ce fut une série successive de petites expéditions qui accrut l'Empire des tsars à l'est des mers Caspienne et d'Aral. Le mouvement progressif des Russes dans cette région était semblable à celui qui s'était déjà produit en Sibérie, si ce n'est que l'initiative privée y a joué un moindre rôle qu'au delà de l'Oural, à condition qu'on ne con-

sidère pas comme initiative privée les décisions personnelles des généraux. Ce fut le même système de l'établissement de forts — de préférence le long d'un cours d'eau — qui permit aux Russes de s'avancer sur les territoires des peuplades indigènes et de les conserver. Les étapes de l'avance russe furent marquées par autant de postes semés partout sur les territoires conquis.

Vu le caractère continu des progrès de la Russie en Asie centrale, il serait trop long et peu intéressant de s'arrêter à une description de leur histoire. Il suffit d'en connaître les dates principales et cela n'en rendra l'exposition que plus claire.

De même qu'en Sibérie, l'expansion russe en Asie centrale prend ses origines sous le règne d'Ivan IV. Ce tsar avait envoyé du côté de l'Asie centrale un explorateur, l'Anglais Jenkinson, « seul Européen qui ait eu l'occasion, au xvi^e siècle, de visiter la Turkomanie, le Khiva et les autres parties du Turkestan » (1). Le premier pas vers l'Asie centrale fut fait par Ivan IV par la prise de Kazan en 1552 et par l'annexion définitive d'Astrakhan à la Russie en 1556 (2). En 1717, les Kirghiz s'adressèrent à Pierre-le-Grand en lui demandant d'accepter leur sujétion. Ils étaient perpétuellement en lutte entre eux et avec

1. M. Venukoff, *Aperçu historique des découvertes géographiques faites dans la Russie d'Asie* (*Revue de géographie*, t. V, 1879, p. 60).

2. Platonov, *Cours sur l'histoire russe*, p. 159.

des voisins nomades. Aussi voulaient-ils se placer sous la protection d'un Etat fort qui pût leur assurer la tranquillité. Mais Pierre I^{er} ne donna pas suite à la demande qui lui était faite. Les Kirghiz renouvelèrent leur demande en 1730, en suite de laquelle la Russie leur envoya le mourza Tevkelev pour recueillir leur soumission. Celle-ci fut faite en 1732 par la Petite-Horde, la plus rapprochée de la Russie. L'exemple fut suivi en 1734 par la Horde Centrale qui était la principale et, en 1738, par la Grande Horde. Les soumissions des Kirghiz n'étaient pas sincères. Elles étaient faites par leurs chefs qui y trouvaient des avantages personnels, mais ne réunissaient pas le consentement de tous les Kirghiz. Ceux-ci se soulevèrent plusieurs fois contre la domination russe. Mais en 1846, ils renouvelèrent leur soumission à la Russie et depuis, grâce aux succès du général Perovski, toute possibilité de résistance de leur part fut brisée.

Ce n'est que vers le milieu du xix^e siècle que commencent les rapides progrès des conquêtes slaves. En 1847, les premiers forts russes à l'est de la mer d'Aral sont fondés : Raïmsk (ou Raïm) à l'embouchure de la Syr-Daria et Kopal au sud du lac Balkach. En 1848, le fort de Raïmsk est remplacé par celui de Kazalinsk sur la Kazala, l'un des bras du Syr-Daria, à 70 kilomètres est de la mer d'Aral. En 1849, établissement des forts d'Irgiz et de Tour-

gaï (1) dans les steppes de la Petite Horde. La Russie, déjà en contact avec la Chine dans la partie septentrionale de l'Asie centrale, signe le traité de Kouldja en 1851 et obtient de la sorte l'ouverture de Kouldja et de Tchougoutchak aux commerçants russes (2). En 1853, Akmetchet est prise d'assaut par le général Perovski, gouverneur militaire d'Orenbourg, et prend le nom de fort Perovski. La Russie s'avance ainsi le long de la Syr-Daria comme elle avance le long de l'Amour. En 1854, la partie orientale des steppes kirghiz est organisée en territoire de Semipalatinsk. Dans la même année, la ville de Vèrnyï est fondée. En 1855, les tribus Bouroutes (Kara-Kirghiz) se soumettent à la domination des Russes qui pénètrent dans le bassin du lac Issyk-Koul (3). En 1860, les Russes s'emparent de Pichpek et de Tokmak. En 1861, ils prennent le fort kokanien de Iani-Kourgan, sur la Syr-Daria. En 1862, prise de Merké. En 1863, prise et destruction du fort Din-Kourgan, sur la Naryn. En 1864, le général Tcherniaev s'empare des forteresses Aoulié-ata, Tchimkent, Tchinz et le général Verevkin de celle de Turkestan. En 1865, Tcherniaev prend d'assaut

1. Le professeur Grigoriev, *Russian policy in Asia* dans Schuyler, *Turkistan*, t. II, p. 412, considère que ces forts ont été construits avant celui de Raim.

2. *Suprà*, p. 83 et sq.

3. M. Venukoff, *Progrès de la civilisation dans l'Asie centrale* dus aux conquêtes de la Russie (*Rev. de géographie*, mai 1885, p. 338-339).

Tachkent et tout le pays récemment conquis est organisé en territoire du Turkestan. En 1866, les Russes enlèvent Khodjent, Oura-tubé, Djizak. L'année suivante, les possessions russes de l'Asie centrale sont organisées en un gouvernement général, celui du Turkestan. La partie méridionale de la province de Semipalatinsk en est détachée pour être attribuée, sous le nom de province de Semirêchensk, à la nouvelle unité administrative. Celle-ci est divisée au début en deux provinces : Semirêchensk et Syr-Daria. Elle s'étend, en grandes lignes, des environs de Tchougoutchak jusqu'à la mer d'Aral et du lac Balkach jusqu'au nord de Samarkand. Ce n'est que par la province de Semirêchensk que la Russie touche à la Chine.

La création d'un gouvernement général dont le chef-lieu est à Tachkent a une double conséquence. Tout d'abord, elle augmente les forces et systématise le plan de l'avance russe en Asie centrale. Avant 1867, c'était le gouverneur d'Orenbourg qui avait la haute main sur les opérations militaires en Asie centrale. Maintenant, la direction de ces opérations est rapprochée des lieux mêmes des opérations puisqu'un gouverneur-général réside à Tachkent. Ce fait rend de nouvelles conquêtes inévitables à cause de la situation avancée et non protégée de cette ville (1).

1. Boulger, *England and Russia in Asia*, I, p. 66.

D'autre part, la création du gouvernement général du Turkestan à ses répercussions sur les rapports sino-russes. Le gouverneur-général surveille les relations de sa circonscription avec les pays voisins (1) et, par conséquent, est compétent pour les questions pouvant surgir entre Semirêtschensk et la Chine. Ceci fractionne encore davantage la direction des relations de voisinage de la Russie avec la Chine. Il y a maintenant cinq gouverneurs qui en sont chargés, chacun dans les limites de son gouvernement : les gouverneurs-généraux de Tachkent, de la Sibérie Occidentale, de la Sibérie Orientale et les gouverneurs de la province de l'Amour et de la province Maritime (2).

Le gouverneur-général de Tachkent ne s'est pas montré aussi habile que les autres, dans sa politique chinoise : « La Russie en Asie centrale n'a pas poursuivi à l'égard de la Chine cette heureuse politique de tact et de douce pression qu'elle avait toujours suivie si habilement en Sibérie. A Tachkent, il n'y a évidemment pas une connaissance aussi intime du caractère chinois qu'il n'en a été montré à Semipalatinsk et à Kiakhla (3) ».

Telle est la situation de la Russie en Asie centrale à la veille de l'affaire de Kouldja. Nous n'avons pris

1. Boulger, *Central Asian questions*, p. 4.

2. *Suprà*, p. 305.

3. Boulger, *England and Russia in Central Asia* I, p. 68.

que les faits de l'avance russe du côté de la Chine, la progression russe dans les autres directions de l'Asie centrale n'ayant pas de rapport avec la question de Kouldja. Nous avons seulement à retenir le fait qu'en 1870, la Russie, à l'est du lac Issyk-Koul, dans les régions des T'ien-chan et de la Dzoungarie, touchait aux possessions chinoises. Toute l'affaire de Kouldja découle du fait de ce voisinage.

CHAPITRE II

L'AFFAIRE DE KOULDJA

L'affaire de Kouldja peut se diviser en plusieurs phases :

1° Les origines de l'affaire de Kouldja qui se trouvent dans la rébellion au Turkestan chinois ;

2° L'occupation de Kouldja par les troupes russes ;

3° La question de l'évacuation de Kouldja par les Russes après l'écrasement de la rébellion au Turkestan chinois, et le traité de Livadia.

4° Les difficultés suscitées par le traité de Livadia et le règlement définitif de l'affaire de Kouldja par les traités de Saint-Petersbourg.

Nous nous efforcerons de donner une vue d'ensemble aussi complète que possible de l'affaire de Kouldja dont les différentes phases ont souvent été décrites surtout dans les journaux du temps (1).

1. M. Cordier, dans son *Histoire des Relations de la Chine*, II, p. 162-241, en donne tous les documents.

SECTION PREMIÈRE

LA RÉBELLION DANS LES POSSESSIONS OCCIDENTALES DE LA CHINE

§ 1. — *Les révoltes dans les possessions conquises par K'ien-long*

Les habitants des territoires conquis par K'ien-long se révoltèrent plusieurs fois contre la domination chinoise. Mais avant de parler des révoltes, indiquons en grandes lignes les limites de ces territoires.

Les possessions occidentales de la Chine « renferment environ 360.000 lieues carrées. Limitées par les 36° et 49° latitudes nord, les 69° et 94° longitudes est, elles confinent au Kan-sou et au Ko-ko-nor du côté de l'est, au Cobdo, à la Sibérie, au pays des Kirghis et au Kokand vers le nord et le nord-ouest, au Badakchan du côté de l'ouest, au Thibet vers le sud » (1). Elles sont traversées, de l'ouest à l'est, par la chaîne des T'ien-chan (montagnes célestes) qui les divise en deux parties appelées : T'ien-chan-peï-lou (au nord des T'ien-chan) et T'ien-chan-nan-lou (au sud des T'ien-chan).

Après la mort de K'ien-long, l'autorité chinoise

1. Courcy, *l'Empire du Milieu*, p. 125.

en Asie centrale s'était peu à peu affaiblie. Nous en avons un premier indice dans le consentement de la Chine, vers 1812, à ce que le Khan de Khokand ne lui payât plus de tribut (1). Ensuite, plusieurs soulèvements se produisirent au Turkestan chinois. Ces soulèvements étaient favorisés par l'extrême décentralisation de l'administration chinoise. La direction des affaires locales était presque complètement abandonnée entre les mains des indigènes, ce qui leur donnait de la puissance et de la cohésion. En outre, en vertu d'un traité avec le Khokand, le Khan de ce pays pouvait prélever un droit sur les marchandises vendues en Kachgarie jusqu'à Aksou (2). Il lui était permis d'envoyer des délégués nommés *Aksakals*, pour contrôler la perception des droits en sa faveur. Ces *Aksakals*, en fait, ne se bornaient pas à une fonction purement financière, mais se mêlaient à tous les mouvements populaires et jouaient le rôle de meneurs contre les Chinois.

Toutes ces circonstances permirent aux descendants des anciens maîtres de la Kachgarie d'y rétablir leur dynastie. La dynastie des Khodjas, après les victoires de K'ien-long en Asie centrale, n'était représentée que par Sarimsak, fils de Bourhân-ed-Din. En 1825, Djihanghir, fils cadet de Sarimsak, tenta de s'implanter en Kachgarie. Le khan de Kho-

1. Boulger, *Central Asian questions*, p. 217.

2. Boulger, *Ibid.*, p. 218.

kand lui prête de l'argent et un général. Djihanghir s'empare des quatre grandes villes du T'ien-chan-nan-lou, Kachgar, Yangi Hissar, Yarkand et Khokand. Mais son triomphe est de courte durée. L'empereur Tao-kouang envoie contre lui le général Tchang-ling, qui, à partir de 1827, reprend à Djihanghir tout ce qu'il occupait. En 1828, Djihanghir lui-même est fait prisonnier et exécuté. Mais les descendants des Khodjas ne se déclarent pas vaincus. Trouvant un appui au Khokand, ils renouvellent les tentatives pour secouer la domination chinoise. En 1831, Yousouf, frère de Djihanghir; en 1846, Katti Torah, fils aîné de Yousouf; en 1857, Wali Khan, suivent l'exemple de Djihanghir mais échouent comme lui (1). Leur succès initial disparaissait dès l'arrivée des troupes chinoises, recrutées principalement parmi les Dounganes. Ceux-ci étaient des Chinois musulmans, originaires du Kan-sou et du Chàn-si, mais ayant émigré dans le T'ien-chan-peï-lou. La politique du gouvernement de Péking consistait toujours à faire étouffer les révoltes des habitants du T'ien-chan-nan-lou par les Dounganes du T'ien-chan-peï-lou. Cette politique consistant à opposer l'une à l'autre deux races qui se détestaient, réussissait parfaitement et la Chine lui devait les victoires faciles sur les Khodjas. La révolte de Yakoub, à laquelle

1. Boulger, *Ibid.*, p. 218.

nous arrivons, put prendre des proportions considérables et donner naissance à l'affaire de Kouldja, précisément parce que la Chine ne put, à cette occasion, suivre sa politique traditionnelle. La Chine ne put se servir des Dounganes parce que ceux-ci s'étaient révoltés eux-mêmes. C'est même eux qui commencèrent une rébellion qui sévit pendant plus de dix ans des deux côtés des T'ien-chan.

§ 2. — *La rébellion des Dounganes et Yakoub Beg*

La cause du soulèvement des Dounganes n'est pas nettement définie. M. Boulger considère qu'elle est d'ordre uniquement religieux : « La seule cause qu'il soit possible d'assigner à leur rébellion est la cause vague du réveil religieux qui se manifestait alors parmi les Musulmans dans le monde entier (1). »

Un petit soulèvement dans un village du Kan-sou, en 1862, rapidement étouffé, fut le point de départ de la rébellion doungane. Quelques semaines plus tard, un soulèvement plus sérieux se produisit à Hou-tcheou (2). Ce fut le signal du soulèvement général des Dounganes. A Khami (Hami ou Hamil) Barkoul, Tourfan, Manas, Karachar, Koutcha, Akson, les Dounganes levaient l'étendard de la révolte. Les Chinois bouddhistes étaient massacrés par leurs frères

1. Boulger, *ibid.*, p. 221.

2. Houchow ou Salara. Boulger, *ibid.*, p. 221.

musulmans. Un territoire d'une étendue d'environ 2.000 mille carrés s'était soustrait à la domination chinoise. Les Dounganes s'emparèrent même de Yarkand en automne 1863 (1). En face de cette insurrection, le gouvernement de Péking était impuissant. Ses forces étaient paralysées par les T'ai-p'ing qui menaçaient son existence même. Il avait également à tenir tête à la rébellion musulmane au Yun-nan. Tout près de Péking, le gouvernement chinois avait encore à lutter contre les Nien-fei, brigands désolant « la partie occidentale du Chan Toug, l'est du Tché-li et le nord du Ho-Nan » (2).

Les populations de Kouldja et de la Kachgarie étaient encore fidèles au gouvernement chinois; mais comme celui-ci ne prenait aucune mesure contre la révolte doungane, les Tarantchis de Kouldja et les habitants de la Kachgarie se soulevèrent à leur tour.

Les possessions occidentales de la Chine formèrent, à la suite de ces insurrections, trois groupements. Les villes dounganes avaient constitué une sorte de confédération (3). La province de Kouldja devint indépendante avec le sultan tarantchi Aboul Oglan (4). Enfin, la Kachgarie fut traitée comme Etat souverain

1. Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 171.

2. Cordier, *Relations de la Chine*, I, p. 243.

3. Boulger, *ibid.*, p. 237.

4. Abil Ogla, suivant Schuyler, *op. cit.*, p. 183.

même par des puissances européennes. Il nous faut dire quelques mots sur cet Etat kachgare dont le développement fut peut-être une des causes principales de l'affaire de Kouldja.

A la suite des révoltes en Asie centrale contre l'autorité chinoise, Bouzourk Khan, un fils de Djihan-ghir, trouva l'occasion propice pour s'emparer du trône de ses ancêtres en Kachgarie. Il était secondé par Yakoub Beg, un soldat de fortune, déjà réputé par ses exploits militaires en Asie centrale. A partir de 1864 et grâce à Yakoub Beg, Kachgar, Yarkand tombèrent entre les mains de Bouzourk Khan qui se tailla un Etat dans le T'ien-chan-nan-lou. Voyant ses succès, Yakoub Beg trouva plus simple de se considérer comme le maître de ses conquêtes et il finit par déposer et emprisonner son chef Bouzourk Khan, en 1866. Yakoub continua à étendre ses domaines. Il prit Khotan, Aksou, Kou-tche, Sari-kol, etc..., refoulant les Dounganes et se créant un royaume s'étendant du Pamir jusqu'au delà de Tourfan (1) et des Karakoroum jusqu'aux T'ien-chan. « Pendant quelque temps, Yakoub fut le souverain redouté d'un véritable empire dont la capitale était Yarkand. L'Angleterre envoya en mission spéciale près de lui, en 1870 et 1873, Sir Douglas T. Forsyth ;

1. En automne 1876, Yakoub, à l'apogée de sa puissance, avançait jusqu'au 92° degré longitude est et se préparait à prendre Barkoul et Hamil (Boulger, *ibid.*, p. 224).

en 1872, le colonel russe d'état-major baron Kaulbars signait avec lui un traité de commerce » (1).

Les territoires des deux côtés des T'ien-chan étaient donc complètement soustraits à l'autorité chinoise.

SECTION II

L'OCCUPATION DE KOULDJA PAR LES RUSSES

La Russie trouva que les circonstances étaient favorables pour occuper une partie des régions devenues indépendantes de la Chine et dirigea ses regards sur celle de Kouldja, limitrophe à ses possessions de Semirêchensk.

§ 1^{er}. — *Les raisons et les prétextes de l'occupation*

Les Russes avaient plusieurs raisons pour convoiter cette partie du T'ien-chan-peï-lou. C'était d'abord une occasion merveilleuse pour acquérir des territoires en Asie centrale au détriment d'un voisin qui venait de les perdre et qui ne semblait pas être en état de les reprendre. Ensuite, les progrès continuels de Yakoub n'étaient guère du goût de la Russie. Celui-ci manifestait l'intention d'envahir Kouldja (2) et la Russie ne voulait pas d'un voisin

1. Cordier, *ibid.*, p. 172. Texte du traité en 5 articles dans Boulger, *Yakoub Beg*, p. 320-321.

2. Boulger, *The life of S. H. Macartney*, p. 334. *La Chine pendant le conflit russo-chinois* (*Revue britannique*, septembre 1881, p. 8).

qui ne songeait qu'à s'agrandir (1). Enfin, les militaires russes du Turkestan étaient possédés du désir de se distinguer par un exploit quelconque. Ils étaient tous plus ou moins sujets à la « fièvre de la Sainte-Anne » qui consistait à vouloir obtenir par un excès de zèle une décoration ou un avancement (2).

L'occasion pour les Russes d'occuper Kouldja ne pouvait être meilleure. Les prétextes ne manquaient pas.

A l'égard de la Chine, la Russie pénétrait sur des possessions chinoises pour y rétablir l'ordre et assurer l'exécution de traités que la Chine ne pouvait faire observer par ses sujets révoltés. Les Russes espéraient y rester indéfiniment, avec une apparence de légalité, en soumettant leur évacuation à une condition qui leur semblait irréalisable : celle du rétablissement de l'autorité chinoise à Kouldja.

A l'égard du sultan Aboul-Oglan, souverain à Kouldja, les prétextes d'une occupation de ses territoires étaient aussi faciles à trouver. Les Tarantchis, habitants de Kouldja, n'étaient pas animés des meilleurs sentiments pour leurs voisins, les sujets russes. Ceux-ci assuraient que leurs caravanes avaient été attaquées par des Tarantchis (3). En

1. La Russie se prépara même en 1874 à envahir les possessions de Yakoub ; mais des troubles au Khokand l'empêchèrent de réaliser ce plan (voyez Boulger, *Yakoub Beg*, p. 206-208).

2. Schuyler, *Turkistan*, II, p. 334.

3. Boulger, *Central Asian Questions*, p. 231.

mai 1870, des Tarantchis, gardiens de la passe Mouzart, ayant assailli cinq Kirghiz russes, le général Kaufmann, gouverneur-général du Turkestan, fit aussitôt occuper la passe par ses soldats (1).

§ 2. — *Les faits de l'occupation*

En 1871, les Russes crurent le moment venu pour s'emparer de Kouldja. Le sultan Aboul-Oglan les avait sommés d'évacuer la passe Mouzart. D'autre part, il refusait d'extrader des Kirghiz requis par la Russie. Les Russes amassèrent des troupes à Borokhoudzir (2) vers le 24 juin 1871. Elles étaient commandées par le général Kolpakovski, gouverneur militaire de la province de Semirêtchensk et se composaient de six compagnies et demie, 5 sotnias avec 10 canons (3).

Les Russes passent la frontière le 24 juin. Le 28 juin, ils remportent une victoire sur les Tarantchis à Alim-tou. Le 1^{er} juillet, ils entrent à Souidoun. Le 3 juillet, le sultan Aboul-Oglan capitule. Le lendemain, les Russes pénètrent dans la ville de Kouldja. La campagne avait duré dix jours.

Il ne semble pas que le gouvernement de Péking

1. Lansdell, *Russian Central Asia*, I, p. 626.

2. Sur la frontière sino-russe établie par le protocole de Tchougouchak de 1864 ; au nord de la rivière Ili.

3. Yorek von Wartenburg, *Das Vordringen der russischen Macht in Asien*, p. 34.

ait été prévenu préalablement par les Russes de leur intention d'occuper Kouldja (1). Ce n'est qu'après l'occupation que le Tsong-li Yamen en fut informé. Le 28 août 1871, l'interprète russe Lenzy lui adressait une note disant que le gouverneur de la province de Semirêchensk s'était emparé de Kouldja le 4 juillet. En même temps, « M. Vlangaly, ministre de Russie, ajoutait que la Chine devait envoyer un haut fonctionnaire à Ili [Kouldja] pour se la faire remettre » (2). La Russie promettait donc de restituer à la Chine les territoires occupés, mais elle faisait entendre que la restitution ne pourrait avoir lieu qu'au cas d'un rétablissement effectif de l'autorité chinoise à Kouldja. Il est plus que probable que les Russes ne croyaient pas à ce rétablissement de l'autorité chinoise, car, pour redevenir maîtres à Kouldja, les Chinois devaient vaincre d'abord Yakoub qui paraissait solidement établi sur son trône. Des officiers russes de l'Asie centrale croyaient fermement que la Chine ne serait jamais en état de reprendre les T'ien-chan (3).

1. Voir néanmoins, *Russie et Chine (Journal des Débats*, 28 juin 1880).

2. Note du Tsong-li Yamen à M. Bourée, du 20 juillet 1880. Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 173.

3. Lansdell, *ibid.*, p. 627. D'après Boulger (*Central Asian Questions*, p. 231), le général Kolpakovski aurait lancé une proclamation à Kouldja, où il annonçait l'annexion « à perpétuité » de cette région à la Russie. Cependant Y. von Wartenburg,

Ainsi, en 1871, les deux côtés des T'ien-chan étaient toujours soustraits à l'autorité de l'Empereur de Chine. Les trois groupements qui y existaient avant 1871 tendirent à se former en deux : les Russes, établis au nord des T'ien-chan et Yakoub, qui avait presque complètement absorbé la confédération doungane, au sud (1).

SECTION III

LA QUESTION DE L'ÉVACUATION DE KOULDJA PAR LES RUSSES APRÈS L'ÉCRASEMENT DE LA RÉBELLION DANS LES POSSESSIONS CHINOISES DE L'ASIE CENTRALE

§ 1. — *Ecrasement de la rébellion*

Le gouvernement chinois après être venu à bout des T'ai-p'ing, des musulmans du Yun-nan et des Nien-fei, put songer à la reprise des T'ien-chan. Il se prépara lentement mais systématiquement à une campagne victorieuse dans ses possessions de l'Asie centrale. Le commandement en fut confié à Tso Tsong-t'ang, vice-roi du Chàn-Kan, c'est-à-dire

op. cit., dit que le général russe avait déclaré attribuer Kouldja « temporairement » à la circonscription militaire du Turkestan. Au fond, ces deux affirmations ne se contredisent pas : un Etat peut annexer un territoire « à perpétuité », mais le rattacher « temporairement » à l'une de ses circonscriptions administratives, quitte à le rattacher plus tard à une autre.

1. Boulger, *Central Asians Questions*, p. 237.

des deux provinces du Chàn-si et du Kan-sou. Tso Tsong-t'ang commença ses opérations militaires en 1871 par le siège de Sou-tcheou, ville du Kan-sou. Sou-tcheou tomba en octobre 1873. Après avoir rétabli leur autorité au Kan-sou, les Chinois s'assurèrent le concours des Kalmouks de Tchougoutchak et de Kobdo qui promirent de leur rester fidèles et d'envoyer des renforts (1). L'avant-garde de l'armée chinoise sortit du Kan-sou en automne 1874. Le gros de l'armée de Tso Tsong-t'ang était encore en état de formation.

Il est curieux de noter, à propos de l'organisation de cette armée, que la Russie avait rendu un service important au général chinois. En 1874, le gouvernement russe avait envoyé dans la Chine septentrionale une expédition sous la direction du capitaine Sosnovski. Elle devait trouver une route commerciale du poste Zaïsan, dans le Semipalatinsk, jusqu'en Chine et s'enquérir sur les possibilités commerciales que présentait cette région. Elle avait aussi pour but d'obtenir des renseignements détaillés sur le mouvement doungane (2). En juin 1875, le capitaine Sosnovski arriva à Lan-tcheou-fou, chef-lieu du Kan-sou, où il eut une entrevue avec Tso Tsong-t'ang. Le général procura toutes les facilités à l'expédition

1. Boulger, *ibid.*, p. 225.

2. *Sosnoffsky's expedition to China* (*Journal of the Royal Geogr. Soc.* 1877, p. 150).

russe et demanda à Sosnovski de faire envoyer de Sibérie des grains pour les troupes chinoises. Tso ne pouvait en faire venir suffisamment de Chine. Sosnovski, avec l'autorisation de son gouvernement, s'entendit avec un marchand sibérien, qui expédia une grande provision de grains à Hami, ce qui accéléra les succès de l'armée chinoise (1). Cette aide russe ne peut être attribuée au désir de voir la Chine rétablie dans ses possessions. Nous savons que la Russie, ayant promis, le cas échéant, de restituer Kouldja, n'avait aucun intérêt à ce que la Chine reconquit les T'ien-chan. L'empressement avec lequel les Russes consentirent à ravitailler l'armée de Tso Tsong-t'ang ne s'explique que par leur conviction qu'elle ne serait jamais en état de vaincre les rebelles. M. Vlangali, ministre russe à Peking, qui, parmi ses compatriotes, devait être le plus au courant des affaires chinoises, disait en 1872 : « Ils [les Chinois] savent bien qu'ils ne seront jamais capables de reprendre l'Ili » (2).

Les progrès rapides de Tso Tsong-t'ang commencèrent en août 1876 avec le siège et la capitulation d'Ouroumtsi. Les forces dounganes qui s'étaient concentrées à Manas furent défaites après une résis-

1. Bretschneider, *History of European botanical discoveries in China*, p. 994.

2. Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 175 en note.

tance de deux mois. Les rebelles dOUNGANES furent ainsi annihilés avant la fin de 1876.

Il restait à vaincre Yakoub. Les troupes chinoises, maitresses de la Dzoungarie, s'amassèrent, de novembre 1876 à mars 1877, au T'ien-chan-pei-lou entre Manas et Goutchen (1). L'armée de Yakoub se trouvait à Tourfan. Les Chinois l'attaquèrent de front mais la prirent en même temps de flanc, le général Tchang-yao s'approchant d'elle venant de Hami. Yakoub, défait à Tourfan, se replia sur Toxoun. Sa résistance était brisée. Yakoub se retira à Korla (2) (Kourlia) où il mourut en mai 1877. L'armée chinoise ne reprit son avance qu'en août. A la suite de la mort de Yakoub, la Kachgarie n'offrait plus de résistance. Les Chinois entrèrent à Korla, Koutcha, Aksou, Ouch Tourfan, Yarkand, Kachgar avant l'expiration de l'année 1877. Au début de janvier 1878, Khotan était prise et la Kachgarie toute entière reconquise. La Chine était de nouveau souveraine dans ses anciennes possessions, sauf pour la région de Kouldja détenue par les Russes.

On a souvent accusé les soldats de Tso Tsong-t'ang d'avoir commis des atrocités dans les régions qu'ils occupaient. Après la reddition de Manas, ils auraient massacré la garnison et la population civile de la ville. Le général Kaufmann, gouverneur du

1. Boulger, *ibid.*, p. 229.

2. Boulger, *ibid.*, p. 230.

Turkestan, écrivit même une lettre à Tso Tsong-t'ang pour protester contre le massacre de « plus de 1.500 Dounganes, ainsi que des femmes et des enfants... après l'occupation de Manas par les troupes chinoises » (1). Ces accusations ont été de beaucoup exagérées. M. D.-C. Boulger, qui a fait de nombreuses études sur la Chine et l'Asie Centrale, déclare (2) : « Nous savons maintenant que les rapports des atrocités de la part des Chinois ont été grandement exagérés, car les Chinois ont montré une remarquable modération. Ils ont reçu d'un ennemi, Mahomed Yousouf Effendi, officier turc au service de Kachgar, un haut éloge (3). Il a qualifié leur gouvernement de " très équitable et très juste " ». Quant à la prise de Manas, M. Boulger affirme (4) que le massacre des Dounganes n'a eu lieu que lorsque ceux ci, ayant capitulé, refusèrent de se séparer de leurs armes et que les femmes, les vieillards et les enfants furent épargnés.

Que les massacres aient eu lieu ou non, un général russe, collègue d'un Skobelev, est bien mal placé pour en faire le reproche aux Chinois. L'exaspéra-

1. Texte de la lettre dans Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 178-179.

2. Boulger, *ibid.*, p. 230.

3. Voir l'opinion de cet officier dans State Papers, *Further Correspondence respecting affairs in Central Asia*, n° 1 (1880), p. 21-23.

4. Boulger, *ibid.*, p. 224-225 ; Boulger, *Yakoob Beg.*, p. 239-240.

tion des soldats de Tso, Tsong-t'ang contre des rebelles, qui avaient exterminé des habitants chinois inoffensifs, peut être comprise et excusée par tout le monde (1). L'achèvement de 1.500 insurgés à Manas par des soldats désireux de venger leurs frères n'est rien à côté du massacre systématique à Geok Tépé de plus de 20.000 Turcomans, hommes, femmes et enfants, en vertu d'un ordre exprès du général en chef (2). Il n'est rien à côté du massacre, à Blagovetchtchensk, lors de la révolte des « Boxeurs », de plus de 3.000 personnes de la population civile qui n'avait d'autre faute à se reprocher que celle d'être de la même nationalité que les « Boxeurs » (3).

§ 2. — *La question de l'évacuation
de Kouldja par les Russes*

L'autorité de la Chine étant rétablie dans ses possessions de l'Asie Centrale, la question de l'évacuation de la région de Kouldja par la Russie se posait. La Chine ne manqua pas de rappeler à la Russie sa promesse.

1. *Raisons pour lesquelles la Chine tenait absolument à la restitution de Kouldja.* — Outre le désir

1. Voyez le récit du massacre de 75.000 habitants de la ville de Kouldja par les insurgés dans Schuyler, *op. cit.*, p. 164.

2. Krausse, *Russia in Asia*, p. 100. M^{me} J. Adam, *Le général Skobelev*. Paris 1886, p. 16-19.

3. Voyez A. J. Beveridge, *The Russian advance*, chap. XVII, *The red day of Blagovestchensk*, New-York, 1903.

légitime de recouvrer toutes ses possessions auxquelles il n'avait jamais renoncé, le gouvernement de Péking avait des raisons particulières pour vouloir éloigner les Russes de Kouldja. Ces raisons tenaient à l'importance stratégique de la région en question.

La région de Kouldja s'étendant sur une superficie de près de 25.000 milles carrés (1) forme une sorte de triangle avec la pointe dirigée vers l'est et les deux côtés tracés au nord par les monts Boro-Khoro et au sud par les T'ien-chan. La rivière Ili, avec la Kounges, laquelle prend naissance au sommet de ce triangle, en forme à peu près la bissectrice (2). La Russie établie dans ce triangle incrusté dans l'Asie centrale chinoise, celui-ci devenait une véritable épine dans le corps de l'organisme chinois, avec la pointe dirigée vers son cœur. Cela donnait à la Russie une position dominante dans le nord-ouest de l'Empire chinois. Elle pouvait contrôler les principales lignes de communication de cette partie de la Chine (3). Ensuite, elle séparait le T'ien-chan-pei-lou

1. Alcock, *China and its foreign relations*, (Contemporary Review, déc. 1880, p. 1014); Plauchut, *Chinois et Russes au Kouldja* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1881, p. 1905); Y. von Warthenburg et le *Nouveau dictionnaire de géographie universelle* donnent respectivement le chiffre de 60.000 et 71.213 kilomètres carrés.

2. Voyez carte dans Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 241.

3. Clarke, *Kuldja*, *Proceedings of the Royal Geographical Society*, 1880, p. 491.

du T'ien-chan-nan-lou et rendait impossible toute communication directe entre ces terres chinoises.

A côté de ces raisons stratégiques, le gouvernement de Péking avait des motifs de politique intérieure pour vouloir le rétablissement de son autorité à Kouldja. Après l'ébranlement que la dynastie mandchoue avait subi pendant la révolte des T'ai-p'ing, les souverains mandchous ne pouvaient, sans perdre complètement leur prestige aux yeux des Chinois, abandonner à des étrangers un morceau de leur Empire. Gordon allait même jusqu'à écrire : « Cela m'a frappé que la question n'est pas entre la Russie et la Chine, elle est entre les Mandchous et le peuple chinois, les premiers sont mis à l'épreuve devant leurs sujets et ils osent à peine céder à la Russie. Le peuple chinois désire la guerre dans l'espoir de se défaire des Mandchous » (1).

Le gouvernement chinois avait donc des raisons sérieuses pour désirer la restitution de Kouldja. Elles l'étaient d'autant plus, qu'elles avaient pour elles le bon droit de la Chine. Il est incontestable qu'un Etat a toujours le droit de revendiquer la souveraineté sur des territoires dont il est le souverain légal et auxquels il n'a jamais renoncé ni expressément ni tacitement.

Aux droits évidents de la Chine, la Russie ne pou-

1. Lettre de Gordon à Macartney du 2 novembre 1880, dans Boulger, *The life of Sir H. Macartney*, p. 348.

vait en opposer aucun. Le gouvernement du tsar n'avait pas le consentement du souverain légal — la Chine — qui aurait légitimé l'acquisition de Kouldja. Il n'était pas non plus dans un cas d'acquisition de territoires en dépit de la volonté du souverain légal : la Russie n'était pas en guerre avec la Chine et ne pouvait par conséquent justifier l'incorporation de Kouldja par la conquête ; d'autre pas, aucun mandat international n'était venu au secours de la Russie en lui confiant « l'administration » de Kouldja comme il en a été avec l'Autriche-Hongrie en Bosnie et Herzégovine.

II. — *Négociations sino-russes en 1871-1872.* —

Le gouvernement de Péking, se rendant compte de l'importance de Kouldja, avait entamé des négociations en vue de sa rétrocession peu de temps après son occupation par les Russes, c'est-à-dire bien avant le rétablissement de l'administration chinoise en Dzoungarie. En août 1871, le général Vlangali, en annonçant au Tsong-li Yamen l'entrée des Russes à Kouldja, avait ajouté « que la Chine devait envoyer un haut fonctionnaire à Ili pour se la faire remettre ». Le maréchal Jong partit à cet effet pour Kouldja où il devait s'entendre avec le gouverneur russe et avec le général Bogolavski désigné spécialement par le cabinet de Saint-Petersbourg pour négocier avec les Chinois au sujet de Kouldja. Mais, les généraux russes refusèrent d'opérer la remise des territoires

en question trouvant que les Chinois n'avaient pas de forces suffisantes pour s'y maintenir et y sauvegarder l'ordre. Le maréchal Jong proposa alors une occupation faite conjointement par des troupes chinoises et russes, mais cette proposition ne reçut pas l'approbation des commandants russes (1).

Les négociations furent alors transportées à Péking, mais sans plus de succès. M. Bogolavski y arriva en septembre 1872, mais ne put convaincre le gouvernement chinois à renoncer à Kouldja. La Chine et la Russie, voulant toutes les deux avoir Kouldja, ne purent s'entendre. Les affaires en restèrent là. Le gouvernement chinois remit les négociations jusqu'à la fin de la campagne de Tso Tsong-t'ang. Ce moment arriva en 1878.

III. — *La mission de Tch'ong-heou.* — Le gouvernement de Peking décida alors d'envoyer un négociateur en Russie. Le choix tomba sur Tch'ong-heou qui avait déjà été en France en 1871. Il était membre de la famille impériale et, lors de sa nomination pour la Russie, en juin 1878, gouverneur-général de la province de Fong-t'ien.

Tch'ong-heou s'embarqua à Changhaï le 8 novembre 1878 (2) et se rendit à Saint-Pétersbourg *via* Paris. Il arrivait dans la capitale russe en janvier 1879.

1. *La Chine pendant le conflit russo-chinois* (Revue britannique, sept. 1881, p. 9-10).

2. Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 187.

Il fut reçu en audience par le tsar le 8/20 janvier 1879 (1). L'audience fut un peu retardée parce qu'on n'était pas fixé sur le rang du représentant chinois. Il réclamait celui d'ambassadeur alors que ses lettres de créance ne lui donnaient que le caractère d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire. On télégraphia à Péking pour avoir plus de précisions, mais la réponse fut vague. Tch'ong-heou fut alors qualifié de « Représentant de S. M. l'Empereur de Chine » (2).

De longues négociations se poursuivirent à Saint-Pétersbourg entre Tch'ong-heou d'une part, Giers et Butzov de l'autre. Elles ne portaient pas seulement sur la rétrocession de Kouldja et l'indemnisation de la Russie pour ses frais d'occupation, mais aussi sur la révision du traité de commerce par voie de terre. Le 18 juin 1879, M. Plunkett écrivait au marquis de Salisbury que la rétrocession de Kouldja était résolue en principe (3).

L'affaire de Kouldja fut enfin réglée par Tch'ong-heou par la signature d'un traité à Livadia le 2 octobre 1879 et de règlements concernant le commerce par terre entre la Chine et la Russie. Le plénipotentiaire chinois quitta aussitôt la Russie pour rentrer en

1. State Papers, *Central Asia*, n° 1 (1880), n° 16.

2. Lettre de M. Loftus au Marquis de Salisbury. State Papers, *Central Asia*, n° 1 (1880), n° 16.

3. State Papers, *Central Asia*, n° 1 (1880), n° 90.

Chine, sans attendre d'instructions de son gouvernement, et même, d'après M. Boulger, en dépit d'instructions contraires du cabinet de Péking (1).

§ 3. — *Le traité de Livadia*

Voici les clauses les plus importantes du traité de Livadia composé de 18 articles (2) :

1. *Rétrocession de Kouldja*, articles 1, 7. — La Russie restitue la région de Kouldja à la Chine à l'exception de la portion ouest et sud-ouest qui deviendra russe. La frontière sino-russe dans cette direction est donc modifiée comme suit (3) :

a) « La frontière des deux pays commencera à la montagne Piehchentao [Pinchen] et suivra la rivière Gorchos jusqu'à l'endroit où elle se jette dans la rivière Ili. Elle suivra alors la rivière Ili dans une direction sud jusqu'au mont Wou tsoung tan, à l'Est du village Kouo-li-cha-t'eh ».

b) Ensuite, « elle suivra la ligne de faite des montagnes Akburtash jusqu'à l'endroit où la rivière Ili se divise au Nord, et de là à l'Est. Le mont Ha-la-k'ai et le mont Ch'a-pu-ch'a-leh appartiendront à la Rus-

1. Boulger, *The life of S. H. Macartney*, p. 338.

2. Résumé des articles de ce traité dont le texte n'a été publié nulle part, dans Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 188-190.

3. Cartes de la région de Kouldja : Schuyler, *Turkistan*, II ; Clarke, *Kuldja. Proceedings of the Royal Geogr. Soc.*, 1880 en face p. 528. La carte de Clarke contient un tracé de la frontière sino-russe avant 1871.

sie. Suivant la rivière Tekkes, la frontière suivra de nouveau la ligne de faite de la montagne Akburtash à la passe Kouo-keh-su-ta-wan. De là, vers le Sud au mont Ai-sh-ko-bash, et alors dans une direction Sud-Ouest le long des monts suivants des T'ien-Chan : Ha-lei-ko-tao, Khan-tien-ka-li [Khan-Tengri], Sa-lei-ya-seh-ka-chierh-te-liu-k'o-kouo et Kara Tekke à la passe du mont Panyok'eh ».

II. *Indemnisation de la Russie pour les frais d'occupation*, article 6. — « L'Empereur de la Chine paiera 5 millions de roubles à la Russie dans l'année qui suivra l'échange du traité comme frais d'occupation depuis 1871 et indemnité aux marchands russes pour leurs pertes ».

III. *Commerce par voie-de terre entre la Chine et la Russie*. — En vue du développement du commerce entre la Chine occidentale et la Russie, celle-ci pourra nommer des consuls à la passe de Kia-yü (Sou-tcheou du Kan-sou) à Kobdo et à Ouliasoutaï. Elle pourra aussi envoyer deux consuls dans les quatre villes : Hami, Tourfan, Ouroumtsi et Goutchen (article 10).

« Les marchands russes apportant des marchandises par terre de Russie en Chine sont autorisés à passer par Kalgan et la passe de Kia-yü à Tientsin et à Han-Kéou, et à les vendre aussi à Kalgan, Kia-yü, Tang-tchéou, Singan et Kan-tchong-fou ; où ils peuvent prendre des marchandises de ces endroits

pour les vendre à l'intérieur, comme ils choisiront. Les négociants russes achetant des marchandises dans les villes et ports ci-dessus, ou ailleurs dans l'intérieur, ont aussi la liberté de transporter leurs marchandises par les routes ci-dessus par Kalgan et la passe de Kia-yü en Russie (article 14) ».

SÉCTION IV

LES DIFFICULTÉS SUSCITÉES PAR LE TRAITÉ DE LIVADIA
ET LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DE L'AFFAIRE DE KOULDJA
PAR LE TRAITÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG

Le traité de Livadia était loin d'avoir terminé l'affaire de Kouldja. Au contraire, il ne fit que l'envenimer au point qu'à un moment donné une guerre entre la Chine et la Russie avait paru imminente.

§ 1^{er}. — *Impossibilité pour la Chine d'accepter le traité de Livadia.*

Les concessions accordées par Tch'ong-heou étaient exorbitantes. « Il faut que Tch'oung-Heou ait été frappé d'aliénation mentale pour avoir signé un traité pareil; même vaincue, après une lutte acharnée, la Chine n'aurait jamais accordé à la Russie les avantages qu'elle obtenait par le traité de Livadia » (1).

Reprenons les clauses de ce traité pour voir à quel point elles étaient désavantageuses pour la Chine.

1. Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 191.

Remarquons d'abord que celle-ci n'était nullement tenue à faire des concessions à la Russie. La Puissance slave n'avait rendu aucun service à la Chine ni indépendamment de l'occupation de Kouldja ni par cette occupation. Les services qu'elle avait pu rendre dans le passé avaient tous été largement payés par les traités de 1858 et 1860 que nous connaissons. Quant à l'intervention russe à Kouldja, elle n'a été d'aucune utilité pour le gouvernement de Péking. Il ne l'avait pas demandée, car il n'avait pas besoin d'une assistance étrangère pour réprimer la révolte musulmane. Les victoires de Tso Tsong-t'ang en sont une preuve éclatante (1). La présence des Russes à Kouldja, loin de faciliter le rétablissement de l'autorité chinoise en Asie centrale, ne faisait que l'entraver. D'autre part, les huit années d'administration russe à Kouldja n'avaient fait bénéficier cette région d'aucune amélioration matérielle (2).

Rien n'obligeait donc la Chine à accorder une compensation quelconque au gouvernement russe. A la rigueur pouvait-elle être tenue moralement d'indemniser les commerçants russes de Kouldja qui

1. M. Jametel dans *la Chine et les puissances européennes (Economiste français*, 15 avril 1882, p. 447), commet donc une grosse erreur en comparant l'intervention russe à Kouldja à celle de 1849 en Hongrie. L'empereur d'Autriche avait sollicité l'aide russe qui était conforme à ses intérêts. C'était précisément le contraire à Kouldja.

2. Voyez, pour plus de détails, Boulger, *England and Russia, in Central Asia I*, p. 20-24.

avaient souffert de la révolte. Mais un gouvernement n'est pas responsable des actes de ses sujets et, s'il accorde des réparations, c'est à titre de faveur et non à titre de droit (1).

Si la Chine consentait à faire des concessions à la Russie, ce n'était donc pas en vertu d'une obligation positive ou morale. Ces concessions n'étaient qu'une sorte de prix de rachat qu'on payerait à un brigand pour la restitution d'un bien dont il se serait emparé indûment. Mais aussi fallait-il que ce prix ne dépassât pas la valeur du bien qui a été enlevé. Or, le traité de Livadia rendait la restitution de Kouldja plus désavantageuse que la perte de cette province.

La Russie conservait la partie la plus importante et la plus riche du territoire de Kouldja. « Non seulement le Pe-Lou était abandonné à la Russie, mais aussi les passes, entre autres celle de Mouzarte, par laquelle traverse la route militaire de K'ien-loung; conduisant de Kouldja à Aksou, qui commandent le Nan-Lou » (2). Les communications entre Kouldja et la Kachgarie étaient ainsi à la merci des Russes. Ceux-ci, en possession des passes, avaient dans les T'ien-chan une situation stratégique offensive et défensive de premier ordre.

Tchang Tche-tong, dans son rapport fulminant

1. Ce principe, reconnu en Europe, n'a pas été appliqué à la Chine. Voyez Tyau, *op. cit.*, § 87.

2. Cordier, *ibid.*

contre le traité de Livadia s'exprimait ainsi au sujet de la rétention de la vallée du Tekkes par la Russie (1) :

« En autorisant les Russes à nous rendre Ili, pendant qu'ils s'attachent encore fièrement à trois côtés des passes montagneuses, à leurs barrières intérieures et extérieures, et demeurent sur les hauteurs qui dominent les plaines, nous perdons les clefs du pays. Retranchez de l'Ili la partie à l'ouest de la rivière Koksou et au nord de Koerhmantou, et il ne restera pas d'étendue de terrain pour labourer ; pas de pâturage pour faire paître nos troupeaux et il ne restera rien de la richesse du pays. King-ting-se aussi, qui a été longtemps un marché commercial russe, ne doit pas nous revenir et deviendra par traité, une possession russe. Ainsi la longue route principale de l'Est, (c'est-à-dire la Chine propre) à l'Ili, devra passer à travers un nid de Russes et le pays sera sans débouché. Aussi peu qu'il y a des habitants laissés dans cette contrée, eux-aussi seront chassés par les Russes, le pays sera abandonné et nous aurons jeté 2.800.000 taëls d'argent utile pour rentrer en possession d'un Ili sans défenses naturelles, sans ressources matérielles, sans population et sans un débouché. »

Dans ces conditions, la rétrocession de Kouldja

1. Traduction de ce rapport fameux qui a fait la gloire de Tchang Tche-tong, dans Cordier, *ibid.*, p. 198-201.

devenait inutile puisqu'elle rendait à la Chine sa portion stérile, aride et sans importance stratégique. Suivant une expression de Tchang Tche-tong, les Russes ne rendaient de Kouldja que le nom.

Mais le traité de Livadia ne se bornait pas à une restitution illusoire de l'Ili. Il accordait à la Russie de nouveaux avantages commerciaux qui lui donnaient une voie de pénétration jusqu'au cœur même de la Chine. La Russie obtenait en Chine une situation privilégiée qu'aucune autre puissance ne possédait.

Avant le traité de Livadia, la Russie n'avait des consuls que dans les ports ouverts chinois et dans quatre villes rapprochées de la frontière : Kouldja, Tchougoutchak, Kachgar et Ourga (1). Tch'ong-heou consentait à ce que des consuls russes vinssent s'établir à l'intérieur des possessions chinoises. Mais cela ne plaisait guère au gouvernement chinois qui considérait l'introduction de fonctionnaires étrangers en Chine, avec leur droit de juridiction, comme une atteinte à sa souveraineté. Il voulait être maître chez lui. La réclusion de la Chine n'avait pas d'autres raisons. Voici comment s'exprimait Tchang Tche-tong dans son rapport :

« Nous allons autoriser les Russes à installer des consuls à Ili, Tarbagatai, Kobdo, Ouliasout'aï, Kach-

1. Traité de 1851, 1858 (Tientsin) et 1860.

gar, Ouroumtsi, Koutché, Hami, Tourfan, Kia Yu Kouan, etc..., et leur donnerons ainsi le contrôle de la frontière nord-ouest et de la totalité du Territoire. Nouveau [Turkestan chinois]. Avec les fonctionnaires étrangers viennent les commerçants étrangers et avec les commerçants étrangers viennent les soldats étrangers. Ils usurperont notre autorité et notre influence pour commencer et, avec le temps, nos invités seront devenus nos hôtes. Il arrivera que les fonctionnaires seront russes et que nous n'aurons pas de fonctionnaires ; que les soldats seront russes et que nous n'aurons pas de soldats. Par une loi reconnue dans tout pays, les côtes et les frontières de Chine sont les seuls endroits où les consuls des Etats étrangers sont autorisés à résider. Mais des villes comme Ouliasout'aï, Kobdo, Ouroumtsi, Koutché, Hami et Kia Yu Kouan sont en deçà de nos frontières et, avec chaque pays, suivant l'exemple donné par la Russie, tout l'intérieur des dix-huit provinces de la Chine sera inondé de fonctionnaires étrangers. »

Tch'ong-heou accordait d'autres concessions plus importantes encore et qui rendaient le traité de Livadia tout à fait onéreux pour la Chine. Les marchands russes, en vertu du traité de 1862, remplacé par celui de 1869, avaient le droit de se rendre de Kiakhta à Tientsin par terre *via* Kalgan et T'ongtcheou. Ils jouissaient le long de cette voie de pénétration commerciale, d'un traitement de faveur que

nous examinerons à propos desdits traités (1). Ce traitement de faveur était étendu considérablement par le traité de Livadia qui permettait aux négociants russes de s'infiltrer jusqu'à Han-k'eou en venant des T'ien-chan par Kia-yu, Si-ngan et Han-tchong-fou. La Chine presque entière devenait un marché russe. Les Chinois, qui n'avaient ouvert qu'à contre-cœur les abords de leur Empire, ne pouvaient voir d'un bon œil l'introduction d'étrangers dans le cœur même de la Chine proprement dite.

A côté de ces droits excessifs, accordés aux Russes par le traité de Livadia, il en contenait d'autres aussi désavantageux pour les Chinois, mais auxquels ceux-ci finirent par souscrire. Nous les verrons à propos du traité qui remplaça celui de Livadia.

§ 2. — *La crise à son état aigu : la question de la ratification du traité de Livadia et de la condamnation de Tch'ong-heou.*

Aussitôt que le gouvernement de Péking eut connaissance du traité de Livadia, il refusa catégoriquement de le ratifier et ordonna la destitution et la mise en jugement de Tch'ong-heou. C'était au début de janvier 1880 ; Tch'ong-heou rentrait à Péking. Au début de mars, il était condamné à mort

1. *Infra*, chap. III, sect. III.

avec sursis pour avoir enfreint ses instructions et outrepassé ses pouvoirs.

Le gouvernement chinois avait le droit incontestable de prendre l'une et l'autre de ces deux décisions. Il n'est contesté par personne qu'un Etat a le droit de refuser la ratification d'un traité (1) et que ce refus est parfaitement légitime dans certains cas comme celui dans lequel se trouvait la Chine. M. F. de Martens qui, en tant que professeur de droit international à l'Université de Saint-Petersbourg, et délégué du gouvernement russe dans plusieurs conférences internationales, est dans notre cas le plus qualifié pour résoudre la question, déclare (2): « Le refus de ratification est non seulement permis mais encore absolument nécessaire dans les cas suivants : quand les plénipotentiaires qui ont signé le traité ont outrepassé leurs pouvoirs... ». Tch'ong-heou avait précisément outrepassé ses pouvoirs et enfreint ses instructions.

1. Sans aller chercher trop loin, nous avons des exemples de traités signés par la Chine et non ratifiés par les puissances étrangères: convention pour régler l'engagement d'émigrants chinois par les sujets britanniques et français du 5 mars 1886 (*Treaties*, p. 275); « convention Alcock » du 23 octobre 1869 (*ibid.*, p. 286); convention entre Li Hong-tchang et Bourée signée à Changhaï le 20 décembre 1882 (Bland, *Lihungtchang*, p. 146). F. de Martens commet une grosse erreur (*op. cit.*, I, p. 528) en écrivant que le traité de Tche-fou de 1876 n'a pas été ratifié par le gouvernement britannique. Il le confond probablement avec la convention Alcock.

2. F. de Martens, *Traité de droit international*, I, p. 522.

Il est également reconnu qu'un gouvernement a le droit de juger et de condamner ses fonctionnaires d'après les lois nationales sans que les autres puissances soient qualifiées pour y intervenir d'une façon quelconque.

Cependant, pour le traité de Livadia et Tch'ong-heou, l'exercice par la Chine de ces droits indéniables avait soulevé de nombreuses protestations. Certains déclaraient que le tsar avait le *droit* de forcer la Chine à exécuter les clauses du traité de Livadia qu'elle avait « déchiré » (1). Tout le monde considérait que la condamnation de Tch'ong-heou était un affront fait à la Russie.

La vérité est qu'une grande puissance européenne n'aimait pas à se voir retirer des avantages dont elle avait failli légitimer l'acquisition par un traité formel. Et, d'autre part, l'accès subit de philanthropie chez des puissances qui avaient réclamé la décapitation de mandarins pour des fautes affectant moins les intérêts d'une nation que le traité de Livadia (2), s'expliquait par le fait que l'exécution de Tch'ong-heou aurait symbolisé le triomphe du parti conservateur et anti-européen en Chine. Elle aurait rendu plus difficile une entente entre la Chine et la Russie à un moment où les principales puissances désiraient la paix. De la sorte, le conflit né exclusivement entre

1. Plauchut, *ibid.*, p. 915; Jametel, *ibid.*, p. 447.

2. Voyez Cordier, *Relations de la Chine*, I, p. 377.

les deux Empires du continent asiatique devenait une question d'un intérêt européen. Je ne reproduirai pas les phases de l'action des puissances auprès de la Chine pour obtenir la grâce de Tch'ong-heou. Elles sont magistralement exposées par M. Cordier dans son *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*.

Les conseils de modération donnés par les puissances furent écoutés par le gouvernement chinois. Le 26 juin 1880, Tch'ong-heou obtenait sa grâce provisoire et le 12 août 1880, il était gracié définitivement.

Ainsi, le terrain était déblayé pour la reprise des négociations sino-russes au sujet de Kouldja.

§ 3. — *La mission du marquis Tseng*

Dès le 17 février 1880, avait paru dans la *Gazette de Péking* un décret (1) confiant au marquis Tseng Ki-tseu le soin de reprendre les pourparlers avec le gouvernement russe. Le marquis Tseng était alors à Londres comme ministre de Chine. Ses lettres de créance l'accréditant comme ministre plénipotentiaire près de la Cour de Saint-Pétersbourg ne lui furent envoyées que le 21 mars 1880 (2). Le 25 mars,

1. Daté du 15 février, Boulger, *The life of Sir H. Macartney*, p. 342.

2. *La Chine pendant le conflit russo-chinois* (*Revue britannique*, septembre 1881, p. 44).

il télégraphiait à Péking pour dire qu'il acceptait la mission. Cependant, à ce moment, elle paraissait plus délicate que jamais. Tch'ong-heou venait d'être condamné. La Russie ne semblait pas vouloir accepter le refus du gouvernement chinois de ratifier le traité de Livadia. En Chine, le parti réactionnaire, comptant des adhérents puissants, réclamait une guerre contre la Russie. Des deux côtés, on concentrait des troupes sur la frontière commune. Des bruits couraient même que les troupes chinoises avaient commencé l'offensive et s'étaient emparées du fort Naryn. En juillet, les Russes réunissaient dans les mers d'Extrême-Orient toute une escadre sous le commandement de l'amiral Lesovski. Des flots d'encre coulèrent sur l'affaire de Kouldjà. On croyait la guerre inévitable.

Néanmoins, en juillet 1880, le marquis Tseng ayant enfin reçu ses instructions (1), était prêt à partir pour Saint-Pétersbourg. Les passions se calmèrent graduellement. Le désir de paix, favorisé par l'intérêt que tout le monde avait à maintenir celle-ci, finit par prévaloir.

La Russie, dont le succès militaire complet était douteux (2), se décida à ne pas affecter trop de sus-

1. Instructions du Tsong-li Yamen au marquis Tseng dans Boulger *The life of Sir H. M. Macartney*, p. 345-346.

2. Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 212 ; Maksimov, *Nos problèmes sur l'océan Pacifique*, p. 45.

ceptibilité et se résigna à laisser échapper la proie qu'elle tenait. Ses possessions de la Sibérie orientale étaient dans une situation militaire déplorable (1). « Les autorités russes dans la Sibérie orientale étaient frappées de panique et le gouverneur général expédia un rapport à Saint-Pétersbourg sur la situation, pressant le gouvernement impérial de bâcler une paix provisoire avec la Chine, à n'importe quelles conditions » (2). En Asie entrale, les Russes avaient déjà sur les bras les Turcomans et le gouvernement du tsar ne pouvait non plus, après l'incident de 1875 et le traité de Berlin, trop détourner son attention de l'Europe.

D'autre part, en Chine, les conseils de prudence ne manquaient pas. Les représentants des puissances étrangères, « le Gordon chinois », le parti progressiste avec Li Hong-tchang, travaillèrent à l'unisson pour apaiser le parti militaire qui risquait, par une attitude par trop intransigeante, de rendre la guerre inévitable.

Le premier pas vers la conciliation fut fait par la Chine qui consentit à gracier Tch'ong-heou provisoirement (3). Le marquis Tseng, qui arriva à Saint-

1. *L'affaire de l'Amour* (Rousskaia Starina, 1881, t. IX, p. 100).

2. *Russian acquisition of Manchuria*, Blackwood's Edinb. Magaz. may. 1893, p. 645.

3. Décret du 26 juin 1880 dans Cordier. *Relations de la Chine*, II, p. 213-214.

Pétersbourg le 30 juillet 1880 (1), télégraphia à Péking pour obtenir sa grâce définitive qui était nécessaire à l'envoyé chinois pour pouvoir commencer ses négociations avec le gouvernement russe. Comme nous savons, cette demande fut accordée le 12 août 1880 (2). Ainsi, à l'audience accordée au marquis Tseng par le tsar, le 22 août, à Tsarskoe Selo, celui-ci put dire au plénipotentiaire chinois que la grâce de Tch'ong-heou avait levé tous les obstacles qui s'opposaient à la reprise des négociations sino-russes. Le tsar exprima en même temps le désir et l'espoir de voir le différend résolu pacifiquement (3).

Les conférences commencèrent le 1^{er} septembre 1880. Le plénipotentiaire chinois était secondé par Prosper Giquel et Sir Halliday Macartney. La Russie était représentée par M. de Giers, ministre des Affaires étrangères, le baron Jomini, le général Miloutin, Abaza et Butzov, ministre du tsar à Péking. Les débuts furent extrêmement pénibles pour le marquis Tseng. La Russie ne tenait guère à renoncer au traité de Livadia et essaya de tergiverser pour éviter les négociations. « A la grande consternation de Ts'êng, on lui déclara tout d'abord qu'on ne

1. Boulger, *Ibid.*, p. 342.

2. Décret du 12 août 1880 dans Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 218.

3. *La Chine pendant le conflit russo-chinois*, *Rev. Britannique* sept. 1881, p. 51.

reviendrait pas sur des points du traité de Livadia qui, aux yeux des Russes, étaient formellement et définitivement réglés ; qu'au surplus c'était à Péking que seraient bientôt tranchées les questions pendantes entre les deux gouvernements » (1). En effet, quelques jours après la première entrevue, M. de Giers écrivait au marquis Tseng que le gouvernement du tsar considérait que les difficultés seraient mieux débattues à Péking et que la Russie enverrait à cet effet un représentant dans cette capitale (2). Le marquis Tseng répondit qu'il en informerait son gouvernement et qu'il désirait, pour pouvoir le faire, connaître le nom et le rang de l'envoyé que la Russie se proposait de nommer en Chine (3). Le gouvernement russe, qui ne songeait pas sérieusement à envoyer un négociateur à Péking, changea de tactique, voyant que les Chinois tenaient sérieusement à Kouldja.

D'autre part, le marquis Tseng recevait de nouvelles instructions plus conciliantes que les précédentes (4).

Le gouvernement russe retint M. de Butzov qui partait pour rejoindre son poste à Péking et proposa de prolonger d'un mois le délai de l'échange des

1. Cordier, *ibid.*, II, p. 218.

2. Boulger, *ibid.*, p. 343.

3. *Ibid.*

4. *La Chine pendant le conflit russo-chinois*, *Rev. Britannique*, sept. 1881, p. 52.

ratifications du traité de Livadia. M. de Giers écrivit au marquis Tseng que cette prolongation d'un délai qui arrivait à son terme était accordée pour que « le temps nécessaire puisse être utilisé pour s'assurer si les propositions du gouvernement chinois, afin d'introduire certaines modifications dans le traité, étaient de nature à conduire à un arrangement possible » (1). C'était pour la Russie un moyen transitoire de renoncer au traité de Livadia et de consentir à entrer avec le marquis Tseng en de nouveaux pourparlers concernant la restitution de Kouldja.

A partir de ce moment, les deux parties négocièrent sincèrement en vue d'une entente définitive. Se souvenant de l'exemple de Tch'ong-heou, le marquis Tseng ne signa le traité qu'après en avoir reçu l'autorisation de son gouvernement, auquel il en expédia le projet à la fin de décembre 1880 (2). Il reçut l'approbation du Tsong-li Yamen en février, à la suite de laquelle le traité concluant l'affaire de Kouldja fut signé à Saint-Pétersbourg le 12 / 24 février 1881. Il fut ratifié à Péking le 15 mai 1881. L'échange des ratifications, dont le délai était fixé à six mois après la signature (art. 20), eut lieu à Saint-Pétersbourg le 7 / 19 août 1881 entre le marquis Tseng et M. de Giers (3).

1. Boulger, *ibid.*, p. 344.

2. Boulger, *ibid.*, p. 351.

3. Texte du procès-verbal de l'échange des ratifications dans *Treaties*, p. 93.

CHAPITRE III

LE TRAITÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG DU 12 /24 FÉVRIER 1881.

Le marquis Tseng signait, en même temps que le traité de Saint-Pétersbourg proprement dit, un protocole concernant le versement d'une indemnité à la Russie, et un règlement du commerce par terre entre la Chine et la Russie, remplaçant celui de 1869. Comme les dispositions de ces trois documents sont liées les unes aux autres, nous les exposerons en même temps suivant une classification par ordre de matières sans nous arrêter séparément à chacun des trois documents en question.

Le traité devant opérer la rétrocession de Kouldja ne se bornait pas seulement à régler la restitution de ce territoire. La Russie se faisait compenser son abandon de Kouldja par l'obtention de nouveaux avantages commerciaux en Chine qui faisaient ainsi partie intégrante de la solution de la question de Kouldja dont ils étaient la condition *sine qua non*.

Les clauses des documents signés par le marquis Tseng concernaient les matières suivantes :

- 1° Le territoire de Kouldja ;
- 2° L'indemnité payable par la Chine à la Russie ;
- 3° Le commerce sino-russe par voie de terre ;
- 4° Questions de frontières, navigation sur les fleuves, etc.,

SECTION PREMIÈRE
LE TERRITOIRE DE KOULDJA

§ 1. — *Ce que la Russie restitue à la Chine*

La Russie restitue en principe tout le territoire de Kouldja, c'est-à-dire ce qu'elle avait occupé « temporairement » depuis 1871 (art. 1^{er}). La Russie évacue par conséquent la vallée du Tekkes et toutes les passes des T'ien-chan, entre l'Ili et la Kachgarie, cédées par Tch'ong-heou.

L'article 5 prévoit la manière dont sera transférée aux Chinois l'administration du territoire restitué par la Russie :

« Les deux Gouvernements délégueront à Kouldja des Commissaires qui procéderont à la remise d'une part et à la reprise de l'autre, de l'administration de la province d'Ili, et qui seront chargés, en général, de l'exécution des stipulations du présent Traité se rapportant au rétablissement, dans ce pays, de l'autorité du Gouvernement chinois.

Les dits Commissaires rempliront leur mandat, en se conformant à l'entente qui sera établie quant au

mode de remise d'une part et de reprise de l'autre, de l'administration du pays d'Ili, entre le Gouverneur-Général du Turkestan et le Gouverneur-Général des provinces du Chan-si et du Kan-sou, chargés par les deux Gouvernements de la haute direction de cette affaire.

La remise de l'administration du pays l'Ili doit être terminée dans un délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut, à dater du jour de l'arrivée à Tachkent du fonctionnaire qui sera délégué par le Gouverneur-Général du Chan-si et du Kan-sou auprès du Gouverneur-Général du Turkestan, pour lui notifier la ratification et la promulgation du présent Traité par Sa Majesté l'Empereur de Chine. »

L'affaire épineuse de la restitution de Kouldja était enfin terminée en faveur de la Chine : la Russie consentait à se retirer. Lord Dufferin, ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg, observait que la Russie n'avait encore jamais rendu un territoire par elle occupé (1). C'était une première exception à la maxime de Nicolas I^{er} : « là où le pavillon russe a été une fois hissé, il ne peut plus jamais être amené ».

§ 2. — *Ce que la Russie retient du pays d'Ili*

Le principe de la restitution intégrale du territoire de Kouldja à la Chine souffre une exception pour sa partie occidentale (art. 1^{er}).

1. Boulger, *ibid.*, p. 351.

La frontière sino-russe établie par le protocole de Tchougoutchak de 1864 en exécution du traité de Péking de 1860 est dès lors modifiée comme suit :

« La frontière entre les possessions de la Russie et la province chinoise d'Ili suivra, en partant des montagnes Bédjin-taou [Piehchentaou du traité de Livadia (1)], le cours de la rivière Khorgos [Gorchos], jusqu'à l'endroit où celle-ci se jette dans la rivière Ili et, traversant cette dernière, se dirigera au sud, vers les montagnes Ouzoun-tao [Woutsoung-tan], en laissant à l'ouest le village de Koldjat [Kono-li-cha-t'eh] » (art. 7).

Cette portion de l'Ili conservée par la Russie n'est autre que celle déjà cédée par Tch'ong-heou en même temps que la vallée du Tekkes. En effet, la nouvelle frontière tracée par le traité de Saint-Pétersbourg correspond exactement à la partie septentrionale de celle du traité de Livadia. Sur les 71.213 kilomètres carrés de la province de Kouldja, la Russie retenait 11.288 kilomètres carrés (2).

L'article 7 du traité de 1881 déclare que « la partie occidentale du pays d'Ili est incorporée à la Russie, pour servir de lieu d'établissement aux habitants de ce pays qui adopteront la sujétion russe et qui,

1. *Suprà*, p. 375.

2. *Nouveau dictionnaire de Géographie universelle, au mot Kouldja.*

par ce fait, auront dû abandonner les terrains qu'ils y possédaient ».

Cette assertion est plutôt un prétexte qu'une raison sérieuse. En effet, si la Russie veut accueillir des émigrants de l'Ili, elle n'a qu'à les recevoir sur ses propres possessions voisines de Kouldja. La vraie hospitalité ne s'exerce pas aux dépens et dans la maison d'autrui. Le véritable motif pour lequel la Russie s'est obstinée à garder une vallée de l'Ili nous paraît être une question d'amour-propre. Après avoir obtenu une partie de l'Ili par le traité de Livadia, le gouvernement russe ne voulait pas se donner l'apparence, en 1881, de capituler devant la Chine en évacuant complètement les territoires occupés.

§ 3. — *Dispositions concernant les habitants
des territoires restitués*

1° La Chine s'engage par l'article 2 à mettre à l'abri de toute poursuite les habitants de l'Ili pour les actes qu'ils auraient commis pendant la dernière insurrection. Une proclamation dans les lieux fera connaître l'amnistie avant leur remise aux autorités chinoises.

2° Les habitants de l'Ili pourront devenir sujets russes en émigrant en Russie. Ils devront se prononcer à ce point de vue avant le rétablissement de l'autorité chinoise et auront ensuite un délai d'un

an, à partir du jour de la remise du pays à la Chine, pour émigrer (art. 3). Les habitants qui seront devenus ainsi des sujets russes ne pourront conserver de propriété immobilière à Ili (art. 4).

Ces clauses font de la restitution de Kouldja une véritable cession de territoire accordée par la Russie à la Chine. Les habitants ont, comme dans le cas d'une cession de territoires, le droit d'option pour la nationalité avec obligation d'émigrer pour ne pas devenir les sujets du nouveau souverain. Les résultats sont les mêmes comme si les habitants avaient été russes avant la cession, comme si de 1871 à 1881 la souveraineté russe avait légalement remplacé la souveraineté chinoise. Il est incontestable qu'en fait il en a été ainsi.

3° Les Russes qui auraient acquis avant 1881 des propriétés immobilières pourront les conserver, mais devront payer l'impôt si elles ne sont pas situées sur les terrains affectés aux factoreries russes :

Art. 4. — « Les sujets russes possédant des terrains dans le pays d'Ili conserveront leurs droits de propriété, même après le rétablissement de l'autorité du Gouvernement chinois dans ce pays ».

« Les sujets russes dont les terrains sont situés en dehors des emplacements affectés aux factoreries russes, en vertu de l'article XIII du Traité de Kouldja de 1851, devront acquitter les mêmes impôts et contributions que les sujets chinois. »

Nous savons que dans les villes telles que Kouldja, où il y a un consul russe, le gouvernement chinois assigne aux marchands russes des emplacements exempts d'impôts (1).

SECTION II

PAYEMENT D'UNE INDEMNITÉ PAR LA CHINE

Le montant de 5 millions de roubles consenti par Tch'ong-heou fut élevé à 9 millions : « le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de la Chine paiera au Gouvernement russe la somme de neuf millions de roubles métalliques, destinée : à couvrir les frais occasionnés par l'occupation du pays d'Ili par les troupes russes depuis 1871 ; à satisfaire toutes les réclamations pécuniaires auxquelles ont donné lieu, jusqu'aujourd'hui, les pertes que les sujets russes ont subies dans leurs biens pillés sur territoire chinois ; et à fournir des secours aux familles des sujets russes tués dans les attaques armées, dont ils ont été victimes sur territoire chinois » (art. 6).

La somme intégrale de 9 millions de roubles ne pouvait représenter le montant des frais et des pertes occasionnés au gouvernement et aux particuliers russes par l'insurrection à Kouldja. Ce montant avait été évalué à 5 millions en 1879 et il était

1. *Suprà*, p. 88.

impossible qu'il eût presque doublé en 1881, après deux années de possession paisible de Kouldja. En réalité, et bien que le traité ne le dise pas, les 4 millions supplémentaires que la Chine devait déboursier étaient la compensation plus ou moins équitable des frais occasionnés à la Russie par la démonstration navale dans les mers de Chine et les préparatifs militaires sur la frontière chinoise occasionnés par l'incident du traité de Livadia et de Tch'ong-heou. Le marquis Tseng avait protesté contre cette imputation de nouvelles charges à son gouvernement en déclarant que les puissances européennes ne réclameraient certainement pas à la Turquie les frais de la démonstration navale dans l'Adriatique en 1880. Mais, il lui fut répondu que la démonstration des puissances avait été faite sur leur propre initiative dans le but de hâter la solution de l'affaire du Monténégro, tandis que la Russie, au contraire, aurait été forcée par la Chine de prendre les mesures dont elle voulait se faire indemniser (1).

Un protocole du même jour que le traité de Saint-Pétersbourg établissait le mode de versement des neuf millions de roubles. Il fut convenu que le gouvernement chinois en verserait l'équivalent en livres sterling par l'intermédiaire de Baring Frères et Cie

1. Lettre du général Chanzy, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, du 11 novembre 1880, dans Cordier, t. II, p. 221-222.

soit 1.431.664 livres et 2 shillings. Le versement devait s'effectuer en six fois espacées de quatre mois. Le premier versement devait avoir lieu quatre mois, et le dernier deux ans après l'échange des ratifications du traité. Pour chacune des six fois, le montant se chiffra à 238.610 livres 13 shillings 8 pence moins les frais de banque qui étaient occasionnés par le transfert de ces sommes à Londres.

Par un arrangement postérieur, ces frais de transfert furent évalués à forfait entre la Russie et la Chine à 2 1/2 pour cent qui furent défalqués de la somme due par la Chine. Mais, après le premier versement, sur la demande de M. de Giers, l'évaluation fut abaissée 2 o/o pour les cinq autres versements. La Chine put ainsi économiser plus de 36.000 livres qu'elle aurait dû déboursier si les frais de banque avaient été mis à sa charge (1).

SECTION III

LE COMMERCE ENTRE LA CHINE ET LA RUSSIE PAR VOIE TERRESTRE

Avant d'aborder l'examen des dispositions sur le commerce terrestre adoptées par le marquis Tseng, il est nécessaire de connaître les conditions de ce commerce à la veille du traité de Saint-Pétersbourg. Leurs principes généraux sont contenus dans les

1. Boulger, *ibid.* p. 354-355.

traités que nous avons déjà étudiés et leur réglementation minutieuse dans les règlements de commerce de 1862 et de 1869 lequel remplace celui de 1862. Je ne reprendrai pas les principes généraux déjà exposés, mais je vais présenter les traités de 1862 et de 1869 dans ce qu'ils ont de plus important.

§ 1. — *Règlement concernant le commerce par terre conclu à Péking le 20 février/4 mars 1862.*

C'est le premier traité sino-russe qui règle uniquement des questions commerciales et qui établit un tarif des droits à percevoir sur les marchandises. Le traité de 1851, qui réglait le commerce russe à Kouldja et à Tchougoutchak, contenait en même temps d'autres dispositions sur les transfuges et la correspondance entre la Chine et la Russie.

Les dispositions qu'on trouve dans le traité de 1862 ne concernent que les conditions du commerce russe en Chine et non les conditions inverses. Ces conditions, d'après le traité en question, sont les suivantes :

I. — Exemption de droits pour le commerce russe dans certaines régions de l'Empire chinois.

1.° Etablissement d'une zone franche le long de toute la frontière sino-russe sur une largeur de 100 li chinois de chaque côté de la frontière (art. 1). C'est la généralisation du principe du libre échange sur la

frontière contenu dans l'article 4 du traité de 1860. En 1860, la franchise des droits n'était admise que pour la partie *orientale* de la frontière sino-russe (1).

2° Les commerçants russes ayant un certificat délivré par leurs autorités nationales peuvent exercer en franchise de droits un commerce « avec des petits capitaux » en Mongolie où il y a une administration chinoise. Le gouvernement chinois ne s'oppose pas à ce qu'ils pénètrent dans les parties de la Mongolie dépourvues d'une administration chinoise (art. 2).

Nous savons qu'en vertu des traités antérieurs, les Russes avaient déjà le droit de faire le commerce exempté de toute taxe dans certaines villes de Chine, notamment à Péking, Kouldja, Tchougoutchak, Kiakhta et Tsouroukhaïtou (2). C'était même le régime de droit commun du commerce terrestre entre la Chine et la Russie.

II. — Situation privilégiée des marchands russes sur certaines places de la Chine.

Les Russes ont le droit d'aller à Tientsin par voie de terre, en passant par Kalgan, Tong-pa et T'ong-tcheou, mais l'article 3 ne dit pas d'où ils doivent partir pour se rendre à Kalgan. Il résulte néanmoins du même article qu'ils doivent venir de Kiakhta, car

1. *Suprà*, p. 312-313.

2. *Suprà*, p. 77, 79, 85.

il y est dit que les marchands russes doivent avoir des certificats revêtus du sceau du *dzargoutcheï* de Maï-mai-tchen, c'est-à-dire du fonctionnaire chinois surveillant le commerce sino-russe à Kiakhta. Par conséquent, les commerçants russes de Kouldja, par exemple, ne peuvent se rendre par terre à Tientsin. Les commerçants russes sont obligés de suivre l'itinéraire Kalgan, Tong-pa, T'ong-tcheou, Tientsin sous peine de confiscation de leurs marchandises (art. 7).

La route en question procure des avantages appréciables aux Russes non seulement par leur droit de l'utiliser, mais aussi par le régime de faveur qui leur est accordé le long de cette route.

A. IMPORTATIONS. — Les marchandises allant par terre à *Tientsin* ne paient comme droit d'importation que deux tiers du tarif général applicable à toutes les puissances (art. 5).

La même réduction est faite pour *Kalgan* où les Russes, en allant à Tientsin, peuvent laisser et vendre un cinquième de leurs marchandises sous condition de ne pas faire de commerce en gros à Kalgan (art. 4, 5). Il n'y a ni consul, ni entrepôts russes dans cette ville. Les marchandises qui ne sont pas écoulées à Kalgan peuvent être envoyées à T'ong-tcheou ou à Tientsin sans payer de taxe supplémentaire (art. 6). Ici encore, les Russes sur la route Kalgan-Tientsin sont plus favorisés que les autres étrangers dans les ports ouverts. Ceux-ci, s'ils veulent transporter leurs

marchandises soit dans l'intérieur, soit dans un autre port ouvert, doivent payer le droit de transit ou le droit de cabotage. Or, les Russes, comme nous venons de le voir, n'ont rien à payer s'ils font passer leurs produits de Kalgan à T'ong-tcheou ou à Tientsin.

B. EXPORTATIONS. — Les marchands russes peuvent aussi exporter de Tientsin à Kiakhta par la même voie terrestre, sans pouvoir vendre en route (art. 10).

Plusieurs situations peuvent se présenter en cas d'exportation de marchandises par les commerçants russes, par voie de terre.

I. — *Exportation de marchandises d'origine chinoise*

a) *Marchandises allant d'un port ouvert à Tientsin et d'ici à Kiakhta.* — Il y a acquittement des droits généraux de transit et d'exportation dans le premier port et d'un demi-droit de réimportation à Tientsin (art. 10). Celui-ci, comme son nom l'indique, est perçu sur les marchandises chinoises transportées d'un port ouvert vers un autre port ouvert et égale la moitié du droit d'importation qui n'est pas exigé. On l'appelle aussi droit de cabotage ou *coast trade duty*. Toutes les puissances sont soumises au paiement de ce droit (1). Ce n'est donc que l'application du droit commun, avec cette différence que pour les autres puissances le demi-droit de réimportation est

1. Voyez Soulié, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, p. 172.

remboursé en cas d'exportation dans les douze mois du second port. Pour la Russie, le traité de 1862, ne dit rien du remboursement du demi-droit de réimportation.

b) *Marchandises achetées par les Russes à Tientsin ou à Tong-tcheou.* — Il y a paiement du droit d'exportation suivant le tarif général (art. 11). Il n'y a donc pas de réduction d'un tiers comme cela existe pour l'importation par voie de terre.

Pour l'exportation de Tientsin et T'ong-tcheou *via* Kalgan, la Russie subit par conséquent le régime du droit commun. Il n'est pas dit dans le traité si la Russie doit payer le droit de transit, car il ne prévoit que le cas où les marchands russes achètent à Tientsin ou à T'ong-tcheou. Il ne prévoit pas le cas où les Russes feraient venir à Tientsin ou à T'ong-tcheou des articles de l'intérieur de la Chine. La question du droit de transit ne se pose donc pas.

c) *Marchandises achetées par les Russes à Kalgan.* — Dans ce cas, l'article 12 fait bénéficier la Russie d'une réduction de moitié du tarif général d'exportation. La question du droit de transit ne se pose pas non plus.

2. — *Exportation de marchandises d'origine étrangère*

L'article 14 permet aux Russes de transporter par la voie de terre de Tientsin en Russie les « marchan-

disées européennes » (c'est-à-dire d'origine non chinoise) qu'ils peuvent acheter. Il faut que ces marchandises payent les droits *d'importation* et de transit. Si le vendeur européen les a déjà acquittés, l'acheteur russe est dispensé de ces droits. Ainsi, au point de vue du prélèvement des droits douaniers, l'exportation en Russie de produits étrangers est assimilée à leur consommation en Chine.

III. — Application du traitement de droit commun
aux marchands russes

Pour tout le reste, les Russes sont soumis aux mêmes conditions que les sujets des autres puissances (1).

A. — DROITS FRAPPANT LES MARCHANDISES RUSSES DANS LES PORTS OUVERTS. — Sauf pour l'importation à Tientsin *par voie de terre*, les marchandises russes ont à payer dans les ports ouverts de la Chine, soit pour l'exportation, soit pour l'importation, exactement les mêmes droits que tous les commerçants étrangers (art. 9).

Les Russes sont également dans la même situation que tous les étrangers pour le transport de marchandises d'un port ouvert vers un autre port ouvert ou dans l'intérieur de la Chine. Cette règle s'applique

1. Voyez sur le régime douanier applicable aux étrangers en Chine le chapitre VI dans Soulié, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*.

aussi aux produits importés à Tientsin par voie de terre (art. 8) :

a) S'ils sont transportés vers un autre port ouvert ils doivent verser la réduction d'un tiers sur le tarif général dont ils ont bénéficié à l'importation. Néanmoins, malgré le versement de la différence entre le tarif de faveur et le tarif général, les Russes sont encore plus favorisés que les autres étrangers. En effet, l'article 8 déclare qu'après avoir payé à Tientsin la différence d'un tiers, les marchands russes n'auront plus aucuns droits à verser dans les autres ports ouverts. Par conséquent, ils n'ont pas à payer le demi droit de réimportation que les étrangers sont obligés d'acquitter lorsqu'ils transportent d'un port ouvert vers un autre port ouvert. C'est ce qui semble résulter de l'article 8. Ainsi, d'après le traité de 1862, les marchands russes paient un demi-droit de réimportation lorsque leurs marchandises se dirigent d'un port ouvert à Tientsin et de là à Kiakhta, mais ne le paient pas dans la direction contraire.

b) S'ils sont transportés dans l'intérieur de la Chine, ils doivent acquitter aussi le droit de transit comme s'ils étaient venus par mer, mais le traité ne dit pas explicitement s'ils ont à solder la différence d'un tiers qui leur a été accordée à l'importation. Il résulte de l'article 8 qu'il faut payer la différence. Il déclare d'abord que les commerçants russes qui transporteront de Tientsin vers un autre port ouvert

auront à payer le montant du tiers non versé. Ensuite il ajoute : « Si de Tientsin ou de l'autre port [ils] transporteront les marchandises dans l'intérieur du pays, [ils] devront *encore* verser le droit de transit conformément au tarif européen (1) ». Le droit de transit, qui équivaut à la moitié des droits d'importation ou d'exportation (2), est donc perçu en plus du tiers non versé à l'importation, même pour les marchandises venues par terre et transportées directement de Tientsin dans l'intérieur de la Chine, sans passer par un autre port ouvert.

B. APPLICATION DU TARIF GÉNÉRAL. — Pour le calcul des droits à payer dans le commerce sino-russe on se sert du tarif général qui est surtout spécifique (3). Il est de 5 o/o *ad valorem* pour certains objets et pour tous ceux qui ne sont pas énumérés dans le tarif (art. 18). Les objets se trouvant seulement dans l'un des deux tableaux d'importation et d'exportation paient le même droit dans les deux cas (4).

L'article 18 apporte des exceptions à l'application du tarif général. En vertu de cet article, un tarif spécial pour les produits d'importation ne se trou-

1. Texte russe du traité de 1862 dans *Treaties*, I, p. LXXXI-LXXXV.

2. Septième règlement commercial de 1858.

3. Tarif signé à Changhai en novembre 1858, en même temps que les règlements de commerce, par l'Angleterre, la France et la Chine.

4. Septième règlement commercial de 1858.

vant pas inscrits dans le tarif général des puissances étrangères, ainsi que pour le thé en briques exporté, est annexé au traité de 1862. Dans les rapports entre la Chine et la Russie, ce tarif spécial complète le tarif général. Ce tarif complémentaire, qui est spécifique, permet aux Russes d'échapper à la taxation de 5 o/o *ad valorem* pour les objets qui y sont désignés. Il les fait en plus bénéficier d'une réduction importante des droits d'exportation sur le thé en briques.

Le traité ne dit pas expressément si le tarif spécial est applicable au commerce maritime entre la Chine et la Russie. Il faut croire qu'il l'est, car le traité de 1862, malgré sa dénomination de « Règlement pour le commerce terrestre avec la Chine », contient dans son article 9 des dispositions concernant le commerce maritime. Il est donc possible qu'en établissant un tarif complémentaire, les deux parties contractantes aient eu aussi en vue le commerce maritime. Il est évident, que la Russie a tout intérêt à ce que le tarif complémentaire soit aussi valable pour le commerce maritime, étant donné que ce tarif doit lui être plus favorable qu'un prélèvement de 5 o/o *ad valorem*, sinon elle ne l'aurait pas établi. La question que nous examinons a un autre intérêt. Si le tarif sino-russe n'est applicable qu'au commerce terrestre, la réduction d'un tiers des droits d'importation ne serait plus à faire pour les articles inscrits sur ce tarif, car celui-ci serait alors déjà un tarif de faveur. En

effet, d'après le traité de 1862, l'importation par voie de terre bénéficie toujours d'une réduction d'un tiers sur le tarif général. Dès lors, un tarif établi spécialement pour ce commerce contiendrait déjà la réduction en question et il ne serait pas nécessaire, pour l'appliquer, de défalquer le tiers des droits qui y sont inscrits. Il n'en serait pas de même si le tarif était désigné pour le commerce maritime *et* terrestre. Dans ce cas, le tarif entier doit servir pour les importations par mer et une réduction doit être opérée pour les importations par terre. Il est facile à voir que les commerçants russes sont plus avantagés par la dernière solution. Elle leur permet de payer pour leurs importations par mer des droits spécifiques moins élevés que le 5 o/o *ad valorem* du tarif général et elle les autorise à obtenir pour leurs importations par terre une réduction d'un tiers du tarif spécial qui est déjà réduit par rapport au tarif général.

Le tarif en question fut établi le 27 février/11 mars 1862 par Tch'ong-heou et Pechtchourov et confirmé le 4/16 mars 1862 par le Tsong-li Yamen et Balionzek (1).

C. PRODUITS SOUMIS A UN RÉGIME SPÉCIAL. — 1^o *Articles qui peuvent être importés ou exportés en franchise de droits.* — Le deuxième règlement commercial européen qui les énumère, leur est applicable (art. 16).

1. Texte dans *Treaties*, p LXXXVI-LXXXVIII.

2° *Articles prohibés sous peine de confiscation.* —

Ce sont les articles introduits en contrebande et ceux énumérés dans les troisième et cinquième règlements commerciaux de 1858 (art. 17).

Le troisième règlement contient la liste des articles dont l'importation et l'exportation sont prohibées. Parmi ces articles figurent les armes à feu. Cependant, il est permis aux Russes d'avoir pour leur défense une arme par personne, après déclaration faite à Kiakhta (art. 17) (1).

Le cinquième règlement énumère les produits qui ne peuvent être importés que sous certaines conditions. D'après les termes de l'article 17, ces produits sont complètement prohibés, dans le commerce sino-russe.

Telles sont les dispositions les plus importantes du traité de 1862. J'ai reproduit tout ce qu'il contient concernant les conditions économiques, douanières, du commerce sino-russe en laissant de côté les règles de détail sur le contrôle, les sanctions, etc. dudit commerce.

Le traité de 1862 devait avoir une durée de trois ans avec tacite réconduction pour une nouvelle période de cinq ans. Les parties contractantes pouvaient le dénoncer dans les six derniers mois de

1. Voir protestations de Tchang Tche-tong contre cette tolérance, dans son rapport, Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 199-200.

chacune des deux périodes. Le droit de révision avant l'expiration des délais de trois et de cinq ans leur était accordé en cas « d'inconvénients importants » (art. 22).

§ 2. — *Règlement concernant le commerce par terre
conclu à Péking le 15/27 avril 1869*

Il se compose, comme celui de 1862, de 22 articles et le reproduit presque entièrement mot à mot, à part quelques modifications favorables à la Russie.

Voici les changements apportés en 1869 :

I. *Le commerce russe à Kalgan.* — Les commerçants russes pourront laisser à Kalgan une quantité indéfinie de marchandises qui ne sera pas limitée à 1/5 de leurs importations à Tientsin (art. 4).

Néanmoins, les Russes ne pourront pas avoir de consul ni de grands dépôts à Kalgan (art. 4).

Les marchandises laissées à Kalgan devront payer la totalité des droits d'importation et non plus les deux tiers comme ce sera encore pour Tientsin (art. 5).

Les marchandises qui ne seront pas vendues à Kalgan pourront être dirigées sur Tientsin ou T'ong-tcheou sans payer de droits. Au contraire, la différence entre la totalité du droit d'importation payée à Kalgan et le montant des deux tiers exigible à Tient-

sin, c'est-à-dire un tiers du tarif général, sera restituée aux marchands russes (art. 6).

Les Russes pourront exporter de Kalgan en Russie et ne paieront, comme auparavant, qu'un droit égal à la moitié du droit d'exportation. L'article 14 de 1869 appelle cette rétribution droit de transit alors que l'article 10 de 1862 la considérait plus exactement comme un demi-droit d'exportation. L'appellation a changé mais le montant du prélèvement est le même, puisque le droit de transit équivalant toujours à la moitié du droit d'exportation et que les marchands russes, dans notre cas, n'ont aucune autre taxe à payer.

II. *Sanctions moins sévères en cas d'infraction aux règles de l'importation.* — Par le traité de 1862, les commerçants qui ne suivaient pas l'itinéraire Kalgan, Tong-pa, T'ong-tcheou, Tientsin, étaient punis par la confiscation de leurs marchandises. D'après le traité de 1869, ils ne seront punis que par un second paiement des droits d'importation. La confiscation n'aura lieu que dans le cas où les marchandises suivront un autre itinéraire et seront d'autre part vendues en route. Et encore, les marchands russes peuvent-ils s'acquitter en payant en argent comptant la valeur de la marchandise (art. 7).

A l'exportation les marchandises doivent également suivre l'itinéraire fixé et ne pas être vendues en route. Mais les traités de 1862 et 1869 ne préci-

sent par la sanction de cette règle pas plus que pour celle concernant l'interdiction aux Russes de transporter les marchandises de commerçants chinois.

III. *Exportation de Tientsin à Kiakhtha de marchandises provenant d'un autre port ouvert.* —

En vertu de l'article 10 du traité de 1862 la Russie était soumise au régime de droit commun qui impose le paiement d'un demi-droit de réimportation. Les articles 10 et 12 du traité de 1869 suppriment pour les Russes l'obligation de payer ce demi-droit de réimportation si les marchandises quittent Tientsin par voie de terre dans un délai d'un an. Le demi-droit de réimportation versé à l'arrivée des articles, venus d'un autre port ouvert, à Tientsin est remboursé sous forme d'un reçu qui est accepté par les douanes pour le paiement des droits.

Nous avons vu, à propos du traité de 1862, que les Russes ne payaient déjà pas le demi-droit de réimportation pour les marchandises allant de Kiakhtha à Tientsin et de là vers un autre port. Depuis 1869, les Russes sont donc dispensés du demi-droit de réimportation pour le transport de leurs marchandises dans les deux directions, c'est-à-dire de Kiakhtha-Tientsin vers un autre port ouvert ou *vice versa*.

A part ces quelques changements dans les conditions du commerce terrestre entre la Chine et la Russie, le traité de 1869 ne contient aucune clause nouvelle importante.

Le traité est établi pour une durée de cinq ans avec tacite reconduction pour un autre délai de cinq ans, sous les mêmes réserves que pour le traité de 1862.

§ 3. — *Le traité de Saint-Petersbourg et le règlement pour le commerce terrestre de 1881*

Le traité de Saint-Petersbourg et le règlement pour le commerce terrestre (en 17 articles), ont été signés le même jour par le marquis Tseng à Saint-Petersbourg. Le premier introduit quelques principes nouveaux dans le commerce par voie de terre entre la Chine et la Russie. Le second remplace le règlement de 1869 et applique dans le détail les principes nouveaux du traité de Saint-Petersbourg.

Je n'exposerai que les innovations apportées par ces deux documents sans m'arrêter à leurs dispositions qui se trouvent déjà dans les traités antérieurs. Je désignerai les articles du traité de Saint-Petersbourg par : (traité, art...) et ceux du règlement par : (art...).

I. — Exemption des droits pour le commerce russe dans certaines régions de l'Empire chinois

Ce n'est plus seulement en Mongolie que le commerce sino-russe peut se faire en franchise de droits. Les deux côtés des T'ien-chan sont également ouverts aux marchands russes :

« Les sujets russes jouiront également de la faculté de faire le commerce en franchise de droits dans les villes et autres localités des provinces d'Ili, de Tarbagataï, de Kachgar, d'Ouroumtsi et autres, situées sur les versants nord et sud de la chaîne du Tianchan, jusqu'à la Grande Muraille. Cette immunité sera abrogée lorsque le développement du commerce nécessitera l'établissement d'un tarif douanier, conformément à une entente à survenir entre les deux Gouvernements.

Les sujet russes pourront importer dans les susdites provinces de la Chine, et en exporter, toute espèce de produits, de quelque provenance qu'ils soient. Ils pourront faire des achats et des ventes, soit au comptant [en espèces], soit par voie d'échange; ils auront le droit d'effectuer leurs paiements en marchandises de toute espèce » (traité, art. 12).

Cette dernière clause permit aux négociants russes de se servir du thé en briques comme unité de valeur dans leurs échanges (1).

Pour entrer en Mongolie ou en Asie Centrale chinoise, les marchands russes ne peuvent passer la frontière que sur certains points en nombre limité (art. 2). Une liste de ces points se chiffant à 35 est annexée au règlement. Les deux gouvernements se

1. Skatchkov, *De l'importance pour le commerce russe du nouveau traité de la Russie avec la Chine* (*Rouskii Véstnik*, 1881, t. 156, p. 368).

réservent le droit de la modifier d'un commun accord, si la nécessité s'en présente. Il est dit à la fin de la liste : « Ces modifications porteront sur l'exclusion de certains points qui seront reconnus superflus, ou sur leur remplacement par d'autres, plus nécessaires au mouvement du commerce ». Ainsi, les modifications ne pourront consister en une *augmentation* des points de pénétration, puisqu'il est prévu, évidemment à dessein, qu'elles consisteront en *exclusion* ou *remplacement* seulement des points existants.

II.— Situation privilégiée des marchands russes sur certaines places de la Chine

A. *Les marchands russes à Sou-tcheou.* — Une nouvelle ville chinoise est ouverte, dans les mêmes conditions que Tientsin, aux marchands russes venant par voie de terre. C'est Sou tcheou, dans la province du Kan-sou, à l'extrême nord-ouest de la Chine proprement dite :

« Ils [les négociants russes] auront également le droit de se rendre, pour affaires de commerce, à Sou-tcheou (Tsia-yu-kouan), point terminal des caravanes russes, et ils y jouiront de tous les droits accordés au commerce russe à Tientsin » (traité, art. 14).

Le marquis Tseng prend soin de stipuler : « point terminal des caravanes russes », car Tch'ong-heou

leur avait permis de se rendre plus loin que Sou-tcheou jusqu'à Han-k'eu (1).

Les négociants russes peuvent aller à Sou-tcheou en venant de la Mongolie ou des deux côtés des T'ien-chan avec les marchandises qu'ils n'ont pu vendre dans ces régions (art. 2).

A Sou-tcheou, les Russes jouissent des mêmes avantages qu'à Tientsin. Ils ont les mêmes droits d'importation, d'exportation ou de transit à payer qu'à Tientsin (art. 5, 7, 10). Il est inutile de revenir sur ces droits que nous avons déjà vus à propos de Tientsin. Sou-tcheou est donc complètement assimilé à Tientsin au point de vue du paiement des tarifs douaniers. Seule, la question du demi-droit de réimportation ne peut se présenter pour Sou-tcheou qui n'est pas un port, mais nous savons qu'à Tientsin non plus cette question ne se présente pas, les Russes, dans ce port, étant exemptés de ce droit, s'ils se servent en même temps de la route Kalgan-Tientsin.

B. *Les marchands Russes à Kalgan.* — Voici les dispositions du règlement de 1881 qui ne se trouvent pas dans les règlements antérieurs :

a) Les marchandises russes laissées à Kalgan pourront être expédiées dans l'intérieur du pays après acquittement du droit de transit (art. 6). Les règlements de 1862 et 1869 ne prévoyaient que l'envoi de

1. *Suprà*, p. 376.

marchandises russes de Kalgan à T'ong-tcheou ou à Tientsin, dans quel cas aucun droit de transit n'était exigible.

b) Les Russes peuvent exporter de Kalgan des marchandises achetées à l'intérieur de la Chine, en payant le droit de transit (1). Ils devront en plus verser un droit d'exportation qui équivaut, comme auparavant pour les marchandises achetées à Kalgan même, à la *moitié* du droit fixé par le tarif (art. 11).

c) Les Russes peuvent exporter de Kalgan des marchandises d'origine étrangère. Ces marchandises, qui à leur entrée en Chine ont dû payer le droit d'importation, devront acquitter en plus le droit de transit (art. 12). L'exportation de marchandises étrangères n'était prévue dans les règlements antérieurs que pour Tientsin.

d) Les Russes peuvent avoir des entrepôts à Kalgan, ce qui leur était interdit auparavant. Mais ils ne peuvent toujours pas y avoir de consul : « dans la ville de Kalgan, les sujets russes pourront construire des maisons, des boutiques, des magasins et d'autres bâtiments, sur les terrains qu'ils acquerront

1. M. Soulié (*op. cit.*, p. 171) commet une erreur en affirmant que le « droit de transit n'est pas dû pour les marchandises achetées à Tientsin, T'ong-tcheou ou ailleurs et acheminées par terre vers la frontière russe ». Pour Tientsin, le règlement de 1881 ne dit rien des marchandises achetées à l'intérieur du pays et dirigées de ce port vers la Russie. Par conséquent le droit commun est applicable et le droit de transit est exigible. Pour T'ong-tcheou voir *infra*, p. 420.

par voie d'achat, ou qui leur seront concédés par les autorités locales, conformément à ce qui a été établi pour l'Ili et le Tarbagataï, par l'article XIII du Traité de Koulja de 1851. Les privilèges accordés aux sujets russes dans la ville de Kalgan, où il n'y aura pas de consulat, constituent une exception qui ne saurait être étendue à aucune autre localité des provinces intérieures » (Traité, art. 13).

C. *Les marchands russes à T'ong-tcheou.* — Les Russes pourront exporter de T'ong-tcheou des produits achetés à l'intérieur de la Chine en versant le droit de transit en plus du droit *entier* d'exportation (art. 11).

Ils pourront aussi exporter des marchandises d'origine étrangère dans les mêmes conditions que celles édictées pour Kalgan (art. 12).

Le règlement ne dit pas si les marchands russes ont le droit d'expédier de T'ong-tcheou à l'intérieur du pays.

D. *Les marchands russes à Tientsin.* — Les Russes pourront aller à Tientsin non seulement de Kiakhta, mais aussi après avoir trafiqué en Mongolie et des deux côtés des T'ien-chan (art. 2).

Ils ont aussi la faculté de se rendre à Tientsin par Kobdo, Kouei-houa-tch'eng, Kalgan, Tong-pa et T'ong-tcheou (art. 3).

III. — Modifications du tarif

Le traité de Saint-Pétersbourg prévoit une modification éventuelle du tarif douanier si le développement du commerce sino-russe l'exige. On devra adopter « pour base de la fixation des droits d'entrée et de sortie, le taux de cinq pour cent de la valeur des marchandises » (Traité, art. 16).

Le même article stipule une diminution des droits d'exportation pour les thés de qualités inférieures. En 1862, la réduction des droits n'avait porté que pour le thé en briques :

« Les droits d'exportation, prélevés sur quelques espèces de thés de qualités inférieures, actuellement imposés aux taux établis pour le thé de qualités supérieures, seront diminués proportionnellement à leur valeur. Il sera procédé à la fixation de ces droits, pour chaque espèce de thé, par une entente entre le Gouvernement chinois et l'Envoyé de Russie à Pékin, dans le terme d'un an, au plus tard, à partir du jour de l'échange des ratifications du présent Traité. » En exécution de cet article, le gouvernement chinois et le ministre russe établirent un tarif pour les thés de qualités inférieures en novembre 1882 (1).

1. Mertvago, *les Traités russo-chinois*, *Morskoï Sbornik*, septembre 1884, p. 113. Voir l'impression produite en Angleterre par la réduction des droits sur les thés inférieurs dans Jametel, *Economiste français*, 15 avril 1882, p. 447-448.

IV. — Produits soumis à un régime spécial

A. *Articles importés et exportés en franchise de droits.* — Ce sont les mêmes qu'auparavant. Seulement, au lieu d'en référer au deuxième règlement commercial européen, l'article 14 le reproduit presque en entier.

B. *Articles dont l'importation et l'exportation sont prohibées.* — L'article 15 qui les concerne contient la même liste que le troisième règlement commercial de 1858 avec, en plus, l'opium. Cependant, les « sujets » russes (et non plus seulement les négociants) ont le droit d'avoir pour leur défense personnelle un fusil ou un pistolet.

Le cinquième règlement commercial de 1858, concernant les articles dont l'importation est soumise à certaines conditions (salpêtre, soufre, plomb) ou dont seule l'exportation est interdite (riz, monnaie de cuivre chinoise) est reproduit dans ses traits principaux par le quinzième article du règlement russe.

Les stipulations du traité de Saint-Petersbourg concernant le commerce et le règlement de 1881 « pourront être révisés après un intervalle de dix ans révolus, à partir du jour de l'échange des ratifications du traité ; mais si, dans le courant de six mois avant l'expiration de ce terme, aucune des parties contractantes ne manifeste le désir de procéder à la révision, les stipulations commerciales ainsi que le

règlement resteront en vigueur pour un nouveau terme de dix ans » (traité art. 15). En 1881, il n'est pas dit comme il le fut en 1862 et 1869, que les parties contractantes pourront apporter des changements au règlement avant l'expiration des deux périodes de dix ans.

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES DU TRAITÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG

§ 1. — *Consuls russes en Chine*

Deux nouveaux consulats russes sont créés dans les villes de Sou-tcheou et de Tourfan (art. 10) (1).

Tch'ong-heou avait consenti en plus à la nomination de deux consuls dans quatre autres villes (2). Le traité de Saint-Pétersbourg la supprime en la remettant à une époque indéterminée :

« Dans les villes suivantes : Kobdo, Ouliassoutai, Khami, Ouroumtsi et Goutchen, le Gouvernement russe établira des consulats au fur et à mesure du développement du commerce, et après entente avec le Gouvernement chinois » (art. 10).

Les consuls et les marchands russes à Sou-tcheou et à Tourfan auront les mêmes droits et obligations

1. Les articles que nous citerons maintenant seront tous pris du traité de Saint-Pétersbourg.

2. *Suprà*, p. 376.

que dans les autres villes où il y a déjà des consulats russes.

En ce qui concerne les concessions de terrains auxquelles les uns et les autres auront droit, on se conformera aux articles 5 et 6 du traité de 1860 et à l'article 13 du traité de 1851 (art. 10, 13).

Les consuls ont toujours leurs attributions judiciaires. Il semble, d'après le traité de 1881, que leur intervention dans les contestations commerciales est plus marquée qu'en 1860 :

« Dans les litiges en matière de commerce, les deux parties pourront terminer leurs différends à l'amiable, au moyen d'arbitres choisis de part et d'autre. Si l'entente ne s'établit pas par cette voie, l'affaire sera examinée et réglée par les autorités des deux Etats » (art. 11).

En vertu du traité de Péking de 1860, les consuls et les autorités locales devaient, pour les affaires commerciales, « se borner à coopérer à l'arrangement à l'amiable, sans prendre aucune responsabilité aux revendications » (1).

En 1881, au contraire, il résulte du texte du traité que les arbitres, s'ils échouent, sont dessaisis de l'affaire qui est alors jugée par les autorités mixtes.

1. *Suprà*, p. 318.

§ 2. — *Rectification de la frontière occidentale.*

La rétention d'une vallée de l'Ili par la Russie entraîne évidemment une modification de la frontière occidentale. Mais, plus au nord, une autre modification de la frontière est prévue par l'article 8 :

« Une partie de la ligne frontière, fixée par le Protocole signé à Tchougoutchak en 1864, à l'est du lac Zaïsan, ayant été trouvée défectueuse, les deux Gouvernements nommeront des Commissaires qui modifieront, d'un commun accord, l'ancien tracé, de manière à écarter les déficiences signalées et à établir une séparation efficace entre les tribus kirghises soumises aux deux Empires. Il sera donné au nouveau tracé, en tant que possible, une direction intermédiaire entre l'ancienne frontière et une ligne droite se dirigeant des monts Kouïtoun vers les monts Saour, en traversant la Tcherny-Irtych. »

Pour comprendre la portée de cette rectification de frontière, il est nécessaire de connaître la position de l'ancienne frontière. L'article 3 du traité de 1860 disait qu'elle devait se diriger jusqu'au lac Zaïsan (Dsai-sang) (1). En conséquence, l'article premier du protocole de 1864 fit courir la partie de la frontière qui nous intéresse de la manière suivante en allant de l'est à l'ouest (2).

1. *Suprà*, p. 302.

2. *Treaties*, p. 56.

A partir des monts Kouïtoun la frontière se dirigeait vers l'ouest le long de la chaîne du Grand Altaï ; ayant atteint les montagnes situées entre les deux rivières Kalgouti (en chinois Hai-lieou-t'ou) au nord du lac Zaïsan, elle tournait vers le sud-ouest, suivant lesdites montagnes jusqu'à la montagne Tchakil-Mes s'élevant sur le bord septentrional du lac Zaïsan ; d'ici elle allait vers le sud-est le long du bord du lac Zaïsan et ensuite le long de la rivière l'Irtych Noir (Tchernyi-Irtych) jusqu'au piquet Manitou Gatlukhang. L'article 2 du protocole déclarait que de ce piquet, la frontière s'étendrait vers le sud-est jusqu'aux monts Saour.

Ainsi, avant 1881, la frontière, dans ses grandes lignes, partait des monts Kouïtoun vers l'ouest, jusqu'au lac Zaïsan et revenait vers l'est aboutir aux monts Saour, en formant une sorte de triangle dont la pointe touchait au lac Zaïsan et dont la base serait constituée par une ligne reliant les monts Kouïtoun et Saour. Le traité de 1881 décide que la frontière doit se rapprocher d'une ligne droite tracée entre les monts Kouïtoun et Saour, ce qui constitue une diminution des territoires chinois qui ne doivent plus s'avancer vers l'ouest aussi loin qu'avant. Le sommet du triangle chinois doit se rapprocher de sa base qui reste invariable, ce qui réduit sa superficie. Et ceci afin d'écarter des « déféctuosités ». Il est curieux de remarquer, que dans les rapports de la Chine et des

puissances européennes les « déféctuosités » viennent toujours à exister quand les intérêts de celles-ci l'exigent. Ceci rappelle beaucoup certains comptes où les déféctuosités de calcul amènent toujours un bénéfice pour le calculateur.

La « rectification » de la frontière à l'est du Zaïsan ressemble à la rétention d'une partie du Kouldja par les Russes : ayant obtenu des territoires par le traité de Livadia, la Russie en 1881, voulait tout au moins en garder quelques vestiges. Tch'ong-heou avait aussi cédé des possessions chinoises à l'est du Zaïsan et ici, comme à Kouldja, la Russie ne voulait plus les restituer complètement. Nous avons une lettre de sir H. Macartney montrant que Tch'ong-heou en stipulant dans l'article 8 du traité de Livadia une rectification de la frontière de Tarbagataï, avait encore trahi les intérêts de son pays : « Les terres dans d'autres parties du Turkestan oriental, cédées aux Russes par Tch'ong-heou sous la dénomination euphonique de rectification de frontière, nous seront aussi restituées ; mais la frontière devra tout de même être revisée par une commission désignée par les deux gouvernements pour l'examiner sur place » (1).

1. Lettre de Sir H. Macartney à Campbell, Saint-Pétersbourg, 30 déc. 1880 dans Boulger, *The life of Sir H. Macartney*, p. 349.

§ 3. — *Nomination de commissaires pour poser des poteaux de démarcation*

L'article 9 prévoit l'établissement de bornes terminales sur les parties de la frontière modifiées et sur celles dépourvues encore de signes distinctifs :

« Des Commissaires seront nommés par les deux parties contractantes, pour procéder à la pose de poteaux de démarcation, tant sur tout le tracé fixé par les articles précédents VII et VIII que sur les parties de la frontière où il n'a pas encore été posé de poteaux. L'époque et le lieu de réunion de ces Commissaires seront fixés par une entente entre les deux Gouvernements. Les deux Gouvernements nommeront également des Commissaires pour examiner la frontière et pour poser des poteaux de démarcation entre la province russe de Ferganah et la partie occidentale de la province chinoise de Kachgar. Ces Commissaires prendront pour base de leurs travaux la frontière existante. »

La délimitation entre les provinces de Ferganah et de Kachgar était nécessitée par l'avance de la Russie jusqu'aux possessions chinoises de Kachgarie. Les Russes avaient conquis en 1876 le Khanat de Khokand qui touchait à la Chine et l'avaient annexé sous le nom de province de Ferganah. La frontière occidentale entre la Chine et la Russie se terminait

d'après le traité de 1860 et le protocole de 1864 aux frontières de Khokand, un peu au sud de Khan Tengri dans les T'ien-chan. Il fallait donc faire poser des poteaux de délimitation par des commissaires sino-russes, puisque la Russie s'était substituée à Khokand. Le travail de démarcation était facilité et devait être guidé par la frontière qui avait existé entre la Chine et le Khokand. La délimitation de la frontière sino-russe en Asie centrale fut terminée en 1883 (1).

§ 4. — *La Navigation sur les fleuves chinois*

L'article premier du traité d'Aïgoun avait permis aux Russes de naviguer sur l'Amour, le Soungari et l'Oussouri (2). Nous savons que les Russes avaient lancé leurs embarcations sur l'Amour bien avant d'en avoir obtenu le droit. Par contre, l'accès de l'Oussouri et plus particulièrement du Soungari, fleuve exclusivement chinois, leur avait toujours été fermé. Même après le traité d'Aïgoun de 1858, les Chinois s'étaient montrés extrêmement hostiles à toute entrée de bâtiments russes sur le Soungari.

Ici encore, Tch'ong-heou s'efforçait à concéder aux Russes des droits qui froissaient le plus ses compa-

1. Venukoff, *Progrès de la civilisation dans l'Asie centrale...* (*Rev. de géographie*, mai 1885, p. 342).

2. *Suprà*, p. 172.

triotés. Par un protocole spécial, il leur ouvrit expressément le Soungari tout au moins jusqu'à Po-tou-no (Pétuné) au nord-ouest de Kirin.

Nous ne connaissons pas la teneur exacte du protocole en question. Mais son existence est affirmée dans un passage de la lettre de Macartney déjà citée : « le protocole de Tch'ong-heou sur la navigation du Soungari sera annulé et les affaires dans cette région réduites au *statu quo ante* (1) ».

Quant à la portée des concessions faites dans ce protocole, le rapport de Tchang Tche-tong nous en donne une idée :

« Les provinces mandchouriennes sont le berceau de la famille impériale et la ville de Petuné est le centre de la province de Kirin. Si Votre Majesté autorise l'approche de vaisseaux russes, la concession équivaut à ouvrir toute la Mandchourie aux Russes. Ils seront alors tout près de Pé-king, notre frontière du nord (littéralement la tête et les épaules) sera sans défense et exposée et nous nous serons volontairement retirés à 2.000 li à l'ouest de Soui Fen (2) sans aucune raison. La navigation dans nos fleuves intérieurs a été depuis de longues années recherchée en vain par les puissances étrangères, et

1. Boulger, *ibid.*, p. 350.

2. « Petite rivière se jettant dans la Baie de Pierre-le-Grand, en face et à l'ouest de Vladivostock ». Cordier, *Relations de la Chine*, II, p. 198 en note.

si nous accordons ce privilège à la Russie, les autres Etats seront guidés dans leurs demandes par cet exemple (1) ».

D'après le traité de Saint-Pétersbourg, le droit de navigation sur le Soungari est rétabli dans la même situation qu'avant le traité de Livadia :

« Les stipulations du traité conclu à Aïgoun le 16 mai 1858 concernant les droits des sujets des deux Empires de naviguer sur l'Amour, sur le Soungari et sur l'Oussouri, et de faire le commerce avec les populations des localités riveraines, sont et demeurent confirmées. Les deux Gouvernements procéderont à l'établissement d'une entente concernant le mode d'application des dites stipulations » (art. 18).

L'entente entre la Chine et la Russie au sujet de la navigation sur le Soungari ne s'étant pas produite, ce fleuve était encore complètement fermé aux Russes en 1894 (2). L'accord sino-russe en exécution de l'article 18 du traité de Saint-Pétersbourg ne fut conclu que le 9 août 1910 (3).

1. Cordier, *ibid.*

2. Maksimov, *op. cit.*, p. 33.

3. Tyau, *The legal obligations arising out of treaty relations between China and other States*. Shanghai, 1917, p. 12, en note.

§ 5. — *Vols de bétail le long de la frontière sino-russe.*

Le traité de Kiakhta (art. 10) édictait déjà des peines frappant le voleur du bétail des sujets du pays voisin. Le traité de Kropotov de 1768, qui remplaça l'article 10 du traité de Kiakhta, assimilait les voleurs de bétail à tous les voleurs en général et les punissait tous de la même manière. Nous en avons parlé dans la première partie. Mais, en outre, le traité de Kropotov contenait des dispositions concernant le bétail qui se serait simplement égaré dans le pays voisin, après avoir franchi la frontière. Il en rendait responsable les corps-de-garde du pays dans lequel le bétail aurait pénétré. Si le bétail n'était pas restitué par le pays où il avait disparu, celui-ci devait payer « le double de la valeur du bétail égaré » (1). Ainsi, le pays dans lequel le bétail aurait passé ne payait pas seulement des dommages-intérêts, mais une véritable amende. On comprend les difficultés de frontières qui devaient s'en suivre entre les sujets des deux pays qui avaient plus d'intérêt à perdre leurs bestiaux qu'à les retrouver.

Pour écarter ces perpétuelles occasions de conflit, l'article 10 du traité de 1860 décidait au sujet des animaux non retrouvés que : « répétition en sera

1. *Treaties*, p. 20.

exercée conformément aux lois ; mais dans ce cas l'indemnité à payer ne doit pas être élevée à plusieurs fois la valeur du bétail manquant ».

Cependant, les difficultés n'étaient pas écartées, car on rendait toujours responsables les autorités du pays dans lequel le bétail était passé.

L'article 17 du traité de Saint-Pétersbourg met fin à cette injustice en déclarant que seuls les « individus coupables de vol ou de détournement de bétail... seront condamnés à payer la valeur réelle du bétail qu'ils n'auront pas restitué » et que « l'indemnité à payer ne saurait être mise à la charge des autorités locales ».

§ 6. — *Interprétation du traité*

L'article 20 établit : « Le texte français fera foi pour l'interprétation du présent traité ». Ainsi est consacrée, pour la première fois, dans les relations entre la Chine et la Russie, l'adoption de la langue française comme langue diplomatique officielle. Les traités précédents étaient interprétés suivant leur version latine (Nertchinsk), mandchoue (Tientsin) ou russe (Péking).

Il est à remarquer aussi, que le traité de Saint-Pétersbourg fut le premier traité où le mot *Bogdokhan*, sous lequel les Russes désignaient l'Empereur de Chine, était intentionnellement évité. Depuis, ce

mot n'est plus employé dans aucun traité sino-russe. Le marquis Tseng, avant de commencer ses négociations à Saint-Petersbourg, avait énergiquement protesté contre l'emploi, dans les actes officiels, de cette désignation bizarre (1).

Nous avons terminé l'affaire de Kouldja qui avait menacé de troubler la paix en Extrême-Orient et peut-être même celle de l'Europe — comme l'incident de 1875 pourrait le faire croire — si une guerre sino-russe avait absorbé en Chine toutes les forces de la Russie. Connaissant le traité de Saint-Petersbourg qui mit fin à la question délicate de la restitution de Kouldja, chacun arrivera à la conclusion suivante : que ce traité, bien que plus avantageux pour la Chine que celui de Livadia, contient des avantages pour la Russie sans contre-partie équivalente pour la Chine. Les Chinois « accordent beaucoup et ne reçoivent rien ». « Ici, comme ailleurs, la force a primé le droit » (2). Et encore, le gouvernement russe avait consenti à rabattre de ses exigences.

En effet, la restitution de Kouldja ne peut être considérée comme la contre-partie des avantages accordés à la Russie. Celle-ci n'avait aucun droit de garder une partie de la Chine et l'évacuation de l'Ili n'était

1. Boulger, *The life of Sir H. Macartney*, p. 343.

2. Plauchut, *Chinois et Russes au Kouldja* (*Rev. des Deux-Mondes*, 15 avril 1881, p. 918, 919).

que l'accomplissement du devoir de non-intervention et la restitution de l'indû.

Que la Russie ait eu ou non le droit d'intervenir à Kouldja, les appréciations sur ce point peuvent différer. L'opinion si juste de MM. Funck-Brentano et Sorel (1) déclarant que l'intervention n'est pas un droit, parce qu'il n'y a pas de droit contre le droit, la souveraineté des Etats étant un principe essentiel du droit des gens, cette opinion, dis-je, n'est pas partagée par tout le monde (2) et encore moins par

1. Funck-Brentano et Sorel, *Précis du droit des gens*. Paris 1900, p. 216.

2. M. F. de Martens (*Traité de droit international*, I, p. 396-398), déclare que « l'intervention dans les affaires concernant des nations civilisées, n'est pas permise », mais qu'« à l'égard des nations non civilisées, dans les relations avec la Turquie, la Chine, le Japon et autres Etats asiatiques, l'intervention des puissances civilisées est légitime en principe, quand la population chrétienne de ces pays est exposée à des persécutions ou à des massacres. Dans ces circonstances, elle est justifiée par la communauté des intérêts religieux et par des considérations d'humanité »... L'auteur ajoute : « Ces motifs ne trouvent pas leur application dans les rapports entre puissances civilisées ; car celles-ci doivent garantir légalement à leurs sujets la liberté religieuse ».

Nous avouons que nous ne nous sentons pas à la hauteur de la civilisation de M. de Martens pour pouvoir admettre qu'on puisse refréner ses sentiments humanitaires lorsqu'ils sont violés par une puissance « civilisée ». Il nous semblerait qu'une violence injustifiée soit reprehensible en elle-même quel qu'en soit l'auteur et qu'une personne ou un Etat impartial, qui voudrait protester, ne doit pas faire de distinction entre ceux qui suscitent sa juste indignation. Dans le cas contraire, ce ne serait plus de la Justice ni du Droit, mais de la politique, et nous croyons que l'opinion de M. de Martens est déterminée plutôt par l'intention de condamner

les Etats forts en présence d'Etats faibles. Mais personne ne contestera que la Russie avait l'obligation de respecter la souveraineté de l'Empire chinois et d'évacuer Kouldja aussitôt que le souverain légal le lui eut demandé en offrant, en toute évidence, les garanties de sécurité qu'elle exigeait. Or l'accomplissement d'un devoir ne saurait être rénuméré et la Russie n'était guère justifiée pour demander les privilèges que lui donne le traité de Saint-Petersbourg. Tout au plus pouvait-elle réclamer une indemnité pécuniaire et encore, en dehors des cas de guerre ou de responsabilité de l'Etat indemnisant, il serait difficile d'admettre qu'un gouvernement dût être indemnisé pour des actes qu'il était seul à vouloir entreprendre.

à l'avance toutes remontrances de la part des autres puissances contre les *pogromy* (massacres) des juifs en Russie que par le désir sincère de poser un principe incontestable de droit international.

CONCLUSION

Le traité de Saint-Pétersbourg est le dernier de la période des relations sino-russes que nous nous sommes efforcés de décrire. De 1881 jusqu'à la fin de cette période, en 1895, aucun fait digne d'être rapporté ne se produit entre la Chine et la Russie. L'intervention russe après le traité de Shimonoseki et les conséquences de cette démarche au point de vue des relations sino-russes n'entrent pas dans notre sujet, parce qu'elles se rapportent à la deuxième période des relations modernes entre la Chine et la Russie. En effet, la Russie n'est plus seule à jouir des avantages qu'elle retire en Chine à la suite du service rendu, en 1895, conjointement avec la France et l'Allemagne. Les concessions de différentes natures et, plus particulièrement, les concessions à bail qui en sont le prix (1), ne sont pas faites à la Russie

1. Le ministre des Affaires étrangères de Russie déclarait le 13 mars 1898 à l'ambassadeur d'Angleterre que « le gouvernement russe considérait que la Chine la (cession à bail de Port-Arthur) lui devait pour les services qu'il lui a rendus dans sa guerre

seule. D'autre part, les traités signés à la suite de la guerre sino-japonaise ne peuvent être considérés comme bases des relations sino-russes modernes, étant donné que, depuis le traité de Portsmouth, ils n'ont plus de valeur.

Les traités que nous avons étudiés sont un exemple de l'ouverture graduelle de la Chine aux étrangers. Ils donnent à la Russie une situation doublement privilégiée à l'égard de la Chine. D'abord, la Russie en tant que voisine de la Chine, obtient de celle-ci une ligne de frontière et des droits commerciaux tout au mieux des intérêts russes. Ensuite, elle obtient de la Chine le traitement de faveur accordé par celle-ci à toutes les puissances maritimes. Nous nous sommes surtout arrêtés aux droits détenus par la Russie en tant que puissance limitrophe de la Chine, car ces droits sont particuliers aux relations sino-russes et ne se retrouvent pas dans les rapports de la Chine avec d'autres puissances, puisqu'aucun autre territoire étranger ne lui est contigu au même point que le territoire russe. Quant à la situation de la Russie en tant que puissance maritime, nous n'en avons mentionné que le principe et l'origine. Nous avons cru inutile de la décrire en détails, car elle est complètement identique à celle de toutes les puissances

contre le Japon et que ces services devaient être convenablement récompensés ». Lettre d'O'Connor au marquis de Salisbury (*State Papers China*, n° 1 (1898), p. 48, n° 114).

maritimes en Chine, situation sur laquelle tant d'ouvrages ont déjà été publiés (1). En outre, pour l'exposer, nous n'aurions pu nous restreindre ainsi à la période que nous avons étudiée, car, depuis cette époque, les droits des étrangers en Chine se sont considérablement développés et, pour exposer leurs bases modernes, il nous aurait fallu avancer jusqu'aux temps les plus récents, ce qui aurait élargi démesurément et inutilement les cadres de cette modeste étude.

Le petit coin des relations sino-russes que nous avons exposé suffit pour nous donner une idée de ces relations et de la diplomatie déployée par les agents des tsars. Pour ménager toutes les susceptibilités, nous ne donnerons de celle-ci aucune définition. Tous ceux qui auront parcouru les faits que nous avons tirés pour la plupart des sources russes mêmes pourront en faire aisément la déduction. Mais, sans nous hasarder dans le labyrinthe des opinions, nous pouvons constater dans la période que nous avons

1. Pour ne citer que les ouvrages de nos compatriotes, nous avons les thèses de :

M. T. Z. Tyau, *The legal Obligations arising out of Treaty Relations between China and other States*, Shanghai, 1917.

W. Koo, *The status of aliens in China*, New-York, 1912.

L. N. Tchou, *Le régime des capitulations et la réforme constitutionnelle en Chine*, Cambridge, 1915.

Tchen Ki-chan, *La politique de la porte ouverte en Chine*, Paris 1912.

Ma Do-yün, *Der Eintritt des chinesischen Reiches in den völkerrechtlichen Verband*, Berlin 1907.

étudiée deux faits caractéristiques des relations sino-russes en général.

Le premier est que la Chine a presque toujours fait des concessions sans en obtenir de contre-partie. Le gouvernement mandchou s'est borné à une politique défensive consistant à n'entrer en relations avec les Etats étrangers qu'en tant qu'il y était forcé et à ne connaître des relations internationales que le côté onéreux et passif. Si, par hasard, il a pu se féliciter d'avoir obtenu quelque avantage en échange de ses concessions, ce fut moins l'effet d'une politique prévoyante et voulue que la conséquence des circonstances du moment. Nous trouvons, cependant, une exception dans le traité secret d'alliance sino-russe signé par Li Hong-tchang et Lobanov, entré en vigueur le 30 septembre 1896 pour une durée de quinze ans (1). Mais, en fait, les résultats de ce traité ne contredisent pas la règle générale. Pour une assistance de la Russie contre une agression japonaise éventuelle, — assistance que le tsar, y ayant intérêt, aurait prêtée sans traité d'alliance préalable (la guerre russo-japonaise en est une preuve) — la Chine, en échange, lui accordait des avantages

1. Par conséquent, c'est le traité de Li Hong-tchang qui fut le premier traité d'alliance entre une puissance asiatique et une puissance européenne et non pas le traité anglo-japonais de 1902. Pour plus de détails sur le traité, voyez Gérard, *l'Ambassade extraordinaire du vice-roi Li Hong-tchang en Europe*; le *Correspondant*, 10 juin 1917.

immédiats et réels en Mandchourie, ce qui devait fatalement entraîner la Russie jusqu'à Port-Arthur. Nous reconnaissons qu'il nous est plus facile de parler du passé qu'il n'était pour Li Hong-tchang de prévoir l'avenir. Aussi n'adressons-nous aucune critique à cet illustre diplomate auquel revient, au contraire, le mérite d'avoir conçu et exécuté le plan d'une politique suivie. Mais il n'en reste pas moins vrai que la simple constatation des faits nous conduit à la conclusion que nous avons appelée le premier trait caractéristique des relations modernes entre la Chine et la Russie. Il est à souhaiter que, dans l'avenir, ce trait se modifie et que la Russie ne soit plus la créancière perpétuelle de la Chine en vertu d'un titre qui n'est autre que celui de la force. Sans désirer la solution injuste d'une situation intervertie, nous espérons que la Russie payera sa part à la Chine quand les deux puissances trouveront de leur intérêt de signer un traité.

Le deuxième fait caractéristique des relations sino-russes est entièrement à l'avantage des deux puissances et, loin de désirer sa modification, on peut souhaiter sa continuation. C'est l'état de paix qui a toujours régné entre la Chine et la Russie. Nous avons observé que les escarmouches entre les troupes chinoises et des aventuriers russes au ^{xvii}^e siècle ne peuvent être considérées comme des hostilités entre les deux puissances. Depuis, les relations

entre la Chine et la Russie ont toujours été pacifiques. Elles ont été bien près d'une rupture, comme à propos de l'affaire de Kouldja, mais la guerre a toujours pu être évitée. Ce fait, que deux grands Etats voisins sont parvenus à ne jamais rompre, même leur rapports diplomatiques, est bien rare dans l'histoire et, à notre connaissance, ne se retrouve pas en Europe. Ce fait, dans les relations sino-russes, est d'autant plus significatif qu'il est l'expression exacte de la mentalité des deux peuples chinois et russe qui n'admettent que les guerres défensives. Le regretté M. Edouard Chavannes a donné dans sa conférence (1) à la Sorbonne du 7 juin 1917 une preuve décisive des sentiments pacifiques qui ont toujours animé les Chinois :

« Quelques-uns des caractères qui la [l'écriture chinoise] constituent sont composés avec des images qui nous indiquent en quels éléments doit être analysée la notion qu'ils expriment ; ils sont donc le témoignage irréfragable des associations d'idées qui ont présidé à leur formation... Le... caractère sur lequel je voudrais attirer votre attention est celui qui se lit *wou*, et qui signifie : guerre. Il se résout en deux signes élémentaires, dont l'un représente une lance, symbole des armes en général, et dont l'autre est le dessin d'un pied au repos, comportant

1. Reproduite dans *la Revue franco-étrangère*, juillet-septembre 1917, p. 230 et s.

le sens d' " immobile, arrêté ". La guerre en effet, comme nous l'explique un texte de l'année 597 avant Jésus-Christ, qui commente avec éloquence ce caractère, a pour but d'arrêter les armes, de faire cesser les combats. Qu'est-ce à dire ? C'est que la guerre n'est pas entreprise par ambition : elle a pour objet de rétablir la paix détruite par les fauteurs de troubles. »

D'autre part, le peuple russe a, également depuis les temps les plus reculés, des idées analogues sur la guerre : « dans les *bylinas* [légendes populaires] russes, la guerre n'est admise que comme défensive et même n'y est représentée qu'avec ce caractère » (1).

Ces mêmes sentiments pacifiques des peuples chinois et russe ont certainement influé sur le fait que la Chine et la Russie ne se sont jamais fait la guerre et seront, sans nul doute, une garantie de paix future.

Un ambassadeur russe, Spathar Miclescu, après une entrevue avec des Chinois en janvier 1676, rapportait au tsar : « Et ils se réjouirent beaucoup quand ils entendirent que toi, grand seigneur, tu veux la paix et dirent : il n'y a rien de mieux au monde que la paix, et quand les souverains vivent

1. Alexinsky, auteur de *la Russie moderne*, cité par Rain, *Les Influences occidentales dans la formation de la Russie nouvelle*, *Rev. des Sciences politiques*, 15 décembre 1917, p. 440.

en paix, les petites gens et les sujets vivent alors aussi dans le bonheur et dans la richesse » (1). Ces sentiments, exprimés par des sujets chinois dès le début de leurs relations avec les Russes, n'ont pas varié dans le courant des siècles. Nous sommes persuadés que le peuple chinois est toujours animé du même désir sincère de maintenir ses relations amicales avec son grand voisin, le peuple russe, pourvu, bien entendu, que celui-ci, de son côté, ne sorte pas des limites de ses droits et se soumette à l'exécution de ses obligations internationales.

1. *Le Journal officiel de l'ambassade de N. Spafari en Chine*, publié par Arseniev, Saint-Pétersbourg, 1906 (en russe).

Vu : le Président de la thèse,

A. DE LAPRADELLE

Vu : le Doyen

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — LIVRES

A. — *Ouvrages français, anglais ou allemands*

Albel (C) et Mecklenburg (F.-A.). — Arbeiten der kaiserlich-russischen Gesandtschaft zu Peking... Berlin, 1852.
2 vol. [Oxford: Bodleian Library, 246. h. 145-6]
(Traduction de quelques travaux de membres de

1. La Bibliographie sur les relations entre la Chine et la Russie étant extrêmement nombreuse, nous ne donnons ici que la liste des ouvrages et des articles que nous avons consultés et qui se rapportent à la période des relations sino-russes ou aux questions que nous avons exposées. Pour les livres ou périodiques difficiles à trouver en France ou en Angleterre, nous avons cru utile d'indiquer entre crochets la bibliothèque qui les possède.

Pour une bibliographie plus complète, voyez les recueils bibliographiques :

- Cordier (H.).* — Bibliotheca Sinica. Paris. 2^e éd., 1907, 4 vol. in-4°.
Mejov (V.-I.). — Bibliographie de l'Asie (en russe). Saint-Petersbourg, 1891, in-8°, t. 1. [Ecole des langues orientales vivantes. M. IV-69].
Möllendorff (P.-G. et O.-F.). — Manual of Chinese bibliographie. Shanghai, 1876, in-8° [Oxford, Bodleian Library, 258; e. 234].
Griffin (A.-P.-C.). — Select list of books with references to periodicals relating to the Far East. Washington, 1904, in-8° [British Museum, 11909, t. 4].
Cahen (G.). — Histoire des relations de la Russie avec la Chine sous Pierre le Grand. Paris, 1912, in-8°. Bibliographie.

la mission ecclésiastique sur la Chine. Quelques données sur la mission ecclésiastique dans la préface).

Atkinson (T.-W.). — The upper and lower Amur. London, 1860 (Récit d'un explorateur avec cartes du bassin de l'Amour et de la frontière sino-russe). Index.

Auber (P.). — China, an outline of its government, laws and policy ; and of the British and foreign embassies to and intercourse with that empire. London, 1834 (Pour les relations sino-russes, copie mot à mot un manuscrit anonyme du XVIII^e siècle provenant de la succession du marquis Wellesley, vice-roi de l'Inde, et écrit à la veille de l'envoi d'une ambassade anglaise à K'ien-long : *Embassies to China* in folio s. d. [British Museum Add. 13875]).

Backhouse (E.) and Bland (J.-O.-P.). — Annals and memoirs of the court of Peking from, the XVI-XXc. London [1914]. Index.

Balmelle (E.). — Affaires d'Extrême-Orient, 1842-1902, Thèse, Montpellier, 1906.

Baudez (M.). — Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine. Thèse, Paris 1913.

Beresford, (Lord Ch.). — Break up of China. London, 1899.

Bernhardi (Charlotte). — Memoir of the celebrated Admiral Adam John Krusenstern, traduit de l'allemand par sa fille, Mme Bernhardi, publié par sir J. Ross. London, 1856.

Beveridge (A. J.). — The Russian advance. New-York, 1903.

Bonand (R. de.). — Les trois empires asiatiques, Russie, Chine, Japon. Paris, 1913.

Boulger (D. C.). — Central Asian questions. London, 1885. Cartes. Index (Reproduction d'articles déjà parus dans différents périodiques. Carte de l'avance russe en Asie centrale).

- England and Russia in Central Asia. London, 1879. 2 vol. Cartes. Index.
- The history of China. London, 1898, nouvelle édit. 2 vol. Carte. Index.
- A short history of China. London, 1900, nouvelle édit. 1 vol. Index.
- The life of sir Halliday Macartney. London, 1908. Index.
- The life of Yakooob Beg. London, 1878. Carte. Index.
- Bourgeois (Em.)*. — Manuel historique de politique étrangère. Paris, 1909-1911. 3 vol. t. III. Index.
- Brandt (M. von)*. — Zeitfragen. Berlin 1900 (Reproduction d'articles déjà parus).
- China und seine Handelsbeziehungen zum Auslande. Berlin, 1899 [Bibliothèque Nationale 8° * E, 633, t. V].
- Bretschneider (E.)*. — History of European botanical discoveries in China. London, 1898. 2 vol. Index (Données sur les ambassades et expéditions russes en Chine).
- Brown (A. J.)*. — New forces in old China. New-York, 1904.
- Cahen (G.)*. — Les relations de la Russie avec la Chine et les peuplades limitrophes à la fin du xvii^e siècle. Nogent-le-Rotrou, 1907. Extrait de la Revue historique de 1907.
- Les cartes de la Sibérie au xviii^e siècle. Nouvelles archives des missions scientifiques, nouv. série, fasc. 1, 1910. Index. Cartes (p. 77-78, description d'une carte de la frontière sino-russe d'après le traité de Nertchinsk avec indication de l'emplacement de 7 bornes-frontières).
- Histoire des relations de la Russie avec la Chine sous Pierre le Grand (1689-1730). Paris, 1912. Index.
- Chapelot (éditeur)*. — La Chine. Expansion des grandes puissances en Extrême-Orient. Carte [Bibl. Nat. O³ n. 1041].

- Chiol (sir M.-V.)* — The Far Eastern Question. London, 1896. Cartes.
- Coates (colonel)*. — China and the open door. Bristol, 1899.
- Collins (P. Mc.-D.)*. — A voyage down the Amoor. New-York, 1860 (Impressions d'un voyageur).
- Golquhoun (A.-R.)*. — The « overland » to China. London, 1900.
- Cooke (G.-W.)*. — China: being « the Times » correspondence from China in the years 1857-1858. London, 1861, 5^e édit. (Reproduction d'articles parus dans le « Times »).
- Cordier (H.)*. — Conférence sur les relations de la Chine avec l'Europe. Rouen, 1901 [Bibl. Nat. O²n. 1155].
- Aperçu sur l'histoire de l'Asie et de la Chine. Paris, 1904. Conférence faite à Saint-Louis, E.U. [Bib. Nat. O². 1070].
- Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales. Paris, 1901-1902. 3 vol. Index.
- L'Expédition de Chine en 1857-1858. Paris, 1905. Index.
- L'Expédition de Chine en 1860. Paris, 1906. Index.
- Les Conquêtes de l'empereur de la Chine. Mémoires concernant l'Asie Orientale, t. I. Paris, 1913.
- Chine, dans Lavis et Rambaud, Histoire générale.
- Courcy (marquis de)*. — L'Empire du Milieu, Paris, 1867. Index.
- Coxe (William)*. — Russian discoveries between Asia and America. History of transactions between Russia and China. London, 1787, 3^e édit. (Traduit en français et en allemand).
- Curzon (G.-N.)*. — Russia in Central Asia in 1889 and the anglo-russian question. London, 1889. Cartes. Index. Bonne bibliographie.
- Problems of the Far-East, Japan, Korea, China. London, 1894. Cartes. Index.

- Deniker (J.)*. — Les Ghiliaks. Paris, 1884 (Etude sur les habitants de l'embouchure de l'Amour).
- Douglas (R.-K.)*. — Europe and the Far East (1506-1912). Cambridge, 1913. Nouvelle édition. Cartes. Index. Bonne bibliographie.
- Drage (Geoffroy)*. — Russian affairs. London, 1904 (Carte de la frontière sino-russe).
- Driault*. — La Question d'Extrême Orient. Paris, 1908.
- Fischer (J.-E.)*. — Sibirische Geschichte von der Entdeckung Sibiriens bis auf die Eroberung dieses Lands durch die russische Waffen. Saint-Pétersbourg, 1768. 2 vol. Cartes. Index.
- Foster (J.-W.)*. — American diplomacy in the Orient. Boston, 1903.
- Diplomatic memoirs. London, Boston, 1910. 2 vol. Index.
- Gerrare (Wirt)*. — Greater Russia. London, 1903.
- Gorst (H.-E.)*. — China. London, 1897.
- Gowan (J.-Mac) (Rev.)*. — A history of China from the earliest days down to present. London, 1897. Carte, Index.
- Gundry (R.-S.)*. — China and her neighbours. London, 1893.
- Gutzlaff (Ch.) (Rev.)*. — A sketch of Chinese history ancient and modern comprising : A retrospect of foreign intercourse and trade with China. London, 1834. 2 vol. Carte.
- Halde (Du)*. — Description géographique, historique, chronologique, politique et physique de l'Empire de la Chine et de la Tartarie chinoise. Paris, 1735. 4 vol. (Cartes dressées par d'Anville).
- Harrisson (E.-J.)*. — Peace or war east of Baikal? Yokohama, 1910.
- Heinze (W.)*. — Die Belagerung der Peking'er Gesandtschaften. Thèse Heidelberg, 1901 [Bibl. Nat. O'n, 1147].

- Hellwald (Fr. von)*. — The Russians in Central Asia. London, 1874. Index (Traduit de l'allemand).
- Hérisson (comte d')*. — Journal d'un interprète en Chine. Paris, 1886, 3^e édit. (Sur l'expédition de 1860).
- Holcombe (Chester)*. — China's past and future. London [1905].
- Howorth (H.-H.)*. — History of the Mongols from the 9th. to the 19th. century. London, 1876-1888. 4 vol. Ni index, ni table des matières. Cartes de E.-G. Ravensstein. Bibliographie.
- Hyakinth*. — Denkwürdigkeiten über die Mongolei. Berlin, 1832. Carte. Traduit du russe par K. F. Borg [Bodleian, 32.549] (Voyage de Péking à Kiakhta d'un membre de la mission ecclésiastique).
- Ireland*. — China and the powers [Br. Mus] (ouvrage inachevé).
- Klaproth (J.)*. — Mémoires relatifs à l'Asie, t. I. Paris, 1826.
- Koo (W.)*. — The status of aliens in China. New-York, 1912.
- Krahmer (G.)*. — Russland in Asien. Leipzig, 1897-1904. 8 vol.
- Krieger (B.)*. — Die ersten hundert Jahre russisch-chinesischer Politik. Berlin, 1904.
- Krausse (A.)*. — China in decay. London, 1898. Cartes.
- Russia in Asia (1558-1899). London, 1899. Cartes. Index.
- The Far East. Its history and its question. London, 1900. Cartes.
- Labbé (Paul)*. — Les Russes en Extrême-Orient. Paris, 1905, 2^e édit. Carte.
- Lansdell (H.)*. (Rev). — Russian Central Asia. London, 1885. 2 vol. Cartes. Index. Longue bibliographie (livre d'un voyageur).
- Chinese Central Asia. London, 1893. 2 vol. (livre d'un voyageur fait sur le même plan que le précédent).
- Lancelot Lawton*. — Empires of the Far East. London, 1912. 2 vol.

- Loch (H.-B. Sir).* — Personal narrative of occurrences during lord Elgin's second embassy to China. London, 1869. Carte.
- Ma-Do-Yün.* — Der Eintritt des chinesischen Reiches in den völkerrechtlichen Verband. Thèse, Berlin 1907 [Bibl. Nat. 8° O. Berl. dr. 192].
- Mailla.* — Histoire générale de la Chine, ou Annales de cet Empire, traduites du Tong-kien-kang-mou. Paris 1777-1785. 13 vol.
- Martin (W.-A.-P.).* — The awakening of China. London, 1907.
- Mayers (W.-F.).* — The Chinese government. Shanghai, 1886, 2^e édit.
- Michell (John et Robert).* — The Russians in central Asia. London, 1865. Carte (traduction d'articles russes).
- Morse (H.-B.).* — International relations of the Chinese empire. London, 1910. Cartes. Index.
- Müller (G. F.).* — Sammlung Russischer Geschichte. Saint-Pétersbourg, 1732-1764. 9 vol. Index dans chaque volume.
- Muller (G.-F.) et Pallas (P.-S.).* — Conquest of Siberia and the history of transactions, wars, commerce, etc., carried on between Russia and China from the earliest period, traduit du russe. London, 1842.
- Oliphant (L.).* — Narrative of the earl of Elgin's mission to China and Japan in the years 1857-1859. London, 1859. 2 vol.
- Parker (E.-H.).* — China's intercourse with Europe. Shanghai, 1888 [Bibliothèque de la Banque industrielle franco-chinoise, Paris].
- China, her history, diplomacy and commerce from the earliest times to the present day. London, 1901, Cartes. Index (Nouvelle édition revue en 1917).
- China, past and present. London, 1903.
- Pauthier (G.).* — Histoire des relations politiques de la

- Chine avec les puissances occidentales. Paris, 1859
(Contient une étude sur la question du K'o-t'eu).
- Pellier (A.)*. — L'Europe et la Chine. Limoges, 1901.
- Piassetsky (P.)*. — Russian travellers in Mongolia and China, traduit du russe par J. Gordon-Cumming. London, 1884 (Journal d'un membre de la mission Sosnovski. Il existe une traduction française de A. Kuscinski. Paris, 1883).
- Rambaud (A.)*. — Histoire de la Russie. Paris, 1893, 4^e édit.
- Ravenstein (E.-G.)*. — The Russians on the Amur. London, 1861. Cartes. Index. Bonne bibliographie.
- Reclus (E.)*. — Nouvelle géographie universelle, t. VI. L'Asie Russe.
- Reinsch*. — World politics as influenced by the Oriental question. New-York, 1900.
- Rémusat (Abel)*. — Mélanges asiatiques. Paris, 1825-1826. 2 vol. (t. I, p. 413-430 sur l'ambassade de T'ou-litch'en).
- Richthofen (F. von)*. — China. Berlin, 1877-1912, 4 vol. Index. Cartes (t. I, p. 395-725. Histoire des relations extérieures de la Chine jusqu'en 1876).
- Robbins (Helen H.)*. — Our first ambassador to China (Macartney). London, 1908. Index.
- Rockhill (W.-W.)*. — Diplomatic audiences at the court of China. London, 1903. in 8°, III + 54 p. (Question du cérémonial des audiences).
- Sabir (C. de)*. — Le fleuve Amour. Histoire, géographie, ethnographie. Paris, 1861.
- Saussure (L. de)*. — La Chine et les puissances occidentales. Genève, 1895. Mémoires de la Société de géographie, t. XXXIV, p. 23-65 (Question du k'o-t'eu).
- Schaen (Jos.)*. — Über die Ziele Russlands in Asien. Wien, 1900, 2^e édit. Carte.
- Schrenck (Leop. von)*. — Reisen und Forschungen im Amur-

- lande in den Jahren 1854-56. Saint-Pétersbourg, 1859-1867.
- Schuyler (Eug.)*. — Turkistan, Notes of a journey. London, 1876. 2 vol, 2^e édit. Cartes, Index.
- Skrine (F.-H.)*. — Expansion of Russia, 1815-1900. Cambridge, 1915, 3^e édit. Bonne bibliographie.
- Soulié (G.)*. — Les Droits conventionnels des étrangers en Chine. Paris, 1916, Index.
- Staunton (Sir G. Th.)*. — Narrative of the Chinese embassy to the Khan of the Tourgouth Tartars in the years 1712, 13, 14 and, 15 by the Chinese Ambassador. London, 1821. Carte (traduction du journal de T'ou-li-tch'en).
- Miscellaneous Notices. London, 1822, 2^e édit.
- Strupp (K.)*. — Der Konflikt zwischen Russland und China vom Frühjahr 1911 im Rahmen der völkerrechtlichen Beziehungen. Thèse Breslau, 1911, 32 p. [Bibl. Nat. 8^e * E. 962] (A. I. Relations sino-russes de 1689 à 1910).
- Stumm (H.)*. — Russia's advance Eastward. Traduit de l'allemand par C.-E.-H. Vincent. London. 1874, Carte.
- Tchen (Ki-Chan)*. — La politique de la porte ouverte en Chine. Thèse, Paris, 1912.
- Tchou (L.-N.)*. — Le régime des capitulations et la réforme constitutionnelle en Chine. Cambridge, 1915.
- Timkovski (G.)*. — Voyage à Pékin à travers la Mongolie en 1820 et 1821, traduit par N*, revu par Eyriès, publié avec corrections et notes par J. Klaproth. Paris, 1827, 2 vol. + 1 Atlas. Index (Journal d'un pristav. Il existe une traduction anglaise. Londres, 1827).
- Tyau (M.-T.-Z.)*. — The legal Obligations arising out of Treaty relations between China and other States. Shanghai, 1917. Index.
- Ular*. — A Russo-chinèse empire. Westminster, 1904.
- Vera Vend*. — L'amiral Nevelskoy. Paris, 1894.

- Vivien de Saint-Martin.* — Nouveau dictionnaire de Géographie universelle. Paris, 1879-97. 7 vol.
- Vladimir.* — Russia on the Pacific and the Siberian railway. London, 1899.
- Vockerode (Th.).* — China mit besondrer Rücksicht auf die Verhältnisse der Europäer zu diesem Reiche. Leipzig, 1842 [Br. Mus., 10.077 a 27].
- Waliszewski (K.).* — Ivan le Terrible. Paris, 1904. Carte. Index.
- Wartenburg (Max Graf Yorck von).* — Das Vordringen der russischen Macht in Asien. Berlin, 1900, 2^e édit. Carte de la frontière russe en Asie centrale (Il existe une traduction française par le comte M. -P.-H. Bégonn. Paris, 1900).
- Wassiliew (W.-P.).* — Die Erschliessung Chinas, traduit du russe par R. Stübe avec additions de Conrady, Leipzig, 1909 (p. 111-149 et p. 236, sur les relations sino-russes).
- Weale (Putnam)* (pseudonyme de *B.-L. Simpson*). — Manchu and Muscovite. London, 1904.
- The reshaping of the Far East. London, 1905.
- The truce in the East and its aftermath. London, 1907. Cartes.
- Wells Williams (Fr.).* — Anson Burlingame. New-York, 1912. Index.
- Wenjukow (Oberst).* — Die russisch-asiatischen Grenzlande, traduit du russe par Krahmer. Leipzig, 1874. Cartes.
- Whigham (H.-J.).* — Manchuria and Korea. London, 1904. Carte.
- Wrong (G.-M.).* — The Earl of Elgin. London, 1905.
- Yule (H.).* — Cathay and the way thither, revu et complété par H. Cordier. London, 1914. 2 vol., nouvelle édit.
- Zepelin (C. von).* — Der Ferne Osten. Berlin, 1907-1911. 3 vol.

B. — *Ouvrages russes*

Bantych-Kamenski (Dimitri) (fils). — Actions des célèbres généraux et ministres ayant servi sous le règne de l'empereur Pierre le Grand. Moscou, 1821, 2^e édit., 2 vol. in-8° (t. I, p. 9-21, Golovin, signataire du traité de Nertchinsk) [Br. Mus. 10795 e. 29].

— Dictionnaire des gens mémorables de la terre russe, Moscou, 1836, 5 vol. in 8° ; Saint-Petersbourg, 3 vol. in 8° de supplément. [Br. Mus. 611 k 2-6].

Bantych-Kamenski (Nicolas) (père). — Recueil des affaires diplomatiques entre les gouvernements russe et chinois de 1619 à 1792. Composé en 1792-1803 avec les documents conservés aux Archives de Moscou du collège des Affaires étrangères. Edité par V.-M. Florinski. Kazan, 1881, in 8° [Ecole des langues orientales, R. R. VII, 47].

Barsoukov (I.). — Le comte Nikolaï Nikolaevitch Mouraviev-Amourski. Moscou, 1891. 2 vol. t. I, IV + 672 + XII + carte + portrait ; t. II : VI + 321 [Br. Mus. 10795, h. 33] : (t. I, Biographie ; pour les rapports avec la Chine, copie mot à mot Choumakher ; t. II, Recueil de lettres, rapports, etc. de Mouraviev).

[*Bêlokourov*]. — Esquisse de l'histoire du ministère des Affaires étrangères, 1802-1902. Saint-Petersbourg, 1902, in 4°, 34 + 206 + illustrations (Publication officielle à l'occasion du centenaire du ministère) [Br. Mus. 1856 a. 16].

Bogoiavlenski (N.-V.). — La Chine occidentale-transmurale. Saint-Petersbourg, 1906, in-8°, VI + 418 [Bibliothèque de l'Ecole des langues orientales] (Organisation consulaire russe dans la Chine occidentale décrite par un consul).

- Bouksgeyden (Baron A.)*. — La Chine russe. Aperçus des relations diplomatiques de la Russie avec la Chine. Le traité de Péking de 1860, Port Arthur 1902, in-16°, p. 239 [Br. Mus. 9056 d. 29] (L'auteur déclare avoir utilisé des documents inédits).
- Boutin (frères)*. — Aperçu historique des relations des Russes avec la Chine et description de la route de la circonscription de Nertchinsk à Tientsin. Irkoutsk, 1871, in 8°, 99 + 39 + carte. Extrait des Informations (izvêstiia) de la section sibérienne de la Société géographique impériale russe de 1870 et 1871 [Br. Mus. 10058, e. 12] (Historique des relations et des routes commerciales sino-russes. Commerce russe et mesures le concernant).
- Chtchekatorov (A.)*. — Dictionnaire géographique de l'Etat russe. Moscou, 1801-1808, 7 vol. in-4° [Ec. des langues orient.].
- Golovatchev (P.)*. — La Russie en Extrême-Orient. Saint-Pétersbourg, 1904, in-8°, p. 216 [Br. Mus. 8023, e. 53].
- Korsak (A.)*. — Aperçu historico-statistique des relations commerciales de la Russie avec la Chine. Kazan, 1857, in 8°, 445 p. Extrait des Notes scientifiques de l'Université de Kazan de 1856 [Br. Mus. 8244, e. 21]. (Relations commerciales et politiques entre la Chine et la Russie. Insiste surtout sur le commerce à Kiakhta).
- Koutouzov (Comte Pierre)*. — Les bases désirables de l'entente russo-chinoise. Saint-Pétersbourg, 1900, in-8°. 82 p. [Br. Mus. 8093 e. 7].
- Leontiev (A.)*. — Voyage de l'envoyé chinois chez le Khan Kalmouk Ayouka avec la description des terres et mœurs russes. Saint-Pétersbourg, 1788. in-8°, 174 p. Carte. Traduit du mandchou (Journal de T'ou-li-tch'en). [Br. Mus. 10057. bbb. 18].

Maksimov (A.). — Nos problèmes sur l'océan Pacifique. Saint-Petersbourg [1894]. in-8°, 144 p. [B. Mus. 8023, cc. 36]. (Une partie du livre a paru dans le Rousskiï Vêstnik de 1888 sous le titre: Nos problèmes en Extrême-Orient).

[*Malinovski*]. — Recueil des gramota et des traités officiels conservés dans le Collège d'Etat des Affaires étrangères. Moscou, 1813-1828. 4 vol., in-4° [Bodleian Library] (documents datés de 1229 à 1696).

Meleti. — L'Orthodoxie et l'organisation des affaires ecclésiastiques en Daourie (Transbaïkalie), en Mongolie et en Chine au xvii^e et au xviii^e siècle. Riazan, 1901. in-8°, III + 219 + 1 portrait [Ec. langues orient. P. P. IV-14].

Ministère des Affaires étrangères. — Recueil des archives principales de Moscou du... Moscou, 1880-1899. 6 livraisons en 5 vol. in-8° [Br. Mus.] (t. I, p. 67, mention des traités de Nertchinsk et de Kiakhta. t. IV, V. Histoire des consulats russes par Oulianitskoï).

Nevelskoï (Amiral). — Les exploits des officiers de marine russes en extrême orient de la Russie en 1849 à 1855. Saint-Petersbourg, 1878, in-8°, VIII + 4 + 424 + 5 cartes [Br. Mus. 10790-f. 5] (Question de l'Amour).

Oukhtomski (Prince E.). — Des lettres chinoises. Saint-Petersbourg, 1901, in-16, 31 p. (Rôle et devoirs de la Russie en Chine).

— A propos des événements en Chine. Saint-Petersbourg, 1900, in-16° 87 p. (« Philosophie de l'histoire de la jonction russe avec l'Asie »).

Ounterberger (P.-F.). — La province maritime, 1856-1898. Saint-Petersbourg, 1900, in-8°. Société géographique impériale russe, t. VIII, livraison 2.

— La région amourienne, 1906-1910. Saint-Petersbourg, 1912, in-8°, Soc. géogr. imp. russe, t. XIII.

- Palladi.* — Notes de voyage sur la route en Mongolie en 1847 et 1859. Saint-Pétersbourg, 1892, in-8°. 238 p. Carte de Bretschneider. Index. Notes et adjonctions de Bretschneider, Osten-Sacken, Pozdnêev. Notes de la Soc. géogr. imp. russe, t. XXII, n° 1. (Journal d'un membre de la mission ecclésiastique. Introduction de Bretschneider concernant l'itinéraire suivi par les Russes pour se rendre à Péking avec indication du tracé sur la carte).
- Platonov (S.-F.).* — Cours sur l'histoire russe. Saint-Pétersbourg, 1910, in-8°, 7^e édit., 664 p.
- Semenov (P.).* — Dictionnaire géographico-statistique de l'empire russe. Saint-Pétersbourg, 1863-1885. 5 vol. in-4°.
- Skatchkov (K.-A.).* — Nos affaires commerciales en Chine. Saint-Pétersbourg, 1863, in-8° 44 p. [Br. Mus. 8246. eee. 34 (4)].
- Spasski.* — Les Connaissances des Russes sur la rivière Amour au xvii^e siècle. Messager de la Soc. géogr. imp. russe 1853, 7^e partie (Reproduction d'une narration du xvii^e siècle concernant l'Amour, accompagnée de notes de Spasski).
- Toujilin (A.-V.).* — La Chine contemporaine. Saint-Pétersbourg, 1910. 2 vol. in-8° [Bibl. Nat. 8°Oⁿ. 1436].
- Trousevitich.* — Relations diplomatiques et commerciales de la Russie avec la Chine jusqu'au xix^e siècle. Moscou, 1882, in-8°, 304 p. [Ec. langues orient., QQ, IV-30].
- Vasiliev (V.-P.).* — Les traités russo-chinois. Saint-Pétersbourg, 1862, in-16°, 61 p. [Ec. langues orient. *Mél. 8°. 128]. Extrait de la Sévernaia Ptchela, 23, 24, 25 février 1862 (v. st.). (Histoire des relations sino-russes. Ne contient aucun texte de traité).
- Venioukov (M.).* — Aperçu des traités anciens et nouveaux de la Russie avec la Chine. Saint-Pétersbourg, 1863,

in-16°, 2^e édit., 95 p. [Br. Mus. 9055 a 19 (3)] (Petit manuel pour les commerçants russes désirant trafiquer avec la Chine précédé d'un résumé des relations sino-russes jusqu'en 1862).

- Voyages aux confins de l'Asie russe et notes les concernant. Saint-Petersbourg, 1868, in-8°, II + 526 p. [Br. Mus. 10057 bb 39] (Renferme le livre précédent. A été traduit en allemand).

II. — PÉRIODIQUE

A. Français

Bonneau (Alex.).—Relations diplomatiques et commerciales de la Russie avec la Chine. Rev. contemporaine, 15 juillet 1859, p. 97-128.

Cordier (H.).—Archimandrite Palladius. Nécrologie. Rev. de l'Extrême-Orient, 1882, p. 9-15.

- Le gouvernement chinois. Semaine politique et littéraire 4 août 1900, p. 753-763.

— Russie et Chine. Journal des Débats, 10 et 28 juin 1880. (Histoire des relations sino-russes, affaire de Kouldja).

- Récit par un Hollandais d'une mission russe au Japon (1804). T'oung Pao, 1900 ou 1912. Leide.

— Ignatiev. Nécrologie. Ibid., 1908, p. 476.

- Le premier traité de la France avec le Japon. Ibid., 1912.

Demanche (G.).—L'expansion russe en Asie orientale. Rev. française de l'étranger et des colonies et exploration, mai 1901. Paris.

Jametel (M.).—La Chine et les puissances européennes. Le traité de 1881 avec la Russie. Economiste français, 15 avril 1882.

Jonveaux (E.). — Les Russes dans l'Asie Centrale. Rev. des Deux-Mondes, 15 février 1867.

Lapradelle (A. de). — La Question chinoise. Revue générale de droit international public, 1901-1903. Paris.

Laugel (A.). — Les Russes sur le fleuve Amour. Rev. des Deux-Mondes, 15 juin 1858.

Lavollée. — Les traités de Pékin. Ibid., 1^{er} août 1865.

Leroy-Beaulieu (Pierre.). — Le Problème chinois. Ibid., 15 nov. 1898 ; 1^{er} janv., 1^{er} mars 1899 ; 1^{er} nov. 1900.

Martens (F. de). — Le Conflit entre la Russie et la Chine. Revue de droit international 1880, Bruxelles (Histoire des relations sino-russes. Affaire de Kouldja).

Merruau (P.). — La Chine depuis le traité de 1860 et le prince Kong. Rev. des Deux-Mondes, 1^{er} août 1870.

Pène-Siefert. — La Russie en Chine. Rev. de géographie, mai 1903.

Plauchut (Edm.). — Les Chinois et les Russes au Kouldja. Rev. des Deux-Mondes, 15 avril 1881.

Schlegel. — Le Koteou en Russie. T'oung Pao, 1893, p. 114.

Tching Tchang. Tchong-heou. — Nécrologie. Ibid., 1893, p. 385-6.

Tchuen-yuen. — Description de la Chine occidentale, traduite du chinois par le missionnaire A. Gueluy. Muséon Louvain, 1887, p. 5-30.

Thouvenel (Ed.). — La Russie dans l'Asie centrale. Rev. des Deux-Mondes, 15 déc. 1841.

Tridon (A.). — Les premières relations diplomatiques et commerciales russo-chinoises. Le Monde économique, 8, 22 mars 1902.

Venukoff (M.). — Aperçu historique des découvertes géographiques faites dans la Russie d'Asie. Rev. de géographie, 1879, 1880.

— Progrès de la civilisation dans l'Asie centrale dus aux conquêtes de la Russie. Ibid., mai 1885.

- Zenzinoff (B. de).* — La politique russe en Chine. Le Correspondant, 25 août 1900.
- Les relations russo-chinoises depuis leurs origines jusqu'à nos jours. Revue d'Europe, février 1901. Paris.
- Anonyme.* — Extrait du Journal d'une personne attachée à l'ambassade russe à Pékin au mois de juillet 1805. Traduit de l'allemand. Mag. Encyclopédique de Mr. Millin, IV, 1807, p. 340-363 (ambassade de Golovkin). [Bib. Nat. Inventaire Z 54, 238].

B. Anglais

- Alcock (Sir R.).* — Chinese Statesmen and State Papers. Fraser's Magazine, mars, avril, mai 1871.
- China and its foreign relations. Contemporary Review, décembre 1880 (affaire de Kouldja).
- Bridgman (E.-C.).* — Hostilities between Russia and China; ambassadors (sic) and plenipotentiaries appointed; conferences and negotiations; treaty of perpetual peace and union concluded and ratified, september 7th 1689 being the 28th year, 7th month of the reign of Kanghe. Chinese Repository, t. VIII [Br. Mus. P. P. 3803] (Résumé des négociations de Nertchinsk tiré de du Halde).
- Cassini.* — Russia in the Far East. North American review, avril 1904.
- Clarke (F.-C.-H.).* — Colonel Sosnoffsky's expedition to China in 1874-75. Journal of the Royal Geogr. Soc. London, 1877.
- Kuldja. Proceedings of the Royal. Geogr. Soc., 1880.
- Dudgeon (John).* — Historical sketch of the ecclesiastical, political and commercial relations of Russia with China. Chinese Recorder. Fou-tcheou, t. III, IV [Br. Mus. P. P. 989] (Nombreuses fautes. Il semble que l'auteur ait beaucoup emprunté aux ouvrages

de P. Auber, China... et de Venioukov, Aperçu des traités anciens et nouveaux de la Russie avec la Chine. Cependant le travail de Dudgeon contient des informations intéressantes au sujet de la mission ecclésiastique procurées par des membres de la mission à Péking).

Parker (E.-H.). — Manchu relations with Russia. The China review, juillet, août 1887 [Br. Mus. P. P. 3803 bb].

— Campaigns of K'ang-hi, Yung-cheng and K'ien-lung. Ibid., 1887-1888, p. 105-118.

— Manchu relations with Turkestan. Ibid., p. 321-336.

— The earliest relations between the Romanoff and Aisin-ghioro houses. Imperial Asiatic Quarterly Review, juillet 1896.

Parkes (H.). — Report on the Russian caravan trade with China. Journal of the Roy. Geogr. Soc., 1854.

Pumpelly (Raph.). — Western policy in China. North American review, avril 1868.

Wells Williams (Fr.). — Russian Chinese intercourse. New Englander, mai 1891.

Anonyme. On Russian embassies to China. China-Mail, 1848, n° 188 [Br. Mus.]

— Russian acquisition of Manchuria. Blackwoods Edinburgh Magazine, mai 1893.

— Russia's aims. Ibid., avril 1901.

— The foreign relations of China. Edinburgh Review, janvier 1871.

— History of Russian progress in China. Pall Mall Gazette, 15 février 1873.

C. Allemands

Henning (G.). — Russland und China bis zum Vertrage von Nertschinsk. Grenzboten, 25 février, 3 mars 1904 [Br. Mus. PP. 3668 i].

Marthe (F.). — Die Wege des Landhandels zwischen Russland und China. Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin. t. II, n° 10, 1867, p. 305-324.

Petermann (A.). — Die neuesten Russischen Erwerbungen im Chinesischen Reiche. Petermanns Mittheilungen, 1856, p. 175-186. Carte [Oxford, Taylorian Institute].

— Die russisch-chinesische Grenze im Amur-Lande von 1689 bis 1856. Ibid., p. 472-479. Carte.

— Der Amur-Strom. Ibid., 1857, p. 296-315.

Anonyme. Das chinesische Reich. Seine Grenzstellung zu Gross-Britanien und Russland. Unsere Zeit., 1857, p. 417-423 [Oxf. Taylorian Institute] (Commerce sino-russe. Commerce à Kiakhta).

— Gesandtschaftsreise des Admirals Grafen Putiatin nach China und Japan. Das Ausland, 1858, n° 43 Stuttgart [Br. Mus. P. P. 4755] (Voyages de Poutiatine du 13 juillet au 13 octobre 1857).

D. Russes

Choumakher (P. V.). — Histoire de l'acquisition de l'Amour. Relations avec la Chine de 1848 à 1860. Rousskiï Arkhiv (Archives Russes), 1878, livre III, p. 257-342.

— Les premiers établissements russes dans l'Orient sibérien. Ibid. 1879, livre II, p. 5-35 (Les premiers cosaques sur l'Amour).

— Nos relations avec la Chine (1567-1805). Ibid. 1879, livre II, p. 145-183 (Insiste sur les négociations de Nertchinsk).

Grebentchikov (M.). — Les Chinois ont-ils des vues sur la région amourienne? Dêlo (L'affaire), juillet-août 1886, p. 123-132. [Br. Mus.].

[*Klaproth*]. — Au sujet des relations diplomatiques et commerciales de la Russie avec la Chine. Moskovskii

Telegraf (Le télégraphe de Moscou), 1826, partie 7, p. 145-158. [Br. Mus.] (S'arrête longuement sur le traité de Kiakhta).

Maksimov (A.). — Nos problèmes en Extrême-Orient. La Chine et la Russie. Rousskiï Vèstnik (Le Messenger russe), janvier 1888, p. 111-141 [Br. Mus.] (Reproduit en 1894 dans son livre).

Rossokhin. — Description du voyage effectué en Russie par les envoyés chinois qui furent en 1714 chez le Khan Kalmouk Ayouki sur la Volga. Compositions et nouvelles mensuelles sur des sujets scientifiques de G.-Fr. Muller. Saint-Petersbourg, 1764 [Br. Mus.] (Traduction de l'original mandchou du journal de T'ou-li-tch'en)

Sakharov (I.). — Relations de la Cour russe avec l'Europe et l'Asie sous le règne d'Aleksèï Mikhaïlovitch. Otetchestvennyia Zapiski (Notes de la Patrie), 1839, t. I, p. 47-92. [Br. Mus.]

Skatchkov (K.-A.). — De l'importance du nouveau traité de la Russie avec la Chine pour le commerce russe. Le Messenger russe, 1881, n° 11, p. 361-371.

Vasiliev (V.-P.). — Les traités russo-chinois. Sèvernaia Ptchela (L'Abeille du Nord), 1862, 23, 24, 25 février 1862 [Br. Mus.] (Histoire des relations sino-russes).

— Deux notes chinoises sur la chute de Kouldja et son occupation par les Russes. Le Messenger russe, 1872, n° 5, p. 130-191.

Venioukov (M.-I.). — Le comte Nikolai Nikolaevitch Mouraviev Amourski. Nécrologie. Rousskaia Starina (Antiquité russe), février 1882, p. 523-526.

Zaborinski (A.-I.). — Le comte Nikolai Nikolaevitch Mouraviev Amourski en 1848-1856. Ibid, juin 1883, p. 623-658 (Souvenirs d'un des aides de camp de Mouraviev et quelques lettres de celui-ci).

Zavalichin (D.-I.). — Les rapports de la Chine à l'égard de la

Russie. Istoritcheskiï Věstnik (Le Messager historique), 1880, n° 9, p. 110-119 (A propos de l'affaire de Kouldja [Ec. langues orient]).

— L'affaire de l'Amour. Antiquité russe, septembre 1881, p. 75-100.

III. — RECUEILS, OUVRAGES CONTENANT LE TEXTE DE TRAITÉS

— Treaties, conventions, etc., between China and foreign States. Shanghai, 2 vol, in-4. Imperial maritime customs, t. I (Textes latin, chinois, russe, français ou anglais. Recueil très complet).

Bantych-Kamenski (N.). — Recueil des affaires diplomatiques entre les gouvernements russe et chinois de 1719 à 1792 (en russe), Kazan, 1882.

Cordier. — Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales. Paris, 1901-1902. 3 vol.

— L'expédition de Chine en 1857-1858. Paris, 1905 (Traité de Tientsin).

— L'expédition de Chine en 1860. Paris, 1906 (Traité de Péking).

Galkin-Vrasski (M.-V.). — Le Traité d'Aïgoun (en russe) Antiquité russe, 1833, n° 3, p. 725-728.

Du Halde. — Description... de la Chine. Paris, 1735, 4 vol., t. IV (Traité de Nertchinsk).

Hertslet. — China treaties in force on the 1st january 1908. London, 1908. 2 vol. in-8°, 3^e édit. (Textes anglais ou français).

Klaproth. — Mémoires relatifs à l'Asie, t. I. Paris, 1826 (Traité de Kiakhta traduit du mandchou).

Kouldja. — Traité de... de 1851. Syn Otetchestva (Fils de la patrie), 14 mai 1861, p. 603-4 (Texte russe communiqué le 28 février 1861 (v. st) par le ministre des

- Affaires étrangères au ministère de la Justice pour publication) [Br. Mus. P. P. 6673]
- Mayers (W.-F.).* — Treaties between China and foreign Powers. Shanghai, 1906. 1 vol. in-8°, nouvelle édit.
- Mertvago (D.).* — Les traités russo-chinois (en russe) Morskoï Sbornik (Recueil maritime), 1884, t. CCIV. n° 9, p. 77-114 [Br. Mus. P. P. 4051 n].
- Rockhill (W.-W.).* — Treaties and conventions with or concerning China and Korea (1894-1904), together with various State Papers and documents affecting foreign interests. Washington, 1904. 1 vol. in-8°.
- Saint-Pétersbourg.* — Traité de... de 1881. Annales de l'Extrême-Orient, 1881-1882. Paris, p. 119-121.
- Tientsin.* — Traité de... et texte de la ratification du tsar. L'Abeille du Nord, 15 juillet 1859 (en russe).
- Wyndham.* — Traité de 1881. Texte français communiqué à son gouvernement par le chargé d'affaires anglais à Saint-Pétersbourg. Parliamentary papers, 1882 (C. 3134), LXXX, 123.
- [*Zinoviev*] Recueil des traités de la Russie avec la Chine 1689-1881. Edition du ministère des Affaires étrangères (en russe), Saint-Pétersbourg, 1889. 1 vol. in-4° (Textes originaux des traités).
-

INDEX ALPHABÉTIQUE

INDEX ALPHABÉTIQUE

- Abaza, 389.
Abel, 58, 60, 447.
Aboul Oglan, 358, 361, 362.
Actor sequitur forum rei, 319.
Adam (Mme J), 369.
Adoratski, 44.
Adriatique, 399.
Agents diplomatiques, ° voyez ambassadeurs.
Aigoun, 131, 132, 136, 137, 138, 170, 178, 218, 294, 309, 431, conférences, 159-170.
Aigoun (traité), 95, 110, 140, 159, 182, 183, 184, 185, 214, 244, 254, 292, 294-298, 312, 313, 329, 330, 331, 429, 431, 467; Origines : lointaines 97-109; immédiates, 109-140; négociations qui menèrent à sa signature, 140-170; contenu, 171-174; question de ratification, 174-181, 252, 253, 280, 281.
Aijindai, 160, 161, 168.
Ai-sh-ko-bash, 376.
Akbertash, 375, 376.
Akhte (expédition d'), 116-119.
Akmetchet, 349.
Aksakals, 355.
Aksou, 337, 355, 357, 359, 367, 379.
Alatau, 302.
Albazikha, 100.
Albazin, 42, 43, 100, 101.
Albaziniens, 43, 44, 45, 46, 51, 88, 231.
Alcock, 370, 384, 463.
Aldan, 126.
Alexandre I^{er}, 105.
Alexandrovsk, 123.
Alexinsky, 133, 443.
Algérie, 343.
Algoma, 126.
Alim-tou, 362.
Allemagne, 437.
Alliés franco-anglais (voyez aussi expéditions), 181, 182, 184, 185, 257, 259-261, 264-268, 288, 331.
Amazar, 21, 22, 24, 29.
Amban, 34, 160, 302.
Ambassade, 38, 39, 40, 41, 44, 53, 73, 166, 224.
Ambassadeurs, agents et représentants diplomatiques, 19, 33, 36, 39, 57, 166, 193, 209, 229, 249, 308, 311; Règles concernant leur envoi, 37-38, 223-227; A. Chinois, 39, 40, 317, 374; russe, 26, 45, 47, 51, 156, 162, 205, 308, 443.
Ambition territoriale de la Russie, 133, 152, 296, 345.
Amerika, 157, 189.

Amérique, 98, 129, 195.

Amoï, 196, 235.

Amour, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 25, 27, 29, 55, 172, 173, 177, 197, 247, 265, 280, 292, 294, 296, 305, 309, 313, 349, 351, 429, 431, 451, 459, 460, 465 ; histoire de l'implantation de la Russie sur ce fleuve, 97-181 ; Premiers Russes, 98-100, leur lutte pour ce fleuve, 100-103 ; vues de Pierre I^{er}, 103-104 ; Mesures de Chatherine II, 104-105 ; Le gouvernement russe et l'A., 106-107, 113-116 ; Politique de Mouraviev, 107-112, 118-155, 159-170 ; Voie de communication commode pour les Russes, 129-130 ; Frontière naturelle, 146, 150, 152 ; Devient la frontière, 171 ; Rive gauche de l'A., 56, 97, 172, 175, 192, 247, 255 ; cédée à la Russie, 171 ; Question de l'A., ses différents aspects, 108-109.

Amoursana, 341, 342.

Anglais, 56, 93, 133, 169, 216, 249, 278, 329, 347.

Angleterre, 10, 57, 90, 95, 130, 131, 132, 134, 150, 156, 160, 170, 174, 178, 186-189, 195, 211, 212, 214, 215, 226, 231, 257, 259, 271, 272, 282, 286, 292, 295, 296, 330, 333, 344, 359, 408, 421, 437, 447.

Anne Ioannovna, 40.

Anville (d'), 24, 451.

Aoulié-ata, 349.

Aqsou, 342.

Aral, 346, 348, 350.

Arbitres pour les affaires commerciales, 318, 424.

Archives du gouvernement chinois, 278.

Argoun, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 23, 26, 27, 82, 112, 151, 152, 161, 171, 313.

Argoun (navire), 136.

Armées à feu peuvent être portées par les Russes, 411, 422
Arseniev, 444.

Articles qui dans le commerce sino-russe sont soumis à un régime spécial, 410-411, 422.

Asie, 103, 126, 133, 337.

Asie Centrale, 32, 35, 301, 335, 360, 363, 364, 368, 369, 370, 378, 388, 416, 429, 448 ; Rapports de l'Ancienne Chine avec l'A. C., 335-338 ; implantation de la Chine en A. C., 338-342 ; raisons de l'avance russe en A. C., 343-346 ; analogie et différence avec celles de l'avance chinoise, 345-346 ; implantation de la Russie en A. C., 346-352 ; limite des possessions chinoises, 354 ; insurrections, 354-360.

Assomption (église), 43.

Astrakhan, 347.

Atkinson, 80, 448.

Aubaine (droit d'), 78.

Auber (P.), 448, 464.

Audacieuse (l'), 209.

Audience du tsar, 374, 389.

Autorités chinoises, 137, 193, 238, 255, 323, 327, 396 ; A. russes, 31, 35, 314, 388 ; A. sino-russes à Kiakhta, 80-81 ; à Kouldja, 85-88 ; A. chinoises et russes compétentes pour

- entrer en relations les unes avec les autres : centrales, 34, 220-221, 304-305; locales, 34, 35, 221, 305-307, 309-310, 351.
- Autorités frontières (ou locales), 36, 58, 65, 71, 85, 91, 131, 157, 203, 221, 224, 226, 230, 236, 238, 243, 254, 270, 311, 312, 316, 327, 328, 420, 424, 433; A. locales collaboration avec le consul, voyez attributions et droit de juridiction du consul.
- Autorités nationales, seules compétentes pour juger les transfuges, 65-72, 328-329; Seules compétentes pour les contestations graves, 87, 319-328.
- Autorités provisoires de Péking conférence, 280.
- Autriche, 372, 378.
- Aventuriers russes ou étrangers en Chine, 97, 98, 101, 124, 217, 441.
- Avvakoum, 156.
- Backhouse, 448.
- Badakchan, 342, 354.
- Babkov (Jean), 303.
- Baer (A.-M.), 24.
- Baie heureuse, 121.
- Baikal, 30.
- Bail (concessions à), 437.
- Balkach, 304, 348, 350.
- Balliouzek, 156, 250, 252-253, 282, 290, 333, 410.
- Balmelle, 448.
- Bannières (huit), 43.
- Bantych Kamenski (D.), 457.
- Bantych Kamenski (N.), 13, 32, 39, 40, 44, 45, 50, 51, 69, 82, 103, 457, 467.
- Baring Frères et Cie, 399.
- Barkoul, 357, 359.
- Barsoukov, 55, 110, 118, 130, 135, 137, 142, 145-150, 153, 154, 170, 292, 293, 457.
- Bâtiments (voyez navires); de guerre, 236, 237, 263, 269, 270.
- Baudez, 448.
- Bédjin-taou, 395.
- Bégouën, 456.
- Bélén-ho, 297, 299.
- Belokourov, 457.
- Benjamin, 107.
- Beresford, 448.
- Berlin (traité de), 241, 388.
- Bernhardi, 448.
- Bétail volé ou égaré sur la frontière, 432-433.
- Beveridge (A.J.), 369, 448.
- Biia, 32.
- Blagovêchtchensk, 369.
- Bland, 384, 448.
- Bogdokhan n'est plus employé dans les traités pour désigner l'Empereur de Chine, 433-434.
- Bogoiavlenski, 88, 457.
- Bogolavski, 372, 373.
- Bolgosou, 302.
- Bonand, 448.
- Bonfils, 57, 58, 179.
- Bonheur (baie du), 121.
- Bonneau, 461.
- Bons offices, 57, 266, 281, 288.
- Borne-frontière, terminale. poteau de démarcation, 15, 16, 17, 25, 29, 30, 140, 141, 143, 144, 146, 153, 298, 303, 304, 428-429, 449.
- Borohoudzir (ou Boro-Khoudjir) 84, 89, 362.
- Boro-Khoro, 370.

- Bosnie et Herzégovine, 372.
 Boudagoski, 160, 162, 298, 299 ;
 expédition sur l'Oussouri,
 293.
 Bouddhistes, 357.
 Boukhtarma, 32.
 Bouksgevdén, 156, 157, 174-177,
 180, 248-251, 253, 256, 257, 260,
 262, 263, 265-267, 269, 271,
 273-275, 278, 280, 282, 284-288,
 290, 294, 315, 458.
 Boulger (D. C.), 339-343, 350,
 351, 355-361, 363-365, 367, 368,
 371, 375, 378, 386-387, 389-391,
 427, 430, 434, 448, 449.
 Boura, 13.
 Bourboulon, 93, 245, 246, 260,
 263, 264, 267, 333.
 Bourée, 363, 384.
 Boureia, 172.
 Bourgeois (Em.), 449.
 Bouroutes, 349.
 Boutin, 458.
 Bouzourk-Khan, 359.
 Boxeurs, 369.
 Boyer, 11, 12.
 Brandt, 449.
 Bretschneider, 11, 52, 92, 156-
 158, 189, 196, 201, 218, 366,
 449, 460.
 Bridgman, 463.
 Brigands, 67 (peines frappant
 les), 68-70.
 Bronevski, 106.
 Brown, 449.
 Bruce, 333.
 Bulgarie, 241.
 Burhân-ed Din, 341, 342, 355.
 Butzov, 334, 374, 389.
 Bylina, 443.
 Cahen (G.), 13, 17, 22, 26, 45,
 46, 49, 50, 51, 75, 447, 449.
 Calvo, 180.
 Campbell, 427.
 Canonnières anglaises en 1858,
 206, 209.
 Canton, 91, 92, 190, 196-199, 235,
 Capitulations (pays de), 70, 241.
 Capitulations, 241.
 Caravanes, 45, 58, 361 ; chef,
 76, 84, 89, 314 ; pour Péking,
 75, 76, 78, 233 ; pour Kouldja,
 83-85 ; pour Tchougoutchak,
 89 ; pour Sou-tcheou, 417-418.
 Cartes des frontières, 174, 183,
 288, 293, 298, 299, 302, 303.
 Caspienne (mer), 346.
 Cassini, 463.
 Castrics (baie), 123.
 Catherine II, 78, 103, 104, 105.
 Catholicisme, 49.
 Catholiques, 48.
 Caucase, 110.
 Chabina Dabaga, 15, 16, 302,
 303.
 Chaîne de montagnes servant
 de frontière entre la Chine et
 la Russie, 15, 16, 19, 20, 119,
 125-129, 140, 143, 152.
 Chambre criminelle, 253, 287.
 Chandelier (couvent), 46.
 Changhai, 11, 92, 93, 157, 158,
 185, 190, 193-196, 201, 203,
 213, 214, 218, 234, 258, 263-
 265, 272, 373, 408, les plénipo-
 tentiaires étrangers à C. en
 1858, 196-201 ; en 1860, 268-
 269.
 Chàn-Kan, 364.
 Chàn-si, 356, 365, 394.
 Chan-Toung, 358.
 Chanzy, 399.

- Chapelle russe à Péking, 42.
 Chapelot, 449.
 Ch'a-pu-ch'a-leh, 375.
 Châtillon (congrès), 277.
 Chavannes (Ed.), 442.
 Chélésine, 25.
 Chichmarev, 160-162, 168.
 Chilka, 15, 20, 21, 22, 23, 24, 27,
 112, 136, 151, 152, 161, 312.
 Chilinskiï Zavod, 136.
 Chimkovitch, 250.
 Chine occidentale, 165, 376, 457;
 septentrionale, 365.
 Chirol, 450.
 Chorna, 17, 18.
 Choumakher, 30, 113, 114, 115,
 119, 121, 122, 123, 132, 141,
 145, 147, 154, 155, 158, 159,
 160, 162, 169, 174, 178, 184,
 187, 244, 245, 253, 260, 457,
 465.
 Chrétienté (pays hors), expres-
 sion peu exacte, 241.
 Christianisme, droit de le pro-
 pager, 48, 229-231.
 Christophe Colomb, 98.
 Chtchekatov, 458.
 Cimetières russes, 88, 316.
 Clarendon, 189.
 Clarke, 370, 375, 463.
 Clause de la nation la plus
 favorisée, 226, 239-241.
Coast trade duty, 404.
 Coates, 450.
 Codé pénal russe, 320, 325.
 Collège des Affaires étrangères,
 45, 50.
 Collins, 450.
 Colquhoun, 450.
 Comité ghiliak, voyez ghiliak;
 au sujet : de Nikolaevsk, 122,
 des expéditions de Moura-
 viev, 135, d'une mission mili-
 taire, 249.
 Commerce terrestre sino-russe
 (voyez aussi marchands), 36,
 148, 161, 164-165, 216, 254, 306,
 365, 380, 381, principe du
 traité de Nertchinsk et ses
 restrictions, 73-75; au milieu
 du XIX^e s., 75-90; traités : d'Aï-
 goun, 173-174; de Tientsin,
 233-234, 235, 236, 241; de Pé-
 king, 242, 244, 306, 312-316; de
 1862, 401-412; de 1869, 412-415;
 de 1879, 376-377; de 1881, 415-
 423; application des droits
 douaniers, 402-410, 412-414,
 417-421; interdiction pour cer-
 tains articles, 77, 411, 422; res-
 triction pour cert. art., 422;
 sanctions, 413-414.
 Commerce maritime au milieu
 du XIX^e s., 90-93, 193-194, 197;
 traité de Tientsin 234-237,
 239, 291, 312; application du
 tarif sino-russe, 409-410.
 Commerce le long de la fron-
 tière, 173-174, 312-313, 401-402,
 431; C. en franchise de droits,
 77, 79, 85, 312-313, 401-402, 410,
 415-416, 422; C. à l'intérieur de
 la Chine, 377, 381, 404, 406, 408,
 418, 419, 420; C. officiel russe,
 75, 78, 104, 313; C. britanni-
 que, 92, 215; étranger, 235-236,
 264.
 Commissaires (voyez aussi plé-
 nipotentiaires) pour délimi-
 ter la frontière, 16, 17, 28, 141,
 144, 146, 174, 293; traité de
 Péking, 298, 299, 302, 303; de
 Saint-Petersbourg, 425, 427,)

- 428, 429; pour opérer la restitution de Kouldja, 393-394; chinois, pour l'inspection des frontières, 82; commissaire des frontières russe, 307, 308, 309.
- Commission chinoise pour étudier la frontière, 147.**
- Communications écrites, Règles concernant leur envoi, milieu du XIX^e s., 35-36; traités de: Tientsin, 221-223, 226; Péking, 307-312; Entravées à défaut d'interprètes, 50; traduites par des membres de la mission ecclésiastique, 54; ne doivent pas se faire par le golfe du Tche-li, 157, 269.**
- Compagnie russe-américaine, 114, 122.**
- Compétence nationale voyez autorités nationales.**
- Condominium, 172, 295-296.**
- Confédération doungane, 358, 364.**
- Conrady, 456.**
- Conseil suprême de l'Empire, 176, 191, 192, 194, 198, 200, 221, 224, 306, 307.**
- Constantin (grand duc), 148, 156.**
- Consul russe en Chine, 41, 70, 71, 83, 164, 217, 230, 232, 237-239, 289, 303, 306, 307, 310, 316-320, 376, 381, 382, 398, 403, 412, 419, 423-424, 457; ses attributions dans les villes, 85-89, 316, 423-424; dans les ports ouverts, 237-238; droit de juridiction, 86-88, 232, 238-239, 317-320, 424.**
- Consul chinois en Russie, 316-317; droit de juridiction, 318, 320-328.**
- Consul américain, 258.**
- Consul anglais, 93, 195.**
- Consul français, 195.**
- Consulat, 254, 316, 318, 327, 420, 423, 424, 459.**
- Contades, 195.**
- Contestations voyez différends.**
- Contrebande, 236, 411.**
- Cooke 450.**
- Cordier, 8, 12, 34, 92, 93, 99-101, 154, 156, 158, 165, 168, 176-178, 183-186, 188, 190-192, 195-197, 199-201, 203-209, 210-214, 216-217, 244-246, 248, 253, 259, 260, 263, 264, 266, 267, 270-272, 279, 282, 283, 285, 298, 305, 317, 333, 335, 337-339, 342, 353, 358, 360, 363, 366, 368, 370, 373, 375, 377, 379, 380, 385-390, 399, 411, 430, 431, 447, 450, 456, 461, 467.**
- Coréennes (possessions), 300.**
- Corps-de-garde, 81, 84; recherche les transfuges, 68; le bétail disparu, 432.**
- Cortez, 98.**
- Cosaques, 82, 231; conquièrent la Sibérie, 98-99; rencontres armées avec les Chinois, 101, 441, 465; occupent des territoires, 163.**
- Cour des relations extérieures (Li-fan-yuan), 306, 307.**
- Courcy, 175, 341, 354, 450.**
- Courrier (messenger), 36, 40, 51, 222, 308, 311.**
- Coxe, 450.**
- Crédit alloué par le gouverne-**

- ment russe à une mission militaire, 250-252.
- Crimée, 135.
- Culte (exercice du), 42, 48, 88, 194.
- Curzon, 344, 450.
- Da-ba sert d'unité de valeur, 85.
- Dadechkiliani, 255.
- Daoures, 100.
- Décentralisation dans les possessions chinoises de l'Asie centrale, 355.
- Demanche (G.), 110, 304, 343, 461.
- Demandes russes à Mariinsk, 149-153; à Aïgoun, 161; à Péking en 1859, 254.
- Démonstration navale, 387, 399.
- Deniker (J.), 98, 451.
- Dénonciation d'un traité, 180.
- Déserteur, 24, 25, 42, 64, 321, 326.
- Différends entre Chinois et Russes, 58, 85, 86-88, 238.
- Din-Kourgan, 349.
- Djigit, 263.
- Djihanghir, 355, 356, 359.
- Djizak, 350.
- Dmitri, 44.
- Don (fleuve), 104.
- Douanes chinoises, 195, 213; droits de douanes: importation, exportation, réimportation, transit, cabotage, leur application intégrale ou partielle au commerce terrestre sino-russe, 402-414, 418-422; application intégrale au commerce maritime, 235-236, 406; tarif spécial sino-russe, 408-410, 416, 421; la question du tarif spécial pour le commerce maritime, 409-410.
- Douglas, 91, 451.
- Dounganes (les), 356, 357, 359, 368.
- Doungane (insurrection), 10, 333, 357-358, 364-368.
- Dourbet, 338.
- Drage (Geoffrey), 133, 451.
- Driault, 277, 451.
- Droit international (ou des gens) violé par Mouraviev, 124-125; ne justifie pas les raisons avancées par Mouraviev, 130-132; nécessité pour les Russes de légitimer par le dr. int. leurs acquisitions, 139; dr. int. concernant les fleuves internationaux aurait pu s'appliquer à l'Amour, 152; dr. int. admet le refus de ratification, 179-180, 384; dr. int. n'est pas violé lorsqu'on interdit à un ministre étranger de passer par une route déterminée, 261; dr. int. n'interdit pas l'ouverture de négociations pour gagner du temps, 277.
- Droits, voyez douanes; politiques, 240.
- Drouyn de Lhuys, 93.
- Drummond, 91.
- Dsai-sang, voyez Zaisan.
- Dudgeon, 13, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 88, 100, 228, 229, 463, 464.
- Dufferin (lord), 394.
- Dynastie chinoise contraire aux intérêts russes, 259 (voy. aussi d. mandchoue).
- Dzargoutcheï, 80, 307, 308, 309, 403.
- Dziramanga, 160.

Dzoungare (Etat), 6, 292, 301.
Dzoungares (les), 338.
Dzoungarie, 83, 338, 341, 342, 352, 367, 372.

Egalité dans les rapports entre autorités chinoises et russes, 224, 305.

Eglise russe à Péking, 42, 43, 45, 46, 238.

Eleuthe, 31, 35, 338; 340, 341, 342, 345, 346 (Etat), 6, 31, 339.

Elgin (lord) Expédition de 1857-58 : 187, 189, 190, 192, 195, 196, 199, 201, 208, 210, 213, 215, 216, 218, 226; Expédition de 1860 : 268, 270-272, 274-276, 278, 283, 284, 287, 289.

Emigrants, 384.

Empereur de Chine (ou mandchou) 6, 19, 26, 29, 38, 39, 40, 49, 50, 147; 167, 174-176, 177, 178, 179, 194, 204, 205, 209, 211, 217, 247, 278, 279, 289, 339, 364, 374, 376, 394, 398; Edit ou décret de l'E., 176, 197, 217, 289, 305, 386, 388, 389 ; E. de Russie, voyez tsar.

Empire chinois, 30, 34, 37, 93, 102, 106, 171, 188, 213, 221, 230, 246, 296, 297, 298, 305-307, 309, 310, 318, 323, 324, 325, 329, 337, 339, 346, 370, 371, 383, 386, 401, 425, 431, 433, 436; E. slave (ou de Russie), 116, 171, 221, 296, 297, 298, 309, 310, 316, 318, 325, 330, 346, 386, 425, 431.

Emplacements assignés aux Russes à Kouldja et Tchougoutchak, 88-89, 397; dans les villes où il y a un consul russe, 238, 316, 398, 424 ;

A Kalgan, 403, 412, 419-420 ; Pillage des factoreries russes à Tchougoutchak, 164-165, 192, 194.

Enisei, 15.

Eniseïsk, 110.

Entretien des Russes par le gouvernement chinois, 37, 50-52, 76-77, 223-225, 228-229, 314.

Entrepôts russes (voyez emplacements).

Envoyés (voyez ambassadeurs, courriers).

Erdeni Bahadour K'ong-Taïchi, 338.

Ergon, 18.

Ergoné, 19, 20.

Ermak Timofeevitch, 97-98 ;

Escadre russe, 259, 269-270, 387 ; alliée 264.

Espagnols, 98.

Etats-Unis, 186, 188, 189, 191, 193, 195, 201, 204, 214, 268-271.

Etrangers, 38, 52, 62, 63, 91, 123, 150, 190, 194, 229, 238, 382, 383, 403, 406, 407, 433.

Europe, 49, 133, 207, 218, 241, 245, 246, 265, 277, 379, 388, 434.

Européen, 167, 266, 347 ; intérêt eur. 8, 386.

Expéditions franco-anglaises en Chine ; Influence sur les relations sino-russes, 9, 95, 243, 247, 292 ; de 1857-1858, 156, 174, 186-218, 270, politique russe, 188-189 ; de 1860, 181, 244, 257, 258, 259, 263, 268-287, 289, 292, 452 ; politique chinoise à l'égard de la Rus-

- sie, 256-257, politique russe, 259, 263-268.
 Exp. maritime décidée par la Russie en 1849, 113-114, 119.
 Exp. Akhte, 116-119.
 Exp. de Mouraviev sur l'Amour, 55, 131, 133-138, 146, 147.
 Exp. chinoises en Asie Centrale, 337-342.
 Exp. russes en A. C., 346.
 Exp. de Tso Tsong-t'ang contre les insurgés, 364-369.
 Exp. de Sosnovski, 363-366.
 Expulsion (droit d'), 328.
 Extradition, 25, 69, 321, 326, 327, 328; Extr. de criminels, 71-72; traité d'extr. 72.
 Extrême-Orient, 9, 246, 248, 259, 330-331, 387, 434.
 Eyriès, 455.
 Facteur européen dans les relations sino-russes, 6, 7, 8; japonais, 9.
 Factoreries russes voyez emplacements réservés aux Russes.
 Ferganah, 428.
 Filimon, 44.
 Fischer, 451.
 Florinski, 457.
 Fonctionnaire chinois, 25, 78, 85-87, 159, 190, 202, 258, 269, 272, 279-281, 284-286, 294, 317, 363, 372, 403.
 Fonctionnaires, 35, 70, 131, 147, 222, 306, 307, 308, 309, 310, 381, 382, 385 (Voyez aussi autorités).
 Fong-t'ien, 373.
 Foo-chow-fou, 235.
 Formose, 235.
 Forsyth (Sir Douglas T.), 359.
 Forts construits par les Russes : sur l'Amour, 100, 101, 119, 122-124, 130, 133, 136, 138, 145, 151; en Asie Centrale, 347-349, 387.
 Foster, 451.
 Fou-dou-toun, 309.
 Fou-tcheou, 196.
 Français, 56, 249, 278.
 France, 10, 57, 95, 132, 134, 155, 156, 160, 170, 174, 178, 186-189, 191, 195, 211, 212, 214-216, 231, 245, 257, 266, 271, 272, 282, 283, 286, 330, 333, 343, 373, 408, 437, 447.
 Freeman, 195.
 Frontière sino-russe, 37, 38, 56, 75, 76, 82, 84, 87, 89, 118, 124, 177, 187, 232, 237, 260, 280, 303, 305, 306, 309, 314, 320, 323, 324, 325, 328, 329, 381, 387, 393, 399, 401, 419, 430, 438, 448, 449, 451.
 Vers le milieu du XIX^e siècle : Parcours, 14-20, 128-129; Imprecisions, 20-28; Nécessité d'une révision et d'une délimitation, 28-32.
 Défense de passer sans passeport, 64-66, 72; Lieu d'exécution, 68; N'est pas modifiée par le traité de Tientsin, 183-186, 220, 241; traité de Péking, 242, 291, 292, 296-304; Affaires de frontières, 34, 58, 59; Examen de la frontière sur les lieux mêmes, 183, 184, 185, 205, 253, 256; Points de la frontière que les marchands russes peuvent traverser, 416-417.

- Frontière occidentale, 17, 35, 90, 254, 305, 362, 382 ; traité de Péking, 301-304 ; de Livadia, 375-376 ; de Saint Pétersbourg, 395, 425-429.
- Frontière orientale, 28, 32, 34, 81, 173, 181, 182, 254, 288, 305, 402 ; n'est pas constituée par le petit Khingan, 125-128 ; négociations avant le traité d'Aigoun, 140-170 ; tracé d'après ce traité, 171 ; traité de Péking, 292-301, 303, 312, 313.
- Funk-Brentano, 435.
- Gagarin, 44.
- Galdan Boushtou, 338-340.
- Galkin-Vrasski, 467.
- Gan, 15.
- Garnison chinoise au Thibet, 340.
- Gazette de Péking, 386.
- Genouilly, 196, 201.
- Geok Tépé, 369.
- Gérard, 440.
- Gerrare, 451.
- Ghiliak (comité), 113-115, 116.
- Ghiliak (les) 114.
- Giers (de), 374, 389-391, 400.
- Giquel (Prosper), 389.
- Girin (ou Kirin), 30, 299, 305, 309, 430.
- Gobi, 214.
- Golovatchev, 458.
- Golovin, 103, 162, 457.
- Golovkin, 167, 463.
- Gorbitsa, 15, 17, 18, 19, 26, 27, 29, 81, 119, 125, 126, 141 ; celle qui doit servir de frontière d'après le traité de Nertchinsk, 20-25 ;
- Gorchos, 375, 395.
- Gordon, 371, 388.
- Gordon-Cumming (J.), 454.
- Gorst, 451.
- Gortchakov (prince, gouverneur-général), 110.
- Gortchakov (prince, chancelier), 188, 343-345.
- Gouri, 57, 261, 262, 274, 279, 280, 288.
- Goutchen, 367, 376, 423.
- Gouvernement (ou cabinet) chinois ou de Péking, 6, 7, 24, 34, 35, 38, 44, 49, 50, 51, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 61, 64, 69, 72, 73, 76, 77, 78, 81, 84, 85, 93, 114, 118, 120, 121, 122, 131, 132, 134, 135, 137, 139, 141, 142, 144, 145, 146, 148, 149, 154, 155, 156, 157, 159, 163, 164, 165, 170, 172, 174, 175, 177, 179, 181, 183, 184, 186, 187, 219, 223, 226, 234, 238, 240, 245, 247-252, 256, 257, 258, 260, 261, 267, 293, 294, 298, 299, 314-316, 327, 356, 358, 362, 368, 393, 394, 397, 398, 399, 402, 416, 421, 423, 427, 428, 431 ; et l'expédition de 1857-1858, 189-219 ; et l'expédition de 1860, 268-286 ; et la restitution de Kouldja, 369-375, 377-391.
- Gouvernement (ou cabinet) russe, de Saint-Pétersbourg ou du tsar, 6, 9, 22, 24, 34, 35, 50, 51, 53, 54, 57, 59, 60, 61, 64, 69, 72, 73, 75, 78, 80, 84, 89, 90, 92, 93, 99, 103, 105, 106, 107, 113, 114, 115, 116, 121, 122, 123, 127, 133, 139, 140, 142-143, 147, 153, 154, 155, 158, 159, 182, 183, 186, 187, 188, 191, 192, 219, 231,

- 233, 237, 243, 246, 250, 256, 259, 262, 268, 298, 299, 300, 313, 317, 331, 366, 372, 378, 384, 386, 388-390, 393, 394, 396, 398, 416, 423, 427, 428, 431, 437.
- Gouvernements chinois et russe, condition de leurs relations : milieu du xix s., 14-41 ; traité de Tientsin, 220-227 ; de Péking, 291-311.
- Gowan, 451.
- Grand-Altaï, 426.
- Grande-Bretagne (voyez Angleterre).
- Grande-Charte, 329.
- Grande Muraille, 416.
- Grebenchtchikov, 465.
- Grégorien (calendrier), 11.
- Griefs présentés par les Russes aux conférences d'Aïgoun, 162-168 ; contre le gouvernement chinois pour son refus de ratifier le traité d'Aïgoun, 179.
- Griffin (A. P. C.), 447.
- Grigoriev, 349.
- Gros (baron), expédition de 1857-58, 185, 187, 189, 190, 191-192, 195, 196, 199-202, 204-216, 218 ; Expédition de 1860, 267, 268, 270-272, 273, 276, 279, 281-285, 287, 289.
- Gueluy, 462.
- Guerre, menace de g. entre la Chine et la Russie, 377, 387, 388, 434 ; Russie n'y était pas prête, 387-388 ; g. défensives seules admises par les peuples chinois et russe, 442-443 ; g. russo-japonaise, 7, 440 ; g. sino-japonaise, 7, 8, 438.
- Gundry, 451.
- Gutzlaff, 451.
- Hai-lieou-t'ou, 426.
- Hai-nan, 235.
- Hakodate, 258.
- Ha-la-k'ai, 375.
- Ha-lei-ke-tao, 376.
- Halde (du), 18, 30, 74, 451, 463, 467.
- Hami (ou Hamil), 357, 359, 366, 367, 376, 382, 423.
- Han (dynastie), 336.
- Han-k'ou, 376, 383, 418.
- Han-tchong-fou, 376, 383.
- Harrisson, 451.
- Hay (circulaire de), 8.
- Hei-long-kiang, 23, 30, 197, 305, 309.
- Heinze, 451.
- Hellwald, 452.
- Hen-fou, 270, 271, 275.
- Henning, 464.
- Hérisson (comte d'), 452.
- Hertslet, 74, 467.
- Hien-fong, 248, 278.
- Hilarion, 44.
- Hinkai, 296, 297, 298.
- Hiong-nou (Huns), 336.
- Ho Kouei-ts'ing, 196.
- Holcombe, 452.
- Ho-nan, 358.
- Hong-Kong, 158 ; Les plépipotentiaires, étrangers à H.-K. en 1857-58, 189-196.
- Hongrie, 372, 378.
- Hordes kirghises se soumettent aux Russes, 348-349.
- Hormoldzin, 172.
- Houa Cha-na, 212, 248, 256.
- Houang Tsong-han, 196.
- Hou-chow, 357.
- Houpitou (ou Houptou), 297.

- Hou-tcheou, 357.
Howorth, 452.
Huns (les), 336.
Hyakinthi, 452.
Iablonnoï, 29.
Iablonovyi, 15, 25, 28, 126, 127, 151, 173.
Iakobi, 105.
Iakoutsk, 127, 128, 152.
Iani-Kourgan, 349.
Iaponets, 258, 263.
Ides (Izbrandt), 45.
Ignatiev, 170, 175, 176, 184, 218, 292-295, 461; but initial de sa mission en Chine, 243-245, 249-252; à Péking en 1859, 252-261, 294, 314; Instructions, 259, se rend à Changhai, 262-263; sa politique dans l'expédition de 1860, 263-268; suit l'expédition, 268-276; fournit des renseignements aux alliés, 267, 274; à Péking en 1860, 279-290, 315; intervient comme médiateur, 279-286, 292; signe un traité 286-289; rentre en Russie, 290.
Ili, 35, 83, 85, 305, 310, 336, 338, 341, 363, 366, 372, 380, 381, 393-398, 416, 420, 425, 434.
Ili (rivière), 84, 362, 370, 375, 395.
I-li-pou, 208.
Impératrice de Russie, 39, 40.
Impériale (baie), 123.
Importation de moutons, 85.
Impôts : Russes exemptés, 88, 398; Russes soumis, 397; imp. en nature influent sur le commerce sino-russe, 104; prélevés par les Chinois sur les indigènes des bouches de l'Amour, 119-121, 163-164.
Incident de 1875, 388, 434.
Indélimités (territoires), 16, 117, 118, 128, 129, 138, 141, 153, 163, 164, 169, 171, 183, 256, 291, 292; traité d'Aigoun, 170, 171, 172, 177, 244, 255, 292, 293, 294, 297.
Indemnité : affaire de Tchou-goutchak 165; de Kouldja, voyez Kouldja.
Indigènes de la Sibérie subjugués, 98-100, 105; des bouches de l'Amour paient un tribut aux Chinois, 119-121, 163, 164.
Indus, 337.
Instructeurs militaires russes (projet d'envoi d') 248-252.
Insurrection, rébellion en Chine, 9, 10, 56, 245, 358; au Turkestan chinois, 353-360, 378, 379, 396, 398; politique du gouvernement de Péking 356, 357; écrasement, 364-368; amnistie, 396.
Insurgés (ou rebelles), 245, 247, 248, 283, 331, 366, 367, 368.
Interprètes (Formation d'), 48-50.
Intervention russe : a Kouldja voyez Kouldja occupation; en Hongrie, 378; après la guerre sino-japonaise, 437.
Intervention (devoir de non-), 435, 436.
Irland, 452.
Irgiz, 348.
Irkoutsk, 34, 35, 48, 79, 82, 105, 110, 117, 141, 144, 146, 214, 251, 252.

- Irtych, 32, 81, 338.
 Issyk-Koul, 302, 304, 349, 352.
 Ivan IV, 347.
 Izmailov, 26, 45, 51, 77.
 Jametel, 378, 385, 421, 461.
 Japon, 92, 128, 156, 189, 218,
 241, 258, 300, 435, 438.
 Jehol, 278.
 Jen-chan, prince de Joui, 253,
 256.
 Jenkinson, 347.
 Jésuites, 24, 49, 54.
 Jomini, 389.
 Jong (maréchal), 372, 373.
 Jonveaux, 462.
 Joui-tchan, 253, 287.
 Julien (Calendrier), 11, 214.
 Kachgar, 316, 342, 356, 359, 367,
 368, 381-382, 416, 428.
 Kachgare (Etat), 359.
 Kachgarie, 254, 339, 341, 342,
 355, 358, 359, 367, 379, 393,
 428.
 Kalgan, 290, 315, 376, 377, 382,
 402-406, 412, 413, 418-420.
 Kalgouti, 426.
 Kalmouks, 338, 365.
 Kamarsk, 123.
 Kamtchatka, 98, 117.
 K'ang-hi, 104, 339, 340.
 Kankrin (comte), 92.
 Kan-sou, 336, 354, 356, 357, 365,
 376, 394, 417.
 Karachar, 340, 357.
 Kara-Kirghiz, 349.
 Karakorum, 359.
 Kara-Tekke, 376.
 Katoun, 32.
 Katti Torah, 356.
 Kaufmann, 362, 367.
 Kaulbars, 360.
 Kazala, 348.
 Kazalinsk, 348.
 Kazan, 347.
 Kemtchik (rivière), 15.
 Kerbetchi, 18, 19.
 Kerbichi, 17.
 Kéroulen, 340.
 Khabar-Asou, 303.
 Khabarov, 99, 100.
 Khabarovka, 294.
 Khabarovsk, 294.
 Khailar, 15.
 Khalkhas, 31, 34, 339.
 Khami, 357, 423 (voyez Hami).
 Khan-Tengri, 302, 376, 429.
 Khan-tien-ka-li, 376.
 Khingan, 127, 129, 168.
 Khingansk, 123.
 Khiva, 347.
 Khodjas, 355, 356.
 Khodjent, 350.
 Khokand, 302, 342, 345, 354-356,
 361, 428, 429.
 Khorgos, 395.
 Khormoldin, 172.
 Khotan, 356, 359, 367.
 Khoûn-tchoun, 297, 310.
 Kiakhta, 13, 15, 16, 35, 36, 51,
 75, 78, 82, 83, 87, 90, 141, 146,
 147, 156, 157, 222, 223, 227-
 229, 251, 252, 260, 261, 290,
 305, 307-310, 315, 325, 351, 382,
 402-404, 407, 411, 414, 420, 432,
 452.
 Kiakhta (rivière), 16.
 Kiakhta (traité de), 13, 15; 26,
 28, 30, 33, 36, 37, 38, 40, 51,
 52, 63, 65, 75, 76, 78-82, 87,
 124, 166, 173, 193, 197, 224,
 233, 292, 301, 302, 321-323,
 325, 326, 459, 466, 467; art. 5 :
 42, 43, 44, 45, 46, 47, 50, 53,
 230; art. 10 : 71.

Kiang (Deux), 194, 196, 197, 198, 199, 201.
Kia-yu (kouan), 376, 377, 382, 383, 417.
K'ien-long, 35, 301, 340-342, 346, 354, 355, 379, 448.
King-ting-se, 380.
Kirghiz (ou Kirghises), 85, 302, 338, 339, 349, 354, 362, 425; se soumettent aux Russes, 347-348.
Kisselev (comte), 188, 263, 266.
Kiung-chow, 235.
Kiun-ki-tchou, 221, 306.
Ki-ying, 208, 212.
Klaproth, 15, 16, 38, 43, 45, 77, 78, 80, 81, 82, 167, 303, 452, 455, 465, 467.
Kobdo, 354, 365, 376, 381, 382, 420, 423.
Kochots (les), 338.
K'odzichân, 341.
Koerhmantou, 380.
Koksou, 380.
Koldjat, 395.
Kolpakovski, 362, 363.
Kong (prince), 218, 279, 281, 283, 285, 286, 289, 290, 462.
Konstantinovsk, 123.
Koo (W.), 439, 452.
Kopal, 348.
Korla, 367.
Korsak, 78, 79, 81, 82, 85, 91, 104, 458.
K'o-t'eu, 39, 40, 166-168, 454, 462.
Kouang (Deux), 190, 196.
Kouei-leang, 212, 219, 248, 273, 274.
Kouei-houa-tch'eng, 420.
Kouitoun, 425, 426.
Kou-kou-nor, 339, 354.

Kouldja, 8, 52, 75, 83-85, 89, 90, 164, 232, 233, 237, 303, 310, 316, 320, 321, 349, 358, 381, 401, 402, 403, 427, 434, 436.
Kouldja (affaire de), 334, 335, 346, 351, 352, 353-391, 434, 442, 461, 462, 463, 467. — Occupation par les Russes, 353, 360-364, 367, 372, 374, 376, 378, 398; occupation conjointe proposée par la Chine, 373. Annexion par la R., 363-364; administration russe 378. — Restitution (ou évacuation) annoncée par les Russes, 363, 366; désirée par la Chine, 369-371; obligatoire pour les Russes, 371-372, 435-436; négociations, 372-375; traité de Livadia, 375-377; difficultés, 377-386; nouvelles négociations, 386-391; prix de la restitution, 392; traité de Saint-Petersbourg, 393-398; rest. comparable à une cession de territoires, 397; partie de K. retenue par la Russie, 394-396. — Indemnisation des Russes, 374; la Chine n'est pas obligée de la verser, 378-379, 436; traité de Livadia, 376; de St-Petersb., 393, 398-399; protocole de St-Pét., 392, 399-400.
Kouldja (traité de 1851), 13, 35, 63, 75, 83, 89, 90, 173, 230, 233, 237, 316, 320-323, 325, 326, 349, 401, 420, 424, 467, publication, 90.
Koultchitski (Innocent), 44.
Koumarsk, 148.
Kounges, 370.
Kouo-keh-su-ta-wan, 376.

Kono-li-cha-t'eh, 375, 395.
Kourlia, 367.
Koutcha, 357, 367.
Kou-tche, 359, 382.
Koutouzov, 458.
Kovalevski, 52, 244.
Kozakevitch (Pierre), 299.
Krahmer, 452, 456.
Krausse (Alexis), 304, 329, 369, 452.
Krieger, 452.
Kropotov, 77, 79, 329, 432 (voyez traité de 1768).
Krusenstern, 91, 448.
Kuscinski (A.), 454.
Labbé, 452.
Ladyjenski, 107.
Lama, 47, 340.
Lange, 49.
Lansdell, 362, 363, 452.
Lan-tcheou-fou, 365.
Lapradelle (A. de), 240, 462.
Laugel, 24, 462.
Laurent, 44, 46.
Lavinski, 106, 107.
Lavollée, 462.
Lawton (Lancelot), 452.
Lay, 195, 213.
Légalisation, 318.
Légation, 41, 44, 46, 226, 333.
Lenzy, 363.
Leontiev (A.), 458.
Leontiev (Maksim), 42, 44.
Leroy-Beaulieu (Pierre), 462.
Lesovski, 387.
Lhassa, 340.
Lichin, 250.
Li-fan-yuan, 34, 35, 49, 50, 80, 122, 132, 137, 146, 147, 154, 157, 197, 198, 200, 220, 253, 255, 256, 306, 323, 324.

Li Hong-tchang, 384, 388, 440, 441.
Likhatchev, 258, 295.
Lin, 287.
Li-pou, 222.
Livadia (traité), 353, 390, 395, 396, 399, 431, 434; histoire de sa signature, 373-374; contenu, 375-377; impossibilité pour la Chine de l'accepter, 377-383; question de sa ratification et de la condamnation de son signataire, 383-386, 387, 389, 391.
Lobanov, 440.
Loch, 453.
Loftus, 374.
Loi nationale seule applicable : pour la punition des coupables, 69, 70, 232, 238, 239, 317-329; aux fonctionnaires, 385.
Londres, 156, 386, 400.
Macao, 196, 246.
Macartney (Ambassadeur), 454.
Macartney (Sir H.), 371, 389, 427, 430.
Ma Do-yun, 439, 453.
Mahomed Yousouf Effendi, 368.
Mailla, 453.
Mai-mai-tchen, 79, 403.
« Maison russe », 37, 46, 50, 58, 76, 88.
Maksimov, 102, 112, 387, 431, 459, 466.
Malinovski, 103, 459.
Manas, 357, 366-369.
Mandchou, 23, 145, 259, 331, 371; dynastie, 56, 93, 104, 245, 246, 259, 266, 280, 283, 338, 346, 371; gouvernement, 105, 245, 246, 265, 284, 440.

- Mandchourie, 100, 247, 254, 292, 430, 441.
- Manitou Gatulkhang, 426.
- Marchandises Confiscation, 80, 236, 403, 411; d'origine étrangère dans le commerce sino-russe, 405-406, 419, 420.
- Marchands (commerçants; négociants, trafiquants), 36, 45, 51, 58, 64, 114, 229, 235, 349, 366, 376, 382, 383, 398; condition qui est faite aux m. russes dans les rapports sino-russes: milieu du xix s., 72-93; traité de Tientsin, 233-240; de Péking, 311-328; de 1862, 401-412; de 1869, 412-415; de Livadia, 376-377; de 1881, 415-423; dans les villes: Péking, 75-78, 233; Kiakhta, 78-81; Kouldja, 83-89, 233, 378; Tsouroukhaitou, 82-83; Tchougoutchak, 89-90, 233; Kalgan, 315, 402-404, 405, 408-409, 410-414, 418-420, 421-423; Tientsin (commerce terrestre), 402-415, 420-423; T'ong-tcheou, 402-405, 408-409, 410-412, 413-414, 420-423; Sou-tcheou, 417-418; dans les ports chinois voyez commerce maritime; en Mongolie, 402; dans le Turkestan chinois, 415-417; sur la frontière, voyez commerce le long de la frontière.
- Marchands chinois, 74, 85, 119, 314, 414.
- Mariénbad, 155.
- Mariïnsk, 123, 136, 137; conférences de 149-155, 149, 154.
- Maritime (côte ou région) du Pacifique, convoitée, occupée et demandée par les Russes, 123, 130, 131, 138, 145, 149, 150, 152, 153, 155, 254, 255, 265, 280, 293-296; cédée aux Russes, 296-301; province m., 299, 305, 309, 351.
- Martens (F. de), 229, 231, 384, 462; soutient que les Chinois sont soumis à la juridiction locale en Russie, 320-327; opinion inadmissible sur l'intervention, 435-436.
- Marthe (F.), 465.
- Martin (W. A. P.), 453.
- Martinov, 158, 182, 214.
- Massacre des Chinois en Dzoungarie, 342, 369; des juifs en Russie, 436; Chinois accusés de m., 367-369.
- Mayers, 296, 453, 468.
- Mecklenburg, 447.
- Médiation russe entre la Chine et les alliés franco-anglais, 189, 202, 212, 213, 215, 257, 259, 260, 265, 271, 274, 275, 276, 279-286, 288, 292, 297.
- Méditerranée, 263.
- Mejov, 447.
- Meleti, 44, 51, 459.
- Menchikov, 103.
- Meritken, 20.
- Merké, 349.
- Merruau, 462.
- Mertvago, 421, 468.
- Meyrelke, 18.
- Michell, 453.
- Middendorf, 26; poteaux découverts, 29-30.
- Milioutin, 389.
- Militaire (mission), projet de

- m. m. russe en Chine, 244-245, 249-252.
- Millin, 463.
- Ming-yi, 302.
- Ministère des Affaires étrangères russe, 59, 60, 116, 221, 244, 307, 457, 459, 468.
- Ministre des Affaires étrangères russe, 107, 116, 220, 307, 389, 437.
- Ministre (voyez représentant diplomatique permanent); premier ministre à Péking, 191, 221 (voyez Yu); ministre plénipotentiaire, 224-227, 259, 261, 289, 317, 333, 334, 363, 366, 374, 386, 389.
- Mission ecclésiastique, 41, 73, 107, 218, 253, 274, 279, 287-289, 308, 448, 452, 460, 464; Origines, 42-46, 47; Buts, 48-50; Logement et entretien, 50-52; Renouvellement, 52-53, 227; Rôle diplomatique, 53-61, 216, 218, 226, 262, 284; Importance, 61; traité de Tientsin, 219, 221, 227-231, 310; de Péking, 311.
- Missionnaires, 49, 229-231, 258, 264.
- Mississippi, 195.
- Mœllendorf, 447.
- Mongolie, 228, 254, 402, 415, 416, 418, 420.
- Mongols, 31, 338; tribus m., 338.
- Monnaie, 80, 422.
- Montauban, 273.
- Montebello, 259.
- Monténégro, 399.
- Morse, 91, 453.
- Moscou, 39, 103, 162; gouvernement de 98, 102.
- Moscovie (Empire de), 19, 20, 101.
- Mouraviev-Amourski (le comte général), 54, 55, 56, 172, 174-178, 182, 183, 245-247, 251, 254, 255, 262, 292-294, 296, 457, 466; nommé gouverneur-général de la Sibérie orientale et sa politique à l'égard de la Chine, 107-170; insuffisance des raisons qu'il invoque pour justifier ses agissements contre la Chine, 125-133, 150-153, 168-169.
- Mouzart, 362, 379.
- Müller (G.-F.), 453, 466.
- Müller et Pallas, 22, 43, 45, 80, 97, 453.
- Musulmans, 356, 357, 358, 364.
- Nadejda, 91.
- Naëzdnik, 263.
- Nagasaki, 158, 218, 269.
- Nanking, 212.
- Nan-kouan (Hôtel méridional), 46, 253, 289.
- Nan-Lou, 379 (voyez T'ien-channan-lou).
- Napoléon, 106.
- Naryn, 32, 349; fort, 387.
- Nationalité des habitants des territoires cédés à la Russie: traité d'Aigoun, 161, 172; de Péking, 289, 300-301; de St-Pétersbourg, 396-398.
- Naufrage, 236-237.
- Navigation (droit de) pour les Russes sur les fleuves, 108, 109, 138, 144, 151-152, 161, 393, 429-431.
- Navires russes, 258, 429, 430;

- Ne sont pas admis dans les ports chinois, 91-93, 234 ; nécessité de les ravitailler conduit les Russes à convoiter l'Amour, 134 ; admis dans les ports chinois, 234-237 ; Nav. étrangers, 122, 130, 150, 151, 218, 235.
- Nertchinsk, 25, 49, 74, 82, 136, 463, 465, 467.
- Nertchinsk (traité de), 13, 15, 16 ; 27, 28, 29, 30, 33, 43, 63, 65, 72, 76, 102, 103, 121, 124, 125, 130, 132, 138, 140, 143, 144, 146, 152, 168, 326, 433, 449, 457, 459 ; art. 1^{er}, 17-20, 117, 127-129 ; ambiguïté de cet article, 20-27 ; art. 2, 101 ; art. 5, 73-74, 313, 314 ; les Russes prétendent : qu'il a été irrégulièrement signé, 162-163 ; que les Chinois l'ont violé, 163-164.
- Nesselrode (comte), 107, 116, 122.
- Nesterov, 44.
- Neva, 91.
- Neva (rivière), 104.
- Nevelskoï, 112, 119, 121, 125, 126, 127, 161, 168-171, 459.
- Ngan-ting (porte), 278-279.
- Nicolas 1^{er}, 110, 116, 394.
- Nien-fei, 358, 364.
- Nikolaevsk 119, 121, 122, 123, 157, 252.
- Ning-po, 196, 236.
- Nomades, traité de Péking, 303.
- Notes chinoises, 21 mars 1858, 196-198 ; 26 avril, 204 ; 28 avril, 205 ; 17 mai, 208-209 ; 3/15 juin, 176-177, 183 ; 1859 déclinant les demandes d'Ignatiev 255 ; 1860 à Ignatiev au golfe du Tche-li, 271-272.
- Notes russes du 5/17 février 1851, 122-123 ; 16/28 juin 1853, 140-143, 146, 153 ; 6/18 février 1854, 142, 145 ; 8/20 mai 1855, 147, 148 ; 10/22 sept, 1855, 130, 137, 149-151, 153, 154 ; 12/24 sept. 1855, 154 ; 14/26 déc. 1855, 154 ; de Poutiatine : février 1858, 192-194, 197, 198 ; avril 1858, 199, 200 ; 24 avril, 203-204 ; de Poutiatine proposant une assistance militaire, 248-249 ; d'Ignatiev : mai 1860, 260 ; juin, 264-265 ; envoyée de Changhai avec celle de Ward, 268-269 ; de Gortchakov sur l'avance russe en Asie Centrale, 343-345.
- Occupation par les Russes : de l'embouchure de l'Amour, 119-123 ; de territoires sur l'Amour et sur le littoral, 123-125, 138, 293-296 ; justifications insuffisantes des Russes, 125-133 ; de Kouldja voyez Kouldja ; acquisition des bouches de l'Amour par les Chinois en vertu de l'occupation, 120-121.
- O'Conor, 438.
- Oïrat, 338.
- Okhotsk (mer d'), 112, 126-130, 135, 151, 152.
- Olekma, 126.
- Oliphant, 189, 195, 453.
- Opium, 422.
- Oratoire russe à Péking, 42, 45.
- Orenbourg, 349, 350.
- Orient (question d'), 129 (guerre d'), 138.

- Orkhon, 13.
 Orogoitou, 16.
 Oros, 47, 323.
 Osten-Sacken (bar. Fred.), 156, 460.
 Oubykhi, 111.
 Ouch-Tourfan, 337, 367.
 Oud, Ouda ou Oudi, 16, 19, 25, 26, 29, 117, 121, 125-129, 164.
 Ouighours, 338.
 Oukaz de 1727, 75; de 1762, 78.
 Oukhtomski (prince), 459.
 Ouladzai, 69.
 Oulba, 32.
 Oulianitskoï, 459.
 Ouliasoutaï, 302, 376, 381, 382, 423.
 Oulou Kem, 15.
 Ounterberger, 459.
 Oural, 346.
 Oura-tubé, 350.
 Ourga, 34, 35, 36, 55, 74, 147, 290, 305, 309, 315, 316, 381.
 Ouroumtsi, 338, 366, 376, 382, 416, 423.
 Ourouon, 19.
 Oussouri, 116, 149, 160, 161, 168, 170, 171, 172, 173, 177, 244, 250, 254, 260, 289, 293-299, 310, 313, 429, 431.
 Oust-Zeia, 159.
 Oust-Strélka, 112.
 Ouzoun-tao, 395.
 Oxus, 336, 337.
 Pacifique (océan), 103, 134, 258, 265.
 Palais d'Été, 278, 283.
 Palladi, 53, 55, 56, 460, 461.
 Pallas, 126 (voyez Muller et Pallas).
 Pamir, 337, 359.
 Pan Tch'ao, 337.
 Pan-ti, 341.
 Panyok'eh, 376.
 Pao, 287.
 Paris, 263, 373.
 Parker (E.-H.), 48, 453, 464.
 Parkes, 464.
 Particuliers chinois et russes, 13, 93; Conditions de leurs relations : milieu du XIX^e s., 62-94; traités : d'Aïgoun, 172-174; de Tientsin, 232-240; de Péking, 312-329 (voyez aussi marchands); p. chinois, 120, 163, 164, 317; p. russes, 58, 73, 105, 306, 398.
 Passeports, 217.
 Patente pour les commerçants russes, 73, 74, 313.
 Pâturages réservés aux Russes voyez emplacements.
 Paul 1^{er}, 105.
 Pauthier (G), 13, 453.
 Pechtchourov, 156, 410.
 Pei-ho, 157, 158, 189, 193, 199, 201, 202, 204, 206, 207-211, 223, 258, 269.
 Pei-kouan, 43, 46.
 Pei-t'ang, 258, 260, 263, 269, 272, 295.
 Péking, 11, 13, 36, 37, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 51, 53, 54, 55, 56, 58, 59, 60, 75, 88, 90, 91, 95, 143, 144, 145, 148, 154, 156, 157, 159, 166, 167, 173, 175, 176, 181, 189, 191-195, 199, 200, 202, 205, 207-209, 215, 218, 221-229, 231, 233, 244, 245, 247, 249, 251-253, 255-262, 267, 269, 273, 274-279, 281-284, 287, 288, 294, 301, 305, 308, 310, 314, 315, 333, 334, 341, 358, 366, 373, 374, 383, 387, 389-391, 402, 421.

- 430, 432, 452: Conférences à P., 253-257, 288-289.
- Péking (traité), 57, 95, 181, 395, 424, 425, 429, 433; objet, 242-243; histoire de sa signature, 243-289; ratifications, 289-290; contenu, 291-329; forme une unité avec les traités d'Aigoun et de Tientsin, 329-331 traités de P., 263, 286, 290, 333.
- Pellier, 100, 454.
- Pe-Lou, 379 (voyez T'ien-chan-peï-lou).
- Pène-Siefert, 300, 462.
- Permis de circulation délivrés par les consuls, 88.
- Pérovski (général), 348, 349; (fort), 349.
- Pérovski, 160-162, 175, 183, 218; 228, 244, 249, 251-253, 260.
- Petermann, 26, 465.
- Pétuné, 430.
- Peuples chinois et russe animés de sentiments pacifiques, 442-444.
- Piassetsky, 454.
- Pichpek, 349.
- Piehchentao, 375, 395.
- Pierre I^{er}, 103-104, 347-348.
- Pierre le Grand (baie), 430.
- Pinchen, 375.
- Pin-pou, 308.
- Piquet chinois, 84, 89, 302, 303, 304.
- Platonov, 104, 347, 460.
- Plauchut, 370, 385, 434, 462.
- Pleins-pouvoirs : Mouraviev, 141, 144, 148, 154, 155, 159, 160; Yi-chan, 175; Plénipotentiaires chinois : en 1857-58, 194, 204-208, 210, 212; en 1860, 274, 279.
- Plénipotentiaires sino-russes, 22, 23, 243, 298; Pl. chinois, 56, 130, 137, 143, 147, 148, 159, 165, 175-177, 183, 184, 261; demande de plén. formulée par les alliés en 1858, 190-196, 203, 208; commissaires pour négocier avec les alliés en 1858, 196-198, 204-212, 213, 215-217; en 1860, 273-279; Pl. russes, 96, 142, 145, 198, 261, 265.
- Plomb, 422.
- Plunkett, 374.
- Pogromy, 436.
- Poiarkov, 99.
- Polovinnaiâ, 126.
- Population chinoise préservée contre le pillage, 273.
- Port-Arthur, 437, 441.
- Ports chinois : Fermés aux Russes au milieu du XIX^e s., 90-93; ouverts depuis 1858, 234-237; ports ouverts, 193-194, 223, 225, 226, 228, 232, 234-238, 377, 381, 403, 404, 406, 407, 408, 418.
- Portsmouth (traité), 7, 438.
- Posadnik, 263.
- Possiet (baie), 258, 295.
- Poste (voyez aussi forts), chinois transporté par ordre de Mouraviev, 294.
- Poste. Etablissement d'une communication p. pour les besoins des relat. s.-r., 221-222, 229, 244, 307, 310, 311.
- Poteaux (voyez bornes-frontières).
- Po-tou-no, 430.
- Pouchkin, 25.

- Poutiatine (amiral comte), 244, 248, 249, 251, 258, 259, 263, 267, 465 ; veut établir un commerce maritime avec la Chine, 92-93 ; sa mission concernant l'Amour, 155-159, 165, 187, 223 ; pourquoi il n'a pas été à Péking, 166-168 ; n'a borde pas les questions de la frontière dans le traité de Tientsin, 182-186 ; origines de sa mission en Chine, 187-189 ; suit l'expédition franco-anglaise de 1858, 176, 177, 178, 189-218, 243 ; signe le traité de Tientsin, 213-215, 219, 235, 240.
- Pou-yan (voyez dzargoutcheï) Pozdnêev, 460.
- Prêtres russes à Péking, 42, 44, 45, 46, 47, 48, 51, 52.
- Prisonniers russes à Péking, 42, 43, 231.
- Pristav, 52, 218, 227, 228, 455.
- Propriétés immobilières à Kouldja après le traité de 1881, 397.
- Protestations de la Chine contre les actes de Mouraviev, 131-132 ; pr. contre le gouvernement chinois à propos de l'affaire de Kouldja, 385.
- Protocoles : de délimitation de 1727, 15 ; de Tientsin, 217-218 ; de Péking, 290 ; du 16 / 28 juin 1861, 299 ; de Tchougoutchak de 1864, 302-304, 362, 395, 425, 426, 429 ; de Tch'ong-heou, 430 ; de 1881, 392, 399, 400.
- Puissances étrangères (autres que la Chine et la Russie) européennes, d'outre mer ou maritimes, 5, 6, 7, 8, 9, 38, 113, 115, 122, 129, 131, 135, 186, 187, 191, 214, 216, 227, 234, 235, 238-240, 249, 257, 262, 265, 288, 295, 330, 331, 381, 384, 385, 386, 403, 404, 406, 409, 427, 430, 436, 438.
- Pumpelly, 464.
- Purification de la Vierge (église), 46.
- Raïnsk (ou Raïm), 348, 349.
- Rain, 443.
- Rambaud (A.), 454.
- Ravenstein, 21, 22, 24, 42, 45, 46, 48, 51, 53, 112, 134, 135, 136, 157, 181, 218, 290, 452, 454.
- Razboïnik, 272.
- Rébellion en Chine (voyez insurrection).
- Rebelles, (voyez insurgés).
- Recel d'individus, 327-328.
- Reclus (E), 454.
- Reed, 189, 190, 194, 196-200, 208, 213, 215, 216, 218.
- Règlements de commerce : européens, 236, 239, 408, 410, 411, 422 ; sino-russes, 315, 374 ; leur durée et tacite reconduction, 411-412, 415, 422-423 ; de 1862, 333, 382, 401-415, 418 419, 421 ; de 1869, 333, 382, 392, 401, 412-415, 418, 419 ; de 1881, 392, 415-423.
- Rehbinder, 147.
- Reinsch, 454.
- Relations sino-russes : division en périodes, 5-10, 437-438 ; méthode d'exposition, 94 ; leurs bases conventionnelles : milieu XIX^e s., 13-93 ; traité d'Aïgoun, 171-174 ; traité de

- Tientsin, 220-240; de Péking, 291-329; de St-Pétersbourg, 392-400, 415-433; leurs deux traits caractéristiques : concessions accordées par la Chine sans contre-partie, 440-441; caractère pacifique, 441-444.
- Religion, propagande religieuse, 60, 229-231.
- Rémusat (A.), 454.
- Renault (Louis), 241.
- Représailles, 270.
- Représentant diplomatique permanent, 40, 59, 60, 209, 215, 225-227, 284, 285, 317, 333, 388 (voyez aussi ministres plénipotentiaires).
- Richthofen, 454.
- Riz, 422.
- Robbins (Helen), 454.
- Rockhill (W.-W.), 454, 468.
- Ross (sir J.), 91, 448.
- Rossokhin, 466.
- Sabir, 11, 30, 104, 106, 107, 114, 120, 121, 123, 125, 129, 135-138, 142, 158, 181, 214, 454.
- Sagalien Oula (ou Ula), 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24.
- Saint-Nicolas (église), 43.
- Saint-Pétersbourg, 39, 113, 117, 118, 121, 135, 143, 144, 148, 149, 154, 155, 156, 158, 187, 214, 248, 249, 251, 259, 290, 373, 384, 386-388, 391, 394, 415, 427, 434; négociations à Saint-Pétersbourg, 374, 389-391.
- Saint-Pétersbourg (traité de), 181, 353, 377, 400, 437; histoire de sa signature, 386-391; ratification, 391, 394, 400, 421, 422; contenu, 393-398, 415-434; interprétation, 433; critique, 434-436.
- Saint-Synode dirigeant, 60.
- Sainte-Alliance, 106.
- Sainte-Anne, 361.
- Sakhalin, 113.
- Sakharov, 466.
- Sa-lei-ya-seh-ka-chierh-te-liu-k'o-kouo, 376.
- Salisbury, 374, 438.
- Salpêtre, 422.
- Samarkand, 350.
- Saour, 425, 426.
- Sarimsak, 355.
- Sarikol, 359.
- Saussure, 39, 454.
- Sava Vladislavitch, 45, 47, 49.
- Schlegel, 462.
- Schœn, 454.
- Schrenck, 454.
- Schuyler, 327, 341, 349, 358, 361, 369, 375, 455.
- Selenga, 13.
- Selenginsk, 50.
- Semenov, 126, 127, 460.
- Semipalatinsk, 349-351, 365.
- Semirêtchensk, 350, 351, 360, 362, 363.
- Sénat russe, 34, 35, 122, 131, 132, 159, 198, 220, 323, 324.
- Shimoneseki (traité de), 437.
- Sibérie, 29, 30, 34, 44, 97, 98, 99, 102, 107, 110, 111, 112, 148, 155, 156, 184, 235, 346, 347, 351, 354, 366.
- Sibérie occidentale, 35, 110, 305, 310, 351.
- Sibérie orientale, 82, 110, 187, 388.
- Sibérie orientale (gouverneur général), 34, 54, 106, 107, 109,

- 305, 306, 307, 309, 351, 388
(voyez aussi, Mouraviev).
Silin, 302.
Simpson (B.-L.), 456.
Singan, 376, 383.
Si-yu, 335.
Skatchkov, 416, 460, 466.
Skobelev, 368.
Skrine, 455.
Solidarité internationale, 240.
Sommaton (voyez ultimatum).
Son'gatcha, 296, 297.
Sorbonne, 442.
Sorel, 435.
Sosnovski, 365, 366, 454.
Sou-chouen; 253, 256, 260, 266.
Sou-choun, 253.
Soufre, 422.
Souidoun, 362.
Soui-Fen, 430.
Soukhoun, 111.
Soulié, 404, 406, 419, 455.
Soungari, 100, 148, 172, 173, 247,
313, 429-431.
Sou-tcheou (du Kiang-sou), notes
des plénipotentiaires étran-
gers y sont portées, 195-196.
Sou-tcheou (du Kan-sou), 365,
376, 417, 418, 423.
Spasski, 460.
Spathar Milescu, 443.
Stanovoï, 126-128, 164.
Statut légal de l'étranger, 62-63.
Staunton, 44, 69, 91, 455.
Stepanov, 99, 100.
Strupp, 455.
Stübe, 456.
Stumm, 455.
Suez, 158, 214.
Svêtlana, 263.
Syr-Daria, 348-350.
Tachkent, 342, 346, 350, 351, 394.
T'ai-p'ing, 132, 160, 245, 247, 358,
364, 371; projet russe d'aider
le gouvernement mandchou à
les écraser, 245-248.
Tai-wan-fou, 235.
Ta-Kou, 202-205, 208-210, 223,
244, 258, 267; prise des forts
de T., 209-210.
Tang-tcheou, 376.
T'an T'ing-siang, 205-211.
Tao-kouang, 208, 356.
Tao-t'ai, 92, 201.
Tarantchis, 358, 361, 362.
Tarbagataï, 89, 192, 194, 302, 338,
381, 416, 420, 427.
Tarif (voyez douanes).
Tarim, 342.
Tatarinov (consul), 164.
Tatarinov (médecin et inter-
prète), 156, 168, 253, 269, 288.
Tawatsi, 341.
Tchakil Mes, 426.
Tchang K'ien, 335, 336.
Tchang-ling, 356.
Tchang Tche-tong, 379-381, 411,
430.
Tchang-yao, 367.
Tchao-houei, 342.
Tche-fou (traité de), 384.
Tche-li, 256, 270, 275, 358.
Tche-li (golfe du), 157, 255, 258,
260, 261, 264; les plénipoten-
tiaires étrangers au G. en
1858, 201-211; en 1860, 269-
272; gouverneur-général, 185,
205.
Tchen, 287.
Tchen Ki-chan, 439, 455.
Tchen-tsi, 299.
Tchernaïa, 17, 21.
Tcherniaev, 349.
Tchernyi-Irtych, 425, 426.

- Tchikhatchev, 214.
Tchimkent, 349.
Tchinaz, 349.
Tching-tchang, 462.
Tch'ong-heou, 373, 374, 377, 381-389, 391, 393, 395, 398, 399, 410, 417, 423, 427, 429, 430, 462; instructions, 375, 384.
Tchoros, 338.
Tchou (L.-N), 241, 439, 455.
Tchougoutchak, 75, 232, 237, 316, 320, 349, 350, 362, 365, 381, 401, 425; pillage des factoreries russes et règlement de cette affaire, 164-165, 192, 194, 233, 302; protocole de T. concernant la frontière (voyez protocole de 1864).
Tchuen-yuen, 462.
Tekkes, 376, 380, 393, 395.
Tengrichan, 302 (voyez Khan Tengri).
Tevkelev, 349.
Thé en briques, 409, 416, 421; de qualité inférieure, 421.
Thibet, 340, 354.
Thibétains, 338.
Thou-men-kiang (voyez Tioumen-oula).
Thouvenel, 259, 260, 263, 267, 271, 272.
Thouvenel (Ed.), 462.
T'ien-chan, 83, 352, 354, 357, 359, 360, 363, 364, 366, 370, 376, 379, 383, 393, 415, 416, 418, 420, 429; conquête par les Chinois, 338-342.
T'ien-chan-nan-lou, 302, 354, 356, 359, 371, 379.
T'ien-chan-peï-lou, 83, 89, 354, 356, 360, 367, 370, 379.
Tientsin, 11, 176, 184, 185, 186, 204, 210, 270, 279, 376, 382, 412, 402-408, 412-414, 417-420; les plénipotentiaires étrangers à T. en 1858, 211-218; conférences à T., 212-213; en 1860, 272-276.
Tientsin (traité), 95, 96, 177, 242-244, 248, 251, 256, 263, 291, 293, 297, 298, 310, 311, 312, 314, 316, 317, 319, 328-331, 433, 468; Objet ne touche pas à la frontière, 182-186; histoire de sa signature, 186-215; contenu, 219-241; accord conclu pendant l'échange des ratifications, 260-261; ratifications, 175, 217-219, 244, 251, 260, 468; traités de T., 202, 210, 214, 217, 218, 226, 236, 239, 251, 256, 271.
Timkovski, 43, 45, 51, 52, 167, 455.
Tioumen-Oula (Tou-men-kiang), 161, 293, 297, 298, 313.
Tobolsk, 44, 98, 342.
Tobolsk (gouverneur de), 34; (métropole de), 42.
Tokmak, 349.
Tong-pa, 402, 403, 413, 420.
T'ong-tcheou, 273, 279, 382, 402-405, 412, 413, 419, 420; guet-apens, 277-278.
Toujilin, 460.
T'ou-kiue (Turcs), 337.
Toula, 111.
T'ou-li-tch'en, 39, 44, 454, 455, 458, 466.
Tour, 297, 299.
Tourfan, 357, 359, 367, 376, 382, 423.
Tourgai, 348-349.
Tourgoutes, 39, 44, 338.

- Toxoun, 367.
- Traités : de 1689 (voyez tr. de Nertchinsk); de 1727 (v. tr. de Kiakhtha); de 1768, 63, 65, 66, 68, 69, 71, 79, 87, 323, 329, 432; de 1792, 63, 65, 68, 69, 87, 324, 325; de 1851 (voyez traité de Kouldja); traités de 1858 (v. tr. d'Aigoun ou de Tientsin); du 26 août/7 sept. 1858, 165; de 1860 (voyez traité de Péking); de 1862, 1869 (voy. règlements de commerce); de 1881 (voyez tr. de Saint-Petersbourg et règlements de commerce); du 5 mars 1886, 384; secret d'alliance, 440.
- Traité (projet de) de Mouraviev, 161, 168, 172; de Pontiatine, 165; d'Ignatiev, 254-255, 288-289.
- Traités (révision), 161, 168.
- Traités échange d'exemplaires : Nertchinsk, 22; Aigoun, 170; Péking, 290.
- Transbaikalie, 105. Région transbaikale, 105, 117.
- Transfuges, 34, 44, 87, 254, 324, 401; Définition et classification, 64-65; Condition faite aux tr. : milieu XIX^e s., 66-72; traités : de Tientsin, 232, 241; de Péking, 242, 328-329.
- Transoxiane, 337.
- Tribunal mixte, 70, 71, 86, 87, 239, 424.
- Tribus de la Sibérie 98; mongoles, 338.
- Tributs prélevés par les Chinois, 100, 119-121, 163-164, 342, 355.
- Tridon, 462.
- Troïtskosavsk, 81.
- Trousevitch, 75, 83, 460.
- Tsar (ou empereur de Russie), 92, 101, 106, 110, 111, 114, 116, 118, 139, 141, 146, 148, 153, 154, 156, 174, 192, 214, 218, 244, 247, 248, 249, 290, 347, 374, 385, 389, 439, 440, 443.
- « Tsar blanc », 98, 99.
- Tsarskoe Selo, 389.
- Tseng Ki-tseu (marquis), 386-392, 399, 400, 415, 417, 434; instructions, 387, 390.
- Tsiang-kiun, 302, 305, 309.
- Tsin, 299.
- Tsitsikar, 289.
- Tsong, 204-206.
- Tsong-li Yamen, 305, 363, 372, 387, 391, 410.
- Tso Tsong-t'ang, 364-369, 373, 378.
- Tsouroukhaitou, commerce sino-russe, 75, 80, 82-83, 90, 402.
- Turcomans, 369, 388.
- Tures (les), 337.
- Turkestan, 347, 349, 361, 362, 364, 368, 394; gouvernement général, 350-351.
- Turkestan chinois, 10, 337, 353, 355, 382, 427.
- Turkomanie, 347.
- Turquie, 399, 435.
- Tyau (M.-T.-Z.), 379, 431, 439, 455.
- Tyr, 119.
- Udi, 17.
- Ular, 455.
- Ultimatum de Mouraviev, 169-170; des alliés en 1858, 203-204, 211; des Chinois, 271; des alliés en 1860, 272, 283, 285.
- Urum, 17.
- Vaganov, 112.

- Vambouev, 253.
 Vasiliev, 34, 35, 36, 42, 67, 77,
 107, 108, 456, 460, 466.
 Vatovski, 156.
 Vend (Vera), 455.
 Venioukov, 61, 90, 103, 106, 107,
 111, 164, 347, 349, 429, 456,
 460, 461, 462, 464, 466.
 Verevkin, 349.
 Vèrnyi, 349.
 Vincent (C.-T.-H.), 455.
 Vissière, 11, 12.
 Vivien de Saint-Martin, 126,
 456.
 Vladimir, 100, 245, 456.
 Vladivostok, 430.
 Vlangali (A.), 333, 334, 363, 366,
 372.
 Vockerode, 456.
 Voleurs (peine frappant les),
 67-68, 87.
 Vols, 34; de bétail (voyez bé.
 tail).
 Volga, 39, 44.
 Vostok, 92.
 Wali-Khan, 356.
 Waliszewski, 98, 99, 456.
 Ward, 268, 271.
 Wartenburg (Y. von), 303, 362,
 363, 370, 456.
 Weale (Putnam), 456.
 Wellesley, 448.
 Wells Williams (Fr.), 456, 464.
 Whampoa, 212.
 Whigham, 456.
 Wolf, 253.
 Wou (empereur), 336.
 Wou (tao-t'ai), 92.
 Wou (commissaire impérial),
 204-206.
 Wou (caractère) signifiant
 guerre, prouve les sentiments
 pacifiques des Chinois, 442-
 443.
 Wou-souen, 336.
 Wou-tsoung-tan, 375, 395.
 Wrong, 456.
 Wyndham, 468.
 Yakoub Beg, 356, 359, 360, 363,
 364, 367.
 Yaksa, 100, 101.
 Yangi-Hissar, 356.
 Yarkand, 342, 356, 358, 359, 367.
 Ye Ming-chen, 190, 191, 193, 196.
 Yi-chan, 159, 160, 168, 170, 175-
 177, 179.
 Yong-tcheng, 49, 302, 340.
 Yousouf, 356.
 Yu, 196, 197, 199, 200, 203, 211.
 Yue-tche, 336.
 Yule, 337, 456.
 Yun-nan, 358, 364.
 Zaborinski, 56, 138, 140, 155,
 246, 466. Projet de mission à
 Péking, 54-55, 144-145, 247.
 Instructions de Mouraviev,
 55-56, 145, 246-247.
 Zakharov, 165, 302.
 Zaïsan, 302, 303, 340, 365, 425-427.
 Zaliv Stchastia, 121.
 Zavalichin, 466.
 Zavoïko, 149, 150.
 Zeia, 126, 136, 172.
 Zeifert, 250.
 Zeïme, 250.
 Zeïsk, 123.
 Zenzinoff, 463.
 Zepelin (C. von), 456.
 Zinoviev, 468.
 Zone neutre, 128, 303

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
TRANSCRIPTIONS	11

PREMIÈRE PARTIE

SITUATION RÉCIPROQUE DE LA CHINE ET DE LA RUSSIE VERS LE MILIEU DU XIX ^e SIÈCLE.....	13
CHAPITRE PREMIER. — Les conditions des relations entre les gouvernements chinois et russe.....	14
<i>Section I.</i> — La frontière sino-russe.....	14
§ 1. — Le parcours de la frontière.....	15
§ 2. — Les imprécisions de la frontière.....	20
<i>Section II.</i> — Les moyens de communication diplo- matique entre la Chine et la Russie.....	32
§ 1. — Autorités chinoises et russes compétentes pour entrer en relations les unes avec les autres:	33
I. — Affaires d'ordre général.....	34
II. — Affaires d'ordre local.....	34
A. — Frontière orientale.....	34
B. — Frontière occidentale.....	35
§ 2. — Règles concernant l'envoi des communi- cations écrites	35
§ 3. — Règles concernant l'envoi des ambassadeurs.	37

<i>Section III. — La mission ecclésiastique à Péking..</i>	42
§ 1. — Les origines de la mission.....	42
§ 2. — L'article 5 du traité de Kiakhta.....	47
§ 3. — Buts de la mission.....	48
I. — Exercice du culte.....	48
II. — Formation d'interprètes.....	48
§ 4. — Logement et entretien de la mission.....	50
§ 5. — Renouvellement de la mission.....	52
§ 6. — Rôle diplomatique de la mission.....	53
§ 7. — Importance de la mission.....	61
CHAPITRE II. — Les conditions des relations entre les particuliers chinois et russes.....	62
<i>Section I. — Condition faite aux transfuges.....</i>	64
§ 1. — Définition des transfuges.....	64
§ 2. — Les transfuges innocents.....	66
§ 3. — Les transfuges ayant une intention cou- pable.....	66
§ 4. — Les transfuges ayant commis un acte punis- sable.....	67
I. — Les voleurs simples non armés.....	67
II. — Les brigands, l'accord de 1792.....	68
§ 5. — Extradition de criminels.....	71
<i>Section II. — Condition faite aux étrangers qui ne sont pas des transfuges et notamment aux marchands.....</i>	72
§ 1. — Principe général.....	73
§ 2. — A Péking.....	75
I. — Caravanes pour Péking.....	76
II. — Entretien des marchands.....	76
III. — Conditions du commerce.....	77
IV. — Le gouvernement chinois n'a pas le droit d'aubaine.....	78
VI. — Le commerce sino-russe.....	78
§ 3. — A Kiakhta.....	78
I. — La ville de Kiakhta.....	78

II. — Conditions du commerce.....	79
III. — Autorités sino-russes.....	80
IV. — Le commerce sino-russe.....	81
§ 4. — A Tsouroukhaitou.....	82
§ 5. — A Kouldja.....	83
I. — Caravanes pour Kouldja.....	83
II. — Conditions du commerce.....	85
III. — Autorités sino-russes ; le consul, son droit de juridiction et son pouvoir réglemen- taire.....	85
IV. — Emplacements réservés aux Russes.....	88
§ 6. — A Tchougoutchak.....	89
§ 7. — Commerce maritime.....	90

DEUXIÈME PARTIE

AVANTAGES OBTENUS PAR LA RUSSIE A LA FAVEUR DES HOSTILITÉS ENTRE LA CHINE D'UNE PART, LA FRANCE ET L'ANGLETERRE DE L'AUTRE.....	95
CHAPITRE PREMIER. — Le traité d'Aïgoun.....	97
Section I. — Origines lointaines du traité d'Aïgoun : prétentions séculaires des Russes sur le fleuve Amour.....	97
§ 1. — Les premiers Russes sur l'Amour.....	98
§ 2. — Les Russes refoulés de l'Amour n'aban- donnent pas leurs prétentions.....	100
§ 3. — Les Russes et l'Amour au XVIII ^e siècle....	103
I. — Les vues de Pierre I ^{er}	103
II. — Les mesures de Catherine II.....	104
§ 4. — Les Russes et l'Amour au XIX ^e siècle.....	106
Section II. — Origines immédiates du traité d'Aï- goun : la politique du général Mouraviev.....	109
§ 1. — Le général Mouraviev.....	110
§ 2. — Le gouvernement de Saint-Pétersbourg...	113
Hoo Chi-tsai	32

§ 3. — L'expédition Akhte.....	116
§ 4. Occupation de l'embouchure de l'Amour par les Russes.....	119
§ 5. — Occupation par les Russes de territoires sur l'Amour et sur le littoral.....	123
§ 6. — Insuffisance des raisons invoquées par les Russes pour justifier leur occupation de nou- veaux territoires.....	125
§ 7. — Les expéditions du général Mouraviev sur l'Amour.....	133
§ 8. — Nécessité de consacrer par un traité avec la Chine la situation de fait acquise par la Russie.....	138
<i>Section III. — Négociations de la Russie avec la Chine au sujet de l'Amour. Signature du traité d'Aïgoun.....</i>	
§ 1. — La note russe du 16/28 juin 1853.....	140
§ 2. — Le général Mouraviev cherche à retarder les négociations avec les Plénipotentiaires chi- nois.....	143
§ 3. — Les conférences de Mariinsk.....	149
§ 4. — La mission du comte Poutiatine concernant l'Amour.....	155
§ 5. — Les conférences d'Aïgoun.....	159
§ 6. — Le traité d'Aïgoun.....	171
I. — La nouvelle frontière.....	171
II. — Territoires indélimités.....	171
III. — Navigation sur les fleuves.....	172
IV. — Sujets chinois restés sur territoire russe.	172
V. — Commerce sur la frontière.....	173
§ 7. — La question de l'échange des ratifications du traité d'Aïgoun.....	174
CHAPITRE II. — Le traité de Tientsin.....	182
Section I. — Origines du traité de Tientsin.....	186

§ 1. — La Russie et l'expédition franco-anglaise de 1857-1858	187
§ 2. — Les Plénipotentiaires à Hong-Kong	189
§ 3. — Les Plénipotentiaires à Changhai	196
§ 4. — Les Plénipotentiaires dans le golfe du Tche-li.	201
§ 5. — Les Plénipotentiaires à Tientsin	211
§ 6. — Signature du traité sino-russe	213
§ 7. — Le comte Poutiatine après la signature du traité de Tientsin	215
<i>Section II.</i> — Le traité de Tientsin du 1/13 juin 1858..	219
<i>Sous-section I.</i> — Conditions des relations entre les gouvernements chinois et russe	220
§ 1. — La frontière sino-russe	220
§ 2. — Les moyens de communication diploma- tique entre la Chine et la Russie	220
1. — Autorités chinoises et russes compétentes pour entrer en relations les unes avec les autres	220
1 ^o Autorités centrales	220
2 ^o Autorités de frontières pour les affaires pure- ment locales	221
II. — Règles adoptées par les deux Puissances pour entrer en relations au moyen de commu- nications écrites	221
1 ^o Correspondance ordinaire, communication postale	221
2 ^o Correspondance pour affaires importantes, envoi de courriers	222
III. — Règles adoptées par les deux Puissances pour entrer en relations au moyen d'agents diplomatiques	223
1 ^o Itinéraire des envoyés	223
2 ^o Réception des envoyés	224
3 ^o Entretien des envoyés	224

4° Faculté pour la Russie d'avoir un représentant diplomatique permanent en Chine.....	225
§ 3. — La mission ecclésiastique russe à Péking...	227
<i>Sous-section II. — Conditions des relations entre les particuliers chinois et russes.....</i>	<i>232</i>
§ 1. — Les transfuges.....	232
§ 2. — Droit pour les Russes de faire le commerce terrestre avec la Chine.....	233
§ 3. — Droit pour les Russes de faire le commerce maritime avec la Chine.....	234
§ 4. — Droit pour les Russes d'avoir des consuls dans les ports ouverts.....	237
§ 5. — Droit pour les Russes d'être jugés par leurs consuls d'après leurs lois nationales.....	238
§ 6. — Droit pour les Russes de jouir de la clause de la nation la plus favorisée.....	239
CHAPITRE III. — Le traité de Péking.....	242
<i>Section I. — Origines du traité de Péking.....</i>	<i>243</i>
§ 1. — But initial de la mission du général Ignatiev.	243
§ 2. — Le général Ignatiev à Péking en 1859 et ses négociations stériles.....	252
§ 3. — Le général Ignatiev va de Péking à Changhai. La politique russe pendant l'expédition de 1860.....	262
§ 4. — Les Plénipotentiaires à Changhai.....	268
§ 5. — Les Plénipotentiaires au golfe du Tche-li..	269
§ 6. — Les Plénipotentiaires à Tientsin.....	272
§ 7. — Les Plénipotentiaires entre Tientsin et Péking.....	276
§ 8. — Le général Ignatiev médiateur entre la Chine et les alliés.....	279
§ 9. — Le traité sino-russe.....	286
<i>Section II. — Le traité de Péking de 1860.....</i>	<i>291</i>
<i>Sous-section I. — Conditions des relations entre les gouvernements chinois et russe.....</i>	<i>291</i>

§ 1. — La frontière sino-russe.....	291
I. — Partie orientale de la frontière sino-russe..	292
II. — Partie occidentale de la frontière sino-russe.	301
§ 2. — Les moyens de communication diplomatique entre la Chine et la Russie.....	304
I. — Autorités chinoises et russes compétentes pour entrer en relations les unes avec les autres.	304
1 ^o Autorités centrales.....	304
2 ^o Autorités locales.....	305
3 ^o Consuls russes et chefs locaux.....	306
II. — Règles adoptées par les deux Puissances pour entrer en relations écrites.....	307
1 ^o Correspondance du Ministère des Affaires étrangères de Russie ou du Gouverneur-général de la Sibérie Orientale avec le gouvernement de Péking.....	307
a) Communications ordinaires.....	307
b) Communications-importantes.....	308
2 ^o Correspondance entre les autorités locales compétentes pour traiter les affaires sino-russes...	309
3 ^o Organisation d'un service postal régulier.....	310
<i>Sous-section II. — Conditions des relations entre particuliers chinois et russes.....</i>	<i>312</i>
§ 1. — Les commerçants.....	312
I. — Droit de faire le commerce.....	312
a) Commerce sino-russe sur la frontière....	312
b) Commerce sino-russe en Chine.....	313
II. — Droit d'avoir des consuls.....	316
III. — Droit d'être jugés par les autorités nationales.....	317
a) Affaires commerciales.....	318
b) Affaires civiles et correctionnelles.....	318
c) Affaires criminelles graves.....	319
§ 2. — Les transfuges.....	328
§ 3. — Conclusion.....	329

TROISIÈME PARTIE

AVANTAGES OBTENUS PAR LA RUSSIE A LA FAVEUR DE L'INSURRECTION DOUNGANE.....	333
CHAPITRE PREMIER. — La Chine et la Russie en Asie Centrale.....	335
Section I. — La Chine en Asie Centrale.....	335
§ 1. — Rapports de l'ancienne Chine avec l'Asie Centrale.....	335
§ 2. — Conquête définitive de T'ien-chan par la Chine.....	338
Section II. — La Russie en Asie Centrale.....	343
§ 1. — Raisons de l'avance russe.....	343
§ 2. — Histoire de l'avancerusse.....	346
CHAPITRE II. — L'affaire de Kouldja.....	353
Section I. — La rébellion dans les possessions occi- dentales de la Chine.....	354
§ 1. — Les révoltes dans les possessions conquises par K'ien-long.....	354
§ 2. — La rébellion des Dounganes et Yakoub Beg.....	357
Section II. — L'occupation de Kouldja par les Russes.....	360
§ 1. — Les raisons et les prétextes de l'occupation.....	360
§ 2. — Les faits de l'occupation.....	362
Section III. — La question de l'évacuation de Kouldja par les Russes après l'écrasement de la rebellion dans les possessions chinoises de l'Asie Centrale.....	364
§ 1. — Ecrasement de la rébellion.....	364
§ 2. — La question de l'évacuation de Kouldja par les Russes.....	369

I. — Raisons pour lesquelles la Chine tenait absolument à la restitution de Kouldja.....	369
II. — Négociations sino-russes en 1871-1872....	372
III. — La mission de Tch'ong-heou.....	373
§ 3. — Le traité de Livadia.....	375
I. — Rétrocession de Kouldja.....	375
II. — Indemnisation de la Russie pour les frais d'occupation	376
III. — Commerce par voie de terre entre la Chine et la Russie.....	376
<i>Section IV.</i> — Les difficultés suscitées par le traité de Livadia et le règlement définitif de l'affaire de Kouldja par le traité de Saint-Pétersbourg.	377
§ 1. — Impossibilité pour la Chine d'accepter le traité de Livadia.....	377
§ 2. — La crise à son état aigu : la question de la ratification du traité de Livadia et de la condamnation de Tch'ong-heou.....	383
§ 3. — La mission du marquis Tseng.....	386
CHAPITRE III. — Le traité de Saint-Pétersbourg du 12/24 février 1881.....	392
<i>Section I.</i> — Le territoire de Kouldja.....	393
§ 1. — Ce que la Russie restitue à la Chine.....	393
§ 2. — Ce que la Russie retient du pays d'Ili.....	394
§ 3. — Dispositions concernant les habitants des territoires restitués.....	396
<i>Section II.</i> — Payement d'une indemnité par la Chine.	398
<i>Section III.</i> — Le commerce entre la Chine et la Russie par voie terrestre.....	400
§ 1. — Règlement concernant le commerce par terre conclu à Péking le 20 février/4 mars 1862.	401
I. — Exemption de droits pour le commerce russe dans certaines régions de l'Empire chinois....	401
II. — Situation privilégiée des marchands russes sur certaines places de la Chine.....	402

A. — Importations.....	403
B. — Exportations.....	404
1) Exportation de marchandises d'origine chinoise.....	404
a) Marchandises allant d'un port ouvert à Tientsin et d'ici Kiakhta.....	404
b) Marchandises achetées par les Russes à Tientsin ou à T'ong-tcheou.....	405
c) Marchandises achetées par les Russes à Kalgan.....	405
2) Exportation de marchandises d'origine étrangère.....	405
III. -- Application du traitement de droit com- mun aux marchands russes.....	406
A. — Droits frappant les marchandises russes dans les ports ouverts.....	406
B. — Application du tarif général.....	408
C. — Produits soumis à un régime spécial....	410
§ 2. — Règlement concernant le commerce par terre conclu à Péking le 15/27 avril 1869.....	412
I. — Le commerce russe à Kalgan.....	412
II. — Sanctions moins sévères en cas d'infraction aux règles de l'importation.....	413
III. — Exportation de Tientsin à Kiakhta de mar- chandises provenant d'un autre port ouvert..	414
§ 3. — Le Traité de Saint-Pétersbourg et le Règle- ment pour le commerce terrestre de 1881.....	415
I. — Exemption de droits pour le commerce russe dans certaines régions de l'Empire chi- nois.....	415
II. — Situation privilégiée des marchands russes sur certaines places de la Chine.....	417
A. — Les marchands russes à Sou-tcheou....	417
B. — Les marchands russes à Kalgan.....	417
C. — Les marchands russes à T'ong-tcheou..	420

D. — Les marchands russes à Tientsin.....	420
III. — Modifications du tarif.....	421
IV. — Produits soumis à un régime spécial.....	422
<i>Section IV. — Dispositions diverses du traité de</i>	
<i>Saint-Pétersbourg</i>	<i>423</i>
§ 1. — Consuls russes en Chine.....	423
§ 2. — Rectification de la frontière occidentale...	425
§ 3. — Nomination de commissaires pour poser des poteaux de démarcation.....	428
§ 4. — La navigation sur les fleuves chinois.....	429
§ 5. — Vols de bétail le long de la frontière sino- russe	432
§ 6. — Interprétation du traité.....	433
CONCLUSION.....	437
BIBLIOGRAPHIE.....	445
INDEX ALPHABÉTIQUE	469

ERRATA

- Page 24, note 3, *lire* : Ravenstein, *au lieu de* : Raveinstein.
Page 26, note 3, *lire* : plénipotentiaire, *au lieu de* : plénipotentaire
Page 91, ligne 10, *lire* : *Nadejda*, *au lieu de* : *Nadedja*.
Page 162, ligne 11, *lire* : Nertchinsk, *au lieu de* : Nerchinsk.
Page 189, note 2, *lire* : Bretschneider, *au lieu de* : Breischneider.
Page 302, note 2, *lire* : factoreries, *au lieu de* : factories.
Page 320, ligne 22, *lire* : gouvernement, *au lieu de* : gouvernement.
Page 329, note 3, *lire* : *Russia*, *au lieu de* : *Russa*.
Page 355, ligne 24, *lire* : Burhân, *au lieu de* : Bourhân.
Page 376, ligne 27, *lire* : Han-tchong-fou, *au lieu de* : Kan-tchong-fou.
Page 379, note 1, *lire* : *The legal Obligations arising out of Treaty relations between China and other States* : *au lieu de* : *op. cit.*
Page 394, ligne 4, *lire* : Chàn-si *au lieu de* : Chan-si.

